

C.-J. MATHIEU

GRANDS FAITS DE L'HISTOIRE UNIVERSELLE

Programme de l'Enseignement normal primaire
et des classes inférieures de l'Enseignement moyen



TOME II

Les Temps Modernes
ET L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

PAR

Adrien Glaesener

PROFESSEUR A L'ÉTABLISSEMENT DE CARLSBOURG

1^{re} ÉDITION



J. GAUTHIER

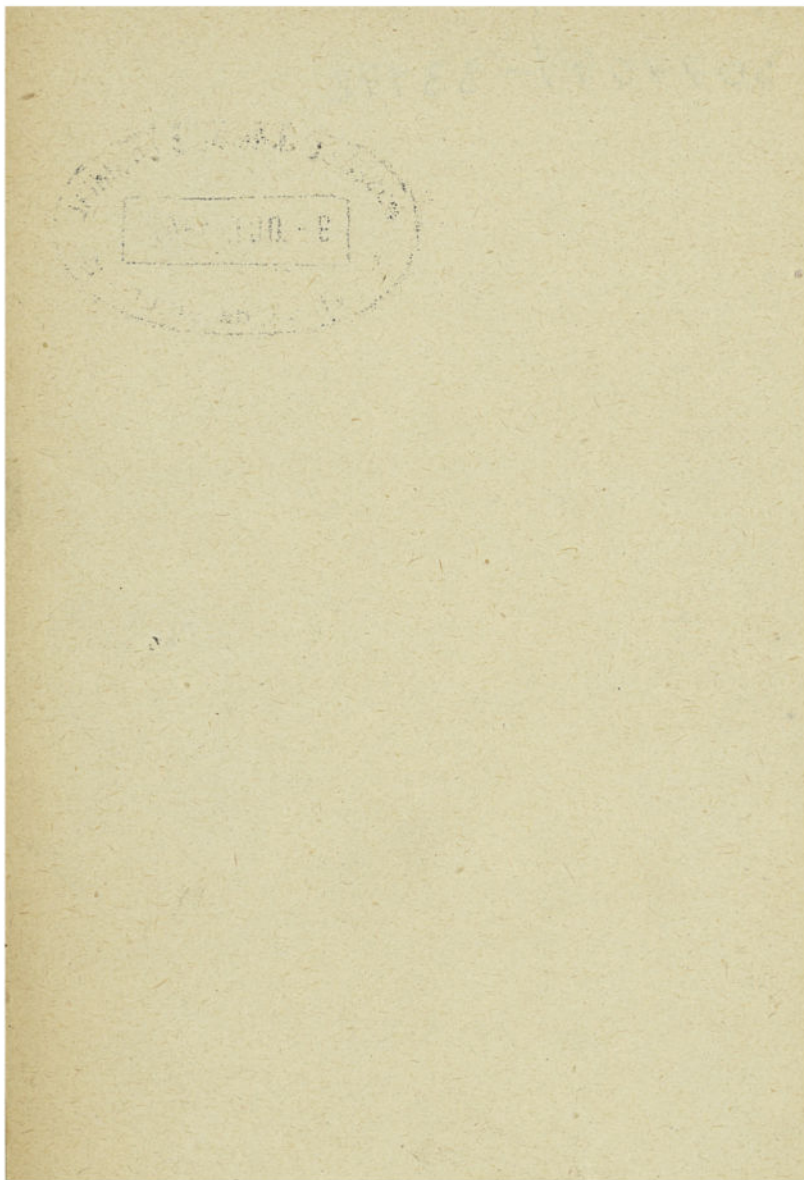
Boulevard Léopold, 15, Namur

P. PAELINCK

Rue des Tanneurs, 161, Bruxelles

Maison d'Éditions Ad. WESMAEL-CHARLIER (Soc. Anon.), Namur

1923



MCM
C.-J. MATHIEU

Sitr-13-Ray 4

GRANDS FAITS DE L'HISTOIRE UNIVERSELLE

Programme de l'Enseignement normal primaire
et des classes inférieures de l'Enseignement moyen



Les Temps Modernes
ET L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

PAR

Adrien GLAESENER

Professeur à l'Établissement de Carlsbourg

16^{me} ÉDITION



J. GAUTHIER

Boulevard Léopold. 15, Namur

P. PAELINCK

Rue des Tanneurs, 161, Bruxelles

Maison d'Éditions Ad. WESMAEL-CHARLIER (Soc. Anon.), Namur

1923

PROPRIÉTÉ.

Tous les exemplaires portent la griffe ci-dessous.

E. J. Mathieu



HISTOIRE UNIVERSELLE.

LES TEMPS MODERNES.

Au point de vue politique, trois faits caractérisent l'époque moderne, qui va du ^{xvi}e au ^{xviii}e siècle inclusivement : 1^o formation des grands États et centralisation du gouvernement; 2^o absolutisme de l'autorité royale; 3^o équilibre comme système politique international; et ces trois faits sont en corrélation assez étroite.

Au moyen âge, il n'y avait pas de gouvernement commun à tout un pays, par conséquent pas de nationalités bien définies. Chaque pays était partagé entre un grand nombre de petits pouvoirs, seigneurs ou corps municipaux, étrangers les uns aux autres. Mais vers la fin du ^{xv}e siècle se manifeste une tendance à réunir les provinces en un seul État, où le roi devient seul souverain, concentrant dans ses mains l'administration de toutes les parties d'un pays.

La centralisation du pouvoir amène peu à peu les monarques à en abuser. S'il y a des institutions qui les gênent dans l'exercice de leur autorité, ils les abolissent ou les laissent tomber en désuétude, tels, en France, les États Généraux qui représentent la nation, tels les Conseils ou Parlements investis du droit de remontrance. Ainsi se fonde l'absolutisme, favorisé au ^{xvi}e siècle par la Réforme, et parvenu à son apogée au siècle de Louis XIV.

L'absolutisme, à son tour, a pour conséquence le besoin de l'équilibre. Les princes, devenus très indépendants dans leurs États, cherchent à étendre leur puissance aux dépens des voisins. De là, nécessité pour les États de se grouper en systèmes d'alliances opposées afin de lutter contre celui d'entre eux qui menacerait d'asservir les autres.

Au point de vue philosophique et religieux, l'époque moderne est dominée d'abord par la *Renaissance* et la *Réforme*, qui substituent à l'esprit religieux du moyen âge le rationalisme, à l'autorité de l'Église le libre examen; ensuite, au XVIII^e siècle, par le *philosophisme* qui, sous le sceptre de Voltaire, ce roi de l'opinion, tend à bouleverser toutes les institutions religieuses, politiques et sociales.

L'aboutissement logique de l'absolutisme, de la réforme et du philosophisme, est la Révolution française qui ouvre la période contemporaine.

CHAPITRE I.

PROGRÈS DU POUVOIR ROYAL AU XV^e SIÈCLE EN FRANCE, EN ANGLETERRE ET EN ESPAGNE.

Sommaire synoptique.

En France sous Louis XI.	}	La France à l'avènement de Louis XI.	{ Situation territoriale. } Situation politique.
		Louis XI.	{ Son caractère. } Son plan politique.
		Obstacle : la féodalité.	{ Maison de Bourgogne. } Ligue du Bien public.
		Lutte entre le roi et la Ligue.	{ Échec de trois coalitions successives. } Nouveau projet de Charles le Téméraire : reconstituer sous son sceptre le royaume de Lotharingie. } Échecs redoublés.
		Dénouement.	{ Ruine de la Maison de Bourgogne. } Triomphe de Louis XI.
		La France à la mort de Louis XI.	
En Angleterre sous Henri VII.	}	La Royauté avant la guerre des Deux-Roses.	
		Guerre des Deux-Roses.	{ Origine. } Synthèse. } Dénouement.
		Conséquence : progrès du pouvoir royal.	
En Espagne sous Ferdinand et Isabelle.	}	L'Espagne à l'avènement de Ferdinand et d'Isabelle.	{ Situation territoriale. } Situation politique. } Situation religieuse.
		Unification territoriale.	{ Réunion des royaumes de Castille et d'Aragon. } Conquête du royaume de Grenade.
		Unification politique.	{ L'influence des Cortès diminuée. } La Ste-Hermandad transformée en milice royale. } Les ordres militaires placés sous la dépendance du roi.
		Unification religieuse.	{ Expulsion des Juifs et des Maures. } Établissement du Saint-Office.

DÉVELOPPEMENT.

En Allemagne et en Italie, la centralisation du pouvoir ne va pas plus loin, d'abord, qu'à réunir chaque province en un seul État, où le prince est seul souverain. L'unité, dans ces deux contrées, ne se fondera qu'au cours du XIX^e siècle. Mais en France, en Angleterre, en Espagne, le domaine royal absorbe de bonne heure tout le territoire, et le roi devient le centre unique du gouvernement.

I. — Chute de la féodalité et progrès de la royauté en France sous Louis XI.

(1461-1483.)

1. *Situation territoriale et politique de la France à l'avènement de Louis XI (1461).* — A la fin de la guerre de cent ans, toutes les possessions anglaises d'Outre-Manche, ainsi qu'un grand nombre de fiefs dont les possesseurs étaient morts sur les champs de bataille, avaient fait retour à la couronne. Mais il restait, pour achever l'unification, à reprendre aux princes du sang les vastes apanages que l'imprévoyance des rois leur avait donnés et dont l'ensemble formait à peu près la moitié du royaume. Orléans, Anjou, Bretagne, Bourbon, Bourgogne : telles étaient ces grandes maisons apanagées. Celle de Bourgogne était de beaucoup la plus importante par l'étendue de ses possessions : duché de Bourgogne, Pays-Bas, Artois, Picardie — et la plus indépendante, parce que, depuis le traité d'Arras, le duc de Bourgogne était exempt de tout hommage envers le roi de France, son suzerain.

Au point de vue politique, plusieurs faits ou circonstances favorisaient, à cette époque, la centralisation du pouvoir entre les mains du roi :

1^o *L'influence du droit romain.* — Dès le XIII^e siècle, les rois de France se faisaient assister, dans l'administration de la justice, d'un parlement ou conseil, composé de seigneurs et de prélats nommés par eux. Comme cette fonction leur paraissait onéreuse, seigneurs et prélats cessèrent peu à peu de s'y astreindre, et ce furent les hommes de loi, les *légistes*, qui les remplacèrent et devinrent *conseillers permanents du roi*. Or, le droit romain, plus respectueux des droits de l'État que de ceux des particuliers, renforçait, par le fait même, l'autorité royale.

2^o *L'impôt permanent.* — Charles V avait établi des impôts destinés à l'entretien des troupes. Perçus d'abord à titre provisoire, pendant la durée de la guerre contre l'Anglais, ils continuèrent de l'être, malgré les soulèvements réitérés des provinces, durant tout le règne de Charles V et sous les règnes suivants. Ces taxes comprenaient les *aides*, ou droit sur le sel, la *gabelle*, droit sur la vente des boissons, et surtout la *taille*, impôt sur les terres et les maisons. Bien qu'elles fussent destinées, en principe, à l'entretien des troupes, le roi prit l'habitude d'en disposer à sa guise.

3^o *L'armée permanente.* — Dans l'intervalle des hostilités entre Français et Anglais, les gens de guerre, encore que nobles pour la plupart, vivaient souvent de rapine et de brigandage. Charles V et plus tard Charles VII enrégimentèrent ces pillards en des compagnies appelées *compagnies d'ordonnance*. Cantonnés dans les villes ou dans les châteaux forts du roi, ces hommes touchaient une solde qui leur enlevait tout prétexte à piller. Telle est, en France, l'origine de l'armée permanente qui ne tarda pas à remplacer la chevalerie.

2. *Louis XI; son caractère, son plan politique.*

— Louis XI avait trente-huit ans lorsqu'il succéda à son père, Charles VII (1461). Dévôt comme particulier, il était, comme roi, sans conscience. Très habile dans les négociations et les tromperies, il avait pour maxime de gouvernement : *Qui ne sait dissimuler ne sait régner*. Aucun affront d'ailleurs ne le rebutait, pourvu qu'il y trouvât du profit : *Quand orgueil chemine devant, disait-il, dommage suit de près*. La simplicité affectée de sa cour contrastait avec la magnificence provocante de celle des ducs de Bourgogne. Ennemi de la parade et de la représentation, Louis XI portait des habits d'étoffe commune et s'entourait de personnages obscurs qu'il se plaisait à combler de ses faveurs.

Or, sous ces apparences vulgaires, le roi de France cachait un vaste plan politique, bien arrêté : 1^o absorber dans le domaine de la couronne tous les domaines féodaux; 2^o soumettre à l'autorité royale toute la hiérarchie féodale.

3. *Obstacle : la féodalité coalisée sous la direction du duc de Bourgogne (1465).* — Tandis que Louis XI se proposait l'unification du territoire de la France et l'extension de l'autorité royale, *Charles le Téméraire*, le futur

duc de Bourgogne ¹, poursuivait un but tout opposé : restreindre la puissance du roi de France, agrandir ses propres États et acquérir le titre de roi. Jusqu'à trois fois, il organisa,



Entrevue de Louis XI et de Charles le Téméraire à Péronne (1468).

contre Louis XI, de véritables coalitions féodales où entraient toutes les grandes maisons du royaume, et même le duc de Berry, propre frère du roi. Parce que la coalition préten-

¹ Le comte de Charolais devint duc de Bourgogne, en 1467, à la mort de son père Philippe le Bon.

daît mettre ses armes au service du pauvre peuple, exploité par le gouvernement royal, elle s'intitula *Ligue du Bien public*.

4. Lutte entre le roi et la Ligue. — La lutte entre le Téméraire et Louis XI dura douze ans. Ce fut le duel de l'ambition chevaleresque, aveugle, emportée, contre l'ambition bourgeoise, astucieuse, réfléchie. Sous la *première ligue*, si le Bourguignon triompha d'abord en bloc, sur les champs de bataille et dans les traités officiels — le roi se ressaisissait par le menu dans les négociations et les intrigues privées. En effet, après la bataille de *Monthéry* (1465) Louis XI restitue à Charles de Bourgogne les villes de la Somme, cède la Normandie au duc de Berry, et accorde aux autres ligueurs ce qu'ils demandent (*traité de Conflans*). Mais rien de ce traité ne fut exécuté.

Une *seconde ligue* ayant été organisée contre lui, Louis XI essaya une diversion en poussant la ville de Liège à se révolter contre le duc; en même temps il venait trouver le Téméraire à *Péronne* pour négocier. Mal lui en prit. Au milieu des conférences arriva la nouvelle du soulèvement des Liégeois, qui avaient arboré le drapeau français. Dans sa colère, le duc de Bourgogne jeta le roi en prison, d'où il ne le tira que pour le traîner au sac de la ville insurgée. Il lui arracha, en outre, la promesse de céder au duc de Berry, son allié, la Champagne, qui le mettait en communication directe avec Paris. Mais Louis XI, de retour en France, fit annuler le traité de Péronne et accepter à son frère, en place de la Champagne, la lointaine Guyenne, dont la cession n'offrait à son adversaire aucun avantage.

Une *troisième coalition*, ayant pour but de donner la couronne de France au duc de Berry, fut dissoute par la mort de ce prince — mort que les langues légères disaient fort opportune pour Louis XI. Découragé, Charles le Téméraire conclut avec son rival une trêve qui devait lui permettre de réaliser d'autres projets. Il méditait, pour réunir la Bourgogne aux Pays-Bas, l'acquisition de l'Alsace et de la Lorraine,

après quoi il se ferait décerner par l'empereur d'Allemagne le titre de roi. Louis XI promit de le laisser faire. Le duc acheta l'Alsace, occupa la Lorraine, puis se rendit à Trèves où l'empereur devait le couronner. Mais les filets de l'*universelle aragne* paralysèrent subitement tous les rouages qu'il était parvenu à mettre en mouvement. L'empereur d'Allemagne quitta furtivement Trèves deux jours avant le couronnement; l'archiduc d'Autriche réclama la restitution de son Alsace; les Lorrains se soulevèrent et le duc René rentra dans Nancy, sa capitale. En même temps les Suisses, encouragés par le roi de France, déclaraient la guerre à Charles qui projetait d'incorporer leur pays à ses États. Tant de difficultés, auxquelles s'ajoutaient encore ses démêlés avec les villes belges au sujet de leurs libertés communales, exaspérèrent le duc de Bourgogne. Avec une audace aveugle, il se lança dans une série d'aventures qui lui devinrent fatales. A *Granson* et à *Morat*, aux confins de la Suisse, ses vieilles bandes furent taillées en pièces; et sous les murs de *Nancy*, qu'avec une poignée d'hommes il avait essayé de reprendre au duc René, ce qui lui en restait fut exterminé. Le lendemain du combat, le corps de Charles fut retrouvé, entamé par les loups, dans les eaux glacées d'un étang. Fin lamentable d'une carrière commencée avec tant de splendeur et d'éclat (1477).

5. Dénouement : ruine de la maison de Bourgogne, triomphe du roi de France. — Après la mort de son adversaire, Louis XI pensa mettre la main sur tous les domaines de la maison de Bourgogne. Mais les Pays-Bas échurent à la fille unique de Charles, Marie de Bourgogne, qui épousa Maximilien d'Autriche, fils de l'empereur. La Bourgogne et la Picardie furent incorporées au domaine royal : ce fut un coup mortel pour la féodalité.

6. La royauté en France à la mort de Louis XI. — Louis XI avait achevé l'unification du royaume. Par des testaments plus ou moins libres, comme celui de René d'Anjou,

par des condamnations célèbres, comme celles du duc d'Alençon, du duc de Nemours, du comte de Saint-Pol, dont il confisqua les biens, le roi avait rattaché au domaine de la couronne presque tous les grands apanages et d'autres fiefs : *Guyenne, Maine, Anjou, Provence, Bourgogne*. Il avait fait décréter, par les États Généraux, que les princes de la maison royale, au lieu d'apanages, recevraient désormais une rente en argent (1467). — La *Bretagne*, encore indépendante, échut en héritage à Charles VIII qui, pendant sa minorité, avait épousé l'héritière du duché de Bretagne.

Louis XI mourut en 1483, à l'âge de soixante ans. Ses dernières années avaient été troublées par de sombres inquiétudes que justifiait trop la politique païenne de ce prince.

2. — Progrès de la royauté en Angleterre à la suite de la guerre des Deux-Roses.

(1455-1485.)

7. La royauté avant la guerre des Deux-Roses.

— Dès le XIII^e siècle, la monarchie anglaise, jusque-là toute-puissante, avait vu limiter ses prérogatives par la *Grande charte* et par les *Statuts d'Oxford*¹. Deux assemblées parlementaires — la *chambre des Lords* ou seigneurs des grandes terres, et la *chambre des communes* ou des députés des villes — fonctionnent régulièrement à la fin du XIV^e siècle et partagent avec le roi le gouvernement du royaume. Ce parlement vote l'impôt, en détermine et en surveille l'emploi, intervient même dans les déclarations de guerre et les traités de paix. La guerre de Cent Ans — par suite de l'absence prolongée des rois d'Angleterre, par suite aussi de leurs perpétuels besoins d'hommes et d'argent — augmente encore l'influence du Parlement, qui n'accorde les subsides qu'en échange de libertés nouvelles.

¹ *Grands Faits*, tome I, page 228.

Tableau généalogique des Maisons issues d'Édouard III.

Édouard III, roi d'Angleterre.
1327-1377.

Édouard, le Prince Noir. 1377-1399.	Lionel duc de Clarence.	Jean, duc de Lancastre.	Édouard, duc d'York.	Thomas duc de Gloucester.
Richard II, roi, 1377-1399.	Philippa ép. Edmond Mortimer.	Henri IV, roi, 1399-1413.	Richard ép. Anne Mortimer.	
	Roger Mortimer.	Henri V, roi, — Bedford 1413-1422.	Richard, duc d'York.	
	Anne Mortimer ép. Richard d'York.	Henri VI, roi, 1422-1461.	Édouard IV, roi, 1461-1483.	Richard III, roi, 1483-1485.
		Édouard, 1471.	Édouard V, roi, 1483.	— Richard, 1483.
		Henri VII, roi, 1485-1509.		
		Henri VIII, roi.		

Telle était la situation politique de l'Angleterre quand la guerre des Deux-Roses vint préparer les voies à l'absolutisme.

8. Origine de la guerre des Deux-Roses (1455). — Édouard III, le vainqueur de Crécy et de Poitiers, dont le règne dura un demi-siècle (1327-1377), eut cinq fils : le *Prince Noir*, le duc de *Clarence*, le duc de *Lancastre*, le duc d'*York* et le duc de *Glocester*¹. A la mort de *Richard II*, fils du Prince Noir, la couronne passait de droit à la maison de Clarence; mais celle de Lancastre usurpa le trône et donna pour rois à l'Angleterre : *Henri IV*, *Henri V* et *Henri VI*. Cependant le mariage d'*Anne Mortimer*, dernière descendante de la maison de Clarence, avec un prince d'*York*, transférait à celui-ci les droits des Clarences. Richard d'*York*, issu de ce mariage, profita de la faiblesse d'*Henri VI* et du discrédit où le jetait la perte de toutes les possessions anglaises d'Outre-Manche, pour réclamer ouvertement la couronne.

La capitale avec les comtés du sud et de l'est se déclarèrent pour la maison d'*York*; les comtés de l'ouest et du nord furent fidèles à la maison de Lancastre. Lancastre avait dans ses armes une rose rouge; *York*, une rose blanche. De là le joli nom de guerre des Deux-Roses donné à cette épouvantable guerre civile dont l'Angleterre fut, pendant trente ans, le théâtre (1455-1485).

9. Péripéties et dénouement. — La guerre des Deux-Roses marque une des périodes les plus troublées et les plus barbares de l'histoire de l'Angleterre. Douze grandes batailles, extinction violente de toute une dynastie, extermination d'une grande partie de la noblesse anglaise, crimes, trahisons, attentats de toutes sortes, tel fut le bilan de cette longue et funeste guerre civile.

Richard d'York, le prétendant qui ouvre la lutte, tombe

¹ Voir ci-contre le tableau généalogique.

sur le champ de bataille; l'un de ses fils est assassiné; *Henri VI*, tour à tour déposé et remplacé sur le trône, est tué dans la Tour de Londres; son fils, le *prince de Galles*, est égorgé. L'âme damnée de tous les complots de la cour, le comte de *Warwick*, dont le surnom *faiseur de rois* dit assez le rôle, trouve la mort dans un combat. Enfin les deux enfants d'Édouard IV furent étouffés dans leur lit par leur oncle, le monstrueux *Richard de Gloucester*, qui se fit couronner sous le nom de Richard III. Son crime, ayant transpiré, provoqua une révolte qui lui coûta le trône et la vie.

A sa place fut proclamé *Henri Tudor*, qui se rattachait par sa mère, à la maison de Lancastre.

10. *Conséquence : progrès du pouvoir royal.*

— Sur les ruines de l'aristocratie féodale, décimée par les guerres, Henri VII affermit la royauté et s'assujettit le Parlement. En effet, les nouveaux lords nommés par le roi en remplacement de ceux qui avaient péri sur les champs de bataille, étaient acquis à sa politique; d'autre part, afin d'avoir une chambre des communes dévouée à ses intérêts, il y fit entrer des députés de nouveaux *bourgs* qui jusque-là n'avaient pas eu de représentants.

Au surplus, tout en préparant les voies au despotisme violent de Henri VIII, son successeur, le chef de la dynastie des Tudors sut imprimer un vif essor au commerce et à l'industrie.

3. — Progrès de la royauté en Espagne sous Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille.

(1479-1516.)

11. *Situation territoriale, politique et religieuse de l'Espagne vers 1479.* — Après la bataille de *Xérès de la Frontera* (711), les chrétiens d'Espagne s'étaient réfugiés dans les Asturies, au nord de la péninsule qu'ils abandonnaient aux Arabes. Cependant, petit à petit, ils avaient repris aux Musulmans une grande partie de leur conquête, et, vers le milieu du XIII^e siècle, le Croissant ne

dominait plus que sur le *royaume de Grenade*. Mais l'Espagne chrétienne manquait encore d'unité : elle était fractionnée en quatre royaumes — *Navarre, Aragon, Castille, Portugal* — que la prétention à la suprématie mettait parfois aux prises.

La conséquence de la lutte, huit fois séculaire, soutenue contre l'oppresser et l'infidèle, fut le double caractère qui distingua, dès lors, la nation espagnole : amour de la liberté, attachement à la foi.

De fait, à l'avènement de Ferdinand et d'Isabelle, nous voyons les libertés nationales, provinciales et municipales incarnées dans des institutions remarquables qui limitaient le pouvoir royal : — Les *Cortès*, assemblées nationales des représentants du clergé, de la noblesse et de la bourgeoisie, avaient le droit d'examiner les comptes du gouvernement. — Les provinces jouissaient de fameux privilèges connus sous le nom de *fueros*, tel le droit pour les habitants de certaines provinces de ne pas servir hors du territoire de la circonscription. — Les villes pouvaient s'administrer elles-mêmes; elles avaient leur police et même leur milice. Parfois, plusieurs villes s'unissaient pour leur défense commune : ainsi était née l'association de la *Sainte-Hermandad*, dont les membres s'élevaient partout en justiciers, en redresseurs de torts ¹.

Au point de vue religieux, la presque ille comprenait, outre les *chrétiens* et les *musulmans*, un grand nombre de *juifs*, que leurs immenses richesses, amassées par le commerce et l'usure, rendaient assez impopulaires dans le pays.

12. Fondation de l'unité territoriale : réunion des royaumes de Castille et d'Aragon. — Conquête du royaume de Grenade. — Les territoires de Castille et d'Aragon furent réunis par le mariage de l'héritier d'Aragon, *Ferdinand*, à l'héritière de Castille, *Isabelle* (1479). Cependant les deux monarchies conservèrent chacune leur forme de

¹ En Aragon, le pouvoir royal était limité encore par les attributions extraordinaires d'un grand justicier appelé le *justiza*. Dignitaire inviolable, inamovible, il veillait au maintien des privilèges de la nation et recevait pour elle le serment du roi. Lui-même prêtait serment au monarque en ces termes : Nous qui séparés valons chacun autant que vous, et qui réunis pouvons plus que vous, nous vous faisons notre roi et seigneur, à condition que vous garderez nos *fueros* et franchises. Sinon, non.

gouvernement et leur souverain : Ferdinand restait roi d'Aragon; Isabelle demeurait *reine* de Castille.

Profitant des divisions qui régnaient dans le royaume de Grenade, Ferdinand et Isabelle résolurent d'arracher aux Musulmans ce dernier lambeau de leur domination en Espagne. Avec 60.000 hommes, ils allèrent donc mettre le siège devant Grenade, réputée imprenable. Leur camp étant devenu la proie d'un vaste incendie, ils commencèrent, pour bien marquer leur volonté de ne pas désespérer, la construction d'une ville qui prit le nom de *Santa-Fé* ou Sainte-Foi. Réduits par la famine, les assiégés capitulèrent après neuf mois de résistance (1492). Cette victoire sur le Croissant valut à Ferdinand et à Isabelle, de la part du Souverain Pontife, le titre de *rois catholiques*.

En 1512, la conquête de la *Navarre* vint achever l'unification territoriale de l'Espagne.

13. Fondation de l'unité politique. — Pour amoindrir l'influence des Cortès, les rois catholiques, prétextant que la noblesse et le clergé étaient exempts des impôts votés par l'assemblée nationale, prirent l'habitude de n'y plus convoquer que les représentants des villes, qui montrèrent beaucoup plus de docilité. — Ils transformèrent la *Sainte-Hermandad* en une milice royale destinée à mettre un terme aux guerres civiles entre les seigneurs; plus d'un, parmi ces grands rebelles, vit sa forteresse féodale rasée par cette milice. — Comme les ordres militaires créés en vue de combattre les Maures pouvaient devenir un embarras pour l'État, Ferdinand les plaça sous la dépendance du pouvoir royal, en s'en déclarant le *grand-maître*¹. — Enfin les rois d'Espagne se

¹ Ces ordres militaires étaient : les *Templiers*; les *Hospitaliers*; les chevaliers d'*Alcantara* (1214); ceux de *Calatrava* (1158); enfin ceux de *Saint-Jacques-de-l'Épée* (1176) institués pour protéger les pèlerins qui se rendaient à *Saint-Jacques-de-Campostelle*, en Galice, pour y révéler les reliques de l'apôtre saint Jacques.

firent un instrument de règne de l'*Inquisition*, fondée principalement pour maintenir l'unité religieuse.

14. Fondation de l'unité religieuse : expulsion des Juifs et des Maures; établissement du Saint-Office. — Pour consolider l'unité politique, c'est-à-dire l'autorité royale, Ferdinand et Isabelle songèrent à établir aussi l'unité religieuse, en fusionnant les trois éléments, chrétien, juif et musulman, qui composaient la population de l'Espagne.

En conséquence, un décret, publié en 1492, plaça les Juifs dans l'alternative d'opter, dans les six mois, entre le christianisme et l'exil. Comme leurs spéculations les avaient mis en possession de presque tout le numéraire qui se trouvait dans le pays, défense leur fut faite d'emporter la valeur de leurs biens autrement qu'en lettres de change ou en marchandises. — Quelques années plus tard, un décret semblable atteignit les Maures. Ceux-ci avaient beaucoup d'aptitudes pour les arts et l'industrie, et leur exode amena une crise dans la prospérité matérielle du royaume. Ni Maures, ni Juifs, d'ailleurs, n'optèrent tous pour l'émigration. Mais la plupart de ceux qui restèrent en Espagne ne se convertirent pas sincèrement; de là, des révoltes et des apostasies fréquentes; de là aussi les sévérités parfois excessives du tribunal de l'*Inquisition*.

L'*Inquisition* — qui fonctionna en France, contre les Vaudois, dès le XIII^e siècle — était un tribunal ecclésiastique chargé de rechercher les hérétiques pour les livrer, comme on disait alors, au *bras séculier*, c'est-à-dire à la justice laïque. Mais l'*Inquisition* espagnole, établie en 1482, sous le nom de *Saint-Office*, était un tribunal mixte, et plutôt royal qu'ecclésiastique : le roi nommait le *Grand Inquisiteur Général*, qui, à son tour, choisissait ses conseillers. Sa juridiction s'étendait, non seulement sur les Maures, les Juifs et les hérétiques, mais encore sur les sorciers, nombreux à cette époque, et sur les blasphémateurs. Les coupables obstinés étaient livrés à la justice civile qui les condamnait à l'*autodafé*, nom par lequel

on désignait le supplice du feu. Pendant les trois siècles que fonctionna l'Inquisition espagnole, elle fit, d'après les calculs de ses adversaires, environ 30.000 exécutions. Si l'on compare ce chiffre aux centaines de mille victimes des guerres de religion du xvi^e siècle, on conclura que le mal de l'Inquisition fut moindre que celui de l'hérésie dont elle préserva l'Espagne ¹. — Il est vrai que les *rois catholiques* se firent parfois de ce tribunal un instrument politique pour se débarrasser de leurs adversaires et pour augmenter leurs revenus par la confiscation des biens des victimes.

15. Réunion de l'Espagne à l'Autriche (1519).

— Isabelle de Castille mourut en 1504; douze ans plus tard, son époux Ferdinand d'Aragon la suivit dans la tombe (1516). L'unique héritière des rois catholiques était leur fille *Jeanne la Folle*, mariée à l'archiduc d'Autriche, *Philippe le Beau*. Mais, à la mort de son époux, Jeanne fut écartée du gouvernement comme incapable, et les deux couronnes de Castille et d'Aragon allèrent à son fils, *Charles d'Autriche*, souverain des Pays-Bas. Devenu empereur sous le nom de Charles-Quint (1519), ce prince réunira sous son sceptre l'Autriche et l'Espagne avec ses dépendances.

¹ Mise en parallèle avec les autres tribunaux de l'époque, surtout avec les barbares inquisitions de *Calvin* à Genève, d'*Élisabeth* en Angleterre, de *Senoy* dans les Pays-Bas révoltés contre l'Espagne (à Alkmaar et à Schagen), l'Inquisition espagnole fut modérée. Au rapport de *Llorente*, prêtre apostat et franc-maçon, ex-secrétaire général du Saint-Office dont il écrivit une *Histoire* peu suspecte d'être favorable à l'Église, au rapport de cet historien, disons-nous, « les cachots de l'inquisition, chambres claires, sèches et bien vouûtées, étaient des palais en comparaison des cachots des autres tribunaux de l'Europe. » D'après le même écrivain, ce fut le Saint-Office qui abandonna le premier la torture, peine alors en usage auprès de tous les tribunaux séculiers de tous les pays. (T. I, p. 300 à 306).

CHAPITRE II.

GRANDES INVENTIONS AU DÉBUT DES TEMPS MODERNES. — LEUR INFLUENCE.

Sommaire synoptique.

La boussole.	{	La navigation avant la boussole.
	{	Historique : Flavio d'Amalfi.
	{	Conséquences.
La poudre à canon.	{	Les armes au moyen âge.
	{	Historique. { Les Chinois, les Arabes.
	{	Berthold Schwartz, Roger Bacon.
	{	Résultats.
Le papier.	{	Historique. { Le papyrus, le parchemin.
	{	Le papier de chiffon.
	{	Importance de cette découverte.
L'imprimerie.	{	Historique. { La xylographie.
	{	Laurent Coster.
	{	Jean Gutenberg.
	{	Propagation rapide de la découverte.
	{	Résultats.

DÉVELOPPEMENT.

La fin du moyen âge fut marquée par des inventions et des découvertes importantes, qui allaient lancer la société dans de nouvelles voies de civilisation et de progrès. Ces résultats seront dus surtout à quatre inventions, dont l'origine se perd dans la nuit des temps et dans les mystérieuses régions de l'Orient : la boussole, la poudre à canon, le papier et l'imprimerie.

1. *La boussole.* — Dans le principe, on ne savait s'orienter sur mer, pendant le jour, que par l'aspect des côtes, et, durant la nuit, que par les étoiles. La navigation devait donc cesser à l'époque des jours nébuleux et des longues nuits, ou se borner à des courses d'un cap à l'autre en prenant port chaque soir (cabotage).

Dès le XIII^e siècle, les marins de la Méditerranée connaissaient la propriété que possède l'aiguille aimantée de se diriger du sud au nord. Cette connaissance leur venait, dit-on, des Arabes qui la tenaient des Chinois. L'Italien *Flavio d'Amalfi* imagina de placer l'aiguille dans une boîte (*bossolo* en italien), au centre d'une rose des vents où elle pivote librement sur un support d'acier (début du XIV^e s.).

La boussole fournit aux navigateurs un moyen de s'orienter en tous lieux et en toutes saisons; ils purent donc s'élancer en pleine mer, s'y diriger avec sûreté et précision. On doit à l'invention de la boussole la découverte du *Nouveau-Monde* et celle de la *route maritime des Indes*, qui ouvrirent des voies nouvelles au commerce, à l'industrie, aux sciences et à l'Évangile.

2. La poudre à canon. — Les barbares, qui s'entendaient peu aux sièges et à la tactique militaire, se confiaient surtout dans la *force personnelle*. Pendant la féodalité, la principale force des armées était dans les *cavaliers* couverts d'une armure défensive que les fantassins n'auraient pu porter; ceux-ci combattaient à découvert, exposés au fer des cavaliers qui les moissonnaient; mais la *poudre à canon* accomplit toute une révolution dans l'art militaire.

Il paraît que les *Arabes* connaissaient le salpêtre au VII^e siècle et que le terrible *feu grégeois*, dont les Grecs se servirent pour se défendre contre eux, renfermait aussi quelques éléments de la poudre à canon; mais on ignore qui apprit à mélanger le *sel de nitre* ou salpêtre avec le *soufre* et le *charbon* de bois. *Berthold Schwartz*, moine allemand, et surtout *Roger Bacon*, célèbre moine et savant anglais, mort à la fin du XIII^e siècle, sont regardés comme les premiers expérimentateurs du nouvel explosif. Quoi qu'il en soit, nous voyons l'usage de la poudre apparaître tout à coup en divers lieux, au commencement du XIV^e siècle.

Appliquée aux travaux de siège, à l'artillerie, aux *armes à feu*, la poudre apporta de grands changements dans la stratégie : le canon, le mousquet, le fusil, la baïonnette, rempla-

cèrent le bélier, l'arc, le javelot, le bouclier, armes anciennes qui tombèrent en discrédit; les combats devinrent moins furieux; le courage et l'adresse furent soustraits à la supériorité de la force physique; la chevalerie tomba; l'autorité royale fut relevée en Occident sur les ruines de la féodalité; les nations policées n'eurent plus à craindre les peuples barbares chez qui elles portèrent la civilisation; enfin les grandes murailles devenant inutiles, un air plus sain put circuler dans l'intérieur des villes. — Toutefois, ces résultats ne se développèrent que progressivement au cours des siècles suivants.

3. Le papier. — Pour écrire, les anciens se servaient des feuilles du palmier, des fibres du *papyrus*, roseau des bords du Nil, et surtout du *parchemin*, sorte de peau animale ayant subi une préparation spéciale¹. Comme le parchemin coûtait cher, on inventa, au moyen âge, un procédé pour effacer les vieux textes et les remplacer par de nouveaux. De précieux manuscrits de l'antiquité furent ainsi perdus.

Cependant les Chinois connaissaient, depuis bien longtemps, la manière de fabriquer du papier avec des pâtes végétales, et les Arabes l'introduisirent en Espagne. Vers le XII^e siècle, il y eut des papeteries à *Xativa*, à *Valence*, à *Tolède*, puis en Italie et ailleurs. Pour la pâte à papier, on employa d'abord le coton, et ensuite des chiffons ou débris de vieille toile. Aujourd'hui on utilise toute matière ligneuse quelconque, paille, bois, tiges de houblon, que l'on mélange selon la qualité de papier que l'on veut obtenir.

La fabrication du papier à bon marché date du XIV^e siècle; c'est elle qui donna à la découverte de l'imprimerie toute sa valeur.

4. L'imprimerie. — *L'impression tabellaire*, à l'aide de caractères gravés en relief sur planche, était connue en Europe au commencement du XV^e siècle²; mais on ne s'en

¹ Le mot parchemin, *pergamentum*, vient de *Pergame*, ville de l'Asie Mineure, où l'on commença à le fabriquer.

² C'était la *Xylographie*, du grec *Xulon*, bois, et *grapho*, j'écris.

servait que pour multiplier les images, les cartes à jouer, etc. Cependant, vers le milieu du même siècle, *Laurent Coster*, de Harlem, tira des pages entières de texte à l'aide de ce procédé. Aussi est-il considéré comme le principal précurseur de l'imprimerie.

Bientôt, on substitua aux planches les caractères mobiles, qu'on fit d'abord en bois, puis en métal. Cette substitution constitue le véritable mérite de l'invention de l'imprimerie; elle est due à *Jean Gutenberg*, de Mayence, qui fit ses premières recherches à Strasbourg, vers 1436. Deux hommes



Jean Gutenberg (1400-1478).

qu'il s'associa partagèrent la gloire de la découverte : l'un, *Faust*, fournit les fonds nécessaires à l'entreprise; l'autre, *Pierre Schoeffer*, substitua au plomb, dans la fabrication des caractères, un métal plus dur, alliage de plomb et d'antimoine, trouva l'*encre onctueuse* et apprit à fondre rapidement un grand nombre de caractères au moyen de *matrices* ou *moules*, au lieu de les ciseler un à un.—L'invention se propagea vite, en Allemagne d'abord, puis en Italie (États de l'Église, 1465), en France (1470), en Belgique, où *Thierry Maertens* fit, à Alost, ses premiers essais dans l'art typographique (1473).

Les premiers caractères d'imprimerie avaient la forme *gothique*, alors en usage pour l'écriture; puis on adopta partout, excepté en Allemagne, le caractère *romain*. — Quant aux presses, on se servit d'abord des presses à bras, ensuite des presses mécaniques, qui n'ont cessé de se perfectionner ¹.

L'imprimerie est, au point de vue du développement intellectuel, la plus importante des découvertes modernes. Avant cette invention, les livres manuscrits, rares et d'un prix excessif, ne se rencontraient que dans les bibliothèques des monastères, des universités, des princes, ou entre les mains de quelques savants ou de quelques privilégiés de la fortune ². En multipliant rapidement les livres, l'imprimerie permit de les vendre à un prix modéré, accessible à toutes les bourses, de les répandre parmi le peuple, et avec eux, les idées, les lumières et l'instruction.

Elle contribua ainsi puissamment à la Renaissance et à la Réforme.

¹ Les *typographes* qui contribuèrent le plus au progrès de l'imprimerie, furent : les *Aldes* (ainsi nommés d'*Alde Manuce, l'Ancien*, le chef de cette famille), à Venise; les *Étiennes*, et les *Barbous*, à Paris; les *Elzevirs*, à Leyde; *Christophe Plantin*, à Anvers. Ces savants typographes donnèrent des éditions des *classiques* grecs et latins, de la *Bible*, etc.

² Au XIII^e siècle, un *livre* était le résumé de tous les *beaux-arts*. En effet, la *poésie* le composait, la *calligraphie* le transcrivait, le *dessin* y ajoutait des fleurons, la *peinture* le coloriait, la *pelletterie* en préparait la couverture, la *ciselure* l'ornait de bossettes, l'*orfèvrerie* y enchâssait des pierreries, la *dorure* en polissait la tranche. On conçoit que ces livres, relativement rares, étaient très chers. Un in-folio se vendait de 400 à 500 de nos francs. On cite un *recueil d'homélies* qu'*Agnès*, femme de *Geoffroi*, comte d'*Anjou*, acheta pour 200 moutons, un muid de seigle et de miel, quelques peaux de martres et deux livres d'argent. *Antoine Peccatelli*, de Palerme, apprenant que *Pogge*, savant italien, avait mis en vente un *Tite-Live*, vendit une *métairie* pour acheter cet ouvrage, et *Pogge* acheta un domaine avec la somme que lui rapporta la vente de son livre. Après l'invention de l'imprimerie, le prix des livres ne diminua pas tout à coup. Ainsi, la *Bible* imprimée à Mayence, en 1462, par Gutenberg, fut vendue à l'évêque d'Angers pour la somme de *quarante écus d'or*; et, en 1481, un Anglais paya un *missel dix-huit florins d'or*.

CHAPITRE III.

GRANDES DÉCOUVERTES MARITIMES DU XVI^e SIÈCLE.

Sommaire synoptique.

Les Portugais aux Indes orientales.	} Découverte de la route maritime des Indes.	} Pourquoi on cherchait une route vers les Indes. Un demi-siècle de tâtonnements. Aboutissement de Vasco de Gama.	
			} Découverte du Brésil par Cabral.
	} L'empire colonial des Portugais	} Occasion. Christophe Colomb. Ses quatre voyages. Complément de ses travaux.	
} Découverte de l'Amérique par Colomb.			} Cortez au Mexique. Pizarre au Pérou.
} La colonisation.			

Résultats généraux des découvertes.

DÉVELOPPEMENT.

L'espoir de procurer à la patrie de nouvelles richesses, soit par la découverte d'un *pays où l'or serait abondant*, soit par celle d'une route plus favorable au *pays des épices* : tel fut le principal stimulant de ces expéditions lointaines qui s'entreprennent au déclin du xv^e et à l'aurore du xvi^e siècle. Or, l'usage de la *boussole* et l'invention des *armes à feu* donnèrent aux marins plus de hardiesse pour affronter les mers et les régions inconnues. — Quant au rôle prépon-

dérant que jouèrent dans ces explorations les Portugais et les Espagnols, il s'explique suffisamment par la position géographique de leur pays.

I. — Les Portugais aux Indes Orientales.

1. *Découverte de la route maritime des Indes par Vasco de Gama (1498)*. — Depuis longtemps, les Européens désiraient trouver un chemin pour aller chercher directement aux Indes les épices et l'ivoire, car la nécessité de traiter avec des intermédiaires arabes triplait ou quintuplait le prix de ces marchandises.

Les marins portugais cherchèrent cette route par l'est. Ils longèrent l'Afrique du nord au sud, découvrant peu à peu les îles et la côte. Ces tâtonnements durèrent plus d'un demi-siècle.

En 1482, *Barthélemy Diaz* découvrit le *Cap Tormentoso*, que le roi de Portugal, confiant dans l'avenir, fit appeler *Cap de Bonne-Espérance*.

Mais l'honneur d'aboutir aux Indes par un itinéraire nouveau était réservé à *Vasco de Gama*. En 1497, le roi Emmanuel le Grand ayant confié une flotte au célèbre marin, celui-ci tourna le Cap, longea la côte orientale de l'Afrique, de Natal à Mélinde, et put enfin, après onze mois de traversée, jeter l'ancre devant Calicut (1498). La route maritime au pays des épices était découverte. — L'illustre navigateur, comblé d'honneurs et de récompenses à son retour en Portugal, entreprit deux fois encore le voyage aux Indes et conclut même un traité de commerce avec les indigènes de Calicut. Il mourut à Cochin. Ses exploits ont



Vasco de Gama (1469-1525).

été poétisés par *Camoëns* dans une épopée restée célèbre : *les Lusíades* ¹.

La découverte de Vasco de Gama fut, pour les Portugais, le point de départ d'une puissance coloniale incomparable, *Alvarez Cabral*, *Laurent d'Alméida*, *Jacques Figueira* furent les premiers continuateurs de son œuvre. Le premier découvrit, à la faveur d'une tempête, le *Brésil*, qui devint possession portugaise; le second découvrit l'île *Ceylan*; le troisième fit la conquête de *Sumatra*.

2. Création de l'empire des Indes portugaises.

— Le véritable organisateur de l'empire colonial portugais fut le grand *Albuquerque*. Pour l'établir et l'affermir, il eut à vaincre, sur terre et sur mer, les rois indiens coalisés, les Arabes, les Égyptiens et les Persans, jaloux de la concurrence que les nouveaux venus faisaient à leur commerce. En dépit de toutes les résistances, *Albuquerque* se rend maître d'*Ormuz* et de *Socotora*, les deux clefs de l'ancienne route commerciale des Indes; il s'empare de *Goa* et fait de cette position avantageuse la capitale de ses possessions et le centre du commerce des Portugais. Il recule les limites de sa conquête jusqu'à *Malacca*, et conçoit l'audacieux projet de détourner le Nil dans la mer Rouge, afin de donner le coup de grâce au commerce de Venise. Mais, rappelé par la cour à la suite de dénonciations calomnieuses, il mourut de chagrin à bord du vaisseau qui devait le ramener en Europe.

Les successeurs d'*Albuquerque* ajoutèrent encore à ses conquêtes les îles de la *Sonde* et les *Moluques*; ils s'établirent même à *Macao*, sur les côtes de la Chine, et firent admettre au *Japon* leurs missionnaires et leurs marchands. Ainsj l'empire colonial des Portugais formait un immense cordon de quatre mille lieues de longueur se développant depuis les côtes de la Guinée jusqu'aux Indes et se prolongeant au delà des *Moluques*.

¹ C'est-à-dire les exploits des *Lusitaniens* ou Portugais.

PLANISPHERE
 pour servir à l'histoire
 des explorations et des colonisations
 aux XV^e et XVI^e siècles.

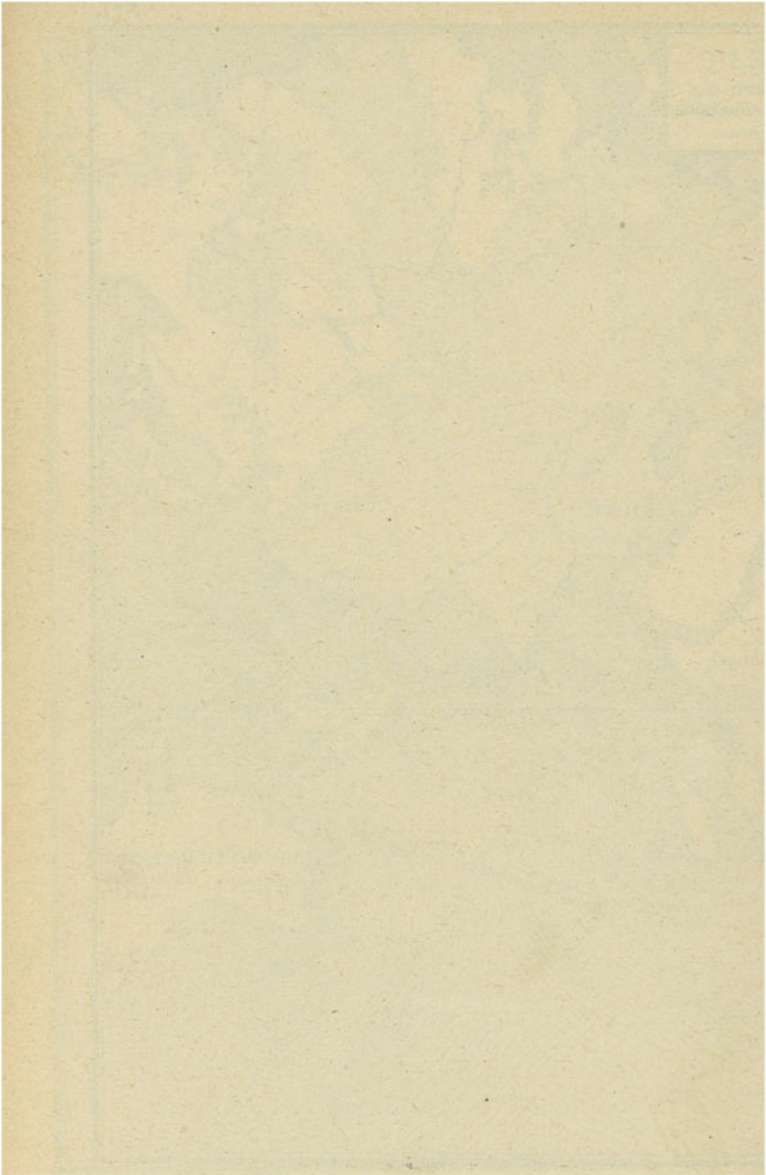


Ad. Wesmael-Charlier, éditeur, Namur.

Mathieu, Histoire moderne.

Grands Faits, tome II.

IRIS - LILLIAD - Université Lille



3. *Administration des colonies portugaises.* —

Sa population restreinte ne permettait pas au Portugal d'établir dans sa vaste conquête des colons européens. D'autre part, le pays qu'ils venaient d'occuper étant déjà civilisé, les Portugais purent facilement y installer des comptoirs de commerce, ou *factoreries*, qu'ils se contentaient de protéger par quelques forteresses garnies de soldats.

Le gouvernement était centralisé à *Goa*, entre les mains d'un vice-roi. Dans la crainte que ce gouverneur général n'abusât de ses pouvoirs très étendus, la Cour portugaise le renouvelait tous les trois ans. Les colonies rapportaient à la métropole des richesses énormes : ivoire et encens de l'Afrique, perles et métaux précieux de l'Inde, épices de l'Inde et des Moluques, cotonnades et soieries de la Chine et du Japon. Les navires de l'État, obligatoires pour tous les négociants, faisaient, à époques fixes, le voyage entre Goa et Lisbonne, où se concentrait tout le trafic.

Lisbonne se chargeait d'écouler les marchandises dans toute l'Europe, principalement par l'intermédiaire des Hollandais. Ces *rouliers des mers*, ainsi initiés aux affaires, pourront plus tard supplanter le Portugal et s'emparer de la plupart de ses possessions dans les Indes.

4. *Décadence des colonies portugaises.* — La prospérité de ce colossal empire devait être éphémère : 1^o son immensité même, jointe à la faiblesse de sa défense militaire, le condamnait à la ruine; 2^o aucune fusion ne s'était opérée entre colons et indigènes pour consolider les relations et fonder avec le temps une race nouvelle capable d'absorber l'élément primitif; 3^o à ces causes de dissolution s'ajoutait la maladresse des gouverneurs généraux, qui, trop souvent préoccupés exclusivement de leur fortune personnelle, laissaient leurs subalternes exploiter les indigènes comme ils les exploitaient eux-mêmes.

En 1580, l'annexion du Portugal à l'Espagne, tout absorbée par les guerres de Philippe II, permit facilement aux Hollandais de substituer, dans les Indes, leur pavillon à celui des Portugais.

II. — Les Espagnols en Amérique.

5. *Découverte de l'Amérique par Christophe Colomb (1492-1499).* — *L'occasion* de la découverte de l'Amérique par les Espagnols ne fut autre que leur désir de trouver, eux aussi, un chemin maritime vers les Indes. Seulement, tandis que les Portugais cherchaient le passage par le sud de l'Afrique, les Espagnols, guidés par Colomb, le cherchaient par l'ouest et aboutissaient, sans le savoir, aux *Indes occidentales*, c'est-à-dire à un nouveau monde.

Christophe Colomb se dresse comme un géant sur les confins du moyen âge et des temps modernes. Il naquit en 1436, à Gênes ou dans les environs. A une foi vive et ardente, à une piété sincère, il joignait une réflexion profonde et une constance imperturbable. Après avoir approfondi la géométrie et l'astronomie et parcouru, pendant vingt ans, toutes les mers alors connues, il s'était convaincu que la terre est ronde et que, en traversant l'Atlantique vers l'ouest, on devait nécessairement aborder aux Indes ou à de nouvelles terres.



Christophe Colomb. (D'après une peinture du musée de Versailles.)

Rebuté de divers côtés comme un esprit chimérique, Colomb se rendit en Espagne, où il demanda l'hospitalité au couvent de *Sainte-Marie-de-Rabida*,

en Andalousie. Le prieur, *Jean Perez*, au courant des problèmes qui s'agitaient alors relativement à la navigation, l'écouta avec intérêt et lui facilita l'accès auprès de *Ferdinand* et d'*Isabelle*.

Cependant toute l'attention de la cour d'Espagne se trouvait concentrée en ce moment sur la conquête du royaume

de Grenade. Colomb dut patienter. Enfin, Grenade tomba. Après huit années de déception et de persévérante confiance, l'illustre marin allait pouvoir réaliser le rêve de sa vie.

Ses voyages. — Les souverains de l'Espagne donnèrent à Colomb trois *caravelles*, c'est-à-dire trois fragiles embarcations à voiles, et le nommèrent *grand amiral* de cette flottille, dont l'équipage se composait de 120 hommes. Il recevait en même temps le titre de *vice-roi* de toutes les terres qu'il découvrirait.

Après avoir communié avec sa suite, l'intrépide explorateur s'embarqua à *Palos*, le 3 août 1492. La traversée le mit aux



Christophe Colomb débarque en Amérique et y plante la croix, le 11 octobre 1492.

prises avec l'inclémence des éléments, l'inexpérience de la navigation en pleine mer et surtout avec les mutineries de ses matelots qui, voulant à tout prix retourner en Europe, allèrent jusqu'à conspirer contre sa vie. Après 65 jours de périls, Colomb aborda dans une petite île de l'archipel des Lucayes, que sa piété baptisa du nom de *San Salvador*, en l'honneur de Notre Seigneur Jésus-Christ. Il découvrit ensuite l'île beaucoup plus considérable de *Cuba*, la *perle des Antilles*,

et celle d'*Haïti*, qu'il nomma *Hispaniola*. Son retour en Espagne fut salué avec le plus vif enthousiasme ¹.

Dans un deuxième voyage, entrepris la même année (1493) avec 17 vaisseaux, Colomb découvrit la *Guadeloupe*, la *Jamaïque* et la plupart des *petites Antilles*. Bientôt, en butte à la calomnie de nombreux rivaux, il eut la douleur de voir ses souverains ordonner une enquête sur ses actes ; il réussit toutefois à confondre ses adversaires.

L'infatigable explorateur, qui ne perdait pas de vue son principal objectif « arriver à l'Orient par l'Occident, » poursuivit ses recherches. Une troisième expédition aboutit, de 1498 à 1500, à la découverte de l'*île Trinité* et de l'*embouchure de l'Orénoque*. De nouveau desservi auprès de la cour par des envieux, il dut repasser l'Océan, chargé de chaînes.

En 1502, à force de sollicitations, il put cependant entreprendre un quatrième voyage, dans le but toujours de découvrir une trouée pour passer en Asie. Il explora *le littoral depuis le delta de l'Orénoque jusqu'à l'isthme de Panama*.

Il mourut à Valladolid, en 1506, âgé de 70 ans, délaissé et accablé de chagrins, persuadé même d'avoir échoué dans son entreprise ; car ce grand chrétien avait projeté d'armer, grâce aux richesses qu'il comptait amasser aux Indes, une croisade pour la délivrance du Saint Sépulcre.

6. Compléments des travaux de Colomb. — L'exemple de Christophe Colomb trouva aisément des imitateurs qui continuèrent l'œuvre d'exploration. Un des plus célèbres fut *Amérigo Vespucci*, navigateur florentin au service de l'Espagne qui prétendit même avoir touché le continent

¹ Entre les îles Açores et l'Espagne, Colomb fut assailli par une furieuse tempête qui le tint comme suspendu entre la vie et la mort pendant six jours. Il fit à Dieu le sacrifice de sa vie, mais il voulut sauver du naufrage sa découverte et sa gloire. Il écrivit donc plusieurs courtes relations de son voyage et les confia à la mer dans l'espoir qu'elles seraient déposées sur quelque plage fréquentée. Enfin, il échappa comme par miracle.

dès 1497, alors que Colomb n'avait encore découvert que les îles. De là viendrait le nom donné au Nouveau-Monde. Mais l'origine du nom de l'Amérique — qui ne fut généralisé qu'à partir du XVIII^e siècle — n'est pas certaine.

Balboa, en 1513, traversa l'isthme de Panama et reconnut l'Océan Pacifique. *Grijalva* explora le Mexique, en 1518.

Magellan, navigateur portugais à la solde de l'Espagne, entreprit le premier voyage autour du monde. Parti en 1519, il se dirige vers l'Occident, contourne l'Amérique du Sud par le détroit qui porte son nom, explore le Pacifique et arrive aux Philippines où il périt dans un combat (1521). Son lieutenant *del Cano* aborde aux Moluques, traverse l'océan Indien, double le cap de Bonne-Espérance et rentre en Espagne.— Charles-Quint lui offrit un globe en or portant cette inscription flatteuse : *Primus circumdedisti me* (*Le premier tu m'as contourné*).

7. Les Conquistadores au Mexique et au Pérou.

— Vers 1522, l'ère des grandes découvertes peut être considérée comme close. Le monde colonial est partagé entre deux nations : Portugais et Espagnols. Les premiers ont l'Afrique et l'Asie, les seconds le Nouveau-Monde.

Mais la période de conquête se continue. L'occupation des îles, même de la grande île de Cuba, s'était faite sous Colomb par des procédés pacifiques. Il n'en fut pas de même pour la prise de possession de l'intérieur des continents, où les populations étaient nombreuses. Celles-ci furent soumises par les *Conquistadores*, aventuriers pleins d'audace, mais la plupart sans grandeur, qui réduisirent les indigènes avec une déloyauté barbare et les exploitèrent d'une façon inhumaine. Les plus célèbres de ces conquêtes furent celles du Mexique et du Pérou.

Le conquérant du Mexique fut *Fernand Cortez*. Noble espagnol, sans fortune, d'un tempérament romanesque, il se révéla, dans sa mission, profond politique et grand capitaine. Il se trouvait à Cuba depuis plusieurs années lorsque

le gouverneur de l'île le chargea, en 1519, d'aller soumettre le pays que Grijalva venait de découvrir. L'histoire n'offre pas d'exemple d'une si grande entreprise réalisée avec des moyens aussi insuffisants : 700 hommes, 18 chevaux, 20 petits canons, 13 mousquets, pour conquérir un empire peuplé de 10 millions d'habitants ! Toutefois les expéditions de Cortez furent signalées par de regrettables cruautés. — Il reçut de Charles-Quint le titre de capitaine général de la *Nouvelle-Espagne*, et profita des dix années pendant lesquelles il conserva ses fonctions pour affermir et organiser la conquête¹.

Les premiers renseignements sur le *Pérou* avaient été recueillis par Balboa, vers 1515. Mais ce fut Pizarre qui entreprit, avec son compagnon *Almagro*, la reconnaissance de cette vaste contrée. Située au sud de l'Équateur et baignée par le Pacifique, elle était habitée par diverses tribus sauvages et par des races civilisées. La plus remarquable de celles-ci était gouvernée par les *Incas*, c'est-à-dire seigneurs, ou fils du soleil.

Tenté par les richesses prodigieuses du pays qu'il venait d'explorer, François Pizarre brûlait d'en faire la conquête. Il se hâta de retourner en Espagne et fit à Charles-Quint la peinture de ce fabuleux *Eldorado*. Puis il revint, muni de tous les pouvoirs et investi du titre de gouverneur de tous les pays qu'il soumettrait. Deux compatriotes — Almagro et Lucque — d'origine aussi obscure que lui, mais plus fortunés, assurèrent, par la mise en commun de leurs fonds, le succès de l'expédition, qui fut signalée par d'odieux abus de la force. De là, chez les naturels, une haine à mort contre les Espagnols.

¹ Plus tard, Cortez fut en butte à la calomnie des envieux et rappelé par Charles-Quint. On raconte qu'un jour, fendant la foule qui entourait la voiture de l'empereur, il se présenta sur l'étrier de la portière ; Charles-Quint lui demanda : *Qui êtes-vous ? Je suis un homme*, lui répondit fièrement le conquérant du Mexique, *qui vous a donné plus de provinces que vos pères ne vous ont laissé de villes*. Cortez mourut en 1547, en Espagne, pauvre et délaissé.

8. La colonisation espagnole. — *Nature des colonies espagnoles.* — Alors que les Portugais n'avaient pu fonder aux Indes que des colonies d'exploitation, l'Espagne, grâce à sa population nombreuse, put établir en Amérique des colonies de peuplement. Une foule de sujets, attirés par l'espoir du gain, quittèrent la péninsule pour aller chercher fortune dans les établissements du Nouveau-Monde, qui prirent un développement considérable.

Dans le *régime économique* qu'elle leur imposa, l'Espagne se proposait le plus de profits matériels possibles : 1^o Le commerce était le monopole de l'État; une *Chambre de Commerce* établie à Séville, fixait tous les tarifs. 2^o Les colons ne pouvaient pas faire concurrence au commerce et à l'industrie de la métropole. 3^o Pour faciliter la surveillance de la contrebande, qui devait naturellement sévir sur une grande échelle, tout le trafic se concentrait dans deux entrepôts : *Vera Cruz* pour le Mexique, *Porto Bello* pour l'Amérique du sud. Chaque année, de gros navires armés en guerre, les *galions* et la *flotte*, partaient de Séville pour ces deux ports. Ils y débarquaient les produits espagnols, qu'ils vendaient avec des bénéfices de 200 à 300 0/0, et chargeaient, pour le retour, le métal précieux, avec les denrées coloniales brutes, achetées à bas prix.

Le *régime politique* visait à prévenir l'émancipation des colonies : 1^o Le souverain dépositaire de l'autorité était le roi d'Espagne; mais il la déléguait à deux vice-rois résidant l'un au Mexique, l'autre au Pérou. 2^o Tous les fonctionnaires des colonies relevaient du *Conseil des Indes* présidé par le roi et résidant à Madrid. 3^o Afin de prévenir une entente commune contre l'Espagne, la population coloniale était divisée en trois classes : les *Castillans* seuls jouissaient de tous les droits politiques; les *Créoles* ou colons nés en Amérique ne possédaient que les droits civils; enfin les *Indiens* n'avaient aucun droit. Leur condition était celle des esclaves, et beaucoup d'entre eux succombèrent à la tâche. On les remplaça alors par les nègres de Guinée et d'Éthiopie : ce fut l'origine de la hideuse *traite des noirs*.

9. Évangélisation des colonies. — L'Église envoya ses missionnaires au delà des mers, dans le Nouveau-Monde et dans les contrées de l'Extrême-Orient, prêcher l'Évangile à des peuples jusque-là plongés dans l'idolâtrie.

L'apôtre des Indes portugaises fut l'illustre saint *François-Xavier*. Après lui, d'autres jésuites pénétrèrent jusqu'en Chine où ils jouèrent un rôle important à la cour de Pékin, tant sous le rapport scientifique qu'au point de vue religieux.

L'Amérique espagnole reçut une organisation religieuse modelée sur celle de l'Europe chrétienne. Au commencement du XVII^e siècle, elle compta cinq archevêchés, vingt-sept évêchés, quatre cents couvents et de nombreux établissements d'instruction fondés dans les principaux centres. — Toutefois l'évangélisation des naturels des colonies rencontra d'abord une difficulté presque insurmontable dans la haine des deux races. Les premiers missionnaires furent massacrés : c'étaient des Franciscains. Puis vinrent les pères de la Compagnie de Jésus qui réussirent à se fixer au milieu des sauvages. Avec l'autorisation du roi d'Espagne, ils réunirent les Indiens en colonies, et fondèrent les célèbres *réductions* du Paraguay, sortes de paroisses entièrement administrées par les missionnaires.

10. Résultats des découvertes. — Comme conséquences générales, on peut signaler les suivantes : 1^o Développement des sciences, surtout de la géographie et de l'histoire naturelle.

2^o Introduction en Europe de cultures exotiques nouvelles : maïs, tabac, pommes de terre.

3^o Importation plus abondante des denrées coloniales, notamment des épices, qui deviennent d'un usage commun.

4^o Déplacement des voies du commerce de l'Adriatique vers l'Atlantique : de là, décadence des villes italiennes; prospérité des ports du Portugal, de la France, de l'Angleterre, de la Hollande.

5^o Abondance des métaux précieux; prodigieux essor du commerce; création d'une riche bourgeoisie industrielle au détriment de la puissante noblesse féodale.

CHAPITRE IV.

LA RENAISSANCE ITALIENNE ET LA RENAISSANCE AU XVI^e SIÈCLE.

Sommaire synoptique.

Définition.

Caractères de l'art renaissant.

Causes du mouvement.

L'Italie,
foyer de la Renaissance. { Les précurseurs.
Les protecteurs.
Essor des lettres et des arts.
Influence de la Renaissance italienne.

Diffusion de la Renaissance
en Europe. { En France. { Promoteurs. { littéraires.
Célébrités } artistiques.
Littérature.
En Espagne. { Artistes.
En Allemagne. — Arts.
En Angleterre. — Littérature.
Dans les Pays-Bas. { Protecteurs.
Écrivains.
Artistes.

Les Sciences au XVI^e siècle. — Astronomie, anatomie, géographie.

Résultats de la Renaissance. { Sur les beaux-arts.
Sur la société.

DÉVELOPPEMENT.

I. — Aperçu général.

1. *Définition de la Renaissance.* — La Renaissance fut l'abandon des traditions artistiques et littéraires *chrétiennes* du moyen âge, et un retour vers le *paganisme*, qui rentra dans les *idées*, dans les *beaux-arts* et, comme conséquence, dans les *mœurs*.

2. Caractères de l'art renaissant. — En *architecture*, le moyen âge avait créé deux grands styles, le roman et l'ogival, qui avaient couvert l'Europe chrétienne de splendides monuments. La Renaissance n'a rien su produire d'aussi beau; elle s'est contentée de *ressusciter* les formes des monuments antiques. Les ogives, les tourelles élancées, les rosaces ajourées furent abandonnées pour les coupoles, les colonnes, les frontons grecs et romains.

Dans la *sculpture* et la *peinture* du moyen âge, les figures et les draperies étaient admirables. Toutefois les corps avaient souvent trop de raideur et les membres peu de grâce, parce que les artistes ignoraient l'anatomie. — Les sculpteurs et les peintres de la Renaissance veulent de belles formes corporelles. Ils imitent les statues conservées à Rome et à Athènes. Ils s'appliquent à l'anatomie, examinant sur les cadavres la disposition des muscles et la structure du squelette. Par contre, la plupart négligent, dans les sujets religieux, l'expression de sainteté sur les figures. Leurs *Vierges* sont souvent des célébrités du temps sans aucun cachet surnaturel ¹.

Enfin, quant à la grande *littérature*, le moyen âge s'était appliqué, depuis saint Thomas d'Aquin, à l'étude de la philosophie chrétienne appelée *Scolastique*; les érudits de la Renaissance — qui se nommèrent les *humanistes* — remirent en honneur l'étude des philosophes grecs et latins. La *Poésie* abandonna les sujets nationaux et chrétiens, que le vulgaire savait goûter, et se fourvoya dans la mythologie et l'histoire ancienne qui n'intéressèrent plus que les lettrés.

3. Causes de la Renaissance. — On peut signaler les suivantes, auxquelles il faut cependant éviter d'attribuer une influence trop exclusive :

1^o *La prise de Constantinople*, qui fit refluer vers l'Italie

¹ Toutefois certains peintres de la Renaissance qui surent concilier la perfection de la forme avec l'inspiration chrétienne ont laissé à l'art religieux des chefs-d'œuvre incomparables.

les artistes et les savants byzantins. Avec eux apparurent, en Occident, les chefs-d'œuvre de l'antiquité grecque et latine; or, dans les grands centres intellectuels qui commençaient alors à se former, surtout en Italie, cette résurrection de la belle antiquité produisit un enthousiasme extraordinaire.

2° *Les guerres dont l'Italie fut le théâtre à la fin du moyen âge*, et qui mirent les Occidentaux en contact avec les littérateurs grecs.

3° *La protection que plusieurs princes accordèrent aux arts et aux lettres*, comme les Médicis en Italie, François I^{er} en France, Charles-Quint et Marguerite d'Autriche dans les Pays-Bas.

4° *L'invention de l'imprimerie*, qui, en multipliant les productions des poètes grecs et latins, en rendit l'acquisition plus aisée. (Les manuscrits anciens, soigneusement rétablis, furent alors imprimés par les célèbres presses des *Aldes*, en Italie, des *Estiennes*, à Genève, des *Plantins*, à Anvers.)

5° *Les richesses importées du Nouveau-Monde* qui répandirent, avec le bien-être matériel, le goût des beaux-arts.

II. — La Renaissance en Italie.

4. L'Italie, foyer de la Renaissance. — L'Italie, terre classique des beaux-arts, fut le foyer de la Renaissance : 1° Parce que des *précurseurs* de génie avaient, dès le xiv^e siècle, préparé les voies : en littérature, les chefs-d'œuvre du *Dante*, de *Pétrarque*, de *Boccace*, avaient fixé la langue italienne; en architecture, *Brunelleschi* et *Bramante* s'étaient inspirés des monuments de la Rome antique; en peinture, *Giotto*, *Botticelli*, *Ghirlandajo* s'étaient appliqués déjà à l'étude de l'anatomie et de la perspective. — 2° Parce que c'est en Italie que se réfugièrent, au xv^e siècle, les savants grecs de Constantinople. — 3° A cause de l'influence exercée par des protecteurs puissants : les papes Jules II et Léon X, à Rome; la famille des *Médicis*, à Florence; les *Sforza*, à Milan; les ducs d'*Urbin*, les *Este*, à Ferrare, etc.

5. Les hommes et leurs œuvres. — A. Écrivains :
Machiavel (1469-1527) est l'auteur du livre : *le Prince* qui expose une politique perverse, selon laquelle la fin justifie les moyens. La politique *machiavélique* était pratiquée par les princes italiens de l'époque, surtout par Laurent de Médicis à qui le livre est dédié, avant que ce dernier l'eût enseignée.

L'Arioste (1474-1533) a composé le *Roland furieux*. C'est un roman de chevalerie qui met en œuvre toute la matière des vieilles épopées. Le poème emprunte son titre au récit des fureurs insensées et des exploits de Roland à la poursuite de la reine Angélique dont il est épris.

Le Tasse (1544-1595) s'est immortalisé par son poème épique, *Jérusalem délivrée* dont le héros est Godefroid de Bouillon. Ce chef-d'œuvre, méconnu pendant vingt ans, valut ensuite au poète les honneurs du triomphe, au Capitole. Appelé à Rome par le pape Clément VIII, il y mourut, la veille même du jour où devait s'accomplir la cérémonie.

B. Artistes : *Michel-Ange* (1474-1563) est placé par les amateurs de la Renaissance au premier rang comme peintre, sculpteur et architecte. Ses chefs-d'œuvre sont : la *Fresque du jugement dernier*, dans la chapelle Sixtine; la sublime *Statue de Moïse*, destinée au tombeau du pape Jules II; comme architecte, il lança dans les airs la magnifique *Coupoles de Saint-Pierre*. Les ouvrages de Michel-Ange brillent par le grandiose, la hardiesse, mais accusent parfois une imagination sans règle.

Raphaël (1483-1520) passe pour le plus grand peintre de la Renaissance. Jules II le chargea de la décoration des salles du Vatican, où il exécuta ses fresques, tandis que Michel-Ange, son rival, achevait la grande voûte de la chapelle Sixtine. On put ainsi comparer les œuvres de ces deux génies : Michel-Ange l'emporte pour la puissance et l'imagination; Raphaël pour la grâce et l'élégance. Son chef-d'œuvre est son dernier tableau : *Transfiguration du Seigneur* (au Vatican). Il mourut à l'âge de 37 ans.

Le Pérugin (c'est-à-dire du pays de Pérouse) (1446-1524),

fut le maître de Raphaël. Son plus beau tableau est le *Mariage de la Vierge*, conservé à Caen, en France.

Le *Titien* (1477-1576), chef de l'école vénitienne ¹, tient le premier rang pour les portraits; il travailla beaucoup pour Charles-Quint et Philippe II.

Léonard de Vinci (1452-1519) fut à la fois peintre, sculpteur, musicien et mécanicien. Son tableau le plus célèbre est la *Cène*, grande fresque au réfectoire du couvent dominicain de Sainte-Marie des Grâces, à Milan. On cite encore son prestigieux portrait de la *Joconde*, au musée du Louvre.

6. Influence de la Renaissance italienne. — Les savants et les artistes de toutes les nations vinrent étudier et imiter les œuvres de l'Italie. Le goût des lettres et des arts se réveilla ainsi chez tous les peuples de l'Europe; les vieux manuscrits furent recherchés et étudiés partout avec une espèce de fureur. Le savant *Erasme*, né à Rotterdam, se signala comme un des plus ardents propagateurs des études grecques et latines en Occident.

III. — La Renaissance en France.

7. Origine et propagation. — Les guerres d'Italie mirent la France en contact avec la Renaissance italienne. Jaloux des *Este* et des *Médicis*, les rois de France ambitionnèrent le titre de protecteurs des lettres et des arts; tels Charles VIII, Louis XII et surtout François I surnommé le *Père des lettres*. Le plein épanouissement de la Renaissance française date de la fin du XVI^e siècle.

¹ Les plus grands peintres ont des disciples qui les imitent; ils font école. La Renaissance italienne en compte six principales, à savoir :

L'école *florentine*, représentée par Michel-Ange;

L'école *lombarde*, par Léonard de Vinci;

L'école *romaine*, par Raphaël;

L'école *vénitienne*, par le Titien, Paul Véronèse, Tintoret;

L'école de *Bologne*, par Carrache;

L'école de *Naples*, par Salvator Rosa.

8. Les écrivains et leurs œuvres. — Les prosateurs peuvent se rattacher à trois écoles : l'école antique représentée par Amyot, Montaigne, Rabelais; l'école catholique, par saint François de Sales; l'école des réformés, par Calvin et de Bèze. — Amyot (1513-1593), évêque d'Auxerre, s'est illustré par la traduction des œuvres de *Plutarque* et les *Vies des grands hommes*. — Montaigne (1533-1592), philosophe sceptique, flottant indécis entre l'erreur et la vérité, s'est rendu célèbre par ses *Essais*; il y traite toutes sortes de sujets. — Rabelais (1483-1533), fut tour à tour moine, ambassadeur, médecin, apothicaire, puis curé de Meudon. Il écrivit le célèbre roman satirique de *Gargantua et Pantagruel*, mélange invraisemblable de raison, de folie et d'obscénité. Les libres-penseurs, qui aiment à se donner des aïeux, comptent volontiers Rabelais au nombre des leurs. — Saint François de Sales (1567-1622), le pieux évêque de Genève, nous a laissé son *Introduction à la vie dévote* et son *Traité sur l'amour de Dieu*. Ses œuvres charment par la grâce et la naïveté du style. — Calvin (1509-1564), écrivit en latin et traduisit en français son livre : *De l'institution chrétienne*, recueil de ses erreurs. — De Bèze, disciple de Calvin, fut l'auteur de *l'Histoire des Églises réformées de France*.

Les poètes de la Renaissance française appartiennent à quatre écoles : l'école gauloise : Marot et ses disciples Régnier et Marie de France; l'école gréco-latine : Ronsard et la pléiade; l'école italienne : Desportes et Bertaut; l'école classique : Malherbe. — Clément Marot (1495-1544), favori de François I^{er}, esprit plein de saillies, a laissé des épigrammes, des épîtres, des ballades. — Ronsard (1524-1585), appelé par ses contemporains le prince des poètes, eut une vogue immense; mais sa manie de forger des mots tirés du grec et du latin rend souvent ses vers peu intelligibles. — Malherbe (1555-1628), réformateur de la poésie française, se distingua, dans ses *Odes* et *Stances*, par la correction du style.

9. Arts plastiques. — François I^{er} attira à sa cour plusieurs artistes italiens : des architectes élevèrent de somptueux

monuments civils, palais et châteaux; des peintres décorèrent le palais de Fontainebleau. La sculpture française compta aussi quelques noms célèbres, tels *Jean Goujon* et *Germain Pilon*, sculpteur du tombeau de Catherine de Médicis.

IV. — La Renaissance en Espagne et en Portugal (XVI^e siècle).

10. — *Célébrités littéraires.* — Le poète portugais *Camoëns* (1517-1579), s'immortalisa par les *Lusiades*, où il chante les gloires de sa patrie et les exploits de Vasco de Gama¹. — En Espagne, *Cervantès* (1547-1616), se rendit célèbre par son *Don Quichotte de la Manche*, dans lequel il tourne en ridicule la passion de son époque pour les romans de chevalerie. — *Lope de Véga* (1562-1635), doué d'une fécondité inépuisable, composa près de 1800 pièces de théâtre, avec une vingtaine de volumes d'autres poésies. — *Herrera* (1559-1625), protégé par Philippe II, est un des meilleurs historiens de l'Espagne. Tous ces écrivains appartiennent au XVI^e siècle.

11. *Artistes.* — L'école de peinture dite *gallo-espagnole* fut illustrée, au XVII^e siècle, par trois noms célèbres : l'*Espagnolet* (1586-1656), qui sut rendre avec une effrayante vérité les sujets terribles, par exemple : le *Martyre de saint Janvier*, *Ixion sur la roue*. — *Vélasquez* (1599-1660), dont les peintures sont remarquables par la parfaite imitation de la nature. — *Murillo* (1608-1682), qui occupe la première place parmi les peintres espagnols. Sa *Conception* et son *Assomption* sont universellement connues.

¹ Camoëns résidait à Goa, lorsqu'une satire contre le vice-roi le fit exiler à Macao. C'est là qu'il composa son épopée. Rappelé, après quatre ans, à Goa, il fit naufrage. On dit qu'il se sauva à la nage, tenant d'une main, hors de l'eau, le manuscrit de son poème. Il revint à Lisbonne et y publia son œuvre.

V. — La Renaissance en Allemagne (XVI^e siècle).

12. — La langue allemande se perfectionna et se fixa au XVI^e siècle, grâce surtout à *Luther* qui entreprit la traduction de la Bible. Cependant la littérature allemande n'offre pas de nom célèbre avant le XVIII^e siècle.

Les arts sont dignement représentés par *Albert Durer* (1471-1528), à la fois peintre et graveur; et par *Hans Holbein* (1498-1545) dont le Musée de Bâle conserve un grand nombre de belles peintures¹. On doit citer aussi les *ciseleurs de Nuremberg* qui surent garder la naïveté du moyen âge.

VI. — L'Angleterre.

13. — Les troubles civils qui agitèrent ce pays pendant la première moitié du XVI^e siècle arrêterent le développement du génie poétique. Mais le règne d'Élisabeth fut ensuite illustré par les succès dramatiques de *William Shakespeare* (1564-1616). Enrôlé comme homme de peine dans une troupe d'acteurs, il joua bientôt des rôles secondaires et se chargea de remanier plusieurs pièces du répertoire; puis il en composa lui-même et devint un écrivain dramatique de premier ordre. C'est à lui que les *romantiques* français du XIX^e siècle ont emprunté les règles nouvelles du drame.

VII. — La Renaissance dans les Pays-Bas.

14. *Promoteurs.* — La Renaissance flamande commença dès le XV^e siècle, grâce à la protection puissante accordée aux beaux-arts par les ducs de Bourgogne. Mais

¹ Holbein est l'auteur présumé de la *Danse macabre* de Bâle, dont il ne reste que des fragments. Les *Danses des Morts*, fréquemment traitées par les artistes du moyen âge, sont des sujets satiriques qui s'inspirent de l'égalité de tous devant la mort.

elle brilla surtout au début du xviii^e siècle, sous le règne prospère des archiducs Albert et Isabelle.

15. Beaux-Arts. — Pendant la première période, *Jean, Hubert et Marguerite Van Eyck* exercèrent une grande influence sur l'art chrétien. Au premier de ces trois peintres, dit *Jean de Bruges*, on doit l'invention ou du moins le perfectionnement de la peinture à l'huile; celle-ci remplaça avantageusement la peinture à fresque exécutée sur le mortier frais des murs et facilement dégradée. A la même école chrétienne appartient *Hans Memling* (1430-1490) peintre et ciseleur; il fit la superbe *Châsse de sainte Ursule* conservée à Bruges, et d'admirables scènes de la vie du Christ, de la Vierge et des saints.

Au xvii^e siècle, le talent de Rubens, de Van Dyck, de Rembrandt, éleva l'école flamande au plus haut degré de célébrité. *Rubens* (1578-1640) séjourna plusieurs années en Italie, à la cour des ducs de Mantoue, où il étudia les chefs-d'œuvre des maîtres italiens. Attiré par Albert et Isabelle, il se fixa définitivement à Anvers; la cathédrale de cette ville possède ses trois chefs-d'œuvre : la *Descente de Croix*, l'*Élévation en Croix* et l'*Assomption de la Vierge*. Les peintures de Rubens sont souvent d'un sensualisme choquant qui accuse une décadence bien accentuée de l'idéal chrétien. Il forma beaucoup d'élèves, tels que Van Dyck, les deux Teniers, Jordaens.

Van Dyck (1599-1641), né à Anvers, travailla longtemps avec Rubens, qu'il égala presque comme peintre d'histoire et qu'il surpassa pour le portrait. Il se fixa à Londres où, grâce aux faveurs de Charles I, il vécut avec une magnificence royale. Il laissa plus de septante tableaux d'histoire et un nombre infini de portraits.

Rembrandt (1606-1669), peintre hollandais, acquit une célébrité immense pour sa science originale du clair-obscur, c'est-à-dire des effets d'ombre et de lumière. Il fit plus de cent cinquante grands tableaux dont les sujets sont tirés de la Bible, de l'histoire, de la nature, des mœurs.

La Belgique produisit aussi, au XVI^e siècle, deux musiciens renommés : *Roland de Lattre* (1520-1593), qui, né à Mons, signala son talent successivement à Rome, en France, en Angleterre et à la cour des ducs de Bavière; et son élève *Philippe de Mons* (1522-?), honoré des faveurs de l'empereur Maximilien II. Il a mis en musique, à cinq, six et sept parties, les *Sonnets de Ronsard*.

16. La littérature des Pays-Bas vit fleurir *Juste-Lipse* (1547-1605), né en Brabant, professeur d'histoire, d'abord à Iéna, puis à Leyde, et enfin à l'université de Louvain, où il avait fait ses études. Il a laissé plusieurs ouvrages en latin. Au XVII^e siècle, le Jésuite *Bollandus* (1596-1665), né dans la province de Liège, commença l'œuvre savante et gigantesque des *Acta Sanctorum* ou Actes des Saints; elle avait pour objet de dégager l'histoire des saints des fables dont l'ignorance ou une piété mal entendue l'avait enveloppée. L'œuvre des *Bollandistes* est continuée encore de nos jours par les Jésuites belges.

Enfin, la langue néerlandaise atteignit une grande perfection, grâce au beau talent de *Van Hooft* (1581-1647), poète et historien; et surtout de *Vondel* (1587-1679), dont plusieurs tragédies peuvent figurer à côté des chefs-d'œuvre de Shakespeare, de Corneille et de Racine.

VIII. — Les sciences au XVI^e siècle.

17. Le moyen âge, qui eut le tort de s'égarer dans l'astrologie et la sorcellerie, présente peu de grands noms dans l'ordre des sciences. Mais au XVI^e siècle, la science positive prit un essor considérable.

Copernic (1473-1543), une des gloires de la Pologne, fut le premier à soutenir le double mouvement de *rotation* et de *révolution* de la terre et des autres planètes. — *Képler* (1571-1631), astronome allemand, trouva, après vingt-deux ans de recherches assidues, les grandes lois qui régissent

notre système planétaire ¹. *André Vésale* (1514-1564), de Bruxelles, bravant les préjugés de son époque sur la dissection des cadavres considérée alors comme un crime, enseigna l'anatomie à Paris, à Bologne, à Bâle, où il publia sa *Grande Anatomie* accompagnée de figures. — Le géographe *Ortélius* (1527-1598), né à Anvers, composa le premier Atlas connu. — *Mercator* (Kremer ou Kauffmann ²) (1512-1594), d'origine belge également, démontra l'imperfection du système astronomique de Ptolémée et inventa, pour la construction des cartes géographiques, un mode de projection qui porte son nom. — *Simon Stévin* (1548-1520), de Bruges, se signala par plusieurs découvertes dans les Mathématiques et la Mécanique.

Dans tous les pays, des savants préparaient le développement que les sciences allaient prendre au xviii^e siècle. D'autre part, grâce surtout aux collèges des Jésuites, l'instruction pénétrait de plus en plus dans la société.

IX. — Influence de la Renaissance.

18. Influence sur les beaux-arts. — La Renaissance stimula puissamment le goût des lettres; mais elle imprima aux diverses littératures un caractère d'imitation qui leur fit perdre leur naïveté; il est permis de croire que, sans la Renaissance, les langues modernes, qui n'avaient pas attendu ce mouvement pour faire des progrès, eussent produit des œuvres d'un caractère plus original et plus propre à chaque nationalité.

Dans la peinture et la sculpture, la forme gagna plus de vérité, mais au détriment de l'inspiration chrétienne. L'archi-

¹ C'est au xv^e siècle aussi, en 1582, que fut introduite, dans le calendrier, la réforme dite grégorienne.

² Les savants, les hommes de lettres et les artistes de cette époque donnaient souvent à leur nom une modulation latine ou italienne, comme *Philippus de Monte*, *Orlando di Lasso*, *Jansénius*; ou même grecque, comme *Melanchton*.

itecture perdit de sa grandeur, tout en acquérant plus de richesse et d'élégance dans la décoration, qui devint toute païenne.

19. Influence sur la société. — Avec le goût des beaux-arts se développa aussi, parmi la noblesse et la bourgeoisie, le goût du confort et du luxe dans les habitations et dans les costumes, de la politesse et de la distinction dans les mœurs. Mais en dehors de cela, la société d'Occident ne recueillit de la Renaissance que des résultats funestes : 1^o un système d'éducation dangereux, où la jeunesse est nourrie des littératures païennes; 2^o l'affaiblissement de la foi par l'habitude de tout soumettre au souverain tribunal de la raison; 3^o la perversion des mœurs par le contact des esprits avec les turpitudes du paganisme; 4^o l'absolutisme des princes, qui ne fut que la résurrection du Césarisme romain, et qui amena plus tard la révolution française.

CHAPITRE V.

LA RÉFORME, SES CAUSES ET SES PROGRÈS (XVI^e SIÈCLE).

Sommaire synoptique.

Aperçu général.	}	Définition de la Réforme. Causes générales de la Réforme. Les chefs de la Réforme et leurs moyens d'action.
	}	Luther { Ses antécédents. Son caractère.
		Occasion de sa rupture avec l'Église : querelle des indulgences.
Le Luthéranisme.	}	Progrès de l'hérésie en Allemagne { Auxiliaires et prosélytes de Luther. Essais d'opposition : diètes de Worms et de Spire.
		La moitié de l'Allemagne protestante.
	}	Fruits de l'hérésie. { 1. Anarchie religieuse. 2. Guerre des Paysans. 3. Scission politique et guerre civile.
		Triomphe de l'hérésie à la paix d'Augsbourg.
	}	Diffusion du Luthéranisme dans les pays voisins. { Dans les États Scandinaves : Suède et Danemark; en Suisse : <i>Zwingli</i> .
Le Calvinisme.	}	Son auteur : Calvin. Ses caractères. Sa propagation.
	}	Le Schisme sous Henri VIII. { Sa rupture avec l'Église. La persécution religieuse.
L'Anglicanisme.	}	Variations sous les successeurs de Henri VIII.
	}	L'Anglicanisme définitivement établi sous Élisabeth. { Le Bill des 39 articles. Caractères de l'Église anglicane. La persécution religieuse sous Élisabeth.
La vraie réforme de l'Église opérée par le Concile de Trente.	}	Historique.
	}	Travaux. { Dogme. Discipline.
		Fruits.

DÉVELOPPEMENT.

I. — Aperçu général.

1. *Définition de la Réforme.* — On a donné le nom de *Réforme* à la révolution que subirent, au XVI^e siècle, dans une grande partie de l'Europe, la doctrine, le culte et la discipline du christianisme.

Si le nom de Renaissance caractérise mal la transformation qui s'opéra, au XVI^e siècle, dans les beaux-arts, celui de *Réforme religieuse* appliqué à l'œuvre des hérésiarques de cette même époque est bien plus mal fondé. Sans doute, les graves abus qui s'étaient introduits dans l'Église réclamaient une réforme, même urgente. Mais, outre que les soi-disants réformateurs n'avaient point mission pour corriger les abus, leur prétention ne réussit qu'à empirer le mal, à semer partout le schisme, l'irrégion, la guerre civile et la ruine.

2. *Causes de la Réforme.* — Parmi les causes générales plus ou moins directes de la Réforme, et les circonstances qui la favorisèrent, on peut mentionner les suivantes :

1^o La Renaissance des arts et des lettres de l'antiquité, qui fit prévaloir les idées païennes dans les croyances, dans les mœurs, dans la politique : elle engendra le *rationalisme*, le *sensualisme* et le *césarisme*.

2^o L'affaiblissement de l'autorité des Souverains Pontifes par suite surtout du grand schisme d'Occident.

3^o Le relâchement des mœurs dans le sanctuaire et dans le cloître. — Le luxe de la cour romaine et le culte excessif qu'on y professait pour la Renaissance n'étaient pas de nature toujours à édifier la piété du pèlerin. — Bien des évêques, en Allemagne particulièrement, n'avaient d'autre indice de vocation sacerdotale que celui d'être cadets d'une famille noble. — Les monastères, souvent trop riches, étaient administrés par des abbés laïques qui offraient aux moines l'exemple d'une vie mondaine ¹.

¹ Toutefois, l'Église n'entendit jamais couvrir les abus, moins encore les justifier. Les décrets répétés des conciles généraux et particuliers ne cessaient d'en réclamer le redressement.

4^o L'ignorance d'une partie du haut clergé, qui déteignait naturellement sur le clergé inférieur et plus encore sur les fidèles. — Beaucoup de prélats connaissaient mieux les auteurs païens que les Pères de l'Église; la prédication de la parole de Dieu ne pouvait manquer de s'en ressentir, et la décadence de la Foi devait suivre la décadence des mœurs.

5^o La tendance de tous les princes, grands et petits, à l'absolutisme, tendance que la Réforme sut exploiter à son profit. — Ainsi, en Allemagne, où aucun empereur n'était parvenu à s'assujettir les grands vassaux, l'hérésie aida ceux-ci à accroître leur puissance.

6^o L'imprimerie qui devint, entre les mains des novateurs, un puissant moyen de propagande. — En 1500, l'Allemagne comptait déjà un millier d'imprimeries.

3. Les chefs de la Réforme et leurs moyens d'action. — Les principaux chefs de la Réforme furent : *Luther* en Allemagne, foyer de l'hérésie; *Zwingle* et *Calvin* en Suisse et en France; *Henri VIII* en Angleterre, et *Knox* en Écosse.

Les moyens d'action que les réformateurs mettaient en œuvre étaient surtout la *calomnie* et l'*exploitation des mauvaises passions*. En effet, aux princes, ils permettaient d'imposer la Réforme dans leurs États et de voler les biens des églises et des couvents; au peuple, ils conseillaient la révolte contre leurs oppresseurs; à tous leurs partisans, ils donnaient le droit de s'affranchir des lois qui gênent les mœurs.

Enfin, pour surprendre la bonne foi des gens consciencieux, ils accumulaient contre l'Église calomnie sur calomnie, exagérant les abus et tonnait avec une hypocrite éloquence contre les scandales de la cour romaine.

II. — Le luthéranisme.

4. Auteur : Martin Luther (1483-1546). — Luther naquit, de parents pauvres, à *Eisleben*, ville minière de la Saxe. Grâce à la charité, il put faire des études et prendre

le grade de docteur à l'université d'Erfurt. A 22 ans, vivement impressionné par une catastrophe qui avait frappé un de ses amis, il entra au couvent des Augustins de la même ville. Le religieux s'y signala par sa ferveur, sa mortification, mais aussi par son exaltation et son entêtement. En 1508, il fut appelé, par l'électeur de Saxe, à enseigner la philosophie et la théologie à l'université de *Wittenberg*. A mesure que grandissait la réputation du professeur, la ferveur du moine déclinait, laissant voir un caractère inquiet, orgueilleux, irascible. Il ne tarda pas à prêcher sa fameuse doctrine de la *justification par la foi*, soutenant que les bonnes œuvres ne sont point nécessaires au salut.

5. Occasion de la rupture de Luther avec l'Église : querelle des indulgences. — Au commencement de son pontificat, le pape Léon X accorda des



Luther.

D'après le tableau de Cranack le Vieux
à Wittenberg.

indulgences aux fidèles qui contribueraient par leurs aumônes à l'achèvement de la basilique de saint Pierre de Rome. Il chargea les Dominicains de prêcher ces indulgences dans toute l'Allemagne. Déjà le dogme des indulgences contrariait la doctrine de Luther sur la justification par la foi ; ensuite sa vanité se trouvait froissée de la préférence accordée aux Domini-

cains. D'autre part, certains abus avaient accompagné la distribution des indulgences : l'ignorance ou la mauvaise foi était allée parfois jusqu'à en faire un véritable trafic, *vendant* le pardon des péchés passés et même futurs. Le moine

augustin déclama d'abord avec violence contre ces abus; puis il s'attaqua au dogme lui-même, affichant publiquement 95 thèses contre les indulgences. Le dominicain *Tetzel* les réfuta, mais sans mettre fin à la querelle. L'effervescence des esprits, alimentée par des milliers de brochures, devint générale. Luther en appela au pape, puis au concile. Enfin, il rejeta l'autorité du pape et celle du concile et proclama que l'Écriture Sainte est le seul arbitre en matière de foi.

Le pape Léon X, après avoir épuisé les moyens de conciliation, se décida à sévir et lança contre le novateur l'excommunication (1520). Ce fut pour Luther le signal de la rupture ouverte avec le Saint-Siège : il brûla, sur la place publique de Wittenberg, la bulle du Souverain pontife en proférant cette imprécation : Mort à l'antéchrist!

Bientôt, pour accommoder la nouvelle religion à la *faiblesse humaine*, il supprima les abstinences et les jeûnes, autorisa le divorce, prêcha le *sacerdoce laïque*, abolit les vœux monastiques et, joignant le scandale de l'exemple à celui des principes, épousa une ex-religieuse.

6. Progrès du luthéranisme en Allemagne. —

Une doctrine qui lâchait la bride à tous les penchants dépravés de la nature devait se propager rapidement. Elle trouva des prosélytes instruits parmi les *humanistes*¹, que leur engouement pour les auteurs païens avait rendus

¹ Les plus célèbres furent *Mélancton*, professeur de grec à Wittenberg, et *Érasme* qui, épouvanté bientôt des excès de la Réforme, revint à l'église catholique. Mélancton chercha toujours à concilier les partis et gémissait sur les divisions religieuses et sur la tyrannie exercée par les diverses sectes protestantes. Un jour, sa mère, qui était catholique, lui demanda ce qu'elle devait croire au milieu de tant de disputes. *Continuez*, lui dit son fils, *de croire et de prier comme vous avez fait jusqu'à présent, et ne vous laissez point troubler par le conflit des disputes de religion*. Cependant cet homme passa sa vie dans l'indécision sur une matière aussi importante. Mélancton a laissé une foule d'écrits théologiques et littéraires, dans lesquels on remarque beaucoup d'esprit, de modération et d'érudition.

indifférents en matière religieuse; des protecteurs puissants parmi les princes laïques et ecclésiastiques, que Luther autorisait à séculariser les biens d'église; des recrues parmi les paysans et les ouvriers qui attendaient de la Réforme une révolution sociale.

*Frédéric III, électeur de Saxe*¹ et *Philippe, landgrave de Hesse*, décidés à secouer le joug de Charles-Quint, se déclarèrent les premiers en faveur de l'*hérésiarque révolutionnaire*. Bientôt le *grand maître des chevaliers teutoniques* embrassa la Réforme afin de pouvoir séculariser le fief de l'Ordre. Puis, ce fut le tour de l'*électeur de Brandebourg*, de l'*électeur palatin*, des magistrats des grandes villes libres : *Magdebourg*, *Francfort*, *Strasbourg*, *Brême*, et d'autres. Bref, à la mort du réformateur (1546), presque tout le nord de l'Allemagne était protestant.

Pour apaiser les querelles religieuses qui troublaient l'empire, Charles-Quint convoqua la *Diète de Worms* (1521), puis celle de *Spire* (1529) où les luthériens prirent le nom de *protestants*; mais il échoua contre l'entêtement de Luther et la puissance de ses protecteurs.

8. Fruits de la Réforme : anarchie religieuse, guerre sociale, guerre civile. — D'après la doctrine de Luther, chacun pouvait librement dogmatiser; la discorde devait donc fatalement éclater parmi ses disciples. *Munzer* fonda la secte des *anabaptistes*, c'est-à-dire des *rebaptisants*, ainsi nommés parce qu'ils prétendaient réadministrer le baptême à tous ceux qui l'avaient reçu avant l'âge de raison. — *Carlostadt* devint le chef des *sacramentaires*, qui rejetaient tous les sacrements et prêchaient la destruction des autels, des croix, des images et autres symboles religieux. — Pour mettre d'accord les différentes sectes, Luther et son ami

¹ Électeurs : princes allemands ayant le privilège d'élire l'empereur. Fixé à 7 depuis le xiv^e siècle, le nombre des électeurs fut porté dans la suite 9 et à 10. Cette dignité fut abolie par Napoléon I^{er}, en 1806.

Mélancthon rédigea un résumé des croyances nouvelles qu'ils présentèrent à la *Diète d'Augsbourg* (1530), espérant ainsi rallier tous les partis. Mais la *Confession d'Augsbourg* ne fut reconnue que des seuls Luthériens.

Les prédications passionnées du moine apostat produisirent un autre résultat qu'il n'avait point prévu. Poussant à l'extrême l'application de ses principes, les anabaptistes proclamèrent l'abolition de toute autorité spirituelle et temporelle, ainsi que la communauté des biens. Ils parcoururent la *Saxe*, la *Thuringe*, la *Souabe*, la *Franconie*, pillant les villes, brûlant les châteaux, massacrant les prêtres, les nobles, les magistrats. Accusé d'avoir déchaîné ces brigands, Luther cria aux seigneurs de les exterminer. *Il est temps d'étrangler les paysans comme des chiens enragés*, écrivait-il. Son appel fut entendu. Le landgrave de Hesse écrasa les bandes de Munzer à *Frankenhausen* (1525) et condamna l'imposteur au supplice. Plus de 100.000 paysans furent tués et, pour prévenir une nouvelle révolte, on fit peser sur le peuple un joug de fer.

La rébellion contre l'Église devait entraîner la rébellion contre l'autorité politique. En effet, pour mieux résister aux justes réclamations des catholiques appuyés par Charles-Quint, les princes luthériens et les villes libres luthériennes formèrent, en 1530, la *Ligue de Smalkalde*. Cette ligue afficha bientôt une hostilité ouverte vis-à-vis de l'empereur, en lui refusant tout secours contre les Turcs et même en intriguant contre lui avec le roi de France. Ainsi se trouva rompue l'unité politique de l'Allemagne.

En 1546, l'empereur, à bout de patience, mit au ban de l'empire les deux chefs de la Ligue : le landgrave de Hesse et l'électeur de Saxe. Ce fut le signal de la guerre civile. La coalition protestante se vit mise en déroute à *Muhlberg* (1547). Mais trahi par un de ses lieutenants, *Maurice de Saxe*, qui conspira avec les princes luthériens, Charles-Quint dut signer la *trêve de Passau* (1553). Deux ans plus tard, à la suite des derniers échecs de l'armée impériale en France, la trêve fut convertie en une paix définitive.

9. Paix d'Augsbourg : triomphe officiel du protestantisme (1555). — Cette paix religieuse est mémorable à cause des principes injustes qu'elle consacrait et de leurs funestes conséquences. En voici les principales stipulations :

1^o Les princes luthériens (à l'exclusion des autres sectes) avaient le droit d'*imposer* le nouveau culte à leurs sujets.

2^o Ils étaient déclarés propriétaires légitimes des biens d'église qu'ils avaient précédemment sécularisés.

3^o Cependant, à l'avenir, tout prélat catholique qui embrasserait la Réforme devrait renoncer à ses domaines ecclésiastiques. (C'était la clause dite du *réservat*.)

4^o Les sujets catholiques d'un prince luthérien qui voulaient garder leur religion avaient le droit de s'expatrier en payant une indemnité à l'État.

Comme on le voit, cette paix odieuse accordait la *liberté de conscience* aux princes, mais la refusait aux sujets.

10. Le Luthéranisme en Suisse et dans les pays scandinaves. — L'hérésie ne resta pas confinée en Allemagne; elle se répandit notamment en Suisse et dans les pays scandinaves. — En *Suisse*, où les esprits se trouvaient préparés par l'école sceptique d'Erasmus, la réforme religieuse fut prêchée par *Zwingle*, curé à *Einsiedeln*, canton de Schwitz (1483-1531). L'Helvétie fut, dès lors, en proie aux dissensions politiques et aux guerres civiles. Le roi de *Suède*, *Gustave Wasa*, pour couvrir les frais d'une guerre nationale, jeta les yeux sur les riches domaines de l'Église, que le luthéranisme l'autorisait à confisquer. Il n'hésita pas à embrasser la Réforme et à l'introduire dans ses États, brisant par la force l'indomptable résistance de ses sujets catholiques (1523-1536). — L'hérésie fut imposée de même au *Danemark*, à la *Norvège* et à l'*Islande*.

III. — Le Calvinisme.

11. *Calvin (1509-1564)*. — Jean Calvin naquit à *Noyon*, en Picardie. Esprit distingué, il étudia la théologie et le droit aux universités de Paris et d'Orléans et reçut les ordres mineurs. Bientôt ses idées hasardées en matière dogmatique l'obligèrent à quitter la France pour échapper à une condamnation. Il se réfugia à Bâle où il publia, en 1535, son livre *De l'Institution chrétienne*, exposé et apologie de sa doctrine.

A la prière d'une partie des habitants de *Genève*, favorable à la réforme, Calvin alla s'établir dans cette ville et en fit une citadelle de l'antipapisme et de l'intolérance.

12. *Caractères du Calvinisme*.

— Le calvinisme est, de toutes les sectes réformées, celle qui s'écarte le

plus du catholicisme. Sa doctrine fondamentale est le dogme désespérant de la *prédestination*. Le culte a conservé deux sacrements : baptême et communion ; mais le pain et le vin ne sont que la figure du corps et du sang du Christ. L'organisation du calvinisme prétend être celle de la *primitive Église*. Il rejette en conséquence la hiérarchie sacerdotale qu'il remplace par un gouvernement purement laïque.

13. *Propagation du Calvinisme*. — Pour répandre sa doctrine, Calvin déploya, surtout dans sa vaste correspondance, une activité prodigieuse. Il fonda à Genève une Académie protestante d'où partaient des apôtres exaltés qui propagèrent l'hérésie en *France*, en *Hollande*, en *Écosse*, en *Allemagne* et jusque dans la *Bohême*, la *Hongrie* et la *Pologne*.



Calvin.

Estampe du temps.

IV. — L'Anglicanisme.

14. Henri VIII et le schisme (1509-1547). —

Henri VIII succéda à son père Henri VII, à l'âge de dix-neuf ans. Il montra d'abord beaucoup de zèle pour la



Henri VIII, roi d'Angleterre
d'après Holbein.

religion. Mais une passion criminelle qu'il conçut pour Anne de Boleyn, luthérienne et dame d'honneur de la reine Catherine d'Aragon, le détermina, après vingt ans de mariage, à divorcer. Le pape Clément VII, auquel il demanda le divorce, fut inflexible. Henri VIII aime mieux jeter l'Angleterre dans un schisme funeste que de vaincre ses mauvais pen-

chants; il rompit avec l'Église catholique et se fit proclamer, par un Parlement servile, *chef suprême de l'Église d'Angleterre* (1532).

En 1539, il publiait le fameux *bill¹ des six articles*, qui punissait de mort tous ceux qui refusaient, soit de reconnaître la suprématie religieuse du roi, soit d'admettre la doctrine anglicane, qui était d'ailleurs orthodoxe. Le bill des six articles amena 72.000 exécutions capitales.

Comme les autres princes réformateurs, Henri VIII confisqua les domaines de l'Église. Il supprima les monastères et les couvents, qui nourrissaient une foule de pauvres, et développa ainsi la plaie du *paupérisme* qui ronge encore aujourd'hui la société anglaise.

¹ *Bill* : loi votée par le Parlement d'Angleterre.

15. Élisabeth et l'Église officielle (1562). — Ayant reconnu la suprématie religieuse du roi, l'Angleterre changea de religion au gré de ses souverains. Orthodoxe sous *Henri VIII*, elle fut calviniste sous son successeur, *Édouard VI*; elle redevint catholique sous *Marie Tudor* et retourna au protestantisme sous *Élisabeth*. Par le *bill des XXXIX articles*, Élisabeth organisa définitivement l'*Église anglicane ou officielle*.

L'Église anglicane a maintenu la hiérarchie catholique; seulement les évêques, au lieu d'obéir au pape, dépendent uniquement du roi d'Angleterre. Tous les membres du clergé doivent prêter le serment de suprématie. Le dogme est calviniste. La plupart des cérémonies du culte catholique ont été conservées; mais la messe du *clergyman* n'a pas de *transsubstantiation* et le texte de la liturgie est en langue anglaise.

V. — La vraie réforme de l'Église par le concile de Trente (1545-1563).

16. Historique. — Dès le commencement de la Réforme, un concile oecuménique avait été jugé nécessaire pour redresser les abus qui avaient servi de prétexte aux novateurs, et pour s'opposer aux progrès des protestants. Mais des difficultés multiples en ajournèrent la convocation et l'ouverture, de délai en délai, jusqu'en 1545. Pour accorder les exigences des Allemands avec celles des Italiens, on choisit comme lieu de réunion la ville de Trente, en territoire autrichien.

Le concile de Trente dura 19 ans, et compta 3 sessions séparées par de longs intervalles. Il se place parmi les plus imposantes assises que l'Église ait tenues depuis son origine. Quatre légats apostoliques, plus de 240 prélats et 7 généraux d'ordre signèrent ses décisions. Les protestants, qui avaient été convoqués, refusèrent d'y envoyer des délégués.

17. Travaux du concile. — La mission du concile de Trente avait un double objet : 1^o la croyance; 2^o les mœurs.

En matière de foi, la savante assemblée, sans rien innover,

fixa en des formules claires et précises la doctrine catholique et l'opposa à l'hérésie protestante. Ses principaux *décrets dogmatiques* portèrent : sur la nécessité de la *Tradition* en même temps que de l'*Écriture-Sainte*, ainsi que de l'*autorité de l'Église* pour fixer le sens du texte sacré; sur la nécessité de la grâce et sur les sept sacrements qui sont les canaux de la grâce; sur le dogme de la communion des saints et la pratique des indulgences.

Les *décrets de réformation* concernèrent spécialement : le bon choix des prêtres et leur formation dans les séminaires; la discipline du clergé et des ordres religieux; l'extirpation de la simonie ou trafic des choses saintes.

Les actes du concile furent solennellement promulgués par une bulle du pape Pie IV, en 1564.

18. Fruits du concile de Trente. — Les décisions du concile ne restèrent pas lettre morte. Proclamées dans presque tous les pays catholiques comme lois de l'État, elles ne tardèrent pas à produire des fruits de sainteté dans l'Église et de régénération sociale parmi les peuples.

Le Saint-Siège fut alors occupé par une série de *pontifes d'un grand mérite* : Clément VII, Paul IV, Saint Pie V, Grégoire XIII ¹, Sixte-Quint, tous remarquables à des titres divers.

Des hommes éminents par leur science et leur vertu fondèrent de *nouveaux ordres religieux* en rapport avec les besoins nouveaux, ou firent reflourir la régularité dans les anciens. Citons seulement la *Congrégation de l'Oratoire* qui donna à l'Église des savants illustres; les *frères de Saint*

¹ Le pape Grégoire XIII réforma le calendrier julien dont l'erreur avait occasionné, au xvi^e siècle, un retard de 10 jours sur l'année solaire. Pour regagner ces dix jours, on fit du 5 octobre 1582 le 15 octobre, et pour éviter toute nouvelle erreur à l'avenir, il fut décidé que les années *séculaires* dont le chiffre ne serait pas divisible par 400 ne seraient plus bissextiles.

CABINET DE LA BIBLIOTHÈQUE
UNIVERSITÉ DE LILLE
100 rue de la Liberté
59000 Lille

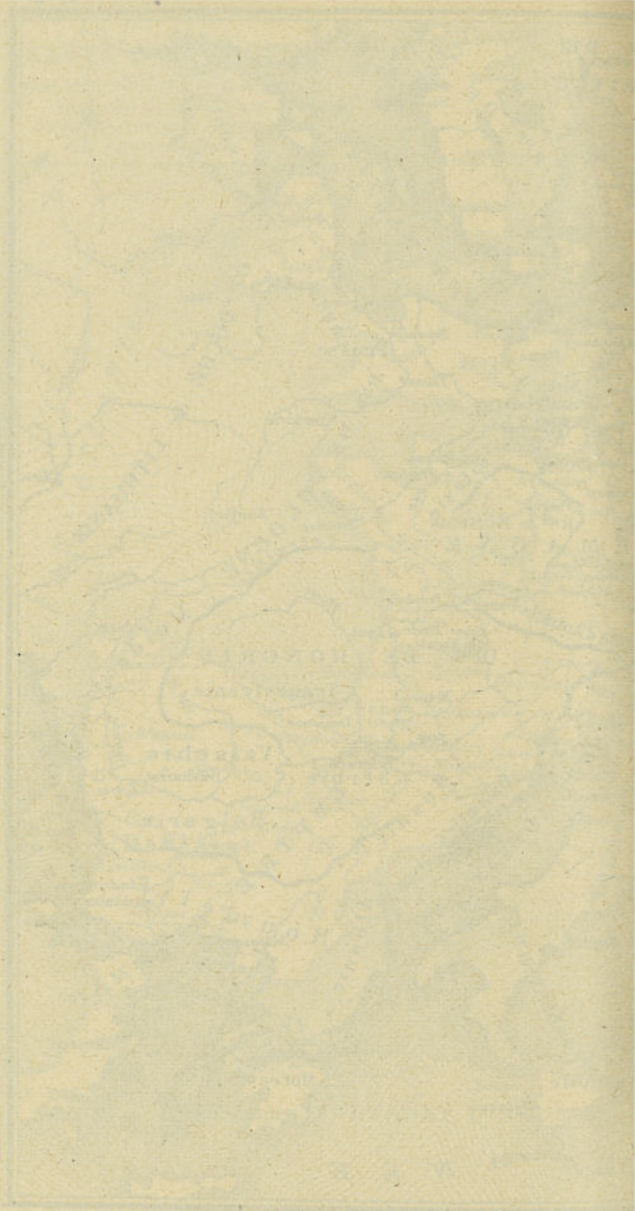
CARTE de l'EUROPE

pour servir à l'histoire de la Réforme
des guerres de Charles Quint
des guerres de religion en France
et de la guerre de 30 ans.



Ad. Wesmael-Charlier, éditeur, Namur.

Mathieu, Histoire moderne.



Jean de Dieu voués au soulagement de la plus terrible des infirmités humaines; et surtout la *Compagnie de Jésus*, fondée par saint Ignace de Loyola ¹.

¹ Saint Ignace naquit au château de Loyola, dans la Biscaye espagnole. De bonne heure engagé dans la carrière des armes, le gentilhomme fut blessé par les Français au siège de Pampelune, en 1521. La lecture de la vie des saints et des martyrs, qui devait simplement tromper les ennuis d'une longue convalescence, le détermina à se faire *chevalier de la Vierge*. La même année où Luther relégué dans la Wartbourg inonda l'Allemagne de ses erreurs, Ignace s'enfermait dans la grotte de *Manrèse* et se préparait, par la prière et la pénitence, à devenir un des plus puissants défenseurs du catholicisme.

De retour d'un pèlerinage à Rome et à Jérusalem, Ignace, âgé de 33 ans, commença l'étude du latin, de la philosophie et de la théologie, d'abord à Salamanque, puis à l'université de Paris. Dans cette dernière ville, il s'attacha six disciples, entre autres *François-Xavier* qui professait avec un brillant succès la philosophie à l'université. Les sept prononcèrent leurs premiers vœux dans l'église de Montmartre et formèrent le noyau de la Compagnie de Jésus. Elle recueillit bientôt parmi ses membres l'illustre *François de Borgia*, vice-roi de Catalogne.

Les constitutions de l'Ordre, chef-d'œuvre de sagesse et de sens administratif, furent approuvées par le pape Paul III et confirmées par le concile de Trente.

Dans les divers domaines de leur activité, les Jésuites ont recueilli, depuis quatre siècles, d'immenses et glorieux succès. Ils ont donné à l'Église un grand nombre de saints illustres, au monde des lettres et des sciences des célébrités de tout ordre, aux pays des missions des pionniers de la civilisation chrétienne. En butte à toutes les persécutions, selon la prophétie de leur fondateur, malgré les vicissitudes que la Société a traversées, ils sont toujours sur la brèche et n'ont point cessé d'être les auxiliaires les plus puissants et les plus redoutables de l'Église romaine.

CHAPITRE VI.

CHARLES-QUINT ET FRANÇOIS I^{er} (XVI^e SIÈCLE). LEUR POLITIQUE ET LEURS GUERRES.

Sommaire synoptique.

Les deux adversaires.	{	Leur origine et leur avènement. Portrait des deux princes. Leurs possessions respectives.
Politique de Charles-Quint et de François I ^{er} .		
		Cause de la rivalité. Préliminaires de la rupture.
Rivalité entre la maison de France et celle d'Autriche.	{	Les hostilités sous François I ^{er} .
		{
		Première guerre. — Paix de Madrid, 1526.
		Deuxième guerre. — Traité de Cam- brai, 1529.
		Troisième guerre. — Trêve de Nice, 1538.
		Quatrième guerre. — Paix de Crespy, 1544.
		Mort de François I ^{er} , 1547.
		Cinquième guerre. — Trêve de Vau- celles, 1556.
Autres guerres de Charles-Quint.	{	Contre les Turcs. Contre les corsaires d'Afrique. Contre les protestants d'Allemagne.
Abdication de Charles-Quint; sa mort, 1558.		

DÉVELOPPEMENT.

Après la Renaissance et la Réforme, qui jouèrent un rôle si considérable dans les idées et dans les faits du XVI^e siècle, après les guerres de religion allumées par les conflits de doctrines — et qu'on verra plus loin — l'intérêt de cette période se porte sur la politique, les entreprises et les

démêlés des deux puissantes maisons qui se disputaient alors la domination de l'Europe continentale : la maison d'Autriche, représentée par Charles-Quint, celle de France, ayant pour chef François 1^{er}.

I. — Les deux adversaires.

1. *Leur origine et leur avènement*¹. — Charles d'Autriche, plus tard *Charles-Quint*, vint au monde à Gand, en 1500. Son père était *Philippe le Beau*, duc de Bourgogne, et son aïeul *Maximilien d'Autriche*, empereur d'Allemagne. Ce dernier mourut en 1519. Philippe le Beau l'avait précédé dans la tombe. Mais la dignité impériale étant élective et non héréditaire, sa naissance ne donnait à Charles d'Autriche aucun droit à la succession de Maximilien. Pour se faire élire, il eut à intriguer contre plusieurs compétiteurs, dont le plus redoutable fut le roi de France.

François 1^{er} était né de *Charles d'Orléans*, duc d'Angoulême, et de *Louise de Savoie*. Son prédécesseur sur le trône, *Louis XII*, étant mort sans laisser d'héritier masculin, la branche aînée des Valois s'éteignait avec lui. François d'Angoulême lui succéda et devint ainsi le premier roi de la branche cadette sous le nom de François 1^{er}. Il était âgé de vingt ans (1515).

2. *Parallèle entre les deux souverains.* —

François 1^{er} est encore le type du *héros du moyen âge* ; son caractère chevaleresque fait de lui un *roi-soldat*, jaloux de son titre de *premier gentilhomme de France*. Charles-Quint, au contraire, se présente comme le premier *roi moderne*, plus habile aux intrigues politiques qu'au maniement des armes ; c'est l'*empereur-diplomate*.

L'intelligence de Charles-Quint était plus profonde que vive ; François 1^{er} avait l'esprit fin, délicat, épris des lettres et des arts. — L'empereur d'Autriche voulait la réussite, la réalité ; le roi de France aimait à l'excès le brillant, l'étalage, le luxe.

Au demeurant, l'un et l'autre avaient de l'ambition, étaient fort appliqués aux affaires de l'État, ne se faisaient pas scrupule de sacrifier à l'occasion l'honneur à l'intérêt.

¹ Voir à la fin du volume, tableaux généalogiques.

3. Leurs possessions respectives. — Comme héritier de son grand-père, Maximilien, et de son père, Philippe-le-Beau, Charles-Quint possédait l'*Autriche*, les *Pays-Bas* et la *Franche-Comté*. La succession de son aïeul maternel, Ferdinand le Catholique, lui donnait l'*Espagne* et la *Sardaigne*, le *royaume de Naples*, la *Sicile*, des colonies en *Afrique* et la moitié du *Nouveau-Monde*. Quand l'élection lui aura assuré encore l'*Allemagne*, il pourra dire avec raison : *Le soleil ne se couche jamais dans mon empire*.



Charles-Quint (1500-1558).



François Ier (1494-1547).

D'après le Titien.

Seulement le gouvernement de tous ces pays était difficile, à cause du manque d'unité, chacun d'eux ayant des lois et des intérêts différents; et, en dehors de la Belgique où il était né, Charles-Quint était considéré comme un étranger.

La France, au contraire, compacte et unie, avec beaucoup moins d'étendue, était d'une administration plus facile et plus régulière. En outre sa situation financière était florissante et François I, très populaire, pouvait compter sur le dévouement de son peuple.

II. — Politique de Charles-Quint et de François I^{er}.

4. *Politique de Charles-Quint.* — 1^o Rendre l'autorité royale plus absolue, en centralisant l'administration par la diminution des libertés communales; 2^o Conserver intactes ses possessions d'Italie et tous les pays qui lui venaient de la maison de Bourgogne; 3^o Maintenir en Europe la prépondérance de la maison *austro-espagnole*; 4^o Enrayer, à la tête de l'Allemagne chrétienne, les progrès des Turcs en Occident; 5^o S'opposer aux progrès de la Réforme qui menaçait l'influence impériale : tel fut le principal objectif de la politique de Charles-Quint. Il ne put le réaliser qu'en partie et par des guerres presque continuelles.

5. *Politique de François I^{er}.* — 1^o François I^{er} contrebalança la puissance de Charles-Quint qui, sans cela, aurait pesé davantage sur la destinée de l'Europe; 2^o Comme son rival, il s'efforça de rendre son autorité plus absolue : *En France, il y a un roi*, disait-il au parlement qui voulait faire de l'opposition, *et je n'entends pas qu'il s'y forme un Sénat comme à Venise.* Il ne convoqua jamais les *États-Généraux*; 3^o Il donna l'exemple de la politique d'intérêt, au détriment de la religion, en s'alliant contre Charles-Quint avec les protestants et les Turcs; 4^o Il revendiqua le duché de *Milan* et le royaume de *Naples*, qui avaient autrefois appartenu à des princes français ¹; ainsi que l'*Artois* et la *Flandre*, dont, au moyen âge, le roi de France était le suzerain; 5^o Enfin, sous son règne, un marin de Saint-Malo, *Jacques Cartier*, alla explorer Terre-Neuve et les rives du

¹ Dès la première année de son avènement, François I^{er} entreprit de reconquérir le *Milanaïs* que Louis XII avait dû abandonner en même temps que le royaume de Naples. La victoire de *Marignan* (1515) lui en assura la possession. C'est le soir de cette bataille que le roi de France voulut être armé chevalier par Bayard.

Saint-Laurent, et fonder la première colonie française. — On doit reprocher à François I ses désordres, qui furent un scandaleux exemple trop fidèlement imité par la noblesse.

III. — Rivalité entre Charles-Quint et François I^{er}.

6. Causes de la rivalité. — La principale cause de la rivalité entre les deux princes fut l'échec de François I^{er} à l'empire d'Allemagne. En effet, le monarque français avait acheté à prix d'or les quatre électeurs de Mayence, de Cologne, du Palatinat et de Brandebourg, et celui de Trèves lui avait promis sa voix par sympathie personnelle. Mais les intrigues de Charles d'Autriche parvinrent à déplacer la majorité à son profit, et l'ambition du roi de France se trouva cruellement déçue.

Craignant en outre que la puissance formidable de Charles-Quint ne finît par devenir un grave péril pour la France elle-même, François I^{er} résolut, sinon de la briser, du moins de l'amoindrir.

7. Préliminaires : les négociations (1520) ¹. — Avant d'engager la lutte, François I^{er} et Charles-Quint recherchèrent l'alliance du roi d'Angleterre, Henri VIII. Le roi de France essaya de le gagner dans une entrevue célèbre, près de Calais, où les deux monarques logèrent sous des tentes couvertes de draps d'or. Ils se séparèrent fort satisfaits l'un de l'autre, mais sans avoir rien conclu. Peu après, se rencontrant avec Charles-Quint à Gravelines, Henri VIII lui promit son alliance et son amitié.

¹ L'importance que prennent dans les guerres les négociations diplomatiques est un des faits saillants du xvi^e siècle. Il sera facile, d'après ce qui suit, d'en voir le rôle dans le conflit entre les maisons de France et d'Autriche, et de synthétiser en particulier le rôle de Henri VIII et du sultan Soliman le Magnifique.

D'autre part, Léon X, afin de s'assurer l'appui de l'empereur contre le protestantisme naissant, entra aussi dans son alliance.

8. Première guerre (1521-1526). — *Motifs* : François I^{er} réclamait, en exécution d'un récent traité, le royaume de *Navarre* pour le *duc d'Albret*, son allié, et renouvelait ses prétentions sur Naples. Charles-Quint exigeait la restitution de la Bourgogne enlevée par Louis XI à son aïeule Marie de Bourgogne.

Opérations : Les Français s'emparèrent d'abord de la Navarre, par la prise de *Pampelune*, mais ils la perdirent presque aussitôt (1521). D'autre part, leur défaite à la *Bicoque*¹ les obligea de renoncer au Milanais (1522).

Comme François I^{er} se disposait à passer lui-même en Italie, le *connétable de Bourbon* lui fit défection : pour se venger de la perte d'un procès contre Louise de Savoie, mère du roi, il alla offrir son épée à Charles-Quint. Les Français se firent battre à *Romagnano*, où le célèbre chevalier *Bayard*² trouva la mort (1524).

Bourbon entra alors dans la Provence, dont il avait promis la conquête à Charles-Quint; mais il dut lever le siège de Marseille. François I^{er} poursuivit l'armée impériale jusqu'à Milan, où il entra sans beaucoup de résistance. Il livra ensuite la bataille de *Pavie* qui fut un désastre : le soir même, il écrivit à sa mère une lettre qui se terminait par ces mots

¹ Village près de Milan.

² Pierre du Terrail, seigneur de Bayard, naquit au château de Bayard, près de Grenoble. Doué de la vertu naïve et de l'héroïsme franc et désintéressé qui caractérisaient les véritables chevaliers du moyen âge, il servit successivement Charles VIII, Louis XII et François I^{er}. Dans le royaume de Naples, il défendit un pont contre 200 Espagnols qui voulaient le passer. A Romagnano, au moment où il protégeait la retraite d'un corps d'armée, il reçut un coup de mousquet qui lui cassa l'épine dorsale. Le connétable de Bourbon, qui combattait dans les rangs des Espagnols, voyant Bayard près de rendre le dernier soupir, déplorait le triste sort du vaillant chevalier; le héros lui répondit : *Ce n'est pas moi qu'il faut plaindre, mais vous qui combattez contre votre roi et votre patrie.*

bien connus : *Madame, tout est perdu, fors l'honneur et la vie* (1525). François fut emmené en Espagne, où il resta un an prisonnier.

Traité de Madrid (1526). — Pour recouvrer sa liberté, le roi signa le traité de Madrid, un des plus onéreux que la France ait subis. Il devait : 1^o céder la Bourgogne à Charles-Quint; 2^o renoncer à la Flandre, à l'Artois et à l'Italie; 3^o restituer au duc de Bourbon tous ses titres et biens; 4^o payer 3 millions d'écus d'or pour sa rançon et livrer en ôtages deux de ses fils.

Quand François eut passé la frontière, il s'écria : *Je suis encore roi*. Il était bien résolu à ne pas observer un traité qu'il trouvait exorbitant et contre lequel il avait protesté d'avance.

9. Deuxième guerre (1527-1529). — Le refus de François I^{er} d'exécuter les conditions du traité de Madrid ralluma la guerre.

Le roi de France conclut avec les Vénitiens et le pape Clément VII l'alliance connue sous le nom de *Sainte-Ligue*. L'armée impériale, composée de mercenaires, en majorité protestants, marcha donc sur *Rome*. Bourbon, lieutenant de Charles-Quint, périt au siège de la ville éternelle, qui fut néanmoins prise et saccagée par une soldatesque sans chef (1527); le pape, fait prisonnier, dut payer une rançon considérable. L'empereur déplora ces faits, et François I^{er}, profitant de la mauvaise impression qu'ils produisirent dans le monde catholique, envahit l'Italie. Cependant les ravages de la peste le forcèrent, après quelques succès, à se retirer.

Les parties belligérantes signèrent le *traité de Cambrai* (1529), par lequel elles renonçaient à leurs prétentions respectives sur l'Italie et sur la Bourgogne.

10. Troisième guerre (1536-1528). — Pendant les sept années de paix qui suivirent le traité de Cambrai, Charles-Quint se couvrit de gloire en Afrique en délivrant 20.000 chrétiens de l'esclavage. Le développement de sa puissance menaçant de plus en plus l'équilibre européen,

François 1^{er} conclut une alliance, peu honorable pour un roi catholique, avec *Soliman*, sultan des Turcs ottomans, les protestants d'Allemagne et Henri VIII, roi d'Angleterre.

Il revendiqua le duché de Milan pour le duc d'Orléans, son fils, et envahit l'*Italie*. Charles-Quint le chassa de la péninsule et envahit à son tour la *Provence*, qu'il trouva ravagée par le maréchal *de Montmorency*. Cette tactique força l'empereur à se retirer en *Italie*, où les Français le suivirent.

L'intervention du pape *Paul III* amena la *trêve de Nice* (1538) pour dix ans. Au cours de cette trêve, Charles-Quint demanda à François 1^{er} l'autorisation de traverser la France pour aller châtier les Gantois révoltés; en retour, il promit le Milanais au duc d'Orléans, mais il ne tint pas sa parole.

11. Quatrième guerre (1542-1544). — Charles-Quint sut attirer le roi d'Angleterre dans son parti. François 1^{er} négocia avec la Suède, le Danemark, les protestants d'Allemagne, et fit alliance avec le sultan.

Les flottes françaises et turques combinées ravagèrent les côtes de l'Italie et bombardèrent *Nice*. L'armée française battit les impériaux à *Cérisoles* (1544). Cette victoire assurait aux Français la possession du Piémont, mais ne terminait pas les hostilités. Henri VIII envahissant la Picardie s'empara de *Boulogne*, et Charles-Quint entra en Champagne. Cependant la formation de la *Ligue de Smalkalde* décida l'empereur à accepter la *paix de Crespy* (1544).

François 1^{er} gardait le *Piémont* et la *Savoie*; Charles-Quint renonçait de nouveau à la *Bourgogne* et donnait l'investiture du *Milanais* au duc d'Orléans. — Henri VIII restitua aussi *Boulogne* moyennant une forte indemnité.

12. Cinquième guerre (1552-1556). — François 1^{er} mourut en 1547, laissant le trône à son fils *Henri II*. Celui-ci s'empara des *Trois-Évêchés*, *Metz*, *Toul* et *Verdun*, qui appartenaient à l'empire d'Allemagne (1552). Charles-Quint, irrité, vint assiéger *Metz* avec une artillerie formidable. Henri II confia la défense de cette ville à *François de Guise* qui

repoussa tous les assauts de l'armée impériale. Après deux mois d'efforts inutiles, Charles-Quint dut lever le siège. Découragé, il signa la *trêve de Vaucelles*, près de Cambrai : la France gardait la Savoie, le Piémont et les Trois-Évêchés (1556).

Les guerres de rivalité entre la France et l'Autriche, provisoirement suspendues, seront reprises sous Philippe II.

IV. — Autres guerres de Charles-Quint.

13. Lutte contre les Turcs (1521-1539) et contre les corsaires algériens (1535). — Pendant que Charles-Quint soutenait ces guerres de rivalité contre la France, il devait aussi défendre l'Allemagne menacée par les *Turcs ottomans*. Ceux-ci, dirigés par la politique de leur sultan *Soliman le Magnifique*¹, envahirent plusieurs fois la Hongrie et menacèrent Vienne. Charles-Quint, à la tête de l'Allemagne et des forces qui lui fournirent ses autres États, obligea Soliman, entré en Hongrie avec 200,000 hommes, à battre en retraite (1532).

Charles soutint aussi les chevaliers de Rhodes contre les Turcs : il céda à ces héroïques défenseurs de la chrétienté l'île de *Malte*, où ils se retirèrent lorsqu'ils ne purent plus défendre l'île de Rhodes (1521). Les chevaliers rendirent Malte imprenable et la conservèrent jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Enfin, *Kaïr-Eddyn Barberousse*, souverain d'Alger, et allié

¹ *Soliman le Magnifique* (1520-1556), doué de qualités et de talents distingués, fut le plus grand sultan des Turcs ottomans. Par ses conquêtes, sa législation, les nombreux édifices qu'il fit élever à Constantinople, à Jérusalem, à la Mecque, et par les faveurs dont il honora les poètes, il porta à son apogée la puissance de sa nation, et fit de son règne l'*âge d'or* de la poésie ottomane.

Ses conquêtes en Europe et en Asie avaient créé un formidable *empire* qui s'étendait depuis la Perse jusqu'à l'Adriatique, et depuis le Danube et la mer Noire jusqu'au Sahara; mais ce colosse renfermait dans son sein bien des *germes de décadence*.

de Soliman, avait fait de sa capitale un nid de pirates, s'était emparé de *Tunis* et infestait la Méditerranée; l'empereur entreprit, contre cet audacieux corsaire, une glorieuse expédition qui aboutit à la prise de la *Goulette*, port de Tunis, et à la délivrance de 20,000 esclaves chrétiens (1535).

14. Lutte contre les protestants (1521-1555).

— Charles-Quint opposa d'abord aux partisans de la Réforme les *diètes de Worms* (1521), de *Spire* (1529) et d'*Augsbourg* (1530). Comme ils levèrent ensuite une armée, l'empereur marcha contre eux et les vainquit à *Muhlberg* (1547). Leur chef, *Frédéric de Saxe*, fut fait prisonnier et son duché passa à son cousin *Maurice de Saxe*, qui, bien que protestant, s'était déclaré pour l'empereur. Mais la trahison de Maurice de Saxe amena la *paix d'Augsbourg* (1555) favorable aux princes protestants (*voir le détail de ces faits dans le chapitre de la Réforme*).

15. Abdication de Charles-Quint; sa mort (1558).

— Après avoir réglé tant bien que mal la situation religieuse dans la *paix d'Augsbourg*, après avoir signé avec Henri II la *trêve de Vaucelles*, Charles-Quint, dégoûté des vaines grandeurs du monde, accablé d'ailleurs de fatigues et d'infirmités, abdiqua en faveur de son frère *Ferdinand* et de son fils *Philippe II*. La maison d'Autriche forma désormais deux branches, la *branche allemande* et la *branche espagnole*; elle se trouvait par cela même affaiblie.

Charles-Quint termina pieusement ses jours dans un monastère de l'Estramadure, où il s'était retiré.

CHAPITRE VII.

PHILIPPE II ET ÉLISABETH D'ANGLETERRE (XVI^e SIÈCLE).

Sommaire synoptique.

I. — PHILIPPE II.

Son avènement.

Son caractère.

Ses ressources.

Sa politique } Liquidation des guerres de rivalité avec la France.
intérieure. } Expédition contre les Turcs : Lépante.
} Expédition contre l'Angleterre : l'Armada.
} Lutte contre la Réforme en France.

Sa politique } En Espagne. } Administration.
extérieure. } } Éclat de la civilisation castillane.
} } Mesures contre les hérétiques et les Maures.
} Dans les } La révolution.
} Pays-Bas } La répression.
} } La séparation.

II. — ÉLISABETH.

Caractère d'Élisabeth et de son règne.

Rivalité d'Élisabeth } Cause de la rivalité
et de Marie Stuart. } Infortunes de Marie Stuart.

Politique extérieure. } Protection du } En Hollande.
} protestantisme } En France.
} contre Philippe II. } L'Armada.
} Extension de la marine } Tour du monde.
} et des colonies. } Dévastation des côtes de
} } l'Espagne et de ses colonies.
} } La Virginie.

Administration } Progrès du commerce et de l'industrie.
intérieure. } Développement des sciences et des lettres.
} Despotisme et persécution religieuse.

DÉVELOPPEMENT.

Le règne de Philippe II et celui d'Élisabeth, également remarquables par leur longue durée (quarante ans), peuvent être mis en parallèle, à cause du rôle politique tout à fait opposé que jouèrent ces deux souverains. Tandis que le roi d'Espagne employait toutes ses ressources à défendre le catholicisme contre l'hérésie, la reine d'Angleterre se posait en protagoniste de la Réforme, non seulement dans la Grande-Bretagne, mais aussi sur le continent.

Philippe II.

(1558-1598.)

1. *Son avènement.* — Philippe II était né, en 1527, de Charles-Quint et d'Isabelle de Portugal. Sa première épouse, Marie de Portugal, mourut en donnant le jour à l'infortuné *don Carlos* qui fut pour le roi un sujet de tourments continuels¹. Philippe épousa, en 1554, Marie Tudor et put espérer un instant régner sur l'Angleterre. L'année suivante, il assistait, à Bruxelles, à l'abdication de son père qui lui céda la couronne d'Espagne. La reine d'Angleterre étant morte en 1558, Philippe II retourna dans son royaume où il épousa en troisièmes nocés Élisabeth de France. Pendant les 40 années qu'il vécut encore, il ne quitta plus la péninsule. — Il avait 28 ans en arrivant au trône.



Philippe II, d'après le Titien.

2. *Son caractère.* — Peu de princes ont laissé une mémoire aussi discutée que Philippe II. Champion de l'Église,

¹ L'opinion que don Carlos fut empoisonné par son père est une légende dont l'histoire a fait justice.

il fut toujours cher à la catholique Espagne; mais ennemi implacable de la Réforme, il fut dénigré systématiquement dans la plupart des pays protestants.

Le fait est que Philippe II joignait à de grandes qualités de graves défauts. « La nature l'avait doué à un haut degré des talents nécessaires à un grand prince, d'une sagacité et d'une pénétration merveilleuse : actif et laborieux, il surveillait toutes les branches de l'administration et montra beaucoup de discernement dans le choix de ses ministres et de ses généraux. Quoique fier, il était accessible à ses sujets et écoutait leurs plaintes ¹. »

Par contre, il était trop homme de cabinet; il voulait tout juger et tout régler sans quitter sa résidence. Il était méticuleux, souvent trop lent à se résoudre et têtu dans l'exécution. Enfin son éducation, exclusivement castillane, l'empêchait de tenir assez compte des justes réclamations de ses sujets étrangers.

3. Puissance de Philippe II. — A son avènement au trône, Philippe II jouissait d'une puissance colossale : il avait hérité la plus belle moitié de la monarchie de Charles-Quint, c'est-à-dire les États les plus riches et les moins difficiles à gouverner : l'*Espagne* où l'autorité royale était solidement établie; l'*Italie* où la domination française était bien amoindrie; les *Pays-Bas*, le plus beau domaine de la couronne d'Espagne; enfin l'*Amérique* avec ses mines d'or et d'argent qui devaient fournir à Philippe II plus de quatre milliards dans l'espace de 40 ans. — Il avait des ministres expérimentés, des généraux de haute valeur, une marine et des troupes qui passaient à bon droit pour être les plus redoutables de l'Europe.

4. Sa politique extérieure. — 1^o Philippe II eut d'abord à liquider les guerres de rivalité restées pendantes entre Charles-Quint et le roi de France; 2^o il eut à combattre les musulmans qui harcelaient les côtes d'Espagne et d'Italie; 3^o il lutta contre la Réforme en Angleterre et en France.

¹ SCHOELL, écrivain protestant cité par MOELLER, *Hist. mod.*, p. 135.

Liquidation des guerres de rivalité avec la France. — Charles-Quint avait à peine abdiqué que le roi de France Henri II rompit la *trêve de Vaucelles*. Les Espagnols gagnèrent la célèbre bataille de *Saint-Quentin*, dont ils ne surent pas profiter (1551). Les vaincus prirent leur revanche en s'emparant de *Calais*, dernier reste des possessions anglaises sur le continent. Cependant, aidés de la flotte anglaise, les Espagnols vainquirent de nouveau les Français à *Gravelines*, et Henri II signa la *paix de Cateau-Cambrésis* (1559) : la France conservait *Calais* ainsi que les *Trois-Évêchés*, mais elle abandonnait définitivement l'Italie.

Croisade contre les Turcs (1571). — Malgré les défaites que Charles-Quint leur avait infligées, les Turcs aidés des corsaires algériens ne cessaient de ravager les côtes d'Espagne et d'Italie. En 1570, ils enlevèrent aux Vénitiens l'île de Chypre, une de leurs plus riches colonies. Le pape Pie V s'adressa alors aux princes chrétiens, et son appel fut entendu. A la tête de la flotte qui devait marcher contre les Turcs, Philippe II plaça son meilleur général *don Juan d'Autriche*. Ce héros remporta la victoire navale de *Lépante*, qui fut un désastre pour la flotte ottomane et valut à don Juan une renommée européenne (1571).

Expédition contre l'Angleterre (1587). — Pour venger la mort de *Marie Stuart*, et pour punir la protestante *Élisabeth* des secours qu'elle fournissait aux ennemis de l'Espagne, Philippe II arma une flotte formidable de 135 vaisseaux de ligne qui devait transporter en Angleterre une armée de 20,000 soldats d'élite. Mais l'*Invincible Armada* — c'était le nom de l'escadre — fut ruinée dans la Manche par une furieuse tempête, ensuite battue et dispersée par la flotte anglaise. La marine espagnole ne se releva pas de cet immense désastre ¹.

¹ En apprenant cet échec, Philippe II se contenta de dire au duc de Medina, chef de l'expédition : *Je vous avais envoyé combattre les hommes, et non les éléments : que la volonté de Dieu soit faite.*

Lutte contre la Réforme en France. — A la mort de Henri III, la France était menacée de l'avènement d'un roi huguenot, *Henri de Navarre*. Philippe II entra dans la *Ligue* que les catholiques avaient opposée aux protestants, et il songea même à ceindre la couronne de France. Mais après quelques années de lutte, la conversion de Henri de Navarre désarma la Ligue, et des échecs répétés forcèrent le roi d'Espagne à signer la *paix de Vervins* (1598). (*Voir plus loin.*)

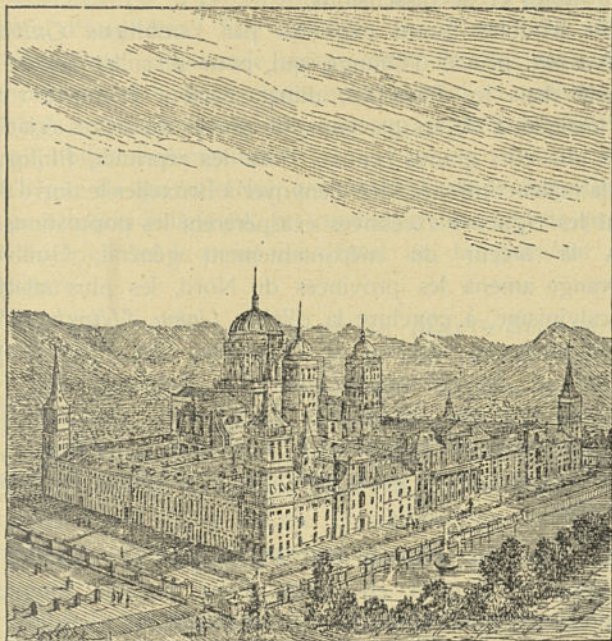
5. Politique intérieure. — A. *En Espagne.* — Philippe II resserra encore les liens de l'absolutisme et de la centralisation déjà solidement établis par ses prédécesseurs. Comme Ferdinand le Catholique et Charles-Quint, il ne voyait dans les *Cortès* ou députés de la nation que des *Conseils* dont il prenait l'avis sans se laisser imposer leurs volontés.

En 1560, désireux de faire oublier les capitales des anciens petits royaumes, Philippe II fit de Madrid sa seule capitale et le centre intellectuel et artistique de l'Espagne. A quelque vingt lieues de Madrid, il construisit, en souvenir de la victoire de Saint-Quentin, le palais de l'*Escorial* qui devint son séjour préféré.

La civilisation castillane jeta, sous le règne de Philippe II, un vif éclat. Outre l'*Escorial*, le roi construisit le beau château de l'*Aranjuez*, la cathédrale de *Valladolid*, et d'autres monuments. Les poètes *Cervantès*, *Lope de Véga*, *Calderon*, le peintre *Velasquez*, soutenus par les encouragements du souverain, produisirent alors leurs chefs-d'œuvre (*page 37*).

Cependant ce qui sollicita surtout l'attention et l'activité de Philippe II, ce fut la conservation de l'unité religieuse dans la péninsule. Il maintint contre les hérétiques toutes les rigueurs de l'Inquisition et, dans les premières années de son règne, il présida lui-même, à Séville, un *autodafé*. — Il porta aussi contre les Maures des édits sévères qui provoquèrent, de leur part, une insurrection (1565). Celle-ci fut vaincue et les Maures se virent chassés de la province de

Grenade et dispersés dans toute l'Espagne, au grand détri-
ment de l'industrie nationale et particulièrement de l'agri-
culture où ils excellaient.



Palais de l'Escurial.

Dans l'intention de Philippe II, le plan de l'édifice devait rappeler la forme d'un gril en l'honneur de saint Laurent, martyr. Les barreaux du gril sont figurés par les bâtiments transversaux, à l'intérieur du monument, et les pieds par les tours des quatre coins. — Le palais renferme une riche bibliothèque, un cloître, un couvent, un collège et les appartements royaux.

B. *Dans les Pays-Bas.* — Les Pays-Bas, comprenant les provinces de la Hollande et de la Belgique actuelles, formaient le plus bel apanage de la couronne d'Espagne et une des contrées les plus prospères de l'Europe. Mais situés entre l'Allemagne, la France et l'Angleterre infestées de

l'hérésie, ils ne pouvaient échapper à l'erreur. Malgré les édits sévères de Charles-Quint, elle s'y était propagée avec une rapidité incroyable, déployant partout son triste cortège de troubles et de dissensions.

Ces troubles furent exploités par l'ambitieux *Guillaume de Nassau*, prince d'Orange, qui, pour se tailler une souveraineté dans les Pays-Bas, minait partout l'autorité royale. A l'instigation de ses partisans, de graves désordres éclatèrent dans plusieurs grands centres. Pour les réprimer, Philippe II eut la malencontreuse idée d'envoyer à Bruxelles le duc d'Albe, dont les rigueurs excessives exaspérèrent les populations.

A la faveur du mécontentement général, Guillaume d'Orange amena les provinces du Nord, les plus attachées au calvinisme, à conclure la célèbre *Union d'Utrecht* (1579), par laquelle, se séparant de l'Espagne, elles s'élevaient en *République des Provinces-Unies*. La Belgique, bien que meurtrie par ces déplorable événements, demeura fidèle aux souverains d'Espagne et à la religion catholique.

Tel fut le résultat de la politique de Philippe II dans les Pays-Bas.

6. Fin du règne de Philippe II (1598). — Philippe II mourut en 1598, d'une maladie longue et douloureuse qu'il supporta avec une édifiante sérénité.

Malgré sa prodigieuse puissance, il avait échoué dans la plupart de ses grands projets. En effet, les Turcs continuaient d'infester la Méditerranée; les Anglais et les Hollandais, ses ennemis victorieux, ravageaient les possessions de l'Espagne et du Portugal. L'Espagne elle-même sortait épuisée de ses longues guerres, avec des finances délabrées, une population décimée, une marine détruite.

Mais Philippe II avait arrêté les progrès de la Réforme aux frontières de ses États, qui furent ainsi préservés des tristes ravages des guerres de religion.

Elisabeth d'Angleterre.

(1558-1603.)

7. Caractère d'Élisabeth et de son règne. — Élisabeth d'Angleterre, fille naturelle de Henri VIII, était très intelligente, passionnée même pour l'étude; mais elle tenait de son père un tempérament sensuel et violent; et ses dehors hypocrites cachaient mal son orgueil insolent et sa susceptibilité ombrageuse.

Son règne de quarante-cinq ans, marqué par le despotisme et la persécution religieuse, fut cependant une ère de prospérité matérielle et le point de départ de la grandeur de l'Angleterre.

8. Rivalité d'Élisabeth et de Marie Stuart. — Marie Stuart, reine d'Écosse, était le seul rejeton légitime des *Tudors*, par conséquent la première héritière du trône d'Angleterre. Elle était catholique fervente et possédait, outre les avantages extérieurs, une culture raffinée. Pour ces raisons, elle était détestée de sa cousine Élisabeth, qui devint comme le mauvais génie de sa longue et malheureuse carrière, en attendant qu'elle devînt son bourreau ¹.

¹ Veuve, à dix-huit ans, de *François II*, roi de France, Marie Stuart avait dû quitter la cour des Valois et regagner l'Écosse, où la noblesse l'accueillit avec froideur. Orpheline, sans appui, elle épousa son cousin *Henri Darnley*. Ce prince, sans dignité, se brouilla bientôt avec la reine au sujet du gouvernement qu'il prétendait exercer seul. — Or, un jour que la reine était absente, la maison de Darnley, secrètement minée par une main criminelle, sauta en l'air et Darnley périt dans la catastrophe. Marie, impuissante à punir les meurtriers, fut soupçonnée d'avoir pris part au complot. L'accusation parut fondée lorsqu'on vit la reine, un peu plus tard, épouser le comte *Bothwell* que l'opinion désignait à bon droit comme l'auteur du crime.

Les ennemis de Marie profitèrent de cet événement pour la perdre. Ils excitèrent une révolution et forcèrent la reine d'abdiquer. Les plus violents, comme Knox, demandaient sa mort; mais elle échappa et parvint à recruter une armée, qui fut vaincue. Alors Marie prit la détermination fatale de demander un refuge à sa perfide cousine Élisabeth, l'instigatrice secrète

9. Politique extérieure d'Élisabeth. — Élisabeth employa son habileté et son influence à jouer un rôle politique opposé à celui de Philippe II, roi d'Espagne. — Elle soutint, contre lui, les réformés dans les Pays-Bas, en envoyant des secours aux provinces révoltées. A Henri de Navarre elle donna aussi des soldats pour combattre les *ligueurs* de France. — Favorisée par les éléments et secondée par le patriotisme de ses sujets, elle échappa au désastre dont l'avait menacée un instant l'*Invincible Armada* de l'Espagne. Elle put même, quelques années plus tard, prendre sa revanche en achevant de ruiner la marine de Philippe II dans les bouches mêmes du Tage. — L'Irlande qui, à la faveur de l'expédition espagnole, avait fait mine de se soulever, paya cher sa tentative de rébellion : les indigènes furent expropriés au profit des immigrants anglais.

Aux succès militaires s'ajoutaient, pour la gloire du règne d'Élisabeth, le développement de la marine et les découvertes lointaines. — L'intrépide capitaine *Drake* fit, comme Magellan, le tour du monde, et dévasta les ports des colonies espagnoles. — *Frobisher* et *Davis* recherchèrent les premiers le passage Nord-Ouest, de l'Europe en Asie. — *Raleigh* explora la côte orientale de l'Amérique et y fonda, sous le nom de *Virginie*, la première colonie anglaise.

Ainsi l'Angleterre se préparait à recueillir le sceptre des mers qui s'échappait des mains de l'Espagne.

10. Gouvernement intérieur. — Le commerce, favorisé par la fondation de la *Bourse de Londres* et de la

des troubles écossais. Au lieu d'un asile, elle ne trouva en Angleterre qu'une longue captivité de vingt ans et la mort sur l'échafaud.

Élisabeth ouvrit d'abord une enquête — infructueuse — au sujet du meurtre de Darnley. Ensuite elle prit prétexte d'une conspiration tramée contre elle par les partisans de sa royale captive pour lui faire son procès. Marie Stuart, dont la perte était résolue d'avance, fut condamnée à la peine capitale. Elle subit la mort avec la grandeur et la sérénité d'une reine-martyre.

Compagnie des Indes, prit une extension considérable. Élisabeth ne rougit pas de spéculer sur la traite des nègres de Guinée et de s'enrichir par la piraterie. — L'industrie drapière, ruinée dans les Flandres par suite de l'émigration, se réfugia en Angleterre où elle se développa rapidement. — Les sciences furent glorieusement représentées par *François Bacon*, à la fois philosophe, historien et naturaliste; et les lettres, par *Edmond Spenser*, poète épique, et surtout par *William Shakespaere*, célèbre auteur dramatique ¹.

Mais cette prospérité ne doit pas faire oublier le despotisme d'Élisabeth, ni ses odieuses persécutions religieuses qui causèrent la mort de plus de 30.000 personnes ². Elle mourut, en 1603, âgée de 70 ans.

¹ Voir *Renaissance*, p. 40.

² Voir *Réforme*, p. 54.

CHAPITRE VIII.

LES GUERRES DE RELIGION EN FRANCE ET LES DÉBUTS DE LA MONARCHIE ABSOLUE.

(Seconde moitié du XVI^e et première moitié du XVII^e siècle.)

Sommaire synoptique.

I. — LES HUGUENOTS ET LES LIGUEURS.

Préliminaires.	}	Causes des guerres de religion.
		Signal : Rixe de Vassy.
		Caractères de la lutte.
Principaux	}	La Saint-Barthélemy.
épisodes.		Coalition des catholiques : la Ligue.
		Guerre des trois Henri.
Fin.	}	Abjuration de Henri IV.
		Édit de Nantes.

II. — ÉTABLISSEMENT DE LA MONARCHIE ABSOLUE.

Henri IV et Sully.	}	Gouvernement intérieur.	}	Finances.	
				Agriculture.	
				Industrie.	
			}	Commerce.	
	Politique extérieure.	Projets du roi.			
				Reprise de la guerre contre l'Autriche.	
Louis XIII et Richelieu.	}	Programme de Richelieu.	}	intérieure.	
				Sa politique	Ruine du parti huguenot.
					Abaissement des grands.
		extérieure.		Intervention de la France dans la guerre de 30 ans pour abaisser l'Autriche.	
La régente Anne d'Autriche et Mazarin.	}	Politique intérieure.	}	Objectif.	
				Difficulté : la Fronde.	
				Résultat.	
		Politique extérieure.	}	Guerre contre l'Espagne.	
				Traité des Pyrénées.	

DÉVELOPPEMENT.

I. — Les Huguenots et les Ligueurs en France.

1. Causes des guerres de religion en France.

— L'hérésie de Calvin avait pénétré en France sous le règne de François I^{er}. Pour ne pas mécontenter ses alliés politiques, ce prince s'abstint d'abord d'appliquer aux protestants français, appelés *huguenots*¹, les lois en vigueur dans le royaume. Ils en devinrent plus audacieux, s'emparant des églises et des abbayes, pillant et ravageant les contrées catholiques. François et ses successeurs sévirent alors contre l'hérésie avec une rigueur excessive, et les abus commis de part et d'autre allumèrent bientôt la guerre civile.

La lutte s'envenima par suite de la rivalité politique de deux maisons puissantes : les *Guises*, champions du catholicisme et de la royauté qu'ils tenaient plus ou moins en tutelle; les *Bourbons*, adversaires de la dynastie des Valois et chefs du parti calviniste.

A ces deux causes il faut ajouter le caractère de la régente *Catherine de Médicis*, mère de Charles IX. Artificieuse et sans principes, cette étrangère ne chercha qu'à se maintenir au pouvoir, s'alliant tour à tour aux deux partis et les opposant l'un à l'autre selon les intérêts d'une politique égoïste.

2. Signal de la guerre : Rixe de Vassy (1562).

— Le duc de Guise, passant à Vassy, en Champagne, s'y arrêta, le mercredi des cendres, pour entendre la messe. Dans une grange voisine, des protestants assistaient au prêche

¹ On n'est pas d'accord sur l'étymologie du mot *huguenot* : les uns le font dériver du nom d'un certain *Besançon Hugues*, chef du parti religieux et politique à Genève; les autres du mot allemand *Eidgenossen*, qui signifie conjurés, confédérés.

et chantaient les psaumes. Une querelle s'engagea entre eux et les serviteurs de Guise, et des coups furent échangés. Le duc vint pour apaiser le conflit et fut blessé au visage. Ses gardes furieux tirèrent l'épée, tuèrent une soixantaine de protestants et mirent les autres en fuite. L'affaire de Vassy servit de prétexte aux chefs des huguenots pour commencer la guerre civile, qui dura 35 ans (1562-1598). Elle compta huit campagnes, occupant les règnes de Charles IX et de Henri III et les débuts de celui de Henri IV.

3. Caractères généraux de la lutte. — Dans le nord de la France, la guerre se faisait avec méthode. Dans le midi, c'était le plus souvent des combats de représailles. Les citoyens s'entr'égorgeaient avec une sorte de fanatisme. Le sinistre *baron des Adrets* précipitait les catholiques du haut des rochers et des fenêtres de son château. *Montluc* parcourait le pays et pendait les protestants aux arbres du chemin. Des contemporains estiment que, en moins de quinze ans, les guerres civiles firent périr un million d'hommes. Quant aux ruines amoncelées dans les villes et les campagnes, elles sont incalculables.

Pour faire triompher leur parti, les réformés avaient recours à des alliés étrangers, protestants d'Angleterre ou d'Allemagne; et pour payer les services de leurs auxiliaires, ils ne reculèrent même pas devant le morcellement du territoire de la patrie. C'est ainsi qu'ils livrèrent *Le Havre* à Élisabeth d'Angleterre.

Plus tard, sous le règne d'Henri III, la lutte se compliqua des compétitions des Bourbons et des Guises au trône des Valois. On vit alors les catholiques s'allier aux Espagnols et quelques-uns pousser même l'égarement jusqu'à offrir la couronne à Philippe II.

4. Principaux épisodes. A. *La Saint-Barthélemy* (24 août 1572). — Bien que vaincus d'ordinaire sur les champs de bataille, les calvinistes avaient obtenu de grands avantages dans les traités, et leurs chefs — surtout le puissant

*amiral de Coligny*¹ — avaient acquis beaucoup d'influence à la cour de Charles IX.

Dans ces circonstances, l'astucieuse *Médicis*, voyant son autorité compromise, conçut l'infernal dessein de faire périr les chefs huguenots, tant dans les provinces qu'à Paris. Pour arracher son consentement à Charles IX, elle lui fit craindre



Catherine de Médicis arrache à Charles IX l'ordre de faire tuer les protestants (24 août 1572).

un complot des protestants contre sa vie, et le faible prince aurait fini par s'écrier : *Tuez-les tous, afin qu'il n'en reste pas un pour me le reprocher.*

La nuit du 24 août, fête de saint Barthélemy, fut choisie pour consommer ce crime. Coligny fut massacré dans son hôtel; un millier de huguenots furent égorgés dans les rues de Paris; et environ deux mille périrent dans les provinces.

On doit voir dans la Sainte-Barthélemy un crime abominable, imputable à la politique machiavélique de la régente,

¹ En France, l'*amiral* partageait avec le *connétable* le commandement général des armées.

Catherine de Médicis, qui en conçut l'idée, qui en prépara et en dirigea l'exécution.

B. *Coalition des catholiques : la Ligue (1576)*. — Sous le faible et frivole Henri III, les calvinistes avaient obtenu, outre le libre exercice de leur culte dans tout le royaume, de nombreuses villes de sûreté avec le droit de tenir des assemblées générales. Les catholiques s'en alarmèrent vivement. Dans la France entière, il se forma des associations d'hommes de toutes les classes, prêtres, seigneurs, bourgeois et paysans, pour s'opposer aux progrès des huguenots. De l'ensemble de ces associations sortit la *Sainte-Ligue*, ou simplement la *Ligue*, dont le Conseil central était à Paris. Les membres ou *ligueurs* s'engageaient par serment à consacrer biens et vie à la défense de la religion catholique et de la monarchie, et à obéir aveuglément aux chefs, les trois fils de *François de Guise*.

La Ligue donna beaucoup de force au parti catholique; sans elle, la patrie de saint Louis aurait subi peut-être le sort religieux de l'Angleterre. Mais dans la suite, l'ambition des Guises et les excès de certains ligueurs changèrent le caractère de l'institution, qui devint une faction dangereuse pour l'État et pour la religion.

C. *Guerre des trois Henri (1585-1588)*. — En 1584, *Henri de Bourbon* ou de Navarre, cousin de Henri III, devint l'héritier présomptif du trône. Or, ce prince était l'âme du parti calviniste. Les Ligueurs jurèrent de ne jamais reconnaître un roi hérétique, et Henri III dut s'engager à retirer aux huguenots tous les avantages précédemment octroyés. La guerre civile se ralluma entre *Henri III* et *Henri de Guise*, chef des Ligueurs, d'une part — et *Henri de Navarre*, chef des huguenots, de l'autre. Voyant que ceux-ci recevaient du secours de l'Angleterre et de l'Allemagne, les catholiques acceptèrent l'alliance de Philippe II, roi d'Espagne.

Les victoires du valeureux duc de Guise portèrent ombrage à la nullité de Henri III, qui le fit lâchement assassiner. Ce crime souleva contre son auteur la réprobation de la France entière. Abandonné de tous, le roi joignit ses troupes à celles

de Henri de Bourbon qui assiégeait Paris, et fut poignardé à son tour par un jeune fanatique du nom de *Jacques Clément*.

5. Abjuration de Henri IV (1593); fin de la guerre. — Par sa naissance, Henri de Bourbon avait droit de succéder à son cousin Henri III; mais la nation repoussait un roi calviniste, de sorte qu'il se voyait dans l'alternative, ou de devoir conquérir son royaume, ou d'abjurer l'hérésie.

Il essaya d'abord de la conquête. Il remporta sur l'armée de la Ligue les victoires d'*Arques* (1589) et d'*Ivry* (1590); mais il fut contraint de lever le siège de *Paris* (1590) et ensuite celui de *Rouen* (1592).

Cependant il souffrait de voir la France livrée à tant de calamités. Persuadé d'ailleurs qu'un roi hérétique ne serait jamais populaire en France, il se fit instruire de la religion catholique, abjura solennellement l'erreur, et se fit sacrer, dans la cathédrale de Chartres, sous le nom de *Henri IV*. Ayant ainsi renversé la seule barrière qui le séparait du trône, il put entrer dans Paris.

Les dernières troupes de la Ligue, soutenues par les Espagnols, furent vaincues à *Fontaine-Française* (1595), et le *traité de Vervins* (1598) cimentait définitivement la paix avec l'Espagne.

6. Paix avec les calvinistes : Édit de Nantes (1598). — Pour terminer les guerres civiles, Henri IV publia le célèbre *Édit de Nantes*. L'édit proclamait la religion catholique religion du roi et du royaume de France. Aux protestants, il garantissait : 1^o la liberté de leur culte dans toute l'étendue de la France, sauf à Paris et à la cour; 2^o l'admissibilité à tous les emplois; 3^o le droit de tenir des assemblées générales; 4^o celui de s'imposer des taxes pour les besoins de leur culte; 5^o le privilège d'occuper plusieurs places fortes, entre autres *La Rochelle*, et de conserver des troupes.

La plupart de ces concessions étaient dangereuses pour

l'ordre public et compromettantes pour l'autorité royale. Elles parurent excessives aux catholiques, mais Henri IV les estimait nécessaires pour la pacification du royaume.

II. — Etablissement de la monarchie absolue en France. Henri IV et Louis XIII.

(1^{re} moitié du XVII^e siècle.)

Sous l'influence de la Réforme, les tendances absolutistes et centralisatrices de la politique s'accroissent de plus en plus, et c'est en France que le mouvement est le plus remarquable. Il se dessine dès la fin du règne de Henri IV, triomphe avec Richelieu sous Louis XIII, et atteint son apogée sous le règne de Louis XIV.

HENRI IV ET SULLY (1593-1610).

7. *Gouvernement intérieur de Henri IV.* — Quarante années de guerres civiles avaient dépeuplé la France, ruiné les finances, l'agriculture, l'industrie et le commerce. Avec le concours de son habile ministre, *Sully*, son ancien compagnon d'armes, le roi s'appliqua à guérir les plaies profondes de la patrie.

Sully rétablit l'ordre dans les finances. En augmentant les revenus, en diminuant les dépenses — surtout le budget de la cour et de l'armée — il put, non seulement rembourser un tiers de la dette publique, mais encore amasser pour le roi une réserve de 40 millions.

Convaincu que *labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France et ses vraies mines du Pérou*, Sully s'efforça de relever l'agriculture. Il fit assainir des terrains marécageux, acclimata en France la culture du mûrier et du ver à soie. Il protégea les cultivateurs, contre les violences des agents du fisc, en défendant de saisir leurs instruments de travail lorsqu'ils étaient en retard pour le paiement des impôts.

Des industries nouvelles furent fondées : entre autres celles des toiles de Hollande, des tapis, des draps d'or et d'argent, des glaces et des cristaux, tous produits pour lesquels la France était tributaire, jusque-là, des pays étrangers.

Comme le commerce doit être l'auxiliaire de l'industrie, Henri IV le favorisa en assurant la sécurité des chemins, en construisant des routes, des ponts, en reliant la Seine et la Loire par le *canal de Briare*, en fondant une compagnie de commerce des Indes occidentales. — Sous son règne, *Champlain* colonisa le *Canada* et fonda la ville de *Quebec*, sur les bords du fleuve Saint-Laurent.

8. *Politique extérieure de Henri IV.*

— Henri IV songeait à donner à la France la frontière du Rhin, peut-être même à étendre les limites du royaume sur les pays voisins de langue française. Il fallait, pour y arriver, reprendre la politique de François I^{er} et amoindrir la puissance de l'Autriche. Dans ce but, le roi avait réformé son armée, créé une bonne artillerie et maintenu son alliance avec les protestants d'Allemagne et de Hollande.

La succession des duchés de *Clèves* et de *Juliers*, réclamée par des seigneurs luthériens et sur laquelle l'empereur avait mis la main, fournit à Henri IV un prétexte pour commencer la guerre.

Il allait quitter Paris pour rejoindre son armée réunie en Champagne, lorsqu'il fut frappé par un assassin nommé *Ravaillac*, en 1610.



Henri IV.

LOUIS XIII ET RICHELIEU (1610-1643).

Henri IV laissait le trône à l'aîné de ses deux fils Louis XIII, âgé seulement de neuf ans. Pendant la minorité de ce prince, *Marie de Médicis*, sa mère, gouverna le royaume en qualité de régente. Plus tard, elle décida le jeune roi à prendre comme premier ministre *Armand de Richelieu*, évêque de Luçon, qui s'était signalé, aux États-Généraux de 1614, par son zèle pour les intérêts de la monarchie. Richelieu fut le maître effectif de la France sous le règne de Louis XIII.



Richelieu.

9. Programme de

Richelieu. — Par son génie audacieux mais réfléchi, par sa volonté de fer, le cardinal de Richelieu fut un des plus grands ministres qui aient gouverné la France. Reprenant le plan de Henri IV, *il voulait que le roi fût seul maître dans son*

royaume, et que la France, devînt la première puissance de l'Europe.

Pendant les dix-huit années de son ministère, il poursuivit la réalisation de ce programme par trois moyens qu'il fait ainsi connaître dans ses mémoires : *ruiner le parti huguenot, abaisser l'orgueil des grands, relever le nom de la France dans les nations étrangères.*

10 Politique intérieure de Richelieu. — A. *Ruine du parti huguenot.* — Non satisfaits des avantages que leur accordait l'Édit de Nantes, les huguenots voulaient fonder en France une *république protestante*, avec *La Rochelle* pour capitale. Ils ne craignirent pas de faire appel à l'étranger et reçurent, de l'Angleterre, des navires et quelques milliers

d'hommes. Richelieu alla en personne attaquer La Rochelle. Après treize mois, la ville dut se rendre et ses fortifications furent démolies. — Les huguenots conservèrent la liberté de leur culte et le droit d'être admis aux emplois, mais ils perdirent leurs places de sûreté et le privilège d'avoir des troupes sous les armes.

B. *Abaissement des grands.* — Richelieu fit voir à la haute noblesse qu'il ne souffrirait de sa part, ni complot, ni désobéissance. Plusieurs grands seigneurs, s'étant battus en duel à seule fin de braver un édit royal, eurent la tête tranchée. La même peine atteignit des personnages de marque qui osèrent conspirer contre le premier ministre. Il sut même déjouer les intrigues tramées contre lui par la reine-mère, la reine et le frère du roi, *Gaston d'Orléans*, qui, jaloux de sa puissance, avaient décidé Louis XIII à renvoyer le cardinal : au moment où ses adversaires s'applaudissaient déjà de sa chute, il ressaisit le pouvoir d'une main plus ferme que jamais. On appela cette journée historique *la journée des dupes*.

Richelieu rabattit les prétentions du *Parlement*¹ en se passant de son approbation pour les édits qu'il refusait d'enregistrer. Il réagit aussi contre l'indépendance de certains grands dignitaires peu dociles aux ordres du roi. Ainsi il supprima, dans l'armée, les charges de *connétable* et d'*amiral*; il diminua la puissance des *gouverneurs de province* en leur adjoignant les *intendants* choisis dans la petite noblesse ou dans la bourgeoisie.

11. Politique extérieure de Richelieu. — La *politique extérieure* de Richelieu tendit constamment à l'abaissement de la *maison austro-espagnole*, afin de donner la

¹ Les Parlements, en France, étaient des cours supérieures de justice. On en comptait dix au XVII^e siècle : *Paris, Toulouse, Grenoble, Bordeaux, Dijon, Rouen, Aix, Rennes, Pau* et *Metz*. Le Parlement de Paris vérifiait et enregistrait les lois, les édits et les ordonnances des souverains, ce qui lui permettait parfois de tenir la royauté en échec.

suprématie à la France; c'est dans ce but qu'il participa à la guerre de *Trente ans*, d'abord en fournissant des subsides aux princes protestants et aux Suédois, même en leur permettant de recruter des troupes en France; puis, en intervenant directement dans la dernière période de cette guerre, dont la France prit la direction. Si cette politique était favorable aux intérêts de la France, elle était, il faut le dire, peu catholique.

12. Mort de Richelieu et de Louis XIII. — Le cardinal de Richelieu mourut en 1642, après avoir vu triompher sa politique. Le faible Louis XIII, qui n'avait guère été que l'instrument ~~servile~~ de son grand ministre, mourut l'année suivante, laissant le trône à son fils, Louis XIV, âgé de cinq ans.

ANNE D'AUTRICHE ET MAZARIN (1643-1661).

Après la mort de Louis XIII, le parlement de Paris confia la régence à la reine *Anne d'Autriche*. Elle prit comme premier ministre le cardinal Mazarin que Richelieu avait désigné au roi pour lui succéder. Capable, actif, très dévoué à sa patrie d'adoption, Mazarin continua la politique de son illustre prédécesseur, s'efforçant d'augmenter le prestige royal et la grandeur de la France.

13. Politique intérieure de Mazarin; guerre de la Fronde (1648-1652). — La principale difficulté que Mazarin rencontra dans son gouvernement intérieur lui vint du parlement de Paris. Cette assemblée, qui avait plié sous Richelieu, releva la tête sous son successeur. Non contente de ses attributions judiciaires, elle prétendit, avec les parlements de province, se constituer en corps politique et délibérer sur les affaires de l'État. Elle fit donc opposition à la cour, surtout en matière d'impôt.

Le peuple de Paris, à l'instigation de puissants meneurs, prit fait et cause pour le parlement et se révolta. Il en résulta

une guerre civile appelée *guerre de la Fronde*¹ qui dura quatre ans et qui se compliqua de toutes sortes d'intrigues.

Si elle avait tourné au profit du parlement, la guerre de la Fronde aurait peut-être anticipé d'un siècle et demi l'inauguration, en France, de la monarchie constitutionnelle. — Mais l'autorité royale, qu'on avait prétendu limiter, en sortit plus forte et plus absolue.

14. Politique extérieure de Mazarin : guerre contre l'Espagne, paix des Pyrénées (1659). —

Les Espagnols avaient profité des troubles de la Fronde pour reprendre une partie des places que les Français leur avaient enlevées pendant la guerre de Trente ans.

Mazarin fit alliance avec *Cromwell*, chef de la république d'Angleterre, et les Français remportèrent sur les Espagnols la *bataille des Dunes*. L'Espagne, menacée encore dans ses colonies par la flotte anglaise, implora la paix.

Le *traité des Pyrénées* stipula : 1^o la cession à la France de l'Artois et du Roussillon ; 2^o le mariage de Louis XIV avec la fille aînée de Philippe IV, roi d'Espagne ; cette princesse renonçait à ses droits sur la succession paternelle à condition toutefois de recevoir une dot de cinq cent mille écus.

Le traité des Pyrénées fut le triomphe de la politique de Mazarin : la monarchie absolue était fondée, et la suprématie de la France sur la maison d'Autriche pour longtemps affermie.

Le cardinal mourut deux ans après la conclusion de ce traité.

¹ Le *cardinal de Retz* dit qu'on appela cette guerre « de la Fronde » parce qu'on la prit d'abord peu au sérieux. On compara les gens du parlement à des écoliers qui *frondent* dans les fossés de Paris, qui se séparent dès qu'ils voient le lieutenant civil, et qui se ressemblent dès qu'il ne paraît plus.

CHAPITRE IX.

LA GUERRE DE TRENTE ANS (1618-1648).

Sommaire synoptique.

Caractère et origine.	} Nature de la guerre de 30 ans.	} Ses causes	} religieuses.	} politiques.				
Périodes.	} Palatine.	} Signal des hostilités.	} La lutte.	} Résultats.				
					} Danoise.	} L'intervention du roi de Danemark.	} Les hostilités.	} Paix de Lubeck.
	} Française.	} Intervention directe de Richelieu.	} Caractère nouveau du conflit.	} Opérations				
					} sous Louis XIII.	} sous Louis XIV.		
	} Conséquences.	} Traité de Westphalie.	} Sièges des négociations.	} Règlements territoriaux.			} Résultats politiques.	
					} Dispositions religieuses.	} État de l'Allemagne après la guerre de 30 ans.		

DÉVELOPPEMENT.

Par son étendue et sa longue durée, autant que par l'importance de ses conséquences politiques et religieuses, la guerre de Trente ans est l'événement le plus grave de la première moitié du XVII^e siècle. Elle commence sous l'empereur *Mathias* (1612-1618), remplit tout le règne de son successeur *Ferdinand II* (1618-1637), et se termine sous *Ferdinand III*.

1. Nature de la guerre de 30 ans. — La guerre de Trente ans est une guerre civile qui mit aux prises les catholiques d'Allemagne ayant à leur tête l'empereur, et les protestants confédérés qui s'allièrent successivement au Danemark, à la Suède et à la France.

Elle fut, au commencement, une guerre *religieuse* et allemande; mais elle ne tarda pas à perdre ce caractère pour devenir une guerre *politique* et *européenne*.

Pour les catholiques, la guerre de Trente ans fut *nationale*, parce qu'ils défendirent l'unité allemande et la prépondérance de l'empire; mais pour les protestants, elle fut *antinationale*, puisque, en s'alliant avec l'étranger, ils contribuèrent à l'affaiblissement de l'Allemagne.

On doit attribuer la longue durée de cette guerre (1618-1648) à la diversité et à la multiplicité des intérêts en conflit, et à l'intervention successive de trois puissances étrangères.

2. Ses causes. — 1^o L'origine éloignée de la guerre de Trente ans est *religieuse* : elle n'est autre que le triomphe scandaleux de la Réforme à la *Paix d'Augsbourg*. En effet, la paix d'Augsbourg, en donnant aux princes luthériens le droit *d'imposer l'hérésie dans leurs États*, consacrait le régime d'une intolérable *tyrannie des consciences*. D'autre part, la fameuse clause du *réservat*, qui exigeait des prélats catholiques l'abandon de leurs biens d'église en cas d'apostasie, était sans cesse violée.

Cette situation odieuse exaspérait les catholiques, et il fallut toute la prudence des premiers successeurs de Charles-Quint pour écarter une conflagration.

2^o En 1608, sous le règne de *Rodolphe II*, un événement grave, en partageant l'Allemagne en deux camps nettement tranchés, rendit la guerre civile imminente : ce fut la formation de l'*Union évangélique* et de la *Ligue catholique*. — L'*Union*, qui ralliait *luthériens* et *calvinistes* sous l'étendard de *Frédéric V, électeur palatin*, avait pour but : 1^o de faire profiter les calvinistes de la paix d'Augsbourg d'où ils

étaient exclus; 2^o de défendre les biens confisqués contre les justes revendications des catholiques. — En face de cette coalition de voleurs, les catholiques organisèrent, pour défendre leurs intérêts violés, la *Ligue*, qui prit pour chef le fidèle et courageux *Maximilien de Bavière*.

3^o Quant aux *complications politiques et internationales* de la guerre de Trente ans, il faut en chercher la cause dans les visées centralisatrices *de la maison d'Autriche*, visées en opposition avec les intérêts des grands États européens. En effet, les *Habsbourgs*, fiers de garder depuis deux siècles le sceptre d'un empire qui était cependant électif, cherchèrent à *unifier*, sous l'autorité impériale, la vaste et fragile fédération des États allemands. Or, la réalisation d'un tel projet menaçait évidemment l'influence des autres puissances, notamment celle de la France : de là, l'intervention étrangère.

3. Signal des hostilités : la défenestration de Prague (1618). — C'est de la Bohême, pays coutumier de l'hérésie et de l'insurrection, que partit le signal de la funeste guerre de Trente ans. Afin d'amoindrir la puissance impériale, les protestants désiraient faire passer la Bohême sous le sceptre de l'*électeur palatin, Frédéric V*. — La démolition, par décret épiscopal, de deux temples qu'ils avaient construits illégalement sur des terres ecclésiastiques, leur fournit un prétexte à la révolte. Ils en appelèrent à l'empereur, et l'empereur se prononça contre eux. Furieux, ils se mirent à la remorque d'un de leurs seigneurs, le *comte de Thurn*, et marchèrent sur le château de Prague où siégeaient les lieutenants impériaux qui avaient prononcé la sentence. La salle fut envahie et deux lieutenants qui s'y trouvaient furent précipités par les fenêtres dans les fossés du château.

Craignant avec raison les représailles de la cour de Vienne, les rebelles se mirent en mesure de résister. Ils rassemblèrent une armée sous le commandement du comte de Thurn et organisèrent un gouvernement national. L'Union, de son

côté, leur envoyait une armée de secours sous les ordres de *Mansfeld*¹, et le soulèvement devint général.

4. Période palatine² (1618-1623). — Refusant de reconnaître l'empereur Ferdinand II comme roi de Bohême, les insurgés offrirent la couronne à l'électeur palatin, qui accepta ce dangereux cadeau. Mais le règne de l'intrus fut court. La Ligue s'allia avec l'empereur; l'Espagne envoya des troupes. Secondé par le célèbre général *Tilly*³, le chef de la Ligue se porta rapidement en Bohême et gagna sur l'armée protestante la victoire de la *Montagne-Blanche*, près de Prague (1620). Laissant en plan armée, couronne et royaume, Frédéric V s'enfuit précipitamment vers la Hollande. — Le comte de Mansfeld, dont les troupes mercenaires dévastaient affreusement l'Allemagne, fut battu à son tour par Tilly et contraint d'aller rejoindre l'électeur en Hollande.

La Bohême reconquise, Frédéric V dépossédé du Palatinat au profit de Maximilien de Bavière, les princes rebelles sévèrement châtiés : tel fut le dénouement de cette guerre.

¹ *Ernest de Mansfeld* naquit à Malines, de Pierre de Mansfeld, gouverneur du Luxembourg. Élevé dans la religion catholique, il se jeta dans le parti protestant et se tourna contre la maison d'Autriche; il fut surnommé l'Attila de la chrétienté. Infatigable, endurci au travail, au froid, à la faim, il ravageait les terres de ses ennemis avec une promptitude presque incroyable. — Vaincu à Dessau par Wallenstein, il se retira en Hongrie, puis alla mourir en Dalmatie, d'où il voulait s'embarquer pour l'Angleterre (1585-1626).

² La guerre de Trente ans se divise en quatre périodes séparées par de courts intervalles; le nom de chacune d'elles indique le nom des adversaires de l'empereur qui joua le rôle prépondérant.

³ *Jean T'Serklaes, comte de Tilly*, naquit dans le Brabant. Il servit dans l'armée espagnole, puis dans l'armée impériale. Nommé par le duc de Bavière feld-maréchal de la Ligue catholique, il fut le héros de la *Montagne-Blanche*. — Animé d'un zèle très vif pour la religion, ennemi du luxe et des honneurs, il maintenait dans ses troupes la plus sévère discipline (1559-1632).

5. Période danoise (1625-1629). — L'empereur voulait que les protestants restituassent aux catholiques les biens ecclésiastiques qu'ils leur avaient volés au mépris de la paix d'Augsbourg. Les princes protestants alarmés s'adressèrent au roi de Danemark, *Christian IV*, qui n'attendait que le moment d'enlever à l'empire d'Allemagne les bouches de l'Elbe et du Wésér.

Mansfeld recruta des troupes en France, *Christian IV*, en Angleterre, et tous deux envahirent la Westphalie. — Pour faire face à ses adversaires, l'empereur résolut de créer une nouvelle armée et de la joindre à celle de la Ligue. A cet effet, il s'adressa à un riche seigneur de Bohême, nommé *Wallenstein*, qui possédait à un haut degré le génie de la guerre et qui, à l'exemple de Mansfeld, rassembla un corps de 50.000 mercenaires. — *Wallenstein* bat Mansfeld à *Dessau* (1626). *Tilly*, général de la Ligue, frappe le roi de Danemark d'une défaite décisive à *Lutter* (1626), et l'expulse de l'Allemagne. Réunissant ensuite leurs forces, les deux vainqueurs font la conquête du *Holstein*, du *Schleswig* et du *Jutland*.

La *paix de Lubeck* vint clore inopinément la deuxième période : le roi de Danemark récupérait ses États, mais s'engageait à ne plus intervenir dans les affaires de l'Allemagne.

6. Gustave-Adolphe de Suède. — *Gustave-Adolphe*, dit *le Grand*, avait dix-sept ans lorsqu'il succéda, en 1611, à son père, *Charles IX*. La Suède était alors en guerre avec le Danemark, la Russie et la Pologne. Le jeune monarque termina heureusement ces guerres qui lui valurent la possession de quatre nouvelles provinces : la *Carélie russe*, l'*Ingrie*, l'*Esthonie* et la *Livonie*. Il projetait de s'emparer du littoral allemand de la Baltique, peut-être même de subjuguier l'Allemagne, et cela dans l'intérêt de la Réforme, dont il était le champion, aussi bien que dans l'intérêt de l'équilibre européen. *Richelieu*, dont la politique tendait aussi à l'abaissement de l'Autriche, encouragea les projets de *Gustave-Adolphe* et lui promit un subside annuel d'un million pour la durée de la campagne. *Gustave* mit sur pied un effectif de 30.000 fantassins et de 6.000 cavaliers; il fit de son armée la première de l'Europe pour l'armement, pour la discipline et pour

la rapidité des mouvements. — Au milieu de la guerre, secondé par son habile ministre *Oxenstiern*, il trouvait le temps d'encourager le commerce, l'industrie et les lettres. Il éleva la Suède au premier rang parmi les puissances du Nord et la couvrit de gloire.

7. Période suédoise (1630-1635). — Préliminaires.

— L'empereur Ferdinand II profita de ses victoires pour régler, selon la justice, la question irritante des biens ecclésiastiques confisqués. Par l'*Édit de restitution* (1629), les protestants furent obligés de rendre, dans le délai d'un an, tous les biens d'église usurpés depuis la paix d'Augsbourg (1555). Comme bien l'on pense, cet édit mécontenta vivement les princes réformés. Ils se vengèrent à la *Diète de Ratisbonne*, en présentant à l'empereur de violentes remontrances sur les ravages exercés dans leurs provinces par les troupes de Wallenstein, et en exigeant, d'accord avec le président même de la Ligue, Maximilien de Bavière, la destitution du redoutable chef de bandes.

Or, Gustave-Adolphe estima ces circonstances favorables à la réalisation de ses projets.

Campagne de Gustave-Adolphe. — Fort de l'appui de la France, le roi de Suède s'offrit aux réformés comme le libérateur de l'Allemagne et envahit la Poméranie. Cependant, soit crainte de l'empereur, soit défiance envers l'envahisseur, les princes protestants hésitaient à entrer dans son alliance. Tandis qu'ils négociaient, l'armée de la Ligue, commandée par Tilly, s'approchait de *Magdebourg*, dans le but de faire de cette ville forte le centre de ses opérations. Magdebourg fut emportée, mais elle devint la proie d'un mémorable incendie (1631). Voulant contraindre l'électeur de Saxe à se déclarer pour l'empereur, Tilly se dirigea sur *Leipzig*. C'est là que le vieux général, sorti victorieux de trente-six batailles, essuya, de la part de Gustave-Adolphe, sa première défaite (1631).

Profitant de l'admiration générale dont il était l'objet, le roi de Suède se porta d'un bout à l'autre de l'Allemagne avec la rapidité de l'éclair. Il parut en *Lorraine* et en *Alsace*, qu'il conquit en partie à la grande stupeur de Richelieu; il

envahit la *Bavière*, où Tilly fut mortellement blessé en défendant le passage du Leck; puis il menaça tout à coup la capitale de l'Autriche. L'empereur, sans défense après la mort de Tilly, réclama de nouveau les services de *Wallenstein*. Après avoir affecté un superbe dédain pour les offres de l'empereur, le fier et impérieux général lui imposa ses conditions. Il laissa ravager la Bavière par haine contre Maximilien, et marcha enfin, avec 40.000 hommes, contre Gustave. Ces deux grands capitaines s'observèrent pendant quelque temps, près de *Wurtemberg*, sans oser s'attaquer. Au bout de deux mois, Wallenstein se jette sur la *Saxe*; Gustave le suit et la bataille s'engage près de *Lutzen* (1632). Wallenstein est forcé de battre en retraite avec une armée en désordre, mais le héros suédois est enseveli dans sa victoire, à l'âge de 38 ans. — Les alliés de Gustave, surtout la France, considérèrent sa mort comme opportune. Déjà il s'était fait prêter le serment de fidélité par les États qu'il avait soumis et il avait manifesté ouvertement l'intention de ceindre la couronne impériale.

Cependant Wallenstein, après avoir battu les Suédois à *Steinau*, en Silésie, s'était retiré en Bohême où il gardait une inaction suspecte. Ferdinand finit par le proscrire et l'ambitieux capitaine fut égorgé dans son camp.

Deux victoires remportées par l'archiduc Ferdinand, fils de l'empereur, permirent à celui-ci de dicter la *paix de Prague* (1635) : l'édit de restitution était rapporté et l'opposition désarmait.

8. Période française (1635-1648). — La politique de Richelieu fit bientôt rompre la paix de Prague. Le ministre de Louis XIII voulait abaisser la monarchie autrichienne au profit de son pays. La Suède étant épuisée, la France intervint directement dans la lutte où elle jouera le principal rôle. — Elle s'allia avec la *Hollande* contre les Pays-Bas espagnols; avec la *Suède* contre l'empereur; avec la *Suisse* et plusieurs *princes italiens* contre l'Espagne. Ainsi la guerre devenait un conflit

européen, une sanglante mêlée de toutes les nations. On se battit sur le *Rhin*, en *Flandre*, en *Franche-Comté*, en *Piémont* et dans les *Pyrénées*.

Sous Louis XIV, les armées françaises, commandées par les *Condé* et les *Turenne*, se couvrirent de gloire. Condé fut vainqueur, à *Rocroi* (1643), de l'*invincible infanterie espagnole*. Avec Turenne, il remporta sur les impériaux la victoire de *Fribourg-en-Brigau* (1644), qui livrait aux Français les deux rives du Rhin.



Le grand Condé (1621-1686), célèbre d'abord sous le nom de duc d'Enghien, général en chef à 22 ans.



Turenne (1611-1675) maréchal de France à 32 ans, le plus grand tacticien français du XVII^e siècle.

Pendant Turenne se laisse surprendre et battre par le fameux *Mercy*, général octogénaire qui commandait l'armée impériale. Condé se porte rapidement à son secours et gagne la bataille de *Nordlingen* (1645) où *Mercy* est tué.

Enfin, le prince de Condé achève la campagne en remportant sur l'*archiduc Léopold*, fils de l'empereur, la victoire décisive de *Lens* (1648) qui force Ferdinand III à demander la paix.

9. Traité de Westphalie (1648). — Le *traité de Westphalie* est le nom collectif de deux traités signés la même

par Mazarm

année, l'un, à *Osnabrück*, entre l'empereur Ferdinand III et la Suède, l'autre, à *Munster*, entre l'empereur et la France. Le traité de Westphalie fixa l'état politique et religieux de l'Europe, et dota l'Allemagne d'une *Constitution* qu'elle garda jusqu'en 1806.

Résultats territoriaux. — La France fut mise en possession de l'*Alsace* et d'une grande partie de la *Lorraine* qui se trouvèrent ainsi séparés de l'Empire. — La Suède acquit presque toute la *Poméranie* avec trois voix à la diète germanique et 5,000,000 de thalers pour frais de guerre. — La *Hollande* et la *Suisse* furent déclarées indépendantes. — Pour indemniser les princes protestants, on sécularisa plusieurs territoires ecclésiastiques.

Résultats politiques. — La *suprématie*, qui, jusque-là, avait appartenu à la maison *austro-espagnole* passa à la France. L'équilibre européen fut établi comme système politique destiné à maintenir l'égalité des droits entre le fort et le faible, et à empêcher les guerres de conquête; mais, trop souvent, il fut impuissant à produire ces résultats.

Résultats religieux. — Le traité de Munster plaçait sur la même ligne les catholiques et les protestants (luthériens et calvinistes). Ils avaient à peu près le même nombre de voix dans la diète. — La liberté de conscience et des cultes fut assurée aux princes, qui conservèrent le pouvoir d'imposer au peuple leurs croyances et d'expulser de leurs États ceux qui les repoussaient; seulement, les biens de ceux qui demandaient à émigrer, plutôt que d'apostasier, ne devaient plus être confisqués.

Trois faits considérables se dégagent donc du traité de Westphalie : 1^o la prépondérance échappe à l'Autriche pour passer à la France; 2^o le système politique du moyen âge est remplacé par l'équilibre européen; 3^o l'Europe devient officiellement neutre en matière de religion.

10. État de l'Allemagne après le traité de Westphalie. — La guerre de Trente ans avait ruiné

l'Allemagne. La moitié de sa population avait disparu, de grandes contrées étaient devenues incultes et désertes. La ligue hanséatique était tombée en même temps que le commerce et l'industrie.

L'autorité impériale se trouvait diminuée parce que le traité de Westphalie avait sanctionné l'indépendance des trois cent cinquante petits princes de l'empire. Plus tard, elle verra décroître encore son influence par l'érection de la Prusse, du Hanovre et de la Saxe en royaumes. L'empire d'Allemagne disparaissait ainsi du nombre des grandes puissances pour faire place à l'Autriche et à la Prusse, qui vont devenir deux États rivaux.

CHAPITRE X.

RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE EN 1649 ET EN 1688. ÉTABLISSEMENT DU GOUVERNEMENT CONSTITUTIONNEL.

Sommaire synoptique.

Avènement des Stuarts. — Jacques I.

La Révolution sous Charles I.	Ses causes.	1 ^{re} phase : Lutte du roi contre le parlement.	{	Le roi gouverne avec le parlement.
				Le roi gouverne avec un conseil.
	2 ^e phase : Guerre civile.	Forces respectives.	{	Deux défaites de l'armée royale.
				Le roi vendu au parlement.
Dénouement.	{	{	Réaction royaliste vaincue.	
			Procès de Charles I.	

La République sous Cromwell.	Organisation provisoire.		
	L'opposition vaincue.		
	L'acte de navigation : guerre de Hollande.		
	Protectorat de Cromwell.	{	Dissolution du Parlement.
			Nouvelle constitution.
Mort de Cromwell après six ans de règne.	{	Prosperité extérieure.	

Restauration des Stuarts. — Charles II.

La Révolution sous Jacques II.	Historique.	{	Impopularité de Jacques II.
			Intrigues de Guillaume III de Hollande.
			Descente armée du Stadhouders en Angleterre.
	Conséquences.	{	Fuite et déchéance de Jacques II.
L'avènement de Guillaume III.			
des droits.	{	Monarchie constitut.	
		Régime parlementaire.	

DÉVELOPPEMENT.

1 *Avènement des Stuarts. — Jacques I^{er} (1603-1625).* —

Après la mort d'Élisabeth, le fils de l'infortunée Marie Stuart, Jacques VI, roi d'Écosse, fut appelé à lui succéder sous le nom de Jacques I^{er} ¹. La dynastie des Stuarts réunit ainsi sous son sceptre les trois royaumes d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande.

Jacques adopta l'anglicanisme qu'il déclara le plus ferme appui du trône, assertion qui ne tarda pas à recevoir un sanglant démenti. Il dut lutter contre les presbytériens d'Écosse et contre les *puritains* d'Angleterre, la plus rigide et la plus intolérante de toutes les sectes réformées. Il sévit avec rigueur contre les catholiques et provoqua le complot connu sous le nom de *conspiration des poudres*.

Bref, Jacques I^{er} mécontenta tout le monde par sa pédanterie, sa mauvaise politique et son despotisme arbitraire; son règne fut méprisé au dedans et au dehors. Il laissa à son fils, Charles I^{er}, un avenir gros d'orages.

I. — **Première révolution sous Charles I^{er}.**

(1626-1649.)

2. *Ses causes.* — Charles I^{er} avait de l'intelligence, du courage, de bonnes intentions; mais il manquait d'habileté, de prévoyance et de cette fermeté mesurée, seule capable de faire respecter l'autorité.

Son mariage avec *Henriette de France*, fille de Henri IV, mécontenta vivement les protestants, parce qu'il en résultait une politique plus favorable aux catholiques; puis le roi accordait toute sa confiance à un ministre incapable et détesté, le *duc de Buckingham*.

D'autre part, à l'exemple de Richelieu, qui fondait alors en France l'omnipotence de la royauté, Charles prétendit *exercer de la manière la plus absolue la double autorité civile et religieuse* dont il était revêtu. Or, la Réforme avait enfanté en

¹ Tableaux généalogiques, fin du volume.

Angleterre plusieurs sectes imbues d'idées républicaines : celle des *presbytériens* voulait une *Chambre prépondérante* à côté du trône, et la *liberté des cultes* à côté de l'épiscopat anglican; celle des *indépendants* avait des prétentions plus radicales encore.

Ainsi les causes de la *première révolution anglaise* furent : 1^o le caractère et les maladresses de Charles I^{er}; 2^o ses prétentions à l'absolutisme; 3^o celles des *non-conformistes* à la liberté.

La crise dura vingt-trois ans. On peut la diviser en deux phases : 1^o la lutte du roi contre le Parlement; 2^o la lutte de l'armée royale contre l'armée parlementaire ou la guerre civile.

3. Première phase : lutte du roi contre le Parlement (1626-1642). — L'impopulaire *Buckingham* voulant faire du prosélytisme, avait poussé le roi à la guerre contre l'Espagne et à une intervention armée en faveur des réformés français que Richelieu assiégeait dans *La Rochelle*. Mais cette politique obérait le budget, sans réussir à concilier au roi les sympathies de ses sujets.

L'hostilité de la nation se traduisait naturellement par l'opposition du Parlement. Chaque fois que ses embarras d'argent forçaient le monarque à demander des subsides, la chambre des communes comme celle des lords posaient leurs conditions. Tour à tour, le roi résistait et cédait. Quatre fois il cassa le Parlement pour échapper à ses exigences; quatre fois il fut contraint, par le besoin de subsides, de le convoquer de nouveau et de passer par ses conditions. C'est ainsi qu'il octroya la célèbre *pétition des droits*, qui supprimait les emprunts forcés, les arrestations arbitraires et les tribunaux exceptionnels. Sur ces entrefaites, *Buckingham*, que le roi s'obstinait à maintenir dans son conseil, fut assassiné.

De guerre lasse, Charles résolut de se passer du concours des chambres et de gouverner seul. Deux hommes devinrent ses principaux ministres : *Laud*, archevêque de Cantorbéry, dans l'administration de l'Angleterre; le *comte de Strafford*,

dans celle de l'Irlande. Bien que signalé par son despotisme, le gouvernement de Strafford fut pour l'Irlande une période de huit années de prospérité. Laud voulut imposer à l'Écosse calviniste la liturgie anglicane et souleva dans cette contrée une violente insurrection. Les presbytériens formèrent une ligue appelée le *Covenant*, dont les membres s'engageaient à défendre, jusqu'à la mort, leur religion, les lois et les libertés du royaume.

Pendant les mêmes nécessités forcèrent le roi de convoquer un cinquième Parlement. Pour n'être plus à la merci du monarque, l'assemblée se déclara indissoluble et fut, pour cette raison, appelée le *Long Parlement* : il dura vingt ans. Un de ses premiers actes fut de traduire à sa barre les deux ministres du roi : le comte de *Strafford* fut condamné à la peine capitale; l'archevêque *Laud* périt dans la Tour de Londres.

A la nouvelle de la mort de son gouverneur, l'Irlande s'insurgea contre ses colons, et 8.000 Anglais furent massacrés. Alors les chambres adressèrent à Charles I^{er} une violente *Remontrance sur l'état du royaume* que le roi considéra comme une déclaration de guerre. Il quitta sa capitale et alla, près de *Nottingham*, rallier ses partisans sous son étendard.

4. Deuxième phase : la guerre civile entre l'armée royale et l'armée parlementaire (1642-1647). — *Les forces respectives.* — Le Parlement, indissoluble, maître des finances et de l'armée, pouvait compter sur la grande majorité du peuple anglais et de l'Écosse; le roi n'avait pour lui que la noblesse, bien exercée aux armes, mais fort inférieure en nombre à l'armée parlementaire.

Les hostilités. — Le sort des armes favorisa d'abord Charles; mais il n'eut pas assez d'habileté pour jeter la division parmi ses ennemis : il laissa les indépendants, commandés par Cromwell, s'unir aux presbytériens, commandés par Fairfax, de sorte que les deux partis ne formèrent plus qu'une armée unique, l'armée parlementaire.

En 1644, les invincibles cavaliers de Cromwell, les *côtes de fer*, remportèrent sur l'armée royale la victoire de *Marston-Moor*. L'année suivante, le roi subit une défaite décisive à *Naseby*; il y perdit son artillerie, ses munitions, ses bagages et même ses papiers qui étaient compromettants. Désespéré, il alla se jeter dans les bras des perfides Écossais, qui le vendirent, pour 400.000 livres sterlings, aux commissaires du Parlement.

Procès du roi. Triomphe de la révolution. — Cependant, à Londres, dans le pays de Galles et même en Écosse, des réactions se manifestaient en faveur du roi captif. Fairfax contint le mouvement dans le sud, et Cromwell, qui aspirait au rang suprême, se chargea de l'écraser dans le nord. Puis, de retour à Londres, pour assurer la majorité aux républicains, il chassa tous ses adversaires du Parlement; à l'assemblée ainsi purgée, on donna par dérision le nom de *Rump*, c'est-à-dire croupion.

La chambre des communes déclara le roi responsable des malheurs de la guerre civile; elle le fit traduire devant une cour exceptionnelle qui le condamna à la peine de mort. Le royal captif porta sa tête sur l'échafaud avec une noble résignation.

5. La République sous Cromwell (1649-1660).

— *Proclamation et reconnaissance de la république.* — Le régicide jeta l'Angleterre dans un désordre inexprimable. Cromwell, maître de l'armée et du Parlement, fit abolir la royauté, supprimer la chambre des lords et proclamer la république (1649) : un *conseil d'État* fut investi provisoirement du pouvoir exécutif.

Cependant la république rencontrait une vive opposition, non seulement en Irlande et en Écosse, où le fils du roi décapité fut proclamé sous le nom de Charles II, mais même en Angleterre, où les indépendants les plus avancés voulaient une république franchement démocratique. — Mais, partout où elle avait levé la tête, la résistance fut écrasée avec une sauvagerie énergique : Cromwell se précipita en exter-

minateur sur l'île saur et versa le sang des Irlandais comme l'eau. Il passa de là en Écosse, vainquit Charles II et le força à se sauver en France.

L'Acte de navigation (1652), que Cromwell fit voter à son retour d'Écosse, réservait l'importation des produits étrangers au pavillon anglais et aux pavillons des seuls pays d'origine et de production. Cette mesure, en obligeant les Anglais d'aller chercher eux-mêmes les produits de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique, développa puissamment leur marine marchande; mais elle portait une rude atteinte à la Hollande dont la principale richesse était le commerce de courtage. — Il en résulta entre les deux pays une guerre dont Cromwell sut faire rejaillir l'impopularité sur le Parlement.

Protectorat d'Olivier Cromwell (1652-1658.) — Cromwell exerçait de fait la dictature, mais il n'avait pas encore de titre officiel. Le discrédit dont la guerre de Hollande venait de couvrir le Parlement permit au maître d'expulser par la force les membres de l'Assemblée et de dissoudre le conseil d'État qui détenait le pouvoir exécutif. Puis il se fit décerner par l'armée le titre modeste de *Protecteur de la République*. La nouvelle constitution autorisait même le chef de l'État à nommer son successeur.

Du reste, le règne du Protecteur, quoique plus despotique que celui d'un monarque, fut glorieux. L'Angleterre jouit à l'intérieur d'une tranquillité relative, tandis qu'elle se faisait respecter et redouter au dehors. — Elle termina la guerre avec la Hollande par une alliance avantageuse. Aux



Olivier Cromwell,
d'après Geoffroy, peintre français.

Espagnols elle enleva la *Jamaïque*; et *Dunkerke* fut le prix de son alliance avec la France, sous le ministère Mazarin.

Cependant, au sein de sa prodigieuse fortune, le régicide ne trouvait pas le bonheur. Sans cesse menacé par les complots et entouré, pour sa propre sûreté, d'épées et de poignards, éprouvé par des chagrins domestiques, il se sentait en proie aux remords et aux terreurs secrètes. Il mourut en 1658, âgé de 58 ans, laissant le pouvoir à son fils *Richard Cromwell*.

6. Rétablissement de la monarchie des Stuarts (1660). — *Richard Cromwell*¹ prit, comme son père, le titre de *Protecteur*; mais il ne sut pas faire respecter son autorité par l'armée, qui rappela le Parlement appelé *Rump*, et contraignit Richard d'abdiquer (1659). L'Angleterre allait tomber dans une anarchie complète, lorsque le général *Monk*, gouverneur d'Écosse sous Cromwell, la sauva. Affichant le plus grand zèle pour la république, il vint en Angleterre avec une armée et fut reçu à *Londres* avec enthousiasme; il fit entrer dans le Parlement un certain nombre de presbytériens qui donnèrent la majorité aux royalistes, puis il proposa le rappel de Charles II; le peuple applaudit, et la dynastie des Stuarts remonta sur le trône d'Angleterre (1660).

II. — Seconde révolution sous Jacques II (1688).

INAUGURATION DU RÉGIME CONSTITUTIONNEL.

6^{bis}. Règne de Charles II (1660-1685). — Le fils de Charles I ne profita guère des événements tragiques au milieu desquels s'était écoulée sa jeunesse. Oubliant ses devoirs de souverain, il se livra sans frein à tous les plaisirs. Son règne de vingt-cinq ans, sans dignité personnelle et sans grandeur nationale, prépara la seconde révolution, qui devait coûter la couronne à son successeur.

¹ *Richard Cromwell* était mou, indolent, faible, si peu respecté de ses soldats qu'ils lui enlevaient les plats servis sur sa table. Son règne de quelques mois ne consista guère qu'à recevoir et à lire les lettres de félicitations qu'on lui adressa de toutes parts : il en remplit deux malles. A partir de son abdication, il vécut dans une retraite absolue jusqu'à sa mort (1712).

Deux actes sont à mentionner dans son gouvernement intérieur : le *bill du Test* (c'est-à-dire loi de l'épreuve), qui obligeait tous les fonctionnaires à reconnaître, par serment, la suprématie religieuse du roi et à nier la transsubstantiation : le *bill de l'habeas corpus* ou liberté individuelle, qui empêchait les arrestations arbitraires. C'est aussi sous le règne de Charles II que se formèrent les deux partis politiques qui existent encore aujourd'hui en Angleterre : les *tories*, royalistes et conservateurs, et les *whigs*, partisans des libertés populaires.

Charles II mourut à l'âge de 54 ans, après s'être converti au catholicisme.

7. Jacques II; son impopularité, sa chute (1685-1688). — Malgré le bill du test, le duc d'York, franchement catholique, fut proclamé roi sous le nom de Jacques II. D'un caractère plus loyal que Charles II, son frère, il avait aussi des mœurs plus dignes et se montrait plus soucieux de la grandeur et de la prospérité de son pays. — Mais il eut le tort de ne pas ménager suffisamment l'esprit d'intolérance de ses sujets anglicans. La protection ouverte qu'il accorda au culte catholique parut aux dissidents un défi. Après avoir aboli le serment du test, il appela les catholiques à exercer des charges importantes dans toutes les institutions du royaume; enfin, par l'*acte d'indulgence*, la liberté religieuse fut solennellement proclamée pour tous. — Ces mesures, équitables en soi, soulevèrent de violentes protestations de la part des évêques anglicans et irritèrent profondément la majorité de la nation.

Le parti de l'opposition jeta les yeux sur *Guillaume III, stadhouder de Hollande*, gendre et neveu de Jacques II. Guillaume venait de conclure alors, avec l'Allemagne, la Suède et l'Espagne, la *Ligue d'Augsbourg* contre Louis XIV. Fâché de ce que Jacques s'obstinait à rester l'allié de la France, poussé d'ailleurs par son ambition, le stadhouder fit cause commune avec les mécontents et intrigua contre son beau-père. — Jacques, s'apercevant que son trône croulait, fit des concessions aux anglicans, mais il était trop tard : aux

yeux de ses adversaires, ces concessions n'étaient qu'un aveu de faiblesse.

Guillaume débarqua en Angleterre avec une armée de 15.000 hommes. Le roi, abandonné de ses filles, de ses ministres et de l'armée, s'enfuit en France, où Louis XIV lui offrit une hospitalité royale.

8. Conséquences de la seconde révolution anglaise. — 1^o *Avènement de Guillaume de Hollande (1689).*

— Après la fuite de Jacques II, les chambres déclarèrent le trône vacant et inaccessible à tout prince catholique. Puis elles décidèrent que Guillaume et son épouse (la fille du roi déchu) seraient roi et reine, mais que Guillaume gouvernerait seul.

2^o *Déclaration des droits (1689).* — Afin d'obtenir du Parlement les subsides nécessaires pour continuer la guerre contre Louis XIV, Guillaume signa la célèbre *Déclaration des droits*, qui fortifiait l'autorité du Parlement et inaugurait en Angleterre la *monarchie constitutionnelle*. Cette charte restreint le pouvoir royal et consacre les droits de la nation : liberté individuelle, droit de pétition, liberté des élections. Le roi peut convoquer et dissoudre le Parlement, refuser son consentement aux bills, choisir ses ministres, nommer aux principaux emplois; mais il ne peut ériger de tribunal exceptionnel, ni lever des impôts, ni aucune armée sans un vote favorable du Parlement.

Guillaume rendit à l'Église anglicane ses privilèges et promit aux catholiques qu'ils ne seraient pas inquiétés.

3^o *Inauguration du régime parlementaire.* — C'est sous Guillaume III que fut fondé le régime parlementaire, système politique qui partageait le gouvernement entre trois pouvoirs : le roi héréditaire, la chambre des lords, héréditaire également, et la chambre des communes, élective. — Le Parlement vote les lois et les impôts; le roi choisit ses ministres dans la majorité parlementaire et exerce avec eux le pouvoir exécutif; mais il est irresponsable : s'il commet une faute, ses ministres

en doivent répondre devant les chambres. Ainsi le roi règne, mais c'est le Parlement qui gouverne par l'organe du ministère choisi dans sa majorité.

Au XIX^e siècle, le régime parlementaire a prévalu dans la plupart des pays civilisés; c'est à l'Angleterre qu'il doit son origine.

Guillaume mourut, sans laisser d'enfants, en 1702, l'année même où expirait, à Saint-Germain, son prédécesseur déchu. — La dynastie des Stuarts donna encore à l'Angleterre le règne brillant d'*Anne Stuart* (1702-1714), après quoi elle fit place à la maison de *Hanovre*, qui occupe encore aujourd'hui le trône du *Royaume-Uni*.

CHAPITRE XI.

RÈGNE DE LOUIS XIV (1661-1715).

Sommaire synoptique.

Avènement de Louis XIV.

Politique intérieure.	Centralisation du pouvoir.		
	Administration de Colbert.	<ul style="list-style-type: none"> Finances. Agriculture. Industrie. Commerce : Colbertisme. Œuvre législative. 	
	Cour de Louis XIV à Versailles.		
	Affaires religieuses.	<ul style="list-style-type: none"> Le Gallicanisme. Révocation de l'édit de Nantes. Le Jansénisme. 	
Politique extérieure.	Caractère belliqueux de Louis XIV. Ses auxiliaires.		
	Guerras.	Succès.	<ul style="list-style-type: none"> 1. Guerre de Dévolution. } Origine. Opérations. Paix d'Aix-la-Chapelle. Causes. Campagne de Hollande. La première coalition.
			<ul style="list-style-type: none"> 2. Guerre de Hollande et de la 1^{re} coalition. } Hostilités. } Condé en Belgique. Turenne en Alsace. Les escadres dans les eaux de Sicile.
			<ul style="list-style-type: none"> Traité de Nimègue. Causes : Chambres de réunion. La deuxième coalition.
			<ul style="list-style-type: none"> 3. Guerre de la Ligue d'Augsbourg. } Hostilités } dans la Manche. en Belgique. sur le Rhin. en Italie.
	Déclin et décadence.	<ul style="list-style-type: none"> Origine. La troisième coalition. 	
		<ul style="list-style-type: none"> 4. Guerre de la succession d'Espagne. } Hostilités. } Succès balancés } en Italie, en Allemagne, en Belgique, en Espagne. Détresse des Français : Malplaquet. Retour de fortune : Denain. Traité d'Utrecht. 	

Mort de Louis XIV. Influence de son règne.

DÉVELOPPEMENT.

1. Avènement de Louis XIV (1661). — Louis XIV, fils de Louis XIII, avait 23 ans lorsqu'il prit en mains les rênes du gouvernement. Jusque-là, le jeune prince ne s'était guère intéressé aux affaires publiques; mais il étonna bientôt son entourage par ses vues personnelles sur les hommes et les choses, par la haute opinion qu'il avait de son rôle et de celui de la France, par son incomparable majesté qui en imposait à tous.

D'ailleurs, Richelieu et Mazarin lui avaient préparé un règne glorieux : le traité de Westphalie avait affirmé la suprématie de la France en Europe; et, à l'intérieur, la guerre de la Fronde avait achevé d'ébranler l'influence politique de la noblesse et du Parlement de Paris.

I. — Politique intérieure de Louis XIV.

2. La centralisation du pouvoir. — Au lendemain de la mort de Mazarin, Louis XIV déclara qu'il ne voulait plus de premier ministre et qu'il gouvernerait par lui-même.

On lui prête cette parole audacieuse qui résume bien sa politique : *L'État, c'est moi*. Secondé dans ses vues centralisatrices par Colbert, il travailla à détruire les derniers vestiges de l'autonomie des provinces, des villes et des classes privilégiées. Dans l'administration provinciale, il généralisa le système des intendants, déjà inauguré sous Richelieu. Ces fonctionnaires, placés à côté des anciens gouverneurs dont le titre devenait honorifique, dépendaient directement du roi qui les nommait. Bientôt il se réserva encore la nomination des députés provinciaux et celle des maires communaux. Tout finit par ployer devant le monarque : le Parlement perdit son droit de remontrance; la noblesse se fit courtisane; le clergé lui-même fut asservi au pouvoir civil, et la nation tout entière fut absorbée par un seul homme.

3. Administration de Colbert (1661-1683). — Colbert, fils d'un commerçant, remplaça le surintendant Fouquet, convaincu par lui de s'être enrichi aux dépens du

trésor, et pour ce motif condamné à la détention perpétuelle. Nommé *contrôleur général*, Colbert eut à s'occuper non seulement des finances, mais encore de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des colonies.

Dans les *finances*, Colbert introduisit l'ordre et l'économie. Les *traitants*, qui percevaient les impôts pour le compte du gouvernement, volaient le trésor. Le contrôleur général leur fit restituer un demi-milliard et prit des mesures pour empêcher à l'avenir les détournements. — Il *diminua la taille*,



Colbert travaillant avec Louis XIV.

impôt foncier qui écrasait le paysan, et il *augmenta les aides*, impôts de consommation payés par toutes les classes.

Pour encourager l'*agriculture*, le ministre exempta de la taille les cultivateurs chargés de familles nombreuses, et accorda des primes pour le défrichement des terres incultes.

Il établit de *nouvelles industries* en attirant en France des spécialistes étrangers. Bientôt les draps fins de *Sedan*, d'*Abbeville*, d'*Elbœuf*, ainsi que les étoffes de soie, d'or et d'argent, fabriquées à *Tours* et à *Lyon*, acquirent une célébrité européenne. Les tapis de Perse et de Turquie furent imités à la *Savonnerie* (Paris), et les tapisseries de Flandre, surpassées dans la célèbre manufacture des *Gobelins*. — Colbert

eut cependant le tort de réglementer à l'excès les procédés de fabrication et de retarder ainsi les progrès de plusieurs industries.

Le *commerce* fut développé par la suppression des douanes provinciales, et par l'établissement de tarifs très lourds sur l'importation étrangère. Dans l'application de ce dernier système, appelé *protectionnisme* ou *colbertisme*, le grand ministre donna dans une exagération plutôt funeste. — Colbert fit creuser le canal du Languedoc qui relie l'Atlantique à la Méditerranée. Il acquit aussi de nouvelles colonies, entre autres, la *Martinique*, la *Guadeloupe* et *Saint-Domingue*, dans les Antilles; et, grâce à d'habiles aventuriers français, il commença l'occupation de la Louisiane.

La *législation* française, avant le xvii^e siècle, était diffuse et trop souvent basée sur des coutumes non écrites. Colbert s'efforça de fixer et de simplifier les lois et de rendre ainsi les procès moins longs et moins coûteux. Une commission de juristes publia successivement l'*Ordonnance civile* ou *Code Louis*, l'*Ordonnance criminelle*, l'*Ordonnance du commerce*, l'*Ordonnance des eaux et forêts*, l'*Ordonnance de la marine et des colonies*, enfin le *Code noir* qui améliorait la condition des nègres dans les colonies. Grâce à cette œuvre de codification — la plus grande qui ait été entreprise de Justinien à Napoléon I^{er} — un grand nombre d'abus furent réformés.

4 La cour de Louis XIV à l'apogée du règne.

— Entre la *paix de Nimègue*, que Louis XIV dicta à ses adversaires (1678), et la *guerre de la Ligue d'Augsbourg*, qui fut pour sa puissance un recul, s'écoule une période de dix années de calme qui marque l'apogée de son règne. Le monarque, âgé alors de 40 à 50 ans, parut au comble de la gloire.

C'est à cette époque que furent achevés la plupart des monuments de luxe destinés à léguer à la postérité la mémoire d'un grand règne. Le palais de Versailles, construit par l'architecte Mansard, décoré par les plus hautes célébrités



Louis XIV en costume de grande cérémonie.
D'après Hyacinthe Rigaud. — Musée de Versailles.

artistiques de la France et entouré à grands frais de splendides jardins, devint, à partir de 1682, la résidence habituelle du roi. Il aimait à s'y montrer au milieu de ses courtisans, qu'il distrayait par des fêtes somptueuses, qu'il éblouissait par son luxe et qu'il scandalisait par les désordres de sa conduite.

5. Affaires religieuses. — A cette époque de prospérité — 1678 à 1690 — se rapportent la plupart des actes qui caractérisent la politique religieuse de Louis XIV : la Régale et l'Assemblée du clergé, la Révocation de l'Édit de Nantes, la lutte contre le jansénisme.

Le Gallicanisme. — Le gallicanisme ou l'Église gallicane, c'est-à-dire française, constituait une sorte de schisme occasionné par la prétention de Louis XIV de restreindre, en France, la puissance spirituelle du pape.

L'origine du schisme fut le *droit de régale*, usage qui attribuait au roi, dans plusieurs diocèses de France, le revenu du siège épiscopal quand il était vacant. Par un édit de 1673, Louis XIV avait étendu ce droit à tous les évêchés du royaume. Deux prélats ayant résisté et le pape leur ayant donné raison, Louis XIV convoqua une *assemblée du clergé de France* composée de 35 évêques et de 35 curés à son choix et présidée par *Bossuet* (1682).

L'assemblée confirma l'édit de régale et elle prétendit en outre, dans la célèbre *Déclaration des quatre articles*, régler les limites de l'autorité pontificale et les franchises du gallicanisme. — Louis XIV érigea la *Déclaration des quatre articles* en décret royal.

Révocation de l'Édit de Nantes (1685). — Au début de son règne, Louis XIV, tout en désirant l'unité religieuse dans son royaume, répugnait aux moyens de contrainte. Mais après la guerre de Hollande, au cours de laquelle on avait intercepté des correspondances suspectes entre réformés des deux nations rivales, le roi se départit de sa tolérance et prit contre les dissidents des mesures de rigueur. Louvois

organisa des expéditions militaires appelées *dragonnâdes* ou *missions bottées* : on logeait des dragons chez les protestants obstinés jusqu'à ce que ceux-ci consentissent à se convertir. Enfin Louis XIV révoqua l'Édit de Nantes accordé par Henri IV. L'exercice public du culte protestant fut interdit sous peine de prison et de confiscation.

Les conséquences de la révocation furent regrettables : un grand nombre d'abjurations obtenues par la crainte furent ensuite rétractées, et les relaps se vengèrent en persécutant les catholiques. Plus de 70.000 hérétiques passèrent les frontières et portèrent à Londres, à Amsterdam, à Berlin et ailleurs, leur fortune et leur industrie.

Le Jansénisme. — Inspiré par les écrits de Jansénius ou Jansen, évêque d'Ypres (1585-1636), le jansénisme était une hérésie subtile sur la grâce et la prédestination. Elle fut introduite en France par l'abbé de *Saint-Cyran*, qui avait connu Jansénius à l'université de Louvain. Elle fit bientôt de célèbres prosélytes, tels *Arnauld*, *Nicole*, *Pascal*. Retirés dans l'ancienne abbaye de *Port-Royal-des-Champs*, non loin de Paris, ils s'y livraient, sous le nom de *solitaires*, à la pratique des bonnes œuvres en même temps qu'à l'étude des sciences et des lettres.

En 1713, Clément XI publia contre les jansénistes la bulle *Unigenitus*. Comme les principaux chefs résistèrent, Louis XIV eut recours aux mesures violentes. Il fit démolir l'abbaye de Port-Royal et poursuivit les chefs rebelles, qui durent s'expatrier.

II. — Politique extérieure de Louis XIV; ses guerres.

6. Caractère belliqueux du roi; ses auxiliaires.

— Flatté dans son ambition par ses courtisans, excité surtout par le dur et inflexible *Louvois*, qui voulait se rendre nécessaire, Louis XIV chercha passionnément la gloire militaire. Il fut d'une hauteur, d'une intransigeance insupportable

à l'égard des États voisins, surtout envers l'Espagne qu'il voulait démembrer, et envers la Hollande dont il était jaloux.

A côté du marquis de Louvois, le véritable organisateur de l'armée française, des généraux de premier ordre secondèrent les vues ambitieuses du monarque : *Vauban*, qui révolutionna l'art des sièges; *Turenne* et *Condé*, qui avaient si brillamment débuté dans la guerre de Trente ans; puis les maréchaux *Luxembourg*, *Catinat*, *Villars* et *Vendôme*. Dans la marine s'illustrèrent, entre autres capitaines, *Duquesne*, *Tourville*, *Jean Bart*.



Louvois (1639-1691).

A part une trêve d'environ dix années, qui marque l'apogée du règne de Louis XIV, celui-ci est occupé tout entier par les guerres. On peut les diviser en deux périodes : une période de succès, une période de déclin. La première comprend la *guerre de Dévolution* et la *guerre de Hollande* qui se termina par la *paix de Nimègue*. La seconde comprend la *guerre de la Ligue d'Augsbourg* et surtout la *guerre de la succession d'Espagne*, qui aboutit au *traité d'Utrecht*.

7. Guerre de Belgique ou de Dévolution (1667).

— Par le traité des Pyrénées, Marie-Thérèse, épouse de Louis XIV et fille de Philippe IV d'Espagne, avait renoncé conditionnellement à ses droits sur la succession paternelle. Philippe IV mourut, laissant la couronne à son fils Charles II issu d'un second mariage. Comme la dot de Marie-Thérèse, condition du traité, n'avait pas été payée, le roi de France invoqua le *droit de dévolution*¹ pour revendiquer, à titre

¹ Le droit de dévolution était une coutume *flamande* qui reconnaissait comme *dévolue* aux enfants d'un premier mariage la majeure partie des biens de celui des époux qui mourait, si l'autre se remariait.

d'avances sur la succession d'Espagne, une grande partie des Pays-Bas et de la Franche-Comté.

Sans attendre la réponse de l'Espagne, Louis XIV entra dans les Pays-Bas, s'empara de la Flandre française, et soumit, en trois semaines, la Franche-Comté.

Alarmée des progrès de Louis XIV, la Hollande forma avec l'Angleterre et la Suède une *triple alliance*. Le roi de France consentit à signer le *traité d'Aix-la-Chapelle* (1668), par lequel il rendait la Franche-Comté, mais gardait douze villes fortes de la Flandre.

8. Guerre de Hollande; première coalition contre Louis XIV (1672-1678).— Louis XIV était fâché contre les Hollandais, qui se vantaient d'avoir, par la triple alliance, arrêté les conquêtes du *roi-soleil*; d'autre part, il leur reprochait leur intolérance hérétique et il jalousait, avec Colbert, leur marine marchande. Confiant dans la supériorité de ses forces, il résolut d'attaquer sa rivale, après l'avoir isolée en achetant l'alliance de l'Angleterre et de la Suède.

Campagne de Hollande. — A la tête de 100.000 hommes commandés par Turenne et Condé, Louis XIV ouvre la campagne en franchissant le Rhin à *Tollhuys*. Plusieurs places fortes sont rapidement emportées, et les Hollandais demandent la paix. Mal conseillé par Louvois, Louis XIV repousse les conditions avantageuses qui lui sont offertes et en impose de si dures que les États-Généraux exaspérés les rejettent et prennent une détermination extrême : pour empêcher l'envahisseur d'arriver à Amsterdam, ils font rompre les digues de la mer du Nord et mettent le pays sous les eaux. — A ce moment, une révolution éclate dans la capitale : le grand pensionnaire de Witt, partisan de la paix, est assassiné, et Guillaume d'Orange est nommé stadhouder héréditaire et capitaine général des forces de terre et de mer. Cet événement devait sauver la Hollande.

La coalition. — Guillaume d'Orange négocie, avec l'Espagne et l'empire, une alliance contre Louis XIV, et la lutte s'engage sur plusieurs points à la fois.

Les Français quittent la Hollande et se replient sur la Belgique où Condé livre à Guillaume la bataille indécise de *Senefte* (1674). La même année, Louis XIV fait pour la seconde fois la conquête de la Franche-Comté.

N° 3.



Les impériaux pénètrent dans l'Alsace. Turenne envahit le Palatinat qu'il dévaste horriblement par ordre de Louvois, sauve l'Alsace en rejetant les Allemands au delà du Rhin, les poursuit jusque dans la Forêt-Noire, et tombe frappé

d'un boulet à *Salzbach* (g.-d. de Bade), au moment où il achevait les préparatifs d'une grande bataille (1675).

Cependant, la flotte française se trouvait aux prises avec celles de l'Espagne et de la Hollande dans les eaux de Sicile. En effet, les habitants de Messine s'étaient révoltés contre le roi d'Espagne, leur souverain, et ils avaient imploré le secours de la France. Louis XIV leur envoya Duquesne et Tourville, qui remportèrent sur l'escadre des deux adversaires coalisés plusieurs victoires signalées.

Paix de Nimègue (1678.) — Louis XIV eut l'honneur de dicter la paix à ses adversaires : *l'Espagne lui céda la Franche-Comté avec plusieurs villes belges; l'empire abandonnait Fribourg-en-Brisgau et une partie de la Lorraine* : mais la Hollande gardait tout son territoire, et son stadhouder, Guillaume III, restait pour la France un ennemi redoutable.

Le traité de Nimègue marque l'apogée du règne de Louis XIV; Paris lui décerna le titre de Grand, et l'Europe, le surnom pompeux de *roi-soleil*.

9. Les chambres de réunion. — Le traité de Nimègue, en portant à son comble la gloire de Louis XIV, enfla son ambition. Sur les conseils de Louvois, il institua quatre commissions, dites *chambres de réunion*, qui devaient rechercher les dépendances des contrées cédées au vainqueur par le traité de Nimègue, pour les réunir aussi à la France. Ces chambres prétendirent que Louis XIV pouvait réclamer presque toute *la rive gauche du Haut-Rhin, l'Alsace, une partie du Palatinat, le Luxembourg, une partie du Hainaut et du midi de la Flandre*. En conséquence, le roi chargea ses armées de prendre possession de ces différents territoires, malgré les justes protestations de leurs souverains. Les troupes françaises occupèrent notamment les villes de *Strasbourg* et de *Luxembourg*.

10. Ligue d'Augsbourg (1686). Guerre de la seconde coalition. — L'interprétation arbitraire du traité de Nimègue par les chambres de réunion; la *Ligue d'Augsbourg*



négociée par Guillaume de Hollande avec l'*Autriche*, le *Saint-Siège*, l'*Espagne*, la *Suède*, la *Bavière* — et dans la suite avec l'*Angleterre* et la *Savoie*; enfin les conseils égoïstes de Louvois : telles furent les causes de la troisième grande guerre de Louis XIV, dite *guerre de la Ligue d'Augsbourg*.

La France engagea les opérations sur cinq théâtres à la fois : dans la *Manche*, contre l'Angleterre; en *Belgique*, contre les Hollandais; sur les *rives du Rhin*, contre les impériaux; en *Italie*, contre le duc Amédée de Savoie; et en *Catalogne*, contre les Espagnols. Elles se prolongèrent pendant sept années.

Sur mer, les succès se balancèrent : si Tourville battit la flotte anglo-hollandaise à *Dieppe* (1690) et surtout au *Cap Saint-Vincent* (1693), il fut battu à *la Hogue* (1692), et Louis XIV échoua dans son projet de rétablir Jacques II sur le trône d'Angleterre.

En Belgique, les Français se firent d'abord battre à *Walcourt* (1689); mais ensuite, commandés par le maréchal de Luxembourg, ils triomphèrent glorieusement à *Steenkerke* (1692) et à *Neerwinden* (1693), grâce en partie à la baïonnette qu'on venait d'inventer.

L'armée du Rhin s'empara du Palatinat; mais ne pouvant conserver sa conquête faute de troupes, Louis XIV, conseillé par l'impitoyable Louvois, ordonna pour la seconde fois la dévastation de ce pays (1689).

En Piémont, Catinat battit le duc de Savoie à *Staffarde* (1690) et à *Marseille* (1693) et l'obligea à se détacher de la coalition.

En Espagne, les opérations n'eurent que peu d'importance.

Traité de Ryswick (1697). — La paix fut signée à *Ryswick*, près de La Haye : Louis XIV reconnaissait Guillaume III comme roi d'Angleterre et restituait tout ce qu'il avait occupé ou conquis depuis le traité de Nimègue, sauf Strasbourg.

Cette paix sans gloire, achetée au prix de si lourds sacrifices marquait un recul de la puissance du vainqueur : aussi fut-elle accueillie en France avec beaucoup de froideur.

11. Guerre de la succession d'Espagne (1701-1713). — *Son origine : trois prétendants à la succession.* — Charles II, roi d'Espagne, dernier rejeton mâle de la race de Charles-Quint, descendait lentement dans la tombe et l'on s'attendait, en 1697, à sa mort prochaine. Trois prétendants se disputaient par avance son héritage : *Louis XIV*, l'empereur *Léopold I*¹ et *Maximilien de Bavière*, pour son fils Joseph². Or ce dernier étant mort subitement, Charles II laissa par testament toute la monarchie espagnole³ au *duc d'Anjou*, petit-fils de Louis XIV.

Ce testament devint exécutoire en 1700. Le duc d'Anjou prit le nom de Philippe V, et partit pour prendre possession de ses États. Selon le mot de l'ambassadeur d'Espagne, *les Pyrénées étaient fondues*.

La troisième coalition (1701). — Pour s'opposer à ce développement excessif de l'influence française, l'*Angleterre* et la *Hollande* conclurent, avec l'empereur, le roi de Prusse *Frédéric I* et la plupart des princes allemands, une grande alliance. Guillaume III, qui en était l'âme, mourut en 1702, laissant le trône aux Stuarts. Mais la Ligue trouva, pour le remplacer, trois chefs capables, qui formèrent un invincible triumvirat : *Heinsius*, grand pensionnaire de Hollande, animé contre la France et son roi d'une haine implacable; l'Anglais *Marlborough* que Guillaume avait recommandé à son héritière pour exécuter ses plans⁴; le prince *Eugène de Savoie* qui,

¹ La reine de France, Marie-Thérèse, était fille de Philippe IV et sœur de Charles II. L'épouse de l'empereur, Marguerite-Thérèse, était la seconde fille de Philippe IV.

² Joseph de Bavière était petit-fils, par sa mère, de l'empereur et de Marguerite-Thérèse.

³ L'Espagne, les Deux-Siciles, le Milanais et les colonies américaines.

⁴ Le nom de Marlborough (par corruption Malbrough) fut rendu légendaire par les couplets burlesques que les soldats français — le croyant mort — chantèrent pour ridiculiser le général anglais après la bataille de Malplaquet.

après avoir vu ses offres de service dédaignées par Louis XIV, s'était engagé dans l'armée impériale ¹.

Louis XIV, dont les meilleurs généraux étaient morts, n'eut pour alliés que Philippe V, roi d'Espagne, et l'électeur de Bavière. La guerre éclata simultanément en Italie, en Allemagne et en Belgique; elle dura douze ans.

Les hostilités. — *En Italie*, les succès du prince Eugène sont d'abord balancés par ceux de Vendôme (1701-1702). Mais ensuite, commandés par des généraux médiocres, les Français subissent devant Turin une défaite décisive, qui les contraint d'évacuer le Piémont (1706).

En Allemagne, Villars est vainqueur des impériaux à *Friedlingen* (1702). L'année suivante, il remporte, avec le concours de l'électeur de Bavière, une nouvelle victoire à *Hochstedt*. Il voulut marcher sur Vienne; mais, devant l'opposition de son allié, Villars demande à revenir en France. — Le



Villars (1654-1734).

départ du maréchal est pour l'armée franco-bavaroise le signal de terribles revers. Vaincue par Marlborough et le prince Eugène à *Blenheim*, près de Hochstedt, elle perd

¹ Doué d'une grande profondeur de vue, d'un courage héroïque, de beaucoup d'activité, le prince Eugène était, en outre, le père de ses soldats. On admirait son attachement sincère à la religion catholique. Il portait toujours sur lui le beau livre de *l'Imitation de Jésus-Christ*, et ne manquait pas d'y faire quelque lecture, même au milieu des camps, dans les moments de calme. Il cultivait et encourageait aussi les lettres et les arts. — Il mourut à Vienne, après avoir servi trois empereurs dont il aimait à proclamer les bienfaits : Léopold 1^{er}, Joseph 1^{er} et Charles VI.

28.000 hommes (1704). — L'électeur de Bavière est déchu de sa dignité et les Français doivent repasser le Rhin.

En Belgique, Villeroi se fait battre par Marlborough à *Ramillies* (1706). Vendôme et le duc de Bourgogne, chargés de le remplacer, sont mis en déroute par le prince Eugène à *Audenarde* (1708). Le prince couronne sa victoire par la prise de *Lille*, emportée malgré l'héroïque défense de *Boufflers*. Les deux tiers des Pays-Bas sont perdus pour Louis XIV.

En Espagne, Philippe V est sur le point de perdre sa couronne. Les Anglais amènent à Barcelone l'archiduc Charles d'Autriche, qui se fait proclamer roi, mais la victoire française d'*Almanza* fait échouer leur tentative (1707).

Battu sur presque toute la ligne, contraint d'abandonner l'Italie, l'Allemagne et la Belgique, éprouvé dans son propre royaume par la famine et le terrible hiver de 1709, Louis XIV implora la paix. Ce fut en vain. Dans sa détresse, le monarque fit appel au patriotisme de ses sujets et parvint à recruter une armée de volontaires qu'il plaça sous les ordres de Villars. Le maréchal attaqua l'ennemi à *Malplaquet*, sur la frontière du nord, mais il fut vaincu par Marlborough et le prince Eugène réunis (1709). La situation de la France était désespérée.

Cependant en Espagne, la victoire de Vendôme à *Villaviciosa* fit échouer une seconde fois les prétentions de l'archiduc Charles, rival de Philippe V (1710). Profitant d'un concours de circonstances assez favorables, Louis XIV confia sa dernière armée à Villars, qui sauva la France par la brillante victoire de *Denain* (1712).

Traité d'Utrecht (1713). — Le traité d'Utrecht termina la fameuse guerre de la succession d'Espagne. Voici les principales dispositions de cet important traité :

1^o Il consacrait la séparation perpétuelle des deux royaumes de France et d'Espagne.

2^o La monarchie espagnole était partagée comme suit :
a) l'Espagne avec le Nouveau Monde restaient à Philippe V ;
b) la Belgique, l'État de Naples, le Milanais, la Sardaigne passaient à l'Autriche.

3^o *Le traité spécial de la Barrière* (1715) autorisait les Hollandais à tenir garnison dans six places-frontières de la Belgique ¹, pour s'en faire une barrière contre la France, et à disposer de l'Escaut pour leur commerce.

4^o L'Angleterre était confirmée dans la possession de Gibraltar et de l'île Minorque prise à l'Espagne pendant la guerre, et la France lui céda la Nouvelle-Écosse et le banc de Terre-Neuve.

En résumé, le traité d'Utrecht achevait la ruine de la monarchie espagnole, enrayait l'ambition de la France et inaugurait la grandeur maritime de l'Angleterre.

12. Mort de Louis XIV, influence de son règne.

— Louis XIV mourut à Versailles, le 1^{er} septembre 1715, à l'âge de 77 ans; il en avait régné 72.

Sincèrement attaché à la religion, ce prince ne fut pas cependant toujours un fils soumis de l'Église, et, pendant vingt ans, il donna à ses sujets un déplorable exemple du dérèglement des mœurs.

En politique, il avait porté l'absolutisme à son plus haut point et renversé toutes les anciennes institutions qui étayaient la monarchie. Ainsi découverte et sans appui en face du peuple, qui bientôt lui demandera compte de ses actes, la royauté ne pourra résister aux assauts d'une réaction inévitable.

Au point de vue matériel, le roi laissait la France épuisée par ses longues guerres, par son luxe et ses prodigalités ruineuses.

Cependant, pris dans son ensemble, le règne de Louis XIV fut grand. Il a consolidé l'unité nationale. Il a reculé les frontières de la France en lui donnant l'Alsace, la Flandre et la Franche-Comté. Les lettres, les sciences et les arts ont brillé d'un éclat sans pareil; et, pendant de longues années, la France occupera le premier rang parmi les grands États de l'Europe.

¹ Ces places fortes étaient *Namur, Tournai, Menin, Furnes, Warneton, Ypres*, et le fort de *Knocke*, au confluent de l'Yser et de l'Yperlée.

CHAPITRE XII.

LE SIÈCLE DE LOUIS XIV.

Sommaire synoptique.

Rôle de Louis XIV dans le mouvement intellectuel de son époque.

	Caractères distinctifs	{ généraux. génériques.
Les Lettres françaises au XVII ^e siècle.	Poètes	{ dramatiques { Corneille Racine Molière. didactiques et { Boileau satiriques { La Fontaine.
	Orateurs	{ Bossuet — Bourdaloue Fléchier — Massillon.
	Moralistes et phi- losophes	{ La Rochefoucauld — La Bruyère Fénelon Descartes — Pascal — Malebranche.
	Épistoliers	: Madame de Sévigné — Voiture.
		Architectes : Mansard — Perrault — Lenôtre.
Les Beaux-Arts et les artistes.	Sculpteurs	: Puget — Girardon. Peintres { Poussin — Le Sueur — Lebrun — Mignard — Van der Meulen — Philippe de Champagne.
	Musicien	: J.-B. Lulli.
		Caractères du mouvement scientifique.
Les Sciences et les savants.	Célébrités	{ Galilée — Newton — Descartes. Pascal — Leibnitz — L'Hôpital. Huyghens — Tournefort.
		L'influence française.
Le mouvement littéraire hors de France.	Écrivains anglais	{ Milton — Dryden — Addison. Gay — Pope — Locke.
	Écrivain hollandais	: Spinoza.

DÉVELOPPEMENT.

1. Rôle de Louis XIV dans le mouvement intellectuel de son siècle. — On est convenu d'appeler *siècle de Louis XIV* ou *grand siècle* l'époque de brillante efflorescence artistique et littéraire que fut, pour la France surtout, la seconde moitié du XVII^e siècle, c'est-à-dire le règne de Louis XIV.

Sans doute, il serait naïf de rapporter à ce prince, dont l'instruction était d'ailleurs bornée, le mérite des nombreux génies que l'histoire place sous sa protection¹; mais on ne peut méconnaître que, par sa passion pour les belles choses, par les travaux somptuaires qu'il fit exécuter, par les faveurs surtout dont il honora les artistes et les écrivains reçus familièrement à Versailles, Louis XIV n'ait puissamment stimulé leur activité, et que la France, à son tour, n'ait donné le ton aux nations voisines.

I. — Les lettres françaises au XVII^e siècle.

2. Caractères distinctifs du XVII^e siècle littéraire. — Entre autres notes dominantes, on peut remarquer chez les *classiques* du grand siècle les trois suivantes, assez générales : 1^o *la raison et la foi*, développées par de fortes études philosophiques et souvent théologiques, et d'où résulte la moralité de la plupart d'entre eux; 2^o *l'imitation de l'antiquité*, à laquelle ils doivent peut-être leur incontestable supériorité dans l'art de la composition, mais aussi leur regrettable dédain pour les sujets nationaux et chrétiens; 3^o *le respect de l'autorité*, qui écarte de leurs écrits les attaques violentes contre les institutions et le gouvernement établis. Plus d'un écrivain porte parfois ce respect jusqu'à l'adulation.

Quant aux *genres* littéraires, on constate : 1^o l'éclat et la

¹ Plusieurs de ces grands hommes — *Descartes, Pascal, Corneille* — étaient déjà célèbres sous Mazarin et Richelieu.

vogue de ceux qui s'adressent aux assemblées : *genre oratoire* et *genre dramatique*, ou qui ont pour objet l'étude de l'homme et de ses œuvres : *études philosophiques et morales, poésie didactique et satirique*; 2^o *la richesse de la littérature épistolaire* due à l'éclosion, dans l'aristocratie, de l'esprit de société, à la difficulté relative des voyages et à la rareté de la presse périodique; 3^o *l'insignifiance de la poésie lyrique*, dont les productions fades et monotones sont gâtées par de froides allusions mythologiques.

3. Poètes dramatiques. — Trois auteurs se firent, dans le genre dramatique, une réputation qui n'a pas été surpassée : Corneille, Racine et Molière.



Jean Racine.



Pierre Corneille.

Corneille (1606-1684) fut véritablement le *Père* et le *Législateur de la Tragédie française*. Avant lui, la scène était encombrée de pièces de mauvais goût bâclées par des *entrepreneurs dramatiques*. Les chefs-d'œuvre du grand poète et les règles qu'il traça dans ses trois *Discours* servirent de modèles et de guides à ses successeurs. *Le Cid*, *Horace*, *Cinna* et surtout l'admirable tragédie de *Polyeucte* ont immortalisé le nom de Corneille.

Racine (1639-1699) fut le jeune émule de Corneille, et sa réputation éclipsa bientôt celle du maître. Il produisit *Andromaque*, *Britannicus*, *Iphigénie*, *Mithridate*, *Phèdre*, et surtout *Esther* et *Athalie*, deux tragédies tirées de l'Écriture-Sainte, dont la postérité fit les meilleurs titres de gloire du poète.

Molière (1622-1673), à la fois directeur, acteur et auteur, donna les *Précieuses Ridicules*, le *Misanthrope*, le *Tartufe*, *l'Avare*, les *Femmes savantes*. Ces comédies sont des chefs-d'œuvre par la peinture vivante et fidèle des mœurs du temps, par la clarté, le naturel et la force expressive du style. Malheureusement le génie de Molière n'est pas chrétien.

4. Poètes didactiques et satiriques. — *Boileau* (1636-1711), le poète de la raison, fut, par son *Art poétique*, comme par ses *Satires*, le législateur et l'arbitre du Parnasse. Ses lois furent celles du bon sens; il épura le goût et fit apprécier les productions de son siècle. Son influence ne se borna pas à son époque : pendant 200 ans, Boileau régna en maître sur la république des Lettres.

La Fontaine (1621-1695) fut le premier des fabulistes. Sur près de 300 fables qu'il a composées, 250 sont des chefs-d'œuvre d'originalité, de naïveté et de bonhomie. D'un caractère insouciant, protégé par des amis puissants, La Fontaine vécut en épicurien, oubliant ses devoirs religieux aussi bien que ses affaires temporelles. Il revint cependant, sur la fin de sa vie, à la pratique de la religion et mourut chrétiennement.

5. Orateurs. — La chaire chrétienne fut illustrée, sous Louis XIV, par quatre grands prédicateurs : Bossuet, Bourdaloue, Fléchier, Massillon. *Bossuet* (1627-1704), surnommé l'Aigle de Meaux et le Démosthène de la France, fit l'admiration de la Cour par ses *sermons*, ses *panégyriques*, et principalement par ses *oraisons funèbres*. Sa langue se caractérise par la vigueur, la hardiesse, l'harmonie. Bossuet écrivit aussi des œuvres philosophiques et ascétiques, d'une abondance et d'une puissance de pensée prodigieuse, et deux ouvrages historiques : le *Discours sur l'Histoire universelle* et

l'Histoire des variations des Églises protestantes. Bossuet est un des plus grands génies de l'humanité et celui qui exerça le plus d'influence sur son siècle.

Le jésuite *Bourdaloue* (1632-1704) était, avant tout, un puissant logicien. Négligeant les ornements du style et les vains artifices de la rhétorique, il s'attachait à éclairer, à instruire, à convaincre. Malgré l'austérité de sa personne et de sa parole, il fut chargé dix fois de prêcher devant Louis XIV et sa cour.

Fléchier (1632-1710), sans atteindre à la hauteur de l'Aigle de Meaux, se fit une grande réputation par ses *sermons* et surtout par ses *oraisons funèbres*; celle de *Turenne* est son chef-d'œuvre.

Massillon (1663-1742), surnommé *le Cicéron de la France*, prêcha l'*Avent* et le *Carême* à Versailles. Son éloquence forte et onctueuse savait remuer les consciences et toucher les cœurs. Louis XIV lui fit cet aveu : *Mon Père, j'ai entendu de grands orateurs dans ma chapelle, et je suis toujours sorti content d'eux; mais lorsque je vous entends, je sors mécontent de moi-même*, Massillon prononça l'éloge funèbre du *grand roi*.

6. Moralistes et philosophes. — *La Rochefoucauld* (1613-1680), méconnaissant les mystérieuses abnégations de la vertu chrétienne, rapporte, dans ses *Maximes*, toutes les actions et tous les sentiments de l'homme à l'intérêt personnel. — *La Bruyère* (1644-1696), observateur pénétrant et physionomiste exercé, se place, par ses *Caractères du XVII^e siècle*, au premier rang des peintres de mœurs.

Fénelon (1651-1715), d'abord précepteur du duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV, fut ensuite promu à l'archevêché de Cambrai. Pour son royal élève, dont il sut transformer radicalement le caractère irascible et vicieux, il composa ses *Fables*, ses *Dialogues des Morts* et les *Aventures de Télémaque*. La publication furtive de ce dernier livre, où Louis XIV voyait des allusions satiriques à son règne, valut à l'auteur la disgrâce du roi et au *Télémaque* une célébrité

européenne. Philosophe excellent, Fénelon est l'auteur d'un *Traité sur l'existence de Dieu*.

Descartes et *Pascal* qui se distinguèrent surtout dans les sciences positives, contribuèrent, avec *Malebranche*, à perfectionner la prose française. *Descartes*, s'érigeant en adversaire de la philosophie d'Aristote, alors enseignée dans toutes les écoles, exposa, dans son *Discours sur la Méthode*, une nouvelle manière de parvenir à la connaissance du vrai. —



Fénelon et son élève, le duc de Bourgogne.

Pour atteindre à la vérité, il faut une fois dans sa vie se défaire de toutes les opinions que l'on a reçues, reconstituer sur un fondement neuf le système de ses connaissances : telle est la synthèse du cartésianisme. Après avoir joui d'une grande vogue, il est fortement battu en brèche de nos jours. — *Pascal*, retiré à Port-Royal, écrivit contre les jésuites, adversaires du jansénisme, ses trop fameuses *Lettres provinciales*. Si leur mérite littéraire, joint aux préoccupations du temps, fit aux *Provinciales* un grand succès, la mauvaise foi qui les inspira leur valut d'être appelées par Joseph de Maistre les *immortelles menteuses*. *Pascal* mourut sans avoir achevé une apologie de la religion chrétienne dont les fragments ont

été publiés sous le titre de *Pensées*. — Quant au philosophe *Malebranche*, son ouvrage capital est la *Recherche de la vérité*, remarquable par l'élégance et la clarté du style.



Pascal.



Bossuet.

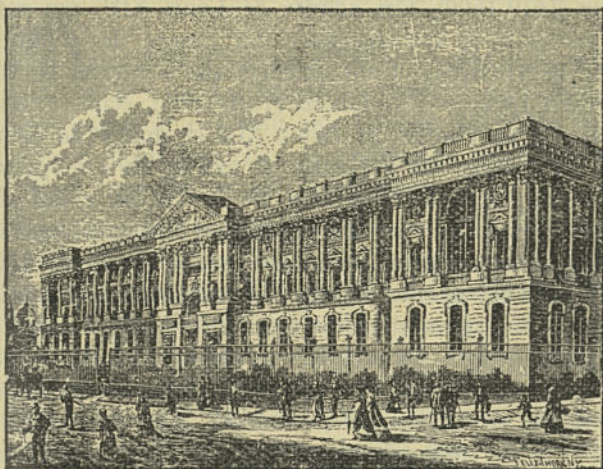
7. Genre épistolaire. — *Madame de Sévigné*, dans ses lettres pleines de finesse, d'originalité et de naturel, nous offre souvent une étude intéressante et curieuse des choses de son siècle et de la société brillante et polie qu'elle fréquentait. La plus grande partie de sa correspondance s'adressait à sa fille, la marquise de Grignan. — Parmi les épistoliers de cette époque, on peut citer encore *Balzac*, *Voiture*, *Racine* et *Madame de Maintenon*.

II. — Les beaux-arts et les artistes.

8. Architectes. — Louis XIV, grand bâtisseur, ne cessa de fournir du travail aux meilleurs architectes, dont il stimula ainsi le talent. S'inspirant des goûts du souverain, ceux-ci s'attachèrent surtout à produire du grandiose et du majestueux. — *Mansard* (1645-1708) donna le plan des places *Vendôme* et *de la Victoire* et du *Dôme des Invalides*; mais le monument de sa gloire est le *Palais de Versailles*, une des plus

somptueuses demeures royales du monde. — *Claude Perrault*¹ (1613-1688) dessina l'imposante colonnade qui ouvre le palais du Louvre. — *Lenôtre* (1613-1700) fut le créateur, en France, de l'architecture des jardins. Louis XIV lui confia la plantation des parcs royaux de *Versailles*, des *Tuileries*, de *Saint-Cloud*, de *Fontainebleau*.

9. Sculpteurs. — *Puget* (1622-1694), architecte et peintre de talent, excellait surtout dans la sculpture et fut surnommé le Michel-Ange français. Son œuvre la plus vantée est le



Colonnade du Louvre, œuvre de Perrault (xvii^e siècle).

groupe en marbre de *Milon de Crotone*, un géant aux prises avec un lion qui lui enfonce ses griffes dans les chairs. — *Girardon* (1628-1715), un des maîtres de la statuaire décorative et monumentale, fit le tombeau de Richelieu et la statue équestre de Louis XIV.

¹ *Charles Perrault*, frère de Claude, cultiva les lettres et se rendit populaire par ses délicieux contes de Fées.

10. Peintres. — Les tableaux de cette époque se font remarquer par l'ordonnance pompeuse, un peu monotone, de la composition et par l'élégance de l'exécution. — *Poussin* (1594-1665), logé au Louvre comme *premier peintre du roi*, dirigea les travaux de peinture et de décoration des maisons royales. On lui avait donné le surnom de peintre des gens d'esprit. — *Le Sueur* (1617-1655), trop pauvre pour faire des voyages d'étude, ne conserva que mieux la virginité de son talent. Son œuvre principale, conservée au Louvre, est une série de 22 tableaux empruntés à la vie de saint Bruno. — *Lebrun* (1619-1690), fort admiré de Louis XIV, qui passait des heures à le voir travailler, fut chargé de peindre la galerie de Versailles; il mit quatorze ans à retracer les fastes du grand règne. — *Mignard* (1610-1695), établi à Rome, fut appelé en France par Louis XIV et chargé de peindre l'une des galeries de Versailles. Il excella dans le portrait; mais il apportait à l'exécution de ses tableaux des soins excessifs : de là le nom de *mignardise* désignant l'excès de coquetterie dans le travail artistique. — *Van der-Meulen* (1634-1690), excellent peintre de batailles, accompagna Louis XIV dans ses campagnes et rendit avec une vérité saisissante les combats, les sièges, les campements des troupes. Bon nombre de ses tableaux décorent les réfectoires des Invalides, à Paris. — *Philippe de Champagne* (1602-1674), né à Bruxelles, vint à Paris et fut nommé premier peintre de la reine Anne d'Autriche. La grande décence de ses tableaux reflétait celle de ses mœurs. Les musées de Bruxelles sont riches en productions de cet artiste. On y admire, entre autres, les principales scènes de la *Vie de saint Benoît*.

11. Musiciens. — Le xvii^e siècle vit naître, en Italie, deux formes nouvelles de la composition musicale : l'*Opéra*, tragédie en musique, et l'*Oratorio*, sorte de cantate religieuse exécutée sans appareil théâtral. Le Florentin *Lulli*, maître de chapelle de Louis XIV, composa la musique pour les opéras de Quinault,

III. — Les sciences et les savants.

12. Caractère du mouvement scientifique. — Depuis le *xvi^e* siècle, qui avait essayé de substituer la méthode expérimentale à l'étude routinière des traités des anciens, les sciences positives étaient entrées dans la voie du progrès. Si la noblesse, en général, dédaignait encore de paraître instruite, le goût du savoir commençait à pénétrer dans la société, et bientôt, surtout à partir de 1650, le prestige de l'aristocratie intellectuelle égalera celui de l'aristocratie de la naissance.

Les branches dont les progrès furent les plus remarquables au *xvii^e* siècle sont les sciences exactes : mathématiques, physique, astronomie. Quant aux sciences naturelles, chimie, physiologie, médecine, elles ne réalisèrent, avant la fin du *xviii^e* siècle, que des progrès insignifiants.

13. Célébrités scientifiques. — *Galilée* (1564-1642) fut professeur successivement à Pise, à Padoue et à Florence. On lui doit l'invention du *pendule*, du *thermomètre* et du *télescope*; la découverte des *lois de la pesanteur* et surtout la démonstration du *système de Copernic* sur le mouvement des planètes autour du soleil ¹.

Le savant anglais *Newton* (1642-1727) révéla les lois de la *gravitation universelle*. Il fit connaître aussi les principales *lois de l'optique* et expliqua la *décomposition de la lumière*. Dès l'âge de 23 ans, il s'était illustré par la découverte du *calcul intégral et différentiel*.

¹ Dénoncé au tribunal de l'Inquisition romaine, Galilée fut condamné par une assemblée de théologiens, non pour avoir soutenu le mouvement de la terre, mais pour avoir faussement interprété la Bible, dans le but de la concilier avec le système de Copernic. On ne le jeta pas, comme il fut dit, dans un cachot, mais on lui assigna pour prison trois belles chambres dans l'appartement même d'un officier supérieur du tribunal. Quelques mois après, les cardinaux le renvoyèrent en Toscane pour y vivre, comme il le voudrait, dans sa maison de campagne.

Descartes (1596-1650) imagina, pour expliquer la formation de l'univers, son *système des tourbillons* que les découvertes de Newton dissipèrent. En physique, on lui doit la *véritable loi de la réfraction* et une bonne *théorie de l'arc-en-ciel*. En mathématiques, il *appliqua l'algèbre à la géométrie* des courbes. — Il partagea le mérite de cette dernière initiative avec le savant géomètre français *Fermat*, dont les travaux contribuèrent beaucoup au progrès des mathématiques.

Pascal (1623-1662), l'une des plus extraordinaires mentalités des temps modernes, embrassa toutes les branches des connaissances humaines. Sa courte carrière de 39 ans lui suffit à parcourir tout le domaine des sciences exactes en y laissant, à chaque pas, l'empreinte de son génie. A 16 ans, il écrivit un *Traité des sections coniques*; à 18, il inventa sa *machine arithmétique*. Les problèmes les plus complexes lui doivent des solutions originales. On sait la célèbre expérience qu'il exécuta sur le Puy-de-Dôme pour démontrer la pesanteur de l'air, découverte féconde en conséquences.

Leibnitz (1646-1716), fils d'un professeur de l'université de Leipzig, fut, comme Pascal, l'un des hommes les plus universels dont l'histoire fasse mention. Il détermina le roi de Prusse, Frédéric I^{er}, à fonder à Berlin une société scientifique dont il fut nommé *président perpétuel*. Les mathématiques doivent à Leibnitz, comme à Newton, la découverte du *calcul différentiel*; et, comme à Pascal, l'invention d'une *machine à calculer*. L'*histoire*, la *philosophie*, le *droit* lui sont également redevables de travaux importants. Philosophe sagement optimiste, il aimait à répéter : *Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles*.

Le marquis de *l'Hôpital* (1661-1704), né à Paris, excella aussi dans les sciences exactes. Il n'avait que 15 ans lorsqu'il résolut le problème de la *cycloïde*, dont Pascal seul avait su trouver la solution. Leibnitz ayant inventé le calcul différentiel, l'Hôpital s'enferma pendant 14 mois, avec un savant collègue pour étudier cette branche, et publia ensuite son ouvrage capital : *l'Analyse des infiniment petits*.

Le Hollandais *Huyghens* (1629-1695), invité par Louis XIV à se fixer à Paris, découvrit, grâce aux puissants instruments d'optique qu'il avait su se construire *le satellite et l'anneau de Saturne*; en mécanique, il appliqua le *pendule* aux horloges et le *ressort spiral* aux montres.

Après ces princes de la science, mentionnons encore l'Italien *Torricelli*, l'inventeur du baromètre; le Français *Denis Papin*, qui prélu à l'application de la vapeur comme force motrice; et *Tournefort*, l'un des restaurateurs de la Botanique.

14. L'influence française. — Tel fut le prestige littéraire et artistique de la France, sous Louis XIV, que la littérature française devint une littérature universelle. A partir de la paix de Rijswick, le français fut la langue officielle de la diplomatie européenne; on parla français dans toutes les cours, en Prusse comme en Autriche, dans tous les salons et dans toutes les familles qui se piquaient de distinction. Et, quoique le latin restât encore la langue de la plupart des savants, à la fin du siècle suivant, Rivarol pourra publier sa thèse sur *l'universalité de la langue française*.

L'Angleterre fut seule, à cette époque, à produire quelques œuvres originales. Le poète *Milton*, non moins célèbre pour sa participation fanatique à la révolution de 1648 contre Charles 1^{er}, que pour son immortelle épopée, dicta à ses filles *le Paradis perdu*. — *Drijden* est généralement cité, pour ses tragédies, ses comédies et ses travaux de critique, comme le premier écrivain classique de l'Angleterre. — *Addison* publia des poèmes, des études littéraires et morales qui contribuèrent à donner à la littérature anglaise plus de sérieux et de dignité. — *Pope* doit sa réputation à son *Essai sur l'homme*, chef-d'œuvre de poésie philosophique. — *Gay* a laissé des comédies, des opéras et de belles fables. — Enfin le philosophe *Locke* exposa, dans un style clair, propre à la rendre populaire, une doctrine qui conduit au sensualisme et au matérialisme.

La Hollande produisit aussi un philosophe célèbre, *Spinosa*, originaire d'une famille portugaise. Son système commence

par la doctrine de Descartes pour aboutir au *panthéisme*, à l'identité du bien et du mal et, comme conséquence, à l'abolition de toute morale.

OEuvres de charité fondées au XVII^e siècle.

Saint Vincent de Paul (1576-1660). — Pour évangéliser le peuple de la campagne et former des prêtres zélés, saint Vincent de Paul, né près de Dax, institua la *Congrégation des prêtres de la Mission* ou Lazaristes. Pour le service des pauvres malades, il fonda l'admirable institution des *Sœurs de Charité* qui portent son nom. Il créa aussi l'*Hospice des enfants trouvés* et le célèbre établissement de la *Salpêtrière* pour les personnes infirmes ou folles.

Les *conférences de Saint Vincent de Paul*, dont le but est de secourir et de visiter les pauvres à domicile, furent fondées en 1833, sous l'inspiration de Frédéric Ozanam.

Saint Jean-Baptiste de la Salle (1651-1719). — Jean-Baptiste de la Salle, chanoine de Reims, fut amené, par une suite de circonstances providentielles, à fonder l'*Institut des Frères des Écoles chrétiennes*, qui se répandit bientôt dans toutes les parties du monde.

L'Institut des frères était destiné à apporter un contre-poids nécessaire à la sécularisation de l'enseignement, œuvre du philosophisme et de la révolution. Il répandait, dans les écoles élémentaires, le mode d'enseignement simultané et propageait l'instruction parmi les classes populaires. Outre les petites écoles, saint Jean-Baptiste fonda des sortes de séminaires destinés à former des maîtres laïques pour les campagnes, et des écoles dominicales d'arts et métiers pour les adultes. De ce double chef, il mérite d'être considéré comme le créateur des écoles normales et des établissements d'études professionnelles.

Avec les règles de son Institut et divers écrits ascétiques, le serviteur de Dieu a laissé les *Devoirs du Chrétien* et la *Civilité chrétienne*, ouvrages devenus classiques.

CHAPITRE XII.

PIERRE LE GRAND ET CHARLES XII. — DÉVELOPPEMENT DE L'EMPIRE DE RUSSIE (FIN DU XVII^e SIÈCLE).

Sommaire synoptique.

La Russie.	{	Abrégé historique jusqu'à Pierre I.	
	{	État de la Russie à l'avènement de Pierre I.	
	{	Son avènement.	
	{	Son plan.	
	{	Préparation aux réformes.	{ Auxiliaires du czar. Ses voyages d'études.
	{	Réformes	{ sociales et administratives. militaires. religieuses.
Pierre I le Grand.	{	Occasion.	
	{	Guerre contre Charles XII roi de Suède (1700-1714).	{ Succès étonnants de Charles XII dans le Nord (1700-1708). Campagne funeste de l'Ukraine. Pultava (1709). Charles XII en Turquie. Son retour en Suède. Sa mort.
	{	Paix de Nystadt.	{ Décadence de la Suède. Grandeur de la Russie.
	{	Mort de Pierre le Grand.	

DÉVELOPPEMENT.

L'importance que prennent les États du Nord, la *Suède*, la *Russie*, la *Prusse*, est un des faits caractéristiques du XVII^e siècle. Longtemps relégués dans l'isolement, ces États sont entrés en contact avec la civilisation de l'Occident et ne tarderont pas à jouer un rôle dans la politique européenne. La Suède avait atteint son apogée sous Gustave-Adolphe. La Russie doit sa grandeur à Pierre le Grand,

1. **La Russie : abrégé historique jusqu'à Pierre I.** — Fondée au IX^e siècle par une tribu de Normands appelée *Varègues* ou *Russes*, ouverte au christianisme par *Vladimir le Grand*, vers la fin du X^e siècle, la Russie n'avait guère progressé dans la civilisation. Cependant, après avoir été pendant plus de deux siècles sous le gouvernement des Mongols (1240-1481), les Russes profitèrent de l'affaiblissement de leurs maîtres, vaincus par Tamerlan, pour secouer le joug. Le libérateur de la Moscovie fut le grand *Ivan III*, qui agrandit ses États en y réunissant plusieurs principautés. Son petit-fils, *Ivan IV*, surnommé le Terrible (1533-1584), à cause de sa cruauté, publia un Code de lois, annexa à la Russie les royaumes de Kasan et d'Astrakan, et commença la conquête de la Sibérie.

En 1598, la dynastie de *Rurik*, fondateur de l'empire, s'éteignit avec Fédor; alors commença une période de troubles pendant laquelle la Pologne et la Suède se disputèrent la conquête de la Russie. L'élection de *Michel Romanov* (1613) vint heureusement mettre un terme à l'anarchie, et l'œuvre de restauration entreprise par ce prince fut continuée par ses deux successeurs, Alexis I et Fédor III.

A la fin du XVII^e siècle, la Russie était encore peu connue de l'Europe. On la considérait avec raison comme un empire tout asiatique.

2. **La Russie à l'avènement de Pierre I** — A l'avènement de Pierre I, la Russie n'avait que deux mauvais ports éloignés de l'Europe : Astrakan et Arkangel. Les Russes, paresseux et barbares, n'avaient ni agriculture, ni commerce, ni industrie, ni art, ni sciences. Les grands chemins étaient infestés de brigands. La force armée résidait dans un corps d'infanterie de 40.000 hommes — les *strélitz* ou tireurs — que leurs privilèges rendaient plus dangereux qu'utiles. Quant à l'influence extérieure de son vaste empire, Pierre I l'appréciait en ces termes : *Avant moi, la Russie n'était qu'un ruisseau, j'en ai fait un fleuve. Sous mes successeurs, elle deviendra une mer qui couvrira l'Europe.*

3. **Avènement de Pierre I (1682).** — Alexis I laissait quatre enfants : *Fédor III*, *Sophie*, *Ivan* et *Pierre*. Fédor occupa d'abord le trône. Comme il n'avait pas d'enfants, il désigna Pierre pour son successeur; mais à peine fut-il mort (1682) que l'ambitieuse *Sophie* profita de la minorité de Pierre, âgé de dix ans, pour faire monter sur le trône *Ivan*, qu'elle espérait dominer. Lorsque Pierre,

parvenu à la majorité (1689), réclama le trône, elle fomenta une sédition parmi les soldats et força le jeune prince à fuir. Cependant, à la faveur d'une contre-révolution, l'usurpatrice fut renfermée dans un couvent. Ivan renonça à la couronne, et Pierre monta sur le trône. La Russie lui est redevable de sa grandeur.

4. Son plan. — Le nouveau czar résolut de *faire entrer la Russie dans la grande famille des puissances européennes, et même de lui donner la prépondérance dans le groupe nord-est de ces puissances.* Par ses réformes longuement préparées, par ses guerres énergiquement conduites, Pierre le Grand, grâce à une volonté extraordinaire inspirée par le génie, sut réaliser ses vastes projets.

5. Préparation aux réformes (1689-1700). — Aidé du Génevois *Lefort*, de l'Écossais *Gordon*, des Russes *Mentchikoff*, *Galitzin*, et d'autres auxiliaires habilement choisis, Pierre I organisa le premier corps d'élite qui devait remplacer la turbulente milice des strélitz. De l'Allemagne et surtout de la Hollande, il fit venir des ingénieurs et des ouvriers pour la construction des vaisseaux; il jeta une flotte sur le Don et enleva aux Turcs le port d'*Azof* (1696), et aux Tartares, la ville de *Pérécop* (1698).

En 1697, le czar entreprit ses premiers voyages en Livonie, en Prusse, en Allemagne, en Hollande, en Angleterre. Pour apprendre l'art de construire et de gréer les navires, il se fit inscrire et travailla comme ouvrier, sous le nom de *Peterbas*, dans les chantiers de Saardam, en Hollande. De l'Angleterre, où il étudia la marine et la constitution civile et religieuse, il ramena 500 officiers ou ingénieurs. A Vienne, il s'initia à l'organisation militaire et négocia avec Léopold I un traité contre les Turcs. Partout il manifestait sa vive intelligence et son ardent désir de s'instruire : *Je dois voir, je dois voir!* répétait-il sans cesse ¹.

¹ Vingt ans plus tard, en 1717, Pierre entreprit un second voyage au cours duquel il visita la France, où le régent lui offrit des fêtes magnifiques.

6. Réformes de Pierre le Grand. — *Réformes sociales et administratives.* — Pierre combattit les mœurs et les coutumes asiatiques : il organisa sa cour sur le modèle des cours d'Europe et donna des fêtes à l'européenne, auxquelles les nobles furent tenus d'assister. Il obligea les paysans à couper leurs cheveux et leur barbe, et à quitter leur longue robe pour prendre le costume occidental. Pour habituer au travail son peuple naturellement paresseux, le czar protégea l'agriculture, le commerce et l'industrie. Il créa des écoles, des collèges et l'académie des sciences, établit des imprimeries et fonda la *Gazette de Saint-Pétersbourg*.

La Russie fut divisée en gouvernements et en provinces, et l'administration centralisée.

En 1703, *Saint-Pétersbourg*, fondée au milieu des marais de la Néva, remplaça Moscou comme capitale de l'empire, et devint en peu d'années une des plus belles villes de l'Europe. La citadelle de *Cronstadt*, bâtie en avant de la cité, fut destinée à la mettre à l'abri de toute surprise.

Réformes militaires. — Avec le concours des étrangers qu'il avait attirés en Russie, Pierre réorganisa l'armée et y introduisit la discipline allemande. Lui-même voulut gagner ses grades dans l'armée de terre et de mer. Au lieu des *strélitz*, qu'il avait anéantis à son retour de Vienne (1698), il laissait, à sa mort, 300,000 soldats disciplinés et aguerris, et une flotte respectable.

Réformes religieuses. — Convertis par des missionnaires byzantins, les Russes professaient la religion grecque sous l'autorité suprême du patriarche de Moscou. En 1700, Pierre supprima le patriarcat et le remplaça par une assemblée d'évêques appelée *Saint-Synode*, dont il se déclara le chef; cette réforme blessa profondément la nation.

D'ailleurs, Pierre le Grand imposa la plupart de ses réformes par la violence; et, pour vaincre l'opposition du peuple, des *boïards* et des *popes*¹, il déploya souvent une énergie sauvage.

¹ Les *boïards* sont les seigneurs — et les *popes*, les prêtres.

7. Guerre entre Charles XII et Pierre I (1700-1709). — *Charles XII*, roi de Suède, venait de succéder (1697) à *Charles XI*, son père. Le czar *Pierre I^{er}*, le roi de Pologne *Auguste II*, et le roi de Danemark *Frédéric IV*, résolurent de profiter de la jeunesse de ce prince, âgé seulement de quinze ans, pour humilier la *Suède*, qui, depuis *Gustave-Adolphe*, avait conservé la *suprématie* dans le nord de l'Europe.

Le czar s'allia donc avec le roi de Pologne et assiégea *Narva*; mais l'intrépide *Charles XII* force le Danemark à la paix; il vole au secours de la place assiégée; il bat, avec 9,000 hommes, l'armée russe qui en comptait 80,000; il court attaquer les Polonais, gagne plusieurs batailles, renverse le roi *Auguste II* qui retourne dans son duché de Saxe, et proclame à sa place *Stanislas Leczinski*, gouverneur de Posen. Cette première campagne avait duré 6 ans (1700-1706).

Sur ces entrefaites, les Russes s'étaient emparés des provinces limitrophes de la Baltique; *Charles* les força, par de nouveaux succès, à les abandonner, et repoussa les propositions de paix du czar, ne voulant négocier qu'à Moscou. Dans cette situation critique, *Pierre* ne se découragea pas. *Il nous battra tant, disait-il, que nous finirons par apprendre à le battre.* *Charles XII* abandonna bientôt la route de Moscou pour se diriger vers l'Ukraine où l'appelait le chef révolté des Cosaques, *Mazeppa*. Ce fut sa perte : un corps de troupe, chargé de lui amener des provisions qu'il avait laissées en arrière, fut défait; les Russes dévastèrent la contrée que devait parcourir l'audacieux envahisseur; puis le czar attaqua les Suédois avec une armée nombreuse, et gagna la bataille décisive de *Pultava* qui brisa la brillante carrière de l'*Alexandre du Nord*. C'était en 1709, l'année même où l'importante bataille de *Malplaquet* mettait fin à la suprématie de *Louis XIV* dans l'Europe occidentale.

Cependant, avec quelques cavaliers, *Charles XII* s'était sauvé en Turquie. Il parvint à faire déclarer, par le Sultan, la guerre à la Russie; mais les intrigues de l'astucieuse

czarine obtinrent la paix, à la condition que la ville d'Azof fût rendue aux Turcs.

Malgré l'ordre du sultan qui lui enjoignait de quitter la Turquie, l'héroïque aventurier s'obstinait à rester. Au bout de trois ans, sommé de partir, il se retrancha dans son hôtel, à *Bender*, le défendit avec quelques serviteurs contre tout un corps d'ennemis et ne l'abandonna qu'entouré de flammes. Enfin il céda, traversa l'Allemagne et, après seize jours et seize nuits de marche forcée, il arriva à *Stralsund*. Ses anciens adversaires profitèrent de sa détresse pour prendre leur revanche tous à la fois. Danois, Saxons, Prussiens et Russes vinrent l'assiéger. Malgré des prodiges de valeur, il dut céder la ville aux ennemis; mais il parvint à regagner ses États qu'il n'avait pas revus depuis quinze ans. Il avait commencé la guerre contre la Norvège et assiégeait *Frederickshall*, lorsqu'une main mystérieuse le tua devant cette place (1718).

8. Paix de Nystadt (1721). Décadence de la Suède. — Pierre I conclut avec la Suède la *paix de Nystadt*¹ qui lui donna les quatre provinces suédoises limitrophes de la Baltique : *Livonie, Esthonie, Ingrie et Carélie*. D'un autre côté, la paix que la Suède vaincue avait signée avec la Prusse, la Saxe, le Danemark, le Hanovre, lui avait fait perdre toutes ses possessions à l'est de la Baltique. A ces calamités extérieures s'ajouta l'anarchie intérieure, et la Suède ne cessa de décroître jusqu'à nos jours. Telle fut l'œuvre d'un prince qui avait été l'étonnement et l'énigme de l'Europe par la singularité de son caractère et de sa politique, par ses victoires et par sa chute également prodigieuses.

En mourant (1725), Pierre laissa l'empire russe à sa femme, Catherine, qui continua l'œuvre de civilisation commencée par lui. (*Suite : chapitre XIV.*)

¹ Nystadt, ville russe, sur le golfe de Bothnie.

CHAPITRE XIII.

FRÉDÉRIC II ET MARIE-THÉRÈSE.

RIVALITÉ DE LA PRUSSE ET DE L'AUTRICHE (1740-1788).

Sommaire synoptique.

La Prusse : origines, développements, premiers souverains.

L'Autriche à l'avènement de Marie-Thérèse.

Caractère de Frédéric II et de Marie-Thérèse.

Leur politique extérieure.	Guerre de la succession d'Autriche.	Origine.	}	Pragmatique de Charles VI.
		Hostilités.		Revendications des cours étrangères.
				Occupation de la Silésie par Frédéric.
		Résultats.		Invasion de l'Autriche par les Français.
	Marie-Thérèse sauvée par les Hongrois.			
	Guerre continentale de Sept ans.	Hostilités.	Victoire des Français à Fontenoy.	
			Perte de la Silésie.	
		}	François de Lorraine, empereur.	
			Son origine, son extension.	
			Forces des belligérants.	
Invasion de la Saxe par Frédéric.				
}	Ses revers : Kollin.			
	Retour de fortune	Rosbach.		
		Leuthen.		
}	Zorndorf.			
	Nouveaux revers : Kunnersdorf.			
}	Triomphe final : Reichenbach.			
	Traité d'Hubertsbourg.			
Premier partage de la Pologne.				
Leur politique intérieure.	Frédéric le Grand.	}	Frédéric et le philosophisme.	
			Mérites de son administration.	
Marie-Thérèse.	}	Despotisme du prince de Kaunitz.		
		Réformes de Marie-Thérèse.		

DÉVELOPPEMENT.

Depuis la guerre de 30 ans, la nationalité allemande s'était affaiblie au profit de l'indépendance des principautés qui la constituaient. L'empire se dissolvait lentement et laissait grandir dans son sein deux États rivaux : l'Autriche catholique et la Prusse protestante.

1. Origines du royaume de Prusse. — Le royaume de Prusse, sans frontières naturelles, sans communauté de langue, de race, ni d'aspirations, est une création artificielle, œuvre de la guerre et de la politique.

Ses origines, au point de vue territorial, sont doubles : le *duché de Prusse* et la *marche de Brandebourg*. Le duché de Prusse ne fut d'abord qu'une colonie militaire fondée au XIII^e siècle, entre le Niémen et la Vistule, par les chevaliers de l'Ordre teutonique.

En 1525, le grand-maître de l'ordre, Albert de Brandebourg, apostasia pour adopter la Réforme, sécularisa la Prusse et en devint souverain héréditaire, mais vassal de la Pologne.

En 1618, faute d'héritiers du côté d'Albert l'Apostat, le duché de Prusse revint à l'électeur de Brandebourg, Jean Sigismond, de la lignée franconienne des *Hohenzollern*. Or, le Brandebourg venait de s'agrandir lui-même des successions de *Juliers*, *Clèves*, *Lamarck* et *Ravensberg*.

Ces nombreux petits domaines se trouvaient éparpillés, sans communications et mal peuplés. Les relier par l'acquisition des territoires intermédiaires fut l'objectif constant et l'œuvre lente de la politique des souverains de la Prusse.

Frédéric-Guillaume, dit le Grand Électeur, affermit le duché de Prusse et le civilisa (1640-1688). — Son successeur obtint de l'empereur Léopold I^{er} le titre de roi, se fit couronner sous le nom de *Frédéric I*, et s'entoura d'une cour brillante (1688-1713). — Le deuxième roi, *Frédéric-Guillaume I*, donna à la Prusse une physionomie toute militaire et mérita le surnom de *roi-sergent* (1713-1740). Il prépara la grandeur du règne de son fils *Frédéric II*.

2. L'Autriche à l'avènement de Marie-Thérèse. — Les guerres soutenues par l'Autriche contre Louis XIV et contre les Turcs avaient ajouté aux possessions héréditaires des Habsbourgs (Autriche, Bohême, Hongrie) les États suivants : 1^o la *Transylvanie*, l'*Esclavonie*, la *Valachie* et une partie de la *Servie*; 2^o la *Belgique*; 3^o le *Milanais*, l'*État de Naples* et la *Sicile*, qu'elle avait obtenue du duc de Savoie en échange de la Sardaigne (1720).

3. Caractère de Frédéric II et de Marie-Thérèse. — Frédéric II. (1740-1786), fils et successeur de Frédéric-Guillaume I, fut un des princes les plus remarquables des temps modernes. Au génie de la guerre qu'il possédait à un haut degré, il joignait les talents d'un administrateur habile, une activité infatigable et un dévouement constant au bien-être de ses sujets. Malheureusement, ces qualités étaient ternies par une politique de mauvaise foi, par un froid matérialisme et par l'impiété qu'il puisait dans ses relations assidues avec Voltaire et d'autres philosophes français.

Marie-Thérèse (1740-1780) avait vingt-quatre ans lorsqu'elle succéda à son père Charles VI. En elle, les grâces de la jeunesse et les vertus de son sexe s'alliaient à une rare distinction de l'esprit et du cœur, aux aptitudes de l'homme d'État et surtout au courage viril dont elle avait besoin dans les circonstances critiques de son avènement.

I. — Politique extérieure de Frédéric II et de Marie-Thérèse.

4. Guerre de la succession d'Autriche (1740-1748). — *Son origine.* — A défaut d'enfant mâle, l'empereur Charles VI avait légué, par une *pragmatique sanction*¹, tous ses États à sa fille Marie-Thérèse; et comme il craignait que sa volonté ne fût pas respectée, il fit ratifier son testament par les principales cours de l'Europe. Malgré cette précaution, de nombreux prétendants réclamèrent, à la mort de l'empereur, une part de sa succession. L'électeur de *Bavière* et le roi de *Pologne* la revendiquaient tout entière au nom de leurs épouses, nièces de Charles VI; le roi de Prusse convoitait la Silésie.

Les hostilités. — Sans attendre que la guerre fût déclarée, Frédéric II envahit brusquement la Silésie et offrit son alliance

¹ On appelle ainsi la disposition d'un souverain concernant ses États ou sa famille.

à Marie-Thérèse si elle consentait à lui céder cette province. Sur le refus de la reine, Frédéric s'empara du duché par la victoire de *Mollwitz* (1741).

La France, reprenant sa vieille politique anti-autrichienne,



Marie-Thérèse, à la diète de Presbourg, implore le secours des Hongrois.

paix d'Aix-la-Chapelle assura à Marie-Thérèse toutes ses possessions, sauf la Silésie, et son époux, *François de Lorraine*, fut reconnu empereur d'Allemagne (1748).

5. Guerre continentale de Sept ans (1756-1763). — *Son origine, son extension.* — La guerre de Sept ans ne devait être, dans le principe, qu'une revanche de l'impératrice Marie-Thérèse, désireuse de reprendre, à Frédéric II, la Silésie.

Cependant, par suite des circonstances et des intrigues

se ligua avec les ennemis de Marie-Thérèse, et deux armées françaises passèrent le Rhin. Grâce à leurs succès, l'électeur de Bavière put se faire élire empereur et couronner sous le nom de Charles VII. La cause de Marie-Thérèse semblait perdue, mais son habile politique la sauva. Aidée des Hongrois, de l'Angleterre et de la Hollande, elle réussit à chasser les Français de ses États. Par la victoire de *Fontenoy* (1745), ils soumirent, il est vrai, la Belgique, mais la

diplomatiques, la guerre se compliqua, dès le commencement, de l'intervention de presque tous les grands États de l'Europe.

Ainsi Marie-Thérèse eut pour alliées : 1^o la *Russie*, dont la czarine, Élisabeth, était l'ennemie personnelle du roi de Prusse; 2^o la *Pologne* et la *Saxe*, dont le commun souverain, Auguste III, excité d'ailleurs par sa vindicative épouse, avait à se venger des dégâts commis précédemment dans la Saxe par Frédéric II; 3^o la *Suède*, qui brûlait de reprendre la Poméranie cédée en 1720; 4^o enfin la *France*, dont la politique était dirigée par la marquise de Pompadour, favorite de Louis XV.

Quant à la Prusse, elle n'eut d'autre alliée que l'*Angleterre*, déjà engagée dans une guerre maritime avec la France au sujet des colonies d'Amérique. La guerre de Sept ans devenait ainsi un des plus gigantesques conflits internationaux dont l'histoire des temps modernes nous offre le spectacle.

Situation des belligérants. — La situation de la Prusse paraissait extrêmement critique. Sans doute Frédéric II avait pour lui la supériorité de son génie, un riche trésor, une armée bien disciplinée et bien exercée, forte de 200.000 hommes; mais son royaume, ouvert aux quatre points cardinaux, n'avait ni frontières, ni places fortes.

Par contre, la coalition formait une masse si imposante que l'issue de la guerre ne paraissait pas douteuse, et d'avance, les alliés se partageaient les dépouilles du vaincu.

Les hostilités. — Frédéric, ayant surpris la correspondance de l'électeur de Saxe, la publia et fit voir à l'Europe la ligue formée entre l'Autriche, la Russie et la Saxe pour anéantir la monarchie prussienne. Puis, sans attendre une déclaration de guerre, avec une audace et une promptitude incroyables, il fond sur la Saxe, l'incorpore à ses États et la force à lui livrer de l'argent et des troupes (1756).

Il entre en Bohême, gagne sur les Autrichiens la bataille de *Prague* et investit cette ville (juin 1757). Mais il est vaincu à *Köllin*, obligé d'évacuer la Bohême et de se retirer en

Saxe (juin 1757). Tel est son découragement qu'il songe au suicide, croyant tout perdu sans retour.

Tandis que les Autrichiens menaçaient les États de Frédéric au Sud, et les Suédois avec les Russes au Nord, une armée française les envahissait à l'Ouest : la Prusse devait succomber. — Par un retour inespéré de fortune, grâce aux fautes de ses adversaires plus encore qu'à ses ressources personnelles, Frédéric se sauve de ce formidable péril. Il inflige aux Français une mémorable défaite à *Rosbach* (novembre 1757) : artillerie et bagages, vivres et munitions tombent aux mains du vainqueur, dont le prestige devient prodigieux. Il court en Silésie et en chasse les Autrichiens par la savante victoire de *Leuthen*, que Napoléon admira comme un chef-d'œuvre de conception et de tactique (décembre 1757). — Enfin, il triomphe des Russes dans la terrible bataille de *Zorndorf*, dans le Brandebourg, et les refoule dans la Pologne (août 1758).

Cependant, un an plus tard, Frédéric II se vit, pour la seconde fois, à deux doigts de sa perte. Réduit à défendre ses provinces envahies par les Austro-Russes, il subit une grande défaite à *Kunnersdorf*, dans le Brandebourg. — *Tout est perdu ; sauvez la famille royale et les archives !* écrivit-il, désespéré, à son ministre *Finkenstein* (août 1759).

Deux victoires peu décisives — *Liegnitz* (Silésie) et *Torgau* (Saxe) — qu'il gagna sur les Autrichiens en 1760, ne purent empêcher ses adversaires d'occuper *Berlin* et de le cerner lui-même dans son camp fortifié, en Silésie. La ruine du roi de Prusse n'était plus douteuse, lorsque, contre toute attente, il se vit sauvé par la mort de l'impératrice Élisabeth de Russie. La czarine laissait le trône à son neveu, Pierre III, admirateur enthousiaste de Frédéric II, auquel il offrit son alliance. Grâce au concours des Russes, l'armée prussienne battit les Autrichiens à *Reichenbach* (Silésie) et à *Freiberg* (Saxe) et les rejeta en Bohême.

Épuisés par cette longue lutte, les adversaires désiraient également la paix.

Traité d'Huberstsbourg (1763). — La paix, signée au château d'Huberstsbourg, en Saxe (février 1763), cédait définitivement la Silésie à la Prusse.

6. Guerre maritime de Sept ans entre la France et l'Angleterre. — Cette guerre est considérée comme une phase de la guerre de Sept ans, non seulement parce que les hostilités maritimes eurent lieu dans le même temps que les opérations continentales, mais surtout parce que la rivalité coloniale entre l'Angleterre et la France détermina celle-ci à s'allier avec l'Autriche, par le traité de Versailles.

Cause et occasion. — La vraie cause de la guerre maritime de Sept ans fut la rivalité coloniale qui régnait, depuis le début du XVIII^e siècle, entre la France et l'Angleterre. La délimitation de la *Nouvelle-Écosse*, que le traité d'Utrecht céda aux Anglais, devint le prétexte des hostilités. En effet, tandis qu'on délibérait, les Anglais de la Virginie envahirent la vallée de l'Ohio où les Canadiens, redoutant une surprise, avaient élevé quatre forts. Les Anglais, comme pour provoquer leurs voisins, y bâtirent le fort Nécessité. Un officier français, envoyé pour protester contre la violation du territoire, fut attiré dans un guet-apens et assassiné. Sommé de désavouer cet attentat, le gouvernement de Londres resta indifférent. Louis XV déclara la guerre.

Fautes des Français et cause de leur échec. — La France avait des ressources considérables en hommes et en argent. Elle aurait dû les réserver pour la défense des colonies, où ses intérêts étaient directement et gravement menacés. Mais, au lieu d'envoyer des renforts aux Indes, au Canada, et à la Louisiane, qui appelaient au secours avec désespoir, Louis XV laissa l'Autriche absorber inutilement l'or et les soldats de la France. L'Angleterre, au contraire, se bornant à fournir de l'argent au roi de Prusse, réservait tous ses contingents pour la guerre maritime.

Les hostilités (1756-1762). — Au Canada, le marquis de Montcalm, avec une poignée de soldats français et de volontaires canadiens, tint tête, pendant deux ans, à trois armées anglaises. Vainement il supplia Louis XV de lui envoyer des secours. — *Quand le feu est à la maison, s'occupe-t-on des écuries?* lui répondit le ministre de la marine. Accablé par le nombre, Montcalm périt sous les murs de *Québec*, et le Canada tomba aux mains des Anglais (1759).

Dans l'*Inde*, les troupes françaises étaient commandées par *Lally-Tollendal*, Irlandais d'origine. Animé de bonnes intentions, mais inexpérimenté, le gouverneur mécontenta les Français par sa hauteur et les Indiens par ses brutalités. Mal secondé par tous,

il perdit rapidement toutes les villes françaises et fut réduit à s'enfermer, avec 700 hommes, dans *Pondichéry*. Assiégé par une armée anglaise de 22.000 hommes, il s'y défendit en héros et ne capitula qu'après neuf mois de siège. Les Français ne gardaient plus aucun territoire dans l'Inde.

Traité de Paris (1763). — Le traité de paix fut conclu entre l'Angleterre, la France et l'Espagne.

La France cédait à l'Angleterre : 1^o toutes ses colonies d'Amérique, sauf la Louisiane, Saint-Pierre et Miquelon et la Guadeloupe; 2^o toutes ses possessions de l'Inde, sauf les villes démantelées de Pondichéry, Chandernagor et Mahé.

Elle abandonnait la Louisiane à l'Espagne, pour la dédommager de la perte de la Floride cédée définitivement à l'Angleterre.

7. Résultats de la guerre de Sept ans. — Outre ses colonies, la France avait perdu, dans cette longue lutte, près d'un milliard de francs, 200.000 hommes, sa marine, son prestige militaire et son influence en Europe. — L'Espagne et l'Autriche étaient pour longtemps ruinées. — La Prusse avait enlevé à sa rivale la suprématie en Allemagne, mais au prix de sacrifices inouïs. — L'Angleterre était maîtresse absolue des Indes et de l'Amérique; mais elle avait dû contracter une dette énorme dont la liquidation amènera le soulèvement des colonies américaines. Par contre, dans l'Orient, elle pourra fonder bientôt son vaste empire indobritannique.

8. Premier partage de la Pologne (1772). — Tandis que la Prusse s'élevait au rang de grande puissance, le royaume de Pologne, son voisin, s'acheminait vers la ruine, et l'impératrice Catherine II ne dissimulait pas son intention de s'y tailler un accroissement de territoire. Au lieu de prêter main-forte au faible, Frédéric II et Marie-Thérèse participèrent à l'iniquité et signèrent avec la czarine le premier traité de partage de la Pologne qui est une tache pour leur mémoire (*voir chapitre suivant*).

II. — Politique intérieure de Frédéric II et de Marie-Thérèse.

9. *Gouvernement intérieur de Frédéric II.* —

La politique de Frédéric II, sans cesser d'être une politique égoïste et utilitaire, s'inspira dans une certaine mesure des tendances libérales des philosophes français de l'époque. Très autoritaire, il tolérait cependant la liberté de la presse et laissait impunis les pamphlets publiés contre les actes de son gouvernement. Il accorda la liberté des cultes, et maintint les jésuites alors que les États catholiqués les proscrivaient. Il ne voyait d'ailleurs dans la religion qu'un moyen de brider les passions populaires. Il réforma aussi la législation et mitigea en particulier l'atrocité du code pénal.

Après la guerre de Sept ans, Frédéric II déploya une activité prodigieuse pour relever la Prusse de ses ruines. Les coalisés avaient foulé en tous sens le territoire, brûlé 15 000 maisons, levé 500 millions de contributions. Grâce à la plus stricte économie, le roi parvint à distribuer 100 millions aux provinces ruinées, et à reconstruire 14 000 habitations. Il attira les étrangers pour combler les vides dans les populations décimées. Il fournit du bétail aux paysans privés de ressources, leur accorda la remise provisoire des taxes et fonda une caisse hypothécaire pour leur prêter de l'argent à taux modéré.

Continuant les traditions de la monarchie militaire, Frédéric réorganisa son armée qu'il porta au chiffre, formidable pour l'époque, de 160 000 hommes. Il établit des écoles militaires pour la formation de ses officiers, exclusivement recrutés dans la noblesse. Avec Gustave-Adolphe de Suède et Napoléon I^{er}, il fut l'inventeur de la guerre moderne, également supérieur dans la *stratégie*, ou l'art de disposer et de faire évoluer les troupes, et dans la *tactique* ou la science de l'attaque ou du combat.

Frédéric II mourut, après 46 ans de règne, laissant ses États, augmentés d'un tiers, à son neveu Frédéric-Guillaume II.

10. *Gouvernement intérieur de Marie-Thérèse.*

— *Absolutisme et centralisation.* — L'impératrice Marie-Thérèse, tout en dotant ses États autrichiens des réformes que réclamaient les besoins de son siècle, les transforma en une monarchie absolue. Elle centralisa autant que possible l'administration, ne provoqua plus que rarement les diètes et ne laissa aux États provinciaux que le droit de voter les impôts. Cette prédilection pour le système de l'omnipotence de l'État la porta aussi, suivant les malheureuses tendances de l'époque, à restreindre les droits de l'Église : elle interdit au clergé autrichien de communiquer avec le Saint-Siège autrement que par l'entremise du ministère des affaires étrangères; elle défendit même de publier aucune bulle, aucun bref du pape, avant qu'ils fussent revêtus du *placet* royal. Après avoir longtemps résisté à son fils Joseph II, elle consentit — avec une peine extrême, il est vrai — à l'expulsion des jésuites. Dans ses mesures restrictives de la liberté religieuse, Marie-Thérèse, personnellement très attachée à la foi catholique, céda surtout aux idées de son premier ministre, le prince *de Kaunitz*, disciple des philosophes.

Administration. — L'impératrice ne perdit pas de vue le commerce et l'industrie qu'elle sut encourager et stimuler, surtout l'agriculture. Elle organisa une bonne armée et ramena l'ordre dans les finances.

Pour développer l'instruction, elle fonda, à Vienne et dans les principaux centres de ses États, les collèges thérésiens; Bruxelles lui fut redevable de la création de l'*Académie impériale des Sciences et des Belles-Lettres*. Enfin, par sa continue sollicitude pour le bien-être de ses peuples, elle gagna leur respect et leur affection.

Marie-Thérèse eut pour successeur son fils Joseph II, qui gâta son règne par la manie des réformes.

CHAPITRE XIV.

CATHERINE II DE RUSSIE ET LE DÉMEMBREMENT DE LA POLOGNE (1772-1795).

Sommaire synoptique.

La Pologne.	}	Abrégé historique.			
		Causes de sa décadence.			
Catherine II de Russie instigatrice du partage.	}	Son avènement.			
		Son caractère.			
	}	Sa politique.			
		Époque : 1772.			
Le démembrement.	}	1 ^{er} partage.	Essai de résistance : Confédération de Bar.		
			Traité conclu par	} Catherine II. Frédéric II. Marie-Thérèse.	
	}	2 ^e partage.	Époque : 1793.		
			Confédération de Targowice influencée par la Russie.		
	}	}	Traité	conclu par	} Catherine II. Frédéric-Guillaume II.
	}	}	3 ^e partage.	Époque : 1795.	
				Essai de résistance : Kosciusko.	
		}	}	Traité signé par	} Catherine II. Frédéric-Guillaume II. Joseph II.
	Résultats.				

DÉVELOPPEMENT.

1 *La Pologne; abrégé historique.* — Vaste royaume de quinze millions d'habitants, la Pologne, fondée au 1^{er} siècle, avait été, durant le moyen âge, le rempart de la chrétienté contre les Ottomans.

Au commencement du xv^e siècle, alors que dans le reste de l'Europe se fondait partout l'absolutisme royal, la constitution polonaise au contraire organisait en quelque sorte cette anarchie féodale qui sera une des principales causes de la disparition de cet État.

Bientôt, l'agglomération des territoires qui constituaient le royaume de Pologne commence à se désagréger. En 1618, la Prusse ducale est abandonnée à l'électeur de Brandebourg. En 1634, la Pologne renonce à son droit de suzeraineté sur ce fief. En 1660, la paix d'Oliva cède à la Suède l'Esthonie et la Livonie.

Le règne de Sobieski jette un peu de gloire sur la patrie agonisante, mais sans apporter aucune amélioration à la situation politique.

L'électeur Frédéric-Auguste de Saxe est détrôné par Charles XII et l'intervention russe, qui le rétablit, est le prélude d'un démembrement prochain.

2. Causes de la décadence. — La principale cause de la ruine politique de la Pologne fut la *mauvaise constitution* qu'elle s'était donnée, en 1572, à l'extinction de la dynastie des Jagellons. Les vices de cette constitution étaient manifestes : 1^o A la royauté héréditaire, elle substituait la *royauté élective* entraînant la disparition de tout pouvoir central, de toute unité administrative, et ouvrant le champ aux compétitions et aux rivalités étrangères. — 2^o Elle enlevait tous les pouvoirs à la royauté pour les concentrer entre les mains de la *Diète* composée des nonces ou députés élus par la noblesse. Or la Diète ne se réunissait, pour quelques jours, que tous les deux ans; l'assemblée, une cohue de parfois 100.000 hommes, délibérait en plein air, à cheval et en armes. — 3^o Les décisions n'étaient prises qu'à l'unanimité des voix. En vertu de l'absurde institution du *liberum veto*, l'opposition arbitraire d'un seul député annulait le vote de tous les autres et *rompait* la Diète. Souvent la délibération dégénérait en *rokoss* ou prise d'armes et celle-ci prenait les proportions d'une guerre civile.

Le désordre s'accroissait des rivalités entre les familles puissantes; de la multiplicité des diètes provinciales dont chacune pouvait tenir en échec la Diète centrale; des querelles

religieuses qui amenaient tantôt l'intervention de l'Autriche et de la Prusse en faveur des protestants, tantôt celle de la Russie en faveur des schismatiques.

Enfin l'absence de pouvoir central, de finances régulières et d'armée permanente, jointe à la faiblesse des frontières, rendait impossible une défense nationale sérieuse.

3. Catherine II, de Russie, instigatrice du démembrement de la Pologne (1762-1796). — *Son avènement, son caractère.* — Pierre I avait essayé de civiliser la Russie et l'avait placée au rang des puissances européennes. Les cinq ou six princes et princesses qui lui succédèrent dans l'espace de 40 ans s'efforcèrent de maintenir et de consolider son œuvre, au milieu des obstacles suscités par les troubles domestiques et par le parti *vieux-russe*.

En 1762, le crime plaça sur le trône une princesse d'origine allemande, Catherine II. Femme ambitieuse, dissolue, hypocrite, elle fut cependant, par son intelligence et sa fermeté, la plus remarquable des héritières de Pierre le Grand.

Sa politique. — D'une activité remuante, Catherine II parvint à donner une certaine impulsion à l'industrie, à l'agriculture, au commerce, et fonda, à l'est et au sud de la Moscovie, plus de 200 villes. Amie des lettres et des arts, correspondante assidue de Voltaire et de Diderot, elle sut promouvoir le goût de l'instruction dans ses États où elle mit en honneur la langue et la culture française.

Mais si, grâce à l'appui des philosophes, cette *Sémiramis du Nord* gagnait l'opinion par quelques bonnes réformes, elle révélait son goût pour le despotisme en s'emparant des biens considérables des couvents et en introduisant le servage, même dans des provinces qui ne le connaissaient pas.

Au dehors, elle défendit les conquêtes de Pierre I contre la Suède; elle agrandit la Russie en arrachant à la Turquie la Crimée et la domination de la mer Noire; enfin sa politique astucieuse et injuste amena le démembrement de la Pologne dont elle annexa la majeure partie à ses États.

4. Premier partage de la Pologne (1772). —

La Pologne était en proie à l'anarchie. Sur le trône de ce royaume électif, Catherine II avait poussé un de ses favoris, le jeune *Poniatowski*, chargé de veiller au maintien de la déplorable constitution de 1572. Or, Poniatowski, trahissant les intentions de la czarine, eut la générosité de laisser une Diète nationale faire des réformes : la royauté fut rendue héréditaire, le *liberum veto* fut aboli. L'impératrice alarmée envoya des troupes russes occuper Varsovie et imposer à la Diète ses volontés (1768).

N° 2



Ad Wesmael-Charlier, éditeur, Namur.

Mathieu, histoire moderne.

Exaspérés de cette invasion, les patriotes s'unirent pour repousser le joug de l'étrangère. La *confédération de Bar* prit les armes, adoptant pour emblème un aigle blessé et pour devise : *ou vaincre ou mourir*. Mais, mal secondée par son roi, faiblement soutenue par quelques bataillons français — et par les Turcs, les adversaires d'autrefois — la confédération succomba dans la lutte. Le général russe *Souvarof*, le bourreau des Polonais, écrasa l'insurrection. Après deux ans de

dispute (1772), les usurpateurs, félicités par le roi de l'opinion — Voltaire — s'entendirent sur le premier démembrement de la Pologne : Catherine II reçut une parcelle de 1.500.000 âmes; Frédéric II, une de 600.000; et Marie-Thérèse, une de 2.500.000.

Le reste continua de former un royaume sous la *protection* des voisins, surtout de la Russie.

5. *Guerres entre la Russie et la Turquie.* — Vingt ans s'écoulèrent entre les deux premiers partages de la Pologne. Dans cet intervalle, la Russie entreprit deux campagnes contre l'empire ottoman qui avait prêté secours aux Polonais. La *paix de Kaïnardji*, qui termina la première, en 1774, cédait à la Russie les villes qui commandent l'entrée de la mer d'Azof, ainsi que les bouches du Boug et du Dniéper. La seconde, signalée par les injustices de la czarine et par les cruautés de ses généraux, aboutit au *traité d'Iassy* (1792) : la Russie obtenait la Crimée et presque tout le littoral de la mer Noire, et elle vit son influence grandir considérablement en Europe.

6. *Deuxième partage de la Pologne (1793).* — Profitant du conflit entre la Russie et la Turquie, les Polonais convoquèrent, en 1792, une Diète qui se transforma immédiatement en confédération armée (*confédération de Targowice*). Celle-ci revisa la constitution, abolit une seconde fois l'absurde droit de veto et rendit la royauté héréditaire. Malheureusement, quelques brouillons allèrent à Pétersbourg protester contre les innovations. Appuyés de 80.000 Russes, ils revinrent commencer la guerre civile.

Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, qui avait conseillé les réformes et promis du secours aux Polonais, négocia avec la czarine un deuxième traité de partage.

Les Russes entrèrent à Varsovie, et une Diète reçut l'ordre de se réunir à *Grodno* pour ratifier le traité de démembrement. Il le fut par le silence des députés, sous la gueule des canons russes braqués sur la salle des délibérations.

La Prusse reçut 1.200.000 habitants avec la grande ville de *Posen* pour principal apanage; la Russie obtint 3 millions d'âmes dans la Lithuanie, la Volhynie et la Podolie; l'Autriche

était exclue du partage. Il ne restait à la Pologne qu'un tiers de son territoire.

7. Troisième partage et fin de la Pologne (1795). — Accablée sous la tyrannie moscovite, la Pologne résolut de tenter un effort suprême à l'appel d'un illustre patriote, *Kosciuszko*. Placé à la tête des forces nationales, il vainquit les Russes près de *Cracovie* (1794). Varsovie extermina 12.000 hommes de la garnison étrangère, et le drapeau national flotta sur les remparts des grandes villes des provinces usurpées. Malheureusement les insurgés manquaient d'unité; *Poniatowski* hésitait; la noblesse, par crainte de la contagion révolutionnaire, refusait d'armer les serfs. Les patriotes ne purent résister aux forces coalisées de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche. Le héros polonais tomba blessé sur le champ de bataille de *Macejowice*, en s'écriant : *Finis Poloniae* (1794)! On l'envoya prisonnier à Saint-Pétersbourg où il resta deux ans.

Le sauvage *Souvarof* entra dans Varsovie, après avoir fait un massacre effroyable des habitants d'un des faubourgs de la capitale. *Poniatowski* fut contraint d'abdiquer. Un troisième partage anéantit la Pologne : l'Autriche eut la *Galicie*; la Prusse obtint la *Prusse royale* actuelle avec Varsovie; la Russie prit le reste; chacun de ces parcelles avait environ 1 million d'habitants.

L'impératrice mourut, frappée d'apoplexie, en 1796, un an après le dernier démembrement.

8. Résultats de la destruction du royaume de Pologne. — 1^o L'anéantissement de la Pologne plaça la Russie à la tête des populations slaves; 2^o il fit disparaître la barrière qui séparait l'Allemagne et la Russie, et cette dernière s'avança, pour ainsi dire, jusqu'au cœur de l'Europe; 3^o le partage de la Pologne, acte inouï jusque-là dans les annales des peuples chrétiens, bouleversa toutes les règles de l'équité et attira le mépris des peuples aux gouvernements qui l'exécutèrent, et même à ceux qui le laissèrent s'accomplir.

CHAPITRE XV.

FONDATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (1774-1783).

Sommaire synoptique.

Les colonies d'Amérique.	}	Possessions espagnoles.			
		Possessions françaises.			
		Possessions anglaises.			
Émanipation de l'Amérique anglaise.	}	Origine de la guerre de l'indépendance.	}	Préparatifs des Américains.	
				Déclaration de l'indépendance.	
		Phases de la lutte.	}	Succès des Américains.	
				Intervention armée de l'Europe.	
		Paix de Versailles, 1783. — Résultats de la guerre.	}	}	Organisation du gouvernement central des États-Unis.

DÉVELOPPEMENT.

1. *Les colonies d'Amérique.* — *Possessions espagnoles.* — L'Espagne, qui avait découvert l'Amérique, y possédait au XVII^e siècle, les colonies les plus riches : le *Mexique*, la *Floride*, qu'elle céda plus tard aux Anglais (1763), le *Guatémala*, une grande partie des *Antilles*, la *Colombie*, le *Pérou*, la *Bolivie*, le *Chili* et *Buenos-Ayres*. Pendant le temps qu'elle domina sur le Portugal (1580-1640), elle posséda aussi le *Brésil*, colonie portugaise. Enfin les Jésuites surent conquérir à l'Évangile les peuplades du *Paraguay*, qu'ils gouvernèrent au nom de l'Espagne.

Possessions françaises. — Sous François I^{er}, les Français avaient occupé déjà *Terre-Neuve*, l'*Acadie*, le *Cap-Breton* et le *Canada*. Tout se borna, durant un siècle, à la pêche de la morue sur les bancs de Terre-Neuve et au commerce de pelleteries avec les Canadiens.

Sous Henri IV, ils fondèrent *Québec*, et occupèrent la *Guyane*; sous Louis XIII, ils commencèrent à coloniser plusieurs des petites Antilles, notamment la *Guadeloupe*, *Grenade*, *Saint-Christophe*, où ils cultivèrent le sucre, le café, le cacao. Richelieu essaya de fonder des compagnies de commerce, mais sans beaucoup de succès.

Sous Louis XIV, les Français étendirent leurs possessions grâce à l'intelligente activité de Colbert. Après avoir occupé la *partie occidentale d'Haïti*¹, qui devint la plus florissante de leurs colonies, ils explorèrent les rives du Mississipi et donnèrent à cette région le nom de *Louisiane*. Elle se recommandait surtout par ses magnifiques cultures de tabac et d'indigo.

En 1713, le traité d'Utrecht céda aux Anglais Terre-Neuve et l'Acadie; mais les trois quarts de l'Amérique du Nord restaient aux Français.

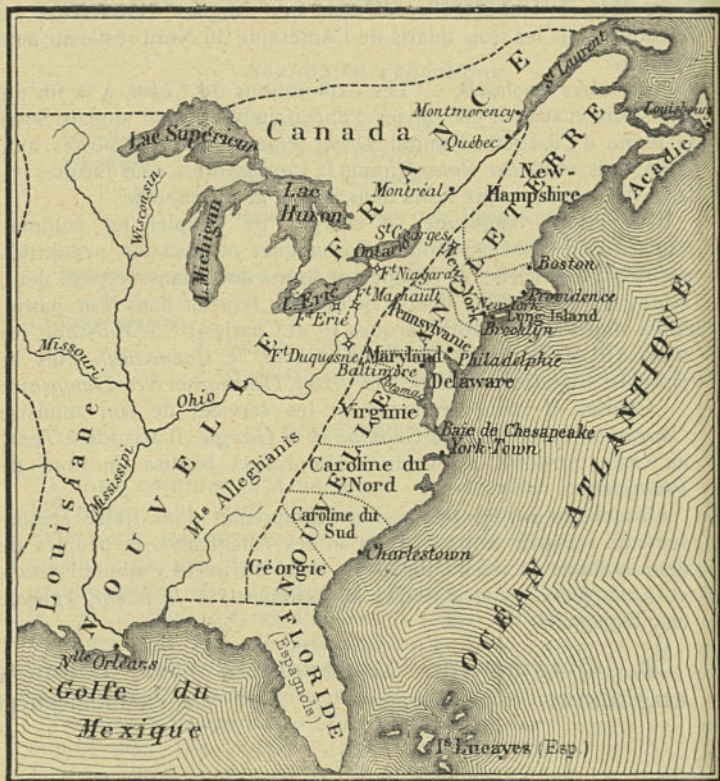
Possessions anglaises. — Les explorations de *Cabot*, à la fin du xv^e siècle, n'avaient été suivies d'aucun établissement anglais. Sous le règne d'Élisabeth, l'amiral *Drake* enleva plusieurs postes aux Espagnols, et *Walter Raleigh* fonda la *Virginie*. Puis, sous Jacques I^{er}, le pavillon britannique flotta dans la *baie de Chesapeake*.

L'intolérance anglicane se chargea de peupler les colonies anglaises du Nouveau-Monde. Catholiques et puritains, persécutés par l'Église officielle, se réfugièrent tour à tour dans ce pays neuf, avides d'y jouir d'une liberté qu'on leur refusait dans leur patrie. Ainsi se peuplèrent, sous Jacques I^{er} et Charles I^{er}, le *Maryland*, les côtes du *Massachusetts*, le *Rhode Island*, le *Connecticut*. Puis ce furent les États de *New-York*, *New-Jersey*, *Delaware* et *New-Hampshire*. — Charles II, pour récompenser les services de son ministre *Clarendon*, lui concéda la *Caroline* et la *Géorgie*. Il accorda à *Penn*, un vaste territoire que celui-ci colonisa et baptisa du nom de *Pennsylvanie*.

L'ensemble de ces possessions comprenait donc treize établissements resserrés entre l'Océan et les Alléghans, et peuplés de deux millions de sujets anglais. Le traité d'Utrecht y ajouta l'*Acadie* et *Terre-Neuve*; et la politique de Cromwell, la *Jamaïque*, enlevée aux Espagnols.

2. Origine du soulèvement des colonies anglaises. — La guerre de *Sept ans*, politiquement

¹ Vers la fin du xvi^e siècle, des aventuriers français s'établirent dans l'île d'Haïti ou Saint-Domingue, alors possession espagnole, pour y chasser les bœufs sauvages; et comme ils se servaient, à l'exemple des naturels de l'île, d'un gril en bois, appelé *boucan*, pour sécher et fumer la viande, on les appela *boucaniers*. Mais ils se livrèrent en même temps à la piraterie, courant les mers, pillant les vaisseaux et les colonies des Espagnols. On les appela dès lors des *flibustiers*, de *flyboat* (vaisseau qui vole). En 1697, le traité de Rijswick assura Saint-Domingue à la France.



Ad Wesmael-Charlier, éditeur, Namur

Mathieu, Histoire moderne.

favorable à l'Angleterre, avait cependant porté la dette de cette puissance à deux milliards et demi de francs. Le gouvernement de la métropole voulut que ses colonies d'Amérique contribuassent au paiement de cette dette. En conséquence, le parlement vota successivement divers impôts, contre lesquels protestèrent les colonies, habituées qu'elles étaient à se taxer elles-mêmes. Elles appuyaient leur refus sur la constitution anglaise, aux termes de laquelle *nul citoyen n'est obligé de se soumettre à un impôt qui n'a pas été voté par ses représentants. Or, les colonies ne se trouvaient point représentées au parlement d'Angleterre.* Le cabinet de Londres ne tenant aucun compte des réclamations des colonies, une émeute éclata à *Boston* : des hommes travestis en Indiens jetèrent à la mer une cargaison de thé, objet frappé d'impôt. Pour punir cet acte de révolte, le gouvernement britannique fit fermer le port et occuper la ville par des troupes royales. Alors, un *congrès général*, composé des députés de toutes les colonies, s'assembla à *Philadelphie*, et, tout en restant soumis à la couronne, il protesta contre les actes du parlement.

Celui-ci déclara les colonies rebelles et la guerre commença.

3. Les phases de la guerre (1774-1777.) — *Préparatifs des Américains.* — Le *congrès de Philadelphie*, voyant que l'Angleterre voulait employer la rigueur, publia la célèbre *Déclaration des droits*. Des enrôlements de patriotes eurent lieu. Un riche planteur, qui s'était déjà signalé dans la guerre de Sept ans, l'illustre *Washington*, fut créé *généralissime* des milices nationales. Doué d'une audace tempérée par la prudence et la sagesse, il dirigea le mouvement insurrectionnel.

Déclaration d'indépendance. — Un *second congrès*, réuni à *Philadelphie*, proclama *libres et indépendantes* les 13 colonies anglaises (4 juillet 1776). Elles conservaient chacune leurs libertés politiques et religieuses, et formaient une *confédération* sous le gouvernement général du congrès.

Succès des Américains. — Quoique plusieurs fois vaincu, Washington, à force de persévérance, était parvenu à s'emparer de *Boston* (1776). Bientôt les Américains gagnèrent sur le général *Burgoyne*, la bataille de *Saratoga* (dans l'État de New-York) où toute l'armée anglaise, enveloppée, fut contrainte de mettre bas les armes (1777).

Participation des puissances européennes à la lutte. — Sur ces entrefaites, le célèbre *Franklin* était allé solliciter le secours de la *France*, qui conclut, en effet, un traité avec les États-Unis (1778). Cette alliance, outre qu'elle exerça une grande influence morale sur les Américains, étendit le théâtre de la guerre. Déjà le marquis de *Lafayette* était accouru au secours de Washington. L'Angleterre, effrayée, offrit de belles *concessions*, qui furent rejetées : les Américains, ne voulaient de la paix qu'à la condition que leur indépendance fût reconnue. L'*Espagne* et la *Hollande* se déclarèrent aussi contre l'Angleterre. La guerre devint *générale*, et l'on vit les flottes britanniques lutter avec succès en *Europe*, dans les *Indes orientales* et en *Amérique*. A la fin, l'Angleterre plia sous le faix : Washington força le général *Cornwallis* à capituler à *York-Town*, dans la Virginie (1781).

4. Paix de Versailles. — **Résultats de la guerre.** — Les revers des Anglais et l'avènement d'un ministère whig, à Londres, amenèrent la *paix*; elle fut signée à *Versailles* (1783), entre l'*Angleterre* d'une part, et de l'autre les *États-Unis*, la *France*, l'*Espagne* et la *Hollande*. L'*indépendance* des *États-Unis* fut reconnue. La *France* y gagna quelques colonies dans les *Indes orientales*, dans la *Sénégalie* et dans les petites *Antilles*, avec le droit de *pêche* sur le banc de *Terre-Neuve*.

Ainsi l'*Angleterre* perdait ses plus importantes colonies en Amérique; cependant elle restait la première puissance maritime du monde, parce que la même guerre qui rendait libres et indépendantes les colonies de l'Amérique septentrionale, à l'exception du *Canada*, achevait, en Asie, la création de l'empire *Indo-Britannique*,

5. Organisation du gouvernement central des États-Unis. — Après la conclusion de la paix, Washington parvint, sans trouble, à licencier l'armée; il donna sa démission de généralissime, et se retira dans la Virginie à l'ombre de sa vigne. La *constitution* des *États-Unis* fut définitivement réglée (1789). Le gouvernement central de la confédération se composa d'un *président* qui, avec ses ministres, exerça le *pouvoir exécutif*; d'un *sénat* et d'une *chambre des représentants*, chargés du *pouvoir législatif*; et d'une *cour suprême* investie du *pouvoir judiciaire*. Washington fut appelé à la présidence, qu'il exerça pendant huit ans (1789-1797). Ce grand homme, l'une des gloires les plus pures des temps modernes, mourut en 1799. La ville de *Washington*, fondée en son honneur sur les bords du Potomac, devint, à partir de 1800, le *siège* du gouvernement central de la confédération. (*Suite : chapitre XXVIII.*)

DÉVELOPPEMENT.

1. *Définition et caractère du philosophisme.*

— On donne le nom de philosophisme à la philosophie sceptique, antichrétienne et révolutionnaire du XVIII^e siècle, qui, sous prétexte de pousser à la revision des lois et à l'abolition des abus, s'attaqua les institutions séculaires de la France et de l'Europe.

Les philosophes du XVII^e siècle, — Descartes, Malebranche, Locke, Spinoza — avaient généralement négligé les préoccupations politiques pour se confiner dans l'étude spéculative de la psychologie et de la métaphysique. Les chefs du philosophisme — Voltaire, Rousseau, Montesquieu — s'intéressèrent davantage au côté pratique, non seulement des questions religieuses, mais encore des questions relatives au gouvernement et à la richesse publique.

Pour bien comprendre les revendications des philosophes, il importe de connaître l'état de la France à l'époque où se manifeste l'esprit nouveau, et notamment la situation politique, économique et sociale, qui se résume dans les institutions de l'*ancien régime*.

I. — **Etat de la France au XVIII^e siècle.**

2. *L'ancien régime.* — Une foule des abus dénoncés par les philosophes et les économistes dans l'organisation politique et sociale de la France n'étaient que trop réels. Sous le règne avili de Louis XV surtout, quelques-uns étaient devenus intolérables. Toutefois, on aurait tort de condamner en bloc toutes les institutions flétries sous le nom d'ancien régime : la plupart avaient une origine parfaitement justifiable, et plus d'une n'a jamais mérité le discrédit dont les couvrit la révolution.

Le *régime politique* ou gouvernemental était toujours la monarchie absolue, dégénérée depuis le XVII^e siècle en régime

de l'arbitraire et du despotisme. Le roi était tout, la nation rien. Le roi seul faisait les lois; il fixait le chiffre des impôts et disposait à son gré de l'argent qu'il en retirait; il déclarait la guerre et signait les traités de paix et d'alliance; il nommait les juges, et déférait ou soustrayait arbitrairement les accusés à leur juridiction; par une *lettre de cachet*, il pouvait enfermer à la Bastille, sans jugement, quiconque lui avait déplu. Bref, au XVIII^e siècle, le roi exerçait de la façon la plus absolue le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire.

Le *régime économique*, malgré les améliorations apportées par Colbert, était encore bien défectueux. — La *répartition*, la *levée*, l'*administration des impôts* donnaient lieu aux plus vives critiques. Les tiers-état, particulièrement le paysan, supportait tout le poids des contributions : le budget royal, les taxes féodales perçues par le seigneur, la dîme due au clergé ne laissaient pas au paysan le tiers du revenu de ses terres. Aussi l'agriculture était-elle négligée, et dans les campagnes sévissait une misère navrante. — Mal répartis, les impôts étaient perçus plus mal encore, surtout les contributions indirectes : la *gabelle* ou droit sur le sel, les *aides* ou droit sur la vente de la boisson, etc. Les cinquante *fermiers généraux* auxquels la perception de ces impôts était adjugée, faisaient de leur office une exploitation odieuse. — Enfin, le roi disposait du denier public comme il l'entendait; au lieu d'affecter l'argent à l'utilité commune, il le dépensait à sa guise et sans contrôle.

L'*industrie* était gênée par les monopoles, par les privilèges des corporations, par les règlements méticuleux de la fabrication qui enfermaient l'artisan dans la routine établie. Le *commerce* se heurtait à la multiplicité onéreuse des douanes et des octrois.

L'*organisation sociale* présentait des inégalités criantes. La nation était divisée en trois ordres : la noblesse, le clergé et le tiers-état ou simplement le *tiers*. *Les deux premiers ordres étaient privilégiés*, c'est-à-dire jouissaient de certains avantages que le troisième ne possédait pas. Non seulement ils étaient

exempts de la *taille* ou impôt sur la terre, mais les seigneurs prélevaient des taxes féodales, et le clergé avait droit à la dime. Pour les nobles, ces privilèges furent légitimes au moyen âge, alors que le seigneur gouvernait, protégeait et jugeait les habitants de ses domaines; mais au XVIII^e siècle, le roi gouvernait tout le pays, et les services qui avaient justifié les droits féodaux de la noblesse n'existaient plus. — La dime ecclésiastique était fondée sur ce que les biens d'église défrayaient les budgets du culte, de l'instruction et de l'assistance publique. Cependant des abus regrettables s'étaient glissés dans le haut clergé : ses richesses excessives, l'attribution à la noblesse de 130 sièges épiscopaux sur 135, le séjour des prélats à la cour et l'abandon où ils laissaient leurs diocèses, tout cela les discréditait aux yeux des populations travaillées par le ferment révolutionnaire.

Le *tiers* comprenait la bourgeoisie, les artisans des villes et les paysans. *Inférieur aux classes privilégiées devant l'impôt*, il l'était encore *devant la justice et devant les charges publiques*. Le même délit qui valait au roturier la potence, n'attirait parfois au noble que la confiscation ou l'exil. Les évêchés et les abbayes allaient aux cadets des grandes familles. La magistrature était réservée à la noblesse de robe, les grades supérieurs de l'armée à la noblesse d'épée. Enfin, aux États-Généraux, le tiers était presque fatalement sacrifié aux ordres privilégiés.

Ces distinctions sociales étaient ce qu'il y avait, dans l'ancien régime, de plus odieux au peuple.

II. — Revendications des philosophes.

3. Le mouvement religieux. — Hostiles à toutes les religions positives, les philosophes — *Voltaire* en tête — préconisaient généralement la religion naturelle ayant pour dogmes fondamentaux l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme. Ils appelaient la croyance à une religion révélée *superstition*; et ceux qui secouaient la prétendue superstition

étaient les *esprits forts*, les *gens éclairés*. Ils s'attaquaient à l'intolérance religieuse, mettant à la mode les déclamations contre le fanatisme, l'inquisition, la persécution, les guerres de religion. Ils dénonçaient les privilèges, les richesses, les abus du clergé et menaient la campagne contre l'Église catholique. *Écrasons l'infâme!* répétait Voltaire. Ses disciples, les voltairiens, ont continué de combattre le christianisme au nom de la raison et de la liberté.

4. Le mouvement politique. — S'inspirant des doctrines et des institutions anglaises, *Montesquieu* demandait que la monarchie absolue fût remplacée par une monarchie constitutionnelle où le pouvoir du souverain serait limité par une charte fondamentale, et l'exercice de ce pouvoir contrôlé par la nation. Comme garantie contre le despotisme, inhérent pour ainsi dire au gouvernement d'une autorité unique, il proposait la séparation des trois pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Dans le domaine de la justice, les philosophes réclamaient l'abolition de la torture et des supplices barbares, de l'hérédité de la magistrature, des procédures secrètes, des lettres de cachet. Enfin, à la place du fatras de lois et de coutumes qui éternisait la procédure à force de la compliquer, ils demandaient une législation précise, écrite, uniforme, équitable.

5. Le mouvement économique. — Les économistes étudiaient dans leurs écrits les sources de la richesse publique et les moyens de la développer. Les plus célèbres furent, au XVIII^e siècle, le médecin *Quesnay*, le marquis *de Mirabeau*, père du fameux tribun révolutionnaire, et *Turgot*, ministre des finances sous Louis XVI. Sans vouloir bouleverser les institutions du royaume, les économistes proposaient une répartition plus équitable des impôts avec la suppression des privilèges en cette matière. Pour l'agriculture, l'industrie et le commerce, ils réclamaient la liberté complète. *Laisser faire, laisser passer* : telle était la formule de leur programme. En conséquence, ils voulaient abolir, dans l'industrie, les

corporations avec leurs monopoles et leurs règlements méticuleux; et, dans le commerce, les prohibitions, les douanes et les octrois, afin d'établir partout la libre concurrence. L'expérience a fait voir, depuis, ce que leur système avait d'excessif.

6. Le mouvement social. — *Rousseau* soutenait que la société est injuste, parce que, n'accordant pas à tous les mêmes avantages, elle ne respecte pas le principe de l'égalité. Il s'insurgeait, au nom de l'indépendance et de la liberté, contre la théorie du *pouvoir de droit divin*. Il concluait qu'il fallait renverser la société établie et la reconstituer sur de nouvelles bases.

Les hommes se concerteront pour organiser une société qui reposera sur une convention fondamentale acceptée par tous, le *contrat social*. Le gouvernement qu'ils auront choisi, tenant le pouvoir de la libre volonté de tous, accordera à tous les mêmes droits. De la sorte, au lieu de la souveraineté du roi, on aura la souveraineté de la nation. Les fondements mêmes de l'ancien ordre social, la propriété, la famille, la religion, devaient être bouleversés par l'auteur du contrat social. Selon lui, *la terre n'est à personne, mais les fruits sont à tous* : en conséquence, l'État devait régler la répartition des fortunes, de même que la religion et l'éducation uniforme de tous les enfants.

La théorie sociale de *Rousseau*, père du *socialisme* et du *communisme*, est une utopie. C'est elle qui a mis, depuis un siècle, les révolutions à la mode; c'est elle que la démagogie moderne a invoquée pour justifier ses pires excès.

7. Influence du philosophisme sur la société moderne. — Si quelques-unes des revendications des philosophes paraissent s'inspirer d'un esprit de modération et de justice, les faits sont là pour attester que, dans leur ensemble, leurs théories étaient dangereuses et funestes.

Elles avaient pour but et elles ont eu pour résultat de *séculariser*, c'est-à-dire de soustraire à l'influence religieuse

la politique internationale, le gouvernement, la législation, les mœurs, l'enseignement, la science et les beaux-arts, et jusqu'à la charité, à laquelle on substitua une froide *philanthropie*.

Bref, les vrais coryphées du philosophisme, d'accord avec la franc-maçonnerie, voulaient, avant tout, abolir le règne de Jésus-Christ et, sur les ruines de la religion chrétienne, restaurer le paganisme et la royauté de Satan. N'est-il pas étrange, après cela, d'entendre des chrétiens acclamer Voltaire et Jean-Jacques Rousseau comme des hérauts qui appelèrent les peuples modernes à la liberté!

III. — Les lettres et les arts au XVIII^e siècle.

8. Caractères de la littérature du XVIII^e siècle.

— Le siècle de Voltaire, inférieur à celui de Bossuet, présente des caractères assez opposés à ceux de la période classique; cela s'explique si l'on considère que le mouvement esthétique d'une époque exprime d'ordinaire les tendances de la société contemporaine.

La littérature du XVIII^e siècle offre d'abord un certain cachet d'*universalité*, parce que ses écrivains se font admirateurs des productions artistiques de tous les pays et exercent leur plume, non seulement dans le domaine de la littérature pure, mais encore dans celui de la philosophie, de la politique et même des sciences. — Elle est *agressive* à cause du philosophisme dont elle s'inspire; elle attaque les trois fondements de l'ordre social : la religion, l'autorité, la famille. — Enfin, un trait saillant de l'esprit public, à cette époque, c'est son *rationalisme* superficiel, sa manie d'argumenter, d'ergoter, de ratiociner sur toutes choses.

Comme, dès le début du XVIII^e siècle, l'influence française est prédominante, la littérature des pays voisins reflète plus ou moins les mêmes tendances.

9. *Principaux écrivains.* — En France, Voltaire, Rousseau et Montesquieu occupent la première place.

Voltaire (1694-1778) eut l'art de s'imposer à la société frivole et impie de son siècle, comme un esprit universel. S'assimilant les idées et les impressions de cette société, il sut les lui rendre avec le cachet de la nouveauté et devint ainsi le régent de l'opinion. Écrivain clair, élégant, spirituel, il s'exerça dans tous les genres sans atteindre la perfection dans aucun, si ce n'est peut-être le genre épistolaire. Citons, de l'historien, l'*Histoire de Charles XII* et le *Siècle de Louis XIV*; du poète dramatique, *Mérope* et *Zaïre*; du poète épique, la *Henriade*; du critique, le *Temple du goût*, où il se montre ombrageux et partial. Ses articles de l'*Encyclopédie*¹ dénotent une information scientifique superficielle.

Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) exerça sur ses contemporains une influence aussi considérable, sinon plus pernicieuse que celle de Voltaire, son rival et son ennemi. Cette influence s'explique par les qualités de l'écrivain : passion, lyrisme, sentiment de la nature et du pittoresque — et surtout par l'objet de ses revendications sociales, sa théorie de l'égalité, ses railleries contre les grands, les riches, les gens de lettres. L'ouvrage capital de Rousseau est le *Contrat social*, qui proclame la souveraineté du peuple par le suffrage universel. *Émile* est la théorie de l'éducation rationaliste et la glorification de la morale de l'intérêt. La *Nouvelle Héloïse* est un roman passionné contre lequel l'auteur lui-même met en garde le lecteur honnête.

Montesquieu (1689-1755) fonda sa réputation par ses *Lettres persanes*, ouvrage spirituel qui, sous une forme romanesque et satirique, attaque la religion, les institutions et les mœurs

¹ L'*Encyclopédie* était un vaste répertoire — 28 volumes in folio — où l'on traitait de toutes les connaissances humaines. Une large part y était faite aux arguments destinés à combattre la religion révélée. Dirigée par *Diderot* et *d'Alembert*, élaborée par Voltaire, Rousseau, Montesquieu et d'autres, elle eut une vogue considérable; mais sa médiocrité au point de vue scientifique ne tarda pas à la discréditer complètement.

du temps. Il écrivit ensuite ses *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains*, et l'*Esprit des Lois*, qui eut jusque vingt-deux éditions en deux ans.

A côté des encyclopédistes, on pourrait signaler encore, dans le domaine de la philosophie, l'abbé *Condillac*, qui enseigne que toutes nos idées dérivent des sens; l'Italien *Vico*, qui imprima une nouvelle impulsion à la philosophie de l'histoire; et l'Allemand *Kant*, célèbre par sa *Critique de la Raison pure* et sa *Critique de la Raison pratique*. Comme il prétend soumettre au contrôle de la critique toutes les connaissances humaines, son système a pris le nom de *Criticisme* ou *Subjectivisme*.

10. Les arts. — Au XVIII^e siècle, les beaux-arts furent généralement, surtout en France, le reflet de la littérature : pour satisfaire les goûts dépravés d'une société légère et frivole, ils devinrent voluptueux, maniérés, fantaisistes. Caractérisé par des courbes capricieuses et par la profusion des ornements, le nouveau genre, appelé *rococo* ou style *Pompadour*, domina surtout dans l'architecture et l'ameublement. Dans le reste de l'Europe, principalement en Italie, le génie artistique, tout en dégénéralant, conserva une inspiration à la fois plus noble, plus simple et plus large. En France aussi, d'ailleurs, plusieurs artistes d'un vrai mérite surent s'élever au-dessus de la médiocrité.

L'*architecture* française est représentée par *Soufflot* qui dota Paris de l'église *Sainte-Geneviève*, devenue le Panthéon; et par *Ange Gabriel* dont le chef-d'œuvre fut l'*École militaire* du champ de Mars. — En Italie, *Vanvitelli* construisit le magnifique *palais de Caserte*, dans le royaume de Naples.

La *statuaire* se glorifie de quelques œuvres remarquables : Saint-Pétersbourg doit à un artiste français, *Falconnet*, une colossale statue équestre de *Pierre le Grand*, commandée par Catherine II. Paris doit au ciseau de *Bouchardon* une statue équestre de Louis XV, et au sculpteur *Houdon* le *Voltaire assis* qui figure au *Théâtre français*.

Les salons de *peinture* parisiens — dont Diderot fut un des critiques autorisés — admirèrent à cette époque les *mythologies* et les *portraits* des deux frères *Vanloo*; les saisissantes *marines* de *Joseph Vernet*; les suggestifs *tableaux de genre* de *Greuze*; et les délicieuses *pastorales* de *Watteau*. — *Reynolds* fut le premier portraitiste de l'Angleterre; tandis que *Mengs*, par ses belles toiles religieuses, méritait le surnom de *Raphaël allemand*.

Cependant l'art qui fut le plus en faveur au XVIII^e siècle est la *musique*, cultivée avec passion en Italie, en Allemagne et en France. Travaillant presque exclusivement pour le théâtre, les Italiens *Pergolèse*, *Sacchini*, *Piccini* et *Cimarosa* rivalisèrent de talent et de fécondité avec les Allemands *Haendel*, *Mozart*, *Haydn* et *Gluck*. Ce dernier compositeur s'était établi à Paris où il disputait les suffrages du public à l'Italien *Piccini*, au Français *Rameau* et au Belge *Grétry*.

IV. — Les sciences au XVIII^e siècle.

Si les productions artistiques et littéraires du XVIII^e siècle accusent une décadence de l'idéal esthétique, les sciences positives, par contre, réalisèrent des progrès merveilleux. Le goût des spéculations scientifiques se répandit parmi toute la société cultivée, et l'on vit, dans les salons français, des marquises et des vicomtesses se passionner pour les problèmes relatifs à l'astronomie, aux sciences naturelles, à la médecine.

11. *Les mathématiques* furent surtout redevables aux savants français. Parmi eux, *Lagrange* (1736-1813) occupe le premier rang par l'importance et l'étendue de ses travaux, tant dans les mathématiques pures que dans les mathématiques appliquées. — *Monge* (1746-1818), le créateur de la géométrie descriptive, accompagna Bonaparte en Égypte et fut président de l'*Institut* établi au Caire. — L'encyclopédiste *d'Alembert*, élevé dans la famille d'un pauvre vitrier, publia des travaux

remarquables sur la mécanique, et un mémoire sur la *Cause générale des vents*. — *La Condamine* (1701-1774), versé dans toutes les sciences, fut chargé d'étudier la figure et les dimensions de la terre. — *Euler*, né à Bâle (1707-1783), fit faire de grands progrès au *calcul différentiel et intégral*. Devenu aveuglé à l'âge de 60 ans, ce travailleur infatigable n'en continua pas moins ses fécondes recherches.

12. L'astronomie est représentée par *Halley* (1656-1742), né à Londres, qui détermina les lois des variations de la boussole et reconnut la périodicité des comètes. — *Laplace* (1749-1827) expliqua le système du monde par la gravitation universelle. — *Lalande* (1732-1807), professeur au collège de France, fut un des plus grands vulgarisateurs de l'astronomie, pour laquelle il enthousiasmait ses élèves. — *Lacaille* (1713-1762), professeur de mathématiques au collège Mazarin, se signala par ses observations célestes. — *Bailly*, initié à l'astronomie par Lacaille, dut sa renommée à sa grande *Histoire de l'Astronomie*; il mourut victime de la Révolution dont il s'était d'abord déclaré l'adepte. — Enfin l'Allemand *Herschell* (1738-1822), objet des faveurs du roi d'Angleterre Georges III, fit aussi d'intéressantes et nombreuses découvertes célestes, grâce aux instruments perfectionnés qu'il se fabriqua lui-même.

13. Les sciences physiques et naturelles furent cultivées avec une prédilection toute spéciale dans tous les pays. L'Américain *Franklin* (1706-1790) fit de précieuses découvertes sur l'électricité atmosphérique et inventa les paratonnerres. — L'Italien *Volta* (1745-1826) et son compatriote *Galvani* (1737-1795) préparèrent la découverte de la galvanoplastie et du télégraphe électrique. — Le Français *Réaumur* (1683-1757) inventa le thermomètre, déjà imaginé cependant par l'Allemand Fahrenheit. — Frayant les voies à nos aviateurs contemporains, les frères *Montgolfier* lancèrent dans les airs les premiers aérostats; tandis que l'Écossais *Watt* préludait à l'invention des locomotives, en perfectionnant la machine à vapeur. — La chimie fut pour ainsi dire créée

de toutes pièces par *Lavoisier*, *Berthollet*, *Fourcroy* et *Cavendish*. Lavoisier, condamné, comme fermier général, à mourir sur l'échafaud, n'obtint même pas le léger sursis qu'il sollicitait pour achever une expérience. — Le célèbre *Buffon* (1707-1788), à la fois littérateur et naturaliste, est l'auteur d'une grande *Histoire naturelle* qui devait embrasser tous les règnes de la nature. On y admire l'ampleur et la majesté du style; mais, sur plus d'un point, la science du naturaliste est aujourd'hui trouvée en défaut. — Dans le domaine de la Botanique se distingua surtout le Suédois *Linnée* (1707-1778), naturaliste et médecin. Son œuvre, où il ne manque jamais de mettre en lumière l'action de la Providence, se recommande par une classification ingénieuse et par l'admirable concision des définitions scientifiques. — Les recherches du botaniste suédois furent complétées en France par les travaux considérables des trois frères *de Jussieu* (Antoine, Bernard et Joseph) et de leur neveu *Laurent de Jussieu*. — En médecine, le docteur hollandais *Boerhave* (1668-1738), professeur de Linnée, conquit une célébrité mondiale. Il inaugura les cours de médecine pratique désignés sous le nom de *cliniques*. On connaît son aphorisme préféré : *La tête froide, les pieds chauds et l'abdomen libre!*

14. Explorations géographiques. — Au XVIII^e siècle, les expéditions scientifiques succèdent aux voyages de découvertes. L'Anglais *Dampier*, né en 1652, prépare ce mouvement en entreprenant trois voyages autour du monde; comme résultat de ses recherches, il a laissé un *Recueil de ses voyages circulaires* et un *Traité sur les vents, les marées et les courants*. — Mais le véritable initiateur dans les expéditions scientifiques fut le navigateur *Cook* (1728-1779). Par ordre du gouvernement britannique, il visita l'île *Otaïti* (Polynésie) pour y observer le passage de *Vénus* sur le disque du soleil; ensuite les côtes de la *Nouvelle-Zélande*, où il découvrit le détroit qui porte son nom. Dans un troisième voyage, *Cook*, après avoir révélé l'existence de la *Nouvelle-Calédonie*, fut tué par les sauvages des îles *Sandwich*.

Deux explorateurs français enrichirent également la géographie de précieuses conquêtes. *Bougainville* (1728-1811), lors de la guerre de Sept ans, accompagna Montcalm au Canada; la paix conclue, il entreprit son voyage autour du globe, dont il fit une relation estimée. — *La Pérouse* (1741-1788), chargé par Louis XVI d'un voyage de découvertes, partit de Brest avec deux frégates et visita les côtes de la *Tartarie*, du *Japon*, de la *Chine* et de la *Nouvelle-Hollande*. Il périt malheureusement sur les récifs des îles *Vanikoro*, désignées depuis sous le nom d'*archipel La Pérouse*.

15. Bienfaiteurs de l'humanité. — L'activité ardente et inquiète du XVIII^e siècle se porta aussi sur les maux qui affligent l'humanité. Avant cette époque, un fléau redoutable, la petite vérole, comptait pour un quart parmi les causes de la mortalité humaine. En 1776, un médecin anglais, *Jenner*, parvint à conjurer ce mal en découvrant la *vaccine* : par l'inoculation artificielle du virus atténué de la petite vérole, la vaccine immunise définitivement contre l'atteinte de la terrible épidémie.

En France, une autre infortune attira l'attention intelligente et charitable de deux hommes éminents. *L'abbé de l'Épée* (1712-1789), avec des ressources personnelles modiques, fonda à Paris la première institution des *sourds-muets* et inventa, pour l'instruction de ses malheureux, une méthode d'enseignement par le dessin. — *Valentin Haüy* (1745-1822), de la secte des *théophilanthropes*, imagina, pour instruire les *aveugles*, un alphabet en relief; il fonda successivement à Paris, à Saint-Pétersbourg et à Berlin, des établissements pour les jeunes aveugles. — Dans ce groupe des promoteurs de la bienfaisance, on peut ranger encore l'agronome *Parmentier* qui propagea en France la culture de la pomme de terre, si justement appelée le pain du pauvre.

CHAPITRE XVII.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE DE 1789.

Sommaire synoptique.

Causes	} lointaines. prochaines.			
Phases.	La Constituante (1789-1791).	Débuts de la Révolution.	États-Généraux. Formation de la Constituante. Abolition de l'ancien régime.	
		Travaux de la Constituante.	Déclaration des Droits de l'homme. Réformes. Constitution monarchique. Démolition de la Bastille.	
		L'émeute.	Organisation de la Garde nationale. Transfert du roi et de l'Assemblée à Paris. Émigration. — Fuite du roi.	
	La Législative (1791-1792).	Lutte contre la royauté.	Décrets contre les émigrés et les prêtres. Déclaration de guerre à l'Autriche. Assaut réitéré des Tuileries.	
		Organisation de la Commune. — Massacres de septembre. Sa composition.		
	La Convention nationale (1792-1795).	Ses actes.		Proclamation de la République. Procès et exécution de Louis XVI. — Conséquences.
				Lutte intestine : chute des Girondins.
			La Terreur.	Causes. Œuvre des terroristes. Leurs divisions. Dictature de Robespierre. Sa chute. — Fin de la Terreur.
	Le Directoire (1795-1799).		Fin de la Convention.	
			Caractères de ce régime. Sa chute.	
Luites de l'Europe coalisée contre la Révolution			Impression produite par la Révolution en Europe. Coalition partielle sous la Législative.	
		Coalition générale s. la Convention.	Causes. Echecs des Français en 1793. Succès en 1794.	
		Guerres sous le Directoire.	Campagne d'Allemagne. Campagne d'Italie. Causes. Revers de la France. Succès sous le Consulat.	
		Paix générale.		
Influence de la Révolution sur la société moderne.			Bons résultats. Mauvais résultats.	

DÉVELOPPEMENT.

1. Causes de la Révolution. — Les *causes lointaines* et profondes de la Révolution de 1789 furent les *abus de l'ancien régime*, à savoir *l'absolutisme du pouvoir royal, les privilèges et les droits féodaux, l'inégalité devant la loi, devant les impôts et les charges publiques, le défaut de liberté*. Cependant ces abus auraient pu, sans aucun doute, disparaître graduellement dans une évolution pacifique. La révolution violente qui bouleversa radicalement l'ancien état de choses doit être attribuée aux *causes prochaines* suivantes :

1^o *L'incapacité de Louis XVI* qui, dans les circonstances extrêmement critiques où il montait sur le trône, n'avait ni la claire compréhension de ses devoirs de roi, ni la fermeté nécessaire pour les remplir. Après avoir commencé par des concessions insuffisamment préparées, il finit par se retrancher dans son pouvoir absolu au moment où la bourgeoisie, prenant conscience de sa force, était décidée à réaliser son programme à tout prix.

2^o *L'influence prépondérante, aux États-Généraux de 1789, d'une bourgeoisie de parvenus*, hommes d'affaires et hommes de lettres, saturés des théories de Voltaire et de Rousseau, ennemis du trône et de l'autel et jaloux surtout de la noblesse. Ce fut cette bourgeoisie, menée par la *franc-maçonnerie*, qui opéra la Révolution, et ce fut elle aussi, et non le peuple, qui en recueillit le principal profit.

3^o *Les clubs*, qui fournissaient les véritables artisans de la Révolution. Celui des *Jacobins*, dont *Robespierre* était l'âme et le dieu, fut le plus ancien comme le plus influent. Celui des *Cordeliers*, établi un peu plus tard dans un vieux couvent de franciscains, comptait parmi ses membres *Camille Desmoulins, Danton, Hebert, Marat*, que la Révolution rendra célèbres. Dans ces clubs, on discutait d'avance les affaires qui devaient être soumises à l'Assemblée des représentants du peuple.

Ils avaient à leur service, outre la populace parisienne, une presse dévergondée chargée de faire l'opinion.

2. Phases de la Révolution. — Commencée en 1789, la Révolution se prolongea jusqu'en 1799. La cause de cette longue durée n'est autre que l'intérêt des hommes que la Révolution avait hissés au pouvoir : ambitieux vulgaires, ils ne pouvaient s'y maintenir qu'à la faveur de troubles permanents.

Quatre régimes, les uns transitoires de leur nature, les autres, simulacres de gouvernements définitifs, intéressés à ne pas donner la paix à la nation, se succédèrent dans cet intervalle de dix ans. Ce sont : 1^o l'Assemblée Constituante (juin 1789-septembre 1791); 2^o l'Assemblée Législative (septembre 1791-septembre 1792) : ces deux régimes furent monarchiques; 3^o la Convention Nationale, qui abolit la royauté et inaugura la république (sept. 1792-octobre 1795); 4^o le Directoire (octobre 1795-novembre 1799).

I. — La Révolution sous l'Assemblée Constituante.

(mai 1789 — septembre 1791).

3. Les débuts de la Révolution. — La crise financière, fruit de deux longs règnes de gaspillage, devint, sous Louis XVI, le point de départ de la Révolution. Pour y remédier, le roi, conseillé par son ministre Necker et pressé par l'opinion, convoqua les États-Généraux. L'Assemblée se réunit le 5 mai 1789. Elle comptait un grand nombre de députés imbus des théories des philosophes et des économistes, et décidés à obtenir à tout prix des réformes. A leur tête se trouvait le célèbre comte de Mirabeau, rejeté par la noblesse à cause de ses vices, mais cher au peuple pour sa tumultueuse éloquence et son dévouement à la Révolution.

Dès la première séance fut posée l'irritante question du *vote par ordre* ou *vote par tête*. Le tiers, auquel Louis XVI

avait accordé la double représentation ¹, demandait en effet que les trois ordres, au lieu de délibérer et de voter séparément, comme c'était la coutume, ne formassent plus qu'une assemblée unique dans laquelle on voterait par tête. Les délibérations se prolongèrent pendant un mois sans aboutir : le clergé et la noblesse s'opposaient au vote par tête. Alors le tiers déclara qu'il formait à lui seul l'Assemblée Nationale (17 juin 1789). Trois jours après, il jurait de ne pas se séparer avant d'avoir doté la France d'une constitution. Le roi céda; il ordonna aux députés du clergé et de la noblesse de se joindre au tiers. *C'était la fin des États-Généraux; ceux-ci devenaient légalement Assemblée Constituante.*



Assemblée des États-Généraux (5 mai 1789).

4: Travaux de la Constituante. — L'Assemblée se mit à l'œuvre avec une activité fiévreuse.

1^o Dans la *séance de nuit du 4 août 1789*, cédant à un élan

¹ Les élections avaient donné les résultats suivants : clergé, 291 députés; noblesse, 270; tiers, 578. Ce dernier avait donc une représentation supérieure à celle des deux autres ordres réunis. Mais avec le système du *vote par ordre*, le nombre de ses députés n'assurait au tiers qu'un avantage illusoire.

de générosité qui tenait du délire, elle décrète l'abolition de tous les privilèges et droits féodaux.

2^o Elle rédige la fameuse *Déclaration des droits de l'homme*, pour servir de base à la création d'un nouvel état de choses. Certains articles de ce décalogue politique supprimaient de réels abus et sont incontestablement justes :

Tous les citoyens sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics.

Nul ne peut être accusé, arrêté ou détenu que dans les cas et selon les formes déterminées par la loi.

Les impôts doivent être également répartis entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

Tous les citoyens ont le droit, par leurs représentants, de consentir les impôts librement.

La propriété est un droit inviolable et sacré.

Mais d'autres, empruntés au *Contrat social*, sont des sophismes pervers, ou proclament des libertés dangereuses :

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits.

Le principe de toute souveraineté réside dans la nation.

Tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre des abus de cette liberté.

3^o Passant des principes aux actes, l'Assemblée s'occupe de constituer un régime nouveau : elle réorganise les finances et les impôts, les divisions administratives, la justice, l'industrie, et elle donne au clergé une constitution civile.

La *question financière* était la plus urgente. Pour combler le déficit de l'État, la Constituante jeta les yeux sur les domaines du clergé; elle décréta que les biens ecclésiastiques seraient désormais considérés comme propriétés nationales, et elle créa, sous le nom d'*assignats*, un papier-monnaie garanti par ces biens. En retour, l'État s'engageait à allouer au clergé exproprié une indemnité sous forme de traitement annuel.

La Constituante proclama l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt, et elle abolit le vieux mode de recouvrement par

l'intermédiaire des traitants et des fermiers généraux. Il y eut deux contributions directes : la contribution foncière sur les immeubles, et la contribution mobilière sur le revenu estimé d'après les conditions extérieures d'existence des contribuables. Comme contributions indirectes, la patente, les droits d'enregistrement et de timbre et les droits de douane remplacèrent les aides et la gabelle.

Aux 36 anciennes provinces, divisions inégales et enchevêtrées, furent substitués les 83 départements actuels, qui favorisaient davantage la centralisation. Ces départements furent subdivisés en districts, en cantons et en communes; et chacune de ces circonscriptions fut administrée, non par un seul homme, mais par un conseil éligible, pour éviter les abus d'autorité.

En matière judiciaire, tous les anciens tribunaux disparurent. La torture fut abolie et l'application de la peine de mort restreinte. L'hérédité des charges fut supprimée. Une nouvelle hiérarchie judiciaire fut établie, telle à peu près qu'elle existe aujourd'hui.

Dans le domaine industriel, les anciennes corporations ouvrières furent abolies pour faire place à la libre concurrence. Ce régime favorisa incontestablement l'essor de l'industrie, mais il déchaîna le fléau des monopoles si ruineux pour la petite industrie et le petit commerce, et livra l'ouvrier sans appui à la merci du patron.

L'Assemblée imposa au clergé une organisation nouvelle appelée Constitution civile. Elle décréta que les évêques et les curés, nommés comme les autres fonctionnaires de l'État par des électeurs, seraient indépendants du Saint-Siège. Mis en demeure de prêter serment à cette constitution condamnée par le pape, le clergé se divisa en *prêtres assermentés* ou constitutionnels et en *prêtres insermentés* ou réfractaires. Les premiers formèrent une église nationale, c'est-à-dire schismatique. Les autres, de beaucoup les plus nombreux, durent quitter leurs églises et, malgré la persécution, ils entraînent la majorité des fidèles.

4^o Fidèle au mémorable serment qu'elle avait fait, l'Assemblée élaborait une *Constitution*. Celle-ci confiait le pouvoir exécutif au roi qui devait gouverner par ses ministres responsables, et le pouvoir législatif à une Assemblée unique.

Son mandat rempli, la Constituante se sépara, le 30 septembre 1791, après avoir décrété qu'aucun de ses membres ne serait réélu.

5. L'émeute à Paris et en province. — Tandis que la Constituante révolutionnait le régime politique et social, le peuple de Paris, dirigé par d'habiles meneurs, faisait la révolution dans la rue.

La Bastille, prison d'État qui symbolisait depuis si longtemps le despotisme royal, fut démolie par la multitude en armes (14 juillet 1789).



Assaut de la Bastille (14 juillet 1789).

Dans toute la France fut organisée la garde nationale, milice bourgeoise préposée à la défense des intérêts de la nation.

La cour fut contrainte par la populace d'abandonner Versailles et de venir, avec l'Assemblée, résider à Paris, où

les agitateurs domineraient plus facilement le roi et les députés (octobre 1789).

Des bandes de pillards parcouraient les provinces en hurlant : *Guerre aux palais, paix aux chaumières!* Châteaux, couvents, églises, presbytères étaient saccagés et incendiés par les forcenés. Partout la famine croissait avec l'insécurité des routes infestées de voleurs et de brigands.

Les nobles, menacés dans leurs biens et dans leurs personnes, émigrèrent. Louis XVI lui-même tenta de fuir vers Montmédy; mais arrêté à Varennes, il fut ramené dans la capitale et, sous prétexte de sécurité personnelle, gardé plus étroitement.

II. — La Révolution sous l'Assemblée Législative

(septembre 1791 — septembre 1792).

La peur ayant écarté du scrutin les électeurs honnêtes, l'élément révolutionnaire se trouva renforcé dans l'Assemblée nouvelle. Elle était dominée par le célèbre parti des *Girondins*, ainsi appelé parce que la plupart de ses chefs venaient du département de la Gironde. Partisans de la république, les Girondins s'imposèrent à l'Assemblée législative par le talent de leurs orateurs et par leur alliance avec les clubs.

6. *Lutte des Girondins contre la royauté.* —

Avant de rompre en visière avec la monarchie, les Girondins s'attaquèrent aux nobles et aux prêtres réfractaires. Ils obtinrent de l'Assemblée un décret par lequel *les émigrés qui ne rentreraient pas en France avant la fin de l'année (1792), seraient passibles de la confiscation de leurs biens et de la peine de mort.* Quant aux prêtres insermentés, *ils furent déclarés suspects de révolte et condamnés à la déportation.*

Louis XVI refusa courageusement de sanctionner ces deux décrets. Pour le perdre, les Girondins l'entraînèrent dans une guerre avec l'Autriche qui, disaient-ils, conspirait avec les émigrés français contre la France. Le mauvais succès des

premières opérations militaires, joint au *veto* que le roi opposait aux deux décrets, devint le prétexte d'un assaut en règle contre le palais des Tuileries.

Par deux fois (20 juin et 10 août 1792), la populace parisienne envahit les appartements royaux, résolue à forcer la main au monarque ou à le massacrer. Incapable de résister aux énergumènes, Louis XVI se réfugia au sein de l'Assemblée, d'où la peur avait éloigné tout ce qui n'était pas girondin ou jacobin. Les députés votèrent sa suspension provisoire, puis la convocation d'une assemblée nouvelle qui réglerait définitivement le sort de la royauté. En attendant, Louis XVI serait détenu dans la prison du Temple.

7. Organisation de la Commune, massacres de septembre (1792). — Le résultat de l'assaut des Tuileries fut le triomphe des révolutionnaires. Maîtres de l'Assemblée qu'ils terrorisaient et du roi qu'ils tenaient captif, ils purent songer à conquérir le pouvoir. Dirigés par Robespierre, Danton et Marat, ils s'organisèrent à Paris sous le nom de *Commune* et résolurent de noyer dans le sang toute apparence même d'opposition. *Nous sortons du ruisseau*, disait Danton, *nous ne pouvons gouverner qu'en faisant peur aux aristocrates.*

Cependant les Prussiens s'étaient emparés de Longwy et menaçaient Paris. L'Assemblée déclara la patrie en danger et appela les patriotes à la frontière. *Ne laissons pas de traîtres derrière nous*, s'écrie Marat dans son journal. Et sous prétexte d'écraser les ennemis intérieurs avant de marcher contre l'étranger, Danton organise les massacres de septembre qui, à Paris et dans les départements, coûtent la vie à six ou sept mille victimes. — Quinze jours plus tard, la Législative déclarait sa mission terminée (20 septembre 1792).

III. — La Révolution sous la Convention nationale,

(septembre 1792 — octobre 1795).

Les élections à la *Convention nationale*¹ s'étant faites sous l'influence des massacres de septembre, la France y avait jeté son écume. L'assemblée ne renfermait que des ennemis de la royauté, mais il y avait parmi eux les modérés et les radicaux : les Girondins, ou la *Gironde*, au nombre de 180, voulaient une *république fédérative sans excès*. Les Jacobins, au nombre de 70, voulaient *la république unie et indivisible, appuyée sur la terreur*. Désignés sous le nom de *Montagne*, parce qu'ils occupaient les bancs les plus élevés de la salle, ils ne tarderont pas, en dépit de leur petit nombre, à dominer l'Assemblée; et leurs chefs, *Danton, Marat, Robespierre*, deviendront les hommes les plus considérables de la Révolution.

Entre la Gironde et la Montagne flottaient les 500 députés du Centre appelé la *Plaine*, qui seront les complices muets de tous les crimes des jacobins.

Au témoignage d'un contemporain, l'histoire ne présente point d'assemblée souveraine qui ait réuni tant de vices, tant d'abjection, tant d'ignorance.

8. Proclamation de la République. Procès de Louis XVI. — Dès sa première séance (21 septembre 1792), l'Assemblée vota, sans délibérer, l'abolition de la royauté. Le lendemain, elle proclama la république, et *elle concentra en elle-même tous les pouvoirs de l'État*. Désormais les actes officiels furent datés de l'an I de la République; l'on introduisit l'usage de se tutoyer dans le style officiel et de se désigner sous le nom de *Citoyen*.

Tout entière hostile à la royauté, la Convention était bien décidée à mettre Louis XVI en jugement. Danton estimait

¹ Une Convention est une assemblée de représentants du peuple formée exceptionnellement pour établir ou modifier une Constitution.

que, pour effrayer la coalition, il fallait lui jeter en défi une tête de roi. L'Assemblée s'érigea donc en cour judiciaire et, après six semaines de délibérations, elle déclara *Louis Capet* coupable du crime de trahison et le condamna à la peine capitale. Le roi monta sur l'échafaud, le 21 janvier 1793, âgé de trente-neuf ans.



Adieux de Louis XVI à sa famille (dans la Tour du Temple).

9. Conséquences du régicide. — Le régicide eut pour conséquences, à l'extérieur, la coalition de l'Europe contre la France; et, à l'intérieur, l'insurrection de la Vendée et une réaction anticonventionnelle dans tout le pays, particulièrement dans le Midi et dans la Bretagne. L'Assemblée fit face à ce triple péril avec une énergie étrange. Elle décréta contre les ennemis du dehors une levée extraordinaire de 300.000 hommes recrutés par la conscription, et bientôt quatorze armées couvrirent les frontières. Elle dompta la Vendée en lançant contre cette province les *colonnes infernales* pour tout incendier et tout massacrer. Enfin, elle vota la création du Tribunal révolutionnaire et du Comité de Salut public, pour juger les ennemis de la Révolution : ceux-ci étaient impitoyablement condamnés à la peine de mort.

10. Lutte de la Gironde et de la Montagne, chute des Girondins. — La Gironde, représentant la bourgeoisie et la province, ne pouvait fraterniser longtemps avec la Montagne, issue du peuple et de la capitale. Accusés en pleine Assemblée de modérantisme et de complicité avec les émigrés et les aristocrates, les Girondins, sous la pression de l'émeute jacobine, furent arrêtés, au nombre de vingt-deux, et mis en prison, en attendant l'échafaud. — La modération de quelques-uns d'entre eux, leurs talents et leurs malheurs ne doivent pas les absoudre d'avoir voté la mort de Louis XVI et les décrets injustes contre les prêtres et les émigrés.

11. Régime de la Terreur (21 mai 1793-27 juillet 1794). — Soixante-dix départements essayèrent de prendre les armes pour venger l'arrestation des Girondins. Marat, le principal auteur de la proscription, fut assassiné. Partout se manifestait une vive réaction contre le régime de la Convention. Mais les jacobins se cramponnèrent au pouvoir et, pour s'y maintenir, ils organisèrent la Terreur.

L'œuvre des terroristes. — On pourrait définir la Terreur : *la France entière mise en état de siège.* Les maîtres du pays furent les neuf membres du *Comité de Salut public* dont Robespierre était le chef.

Persécution religieuse, spoliation des citoyens, exécutions en masse : telle fut, pour les terroristes, la mise en pratique de leur fameuse devise : Liberté, Égalité, Fraternité. Le culte catholique fut aboli et remplacé par le culte de la déesse Raison. Une actrice, élevée sur un trône, à Notre-Dame de Paris, se vit encensée en présence des députés de la nation. L'ère chrétienne fut remplacée par l'ère républicaine; les solennités religieuses, par des fêtes profanes. Les prêtres insermentés, au péril de leur vie, célébrèrent la messe dans les greniers, dans les granges, au fond des bois.

Les fortunes publiques ou privées étaient confisquées par les agents de l'État; en échange de leur or et de leurs bijoux, les particuliers recevaient des assignats dépréciés. Pendant ce

temps, le Tribunal révolutionnaire de Paris déployait une activité sans trêve, et la guillotine ¹ siégeait en permanence. Parmi les *victimes isolées* de ces jours de sang, la plus illustre fut Marie-Antoinette exécutée le 10 octobre 1793, à l'âge de 38 ans. Son fils Louis XVII, confié par les Jacobins au cordonnier Simon, périt à force de mauvais traitements. Le duc d'Orléans ² fut décapité malgré les services qu'il avait rendus à la Révolution. Le plus souvent, c'étaient des *exécutions collectives*, des fournées de 20 à 25 victimes : royalistes, républicains, modérés, fermiers généraux, communautés religieuses, prêtres et magistrats. Les vingt-deux Girondins proscrits le 21 mai inaugurèrent ces exécutions en masse. Dans les provinces, les ravages de la guillotine n'étaient pas moins effrayants qu'à Paris. Parfois on substituait au couperet, comme à Lyon et à Nantes, les feux de file, la mitraille, les noyades, les bateaux à soupape.

Division des terroristes. Dictature de Robespierre. — L'heure était venue où les monstres de la Convention, après avoir abattu leurs communs adversaires, allaient s'entre-dévorer.

Danton et Robespierre, chefs de la Montagne, restèrent unis d'abord pour renverser Hébert et Chaumette, chefs de la Commune. Ceux-ci supprimés, le duel s'engagea entre les deux champions qui restaient. Accusé, comme les Girondins, de *modérantisme*, Danton, malgré son prestige, fut condamné à mort et exécuté, laissant Robespierre seul maître de la France.

Le règne du dictateur dura trois mois. Dans une cérémonie

¹ La guillotine fut ainsi appelée de *Guillot*, médecin français, membre de la Constituante, qui proposa ce procédé d'exécution, pour abrégier les souffrances du supplicié (1792).

² Le duc d'Orléans, cousin de Louis XVI, s'était déclaré pour la Révolution par ressentiment personnel contre Marie-Antoinette. Député de la Montagne, il avait voté la mort du roi. Se posant en ennemi de la noblesse, il s'était fait donner par la Commune le nom bourgeois de *Philippe-Égalité*.

solennelle, qui fut en quelque sorte son apothéose à lui, il proclama la foi de la République française en l'existence de l'Être suprême et en l'immortalité de l'âme. Puis la Terreur redoubla, car Robespierre se sentait environné d'ennemis. Pendant un mois, à Paris, *les têtes tombèrent comme des ardoises*. Il y avait, chaque jour, de cinquante à soixante exécutions. La vertueuse Élisabeth, sœur de Louis XVI, le poète André Chénier, le chimiste Lavoisier, sont les victimes les plus connues de cette époque.

Chute de Robespierre, fin de la Terreur (28 juillet 1794). — Chef du Comité de Salut public, Robespierre avait pour acolytes Couthon et Saint-Just. Or, les autres membres du Comité se dépitaient d'être relégués dans l'ombre, et avec les Dantonistes de la Convention qui craignaient toujours les vengeances du dictateur, ils travaillaient sourdement à le renverser. Ils réussirent à faire décréter son arrestation. Mais alors une lutte épouvantable s'engagea entre la Convention et les chefs respectifs de la Commune et de la force armée de Paris. La Convention triompha. Traduit devant le tribunal révolutionnaire, Robespierre fut condamné au supplice et exécuté le même jour. C'était le 9 thermidor, an II; cette date marque la fin de la Terreur.

12. Fin de la Convention (octobre 1795). — Avant de se dissoudre, la Convention fit une nouvelle constitution organisant le gouvernement qui devait la remplacer, c'est-à-dire le *Directoire*. Puis, voulant se survivre à elle-même, elle décréta que les deux tiers de ses membres entreraient de droit dans le nouveau corps législatif. Ce décret provoqua une formidable insurrection dont l'Assemblée sortit victorieuse.

Si l'on excepte la défense nationale que la Convention mena avec une énergie extraordinaire, et quelques institutions utiles dues à son initiative, telle l'inauguration du système métrique des poids et mesures, le bilan de l'*Assemblée terrible* ne se chiffre que par des ruines : ruines matérielles,

ruines intellectuelles, ruines religieuses, ruines sociales. Aussi bien le souvenir de cette époque est-il resté sanglant et tragique dans la mémoire de nos ancêtres.

IV. — La Révolution sous le Directoire.

(octobre 1795 — novembre 1799.)

13. Caractères de ce régime. — Dans le régime du Directoire, le pouvoir législatif était représenté par deux Conseils électifs : celui des *Cinq-Cents* et celui des *Anciens*; et le pouvoir exécutif, par *cinq Directeurs* responsables, nommés par les deux Conseils.

Ce gouvernement fut faible, parce que le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif se trouvaient constamment en désaccord; les conflits se liquidaient par des coups d'État, c'est-à-dire par des violations de la constitution qui disqualifiaient le régime. Sans la gloire dont se couvraient les armées de Bonaparte, surtout dans leur célèbre campagne d'Italie, le Directoire n'aurait pu se soutenir.

Ce fut une époque d'impiété, de licence et d'agiotage effrénés, à cause de la détente qui devait fatalement succéder aux jours d'angoisse du régime précédent. Cependant le règne de la violence n'était pas fini; seulement la guillotine fit place à la déportation en Guyane ou dans les îles de Ré et d'Oléron. Aussi les contemporains appelèrent-ils ce régime la *Terreur blanche*.

14. Sa chute (1799). — Après la brillante campagne de Bonaparte en Italie, tandis que le célèbre général faisait la conquête de l'Égypte, les armées républicaines n'essuyaient en Europe que des défaites. Ces échecs militaires achevèrent de discréditer le Directoire.

Revenu de l'Orient avec le prestige de ses lointaines victoires, Bonaparte, pressé par son entourage et par sa propre ambition, renversa le gouvernement par le mémorable *coup*

d'État du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), et organisa le Consulat.

La série des régimes révolutionnaires était close.

V. — Lutte de l'Europe coalisée contre la Révolution française.

15. Impression produite par la Révolution en Europe. — Les débuts de la Révolution furent accueillis avec faveur par tous les peuples de l'Europe, qui la saluèrent comme l'approche d'une rédemption universelle. Mais les cours européennes, effrayées de ses provocations à la royauté, sentirent la nécessité de s'entendre et de se coaliser contre elle. Les émigrés d'ailleurs, qui avaient quitté la France au nombre d'environ 100.000, et surtout les princes français réfugiés à Coblenz, intriguaient auprès des gouvernements étrangers afin de les décider à envoyer des armées en France pour dompter la Révolution.

16. Coalition partielle sous la Législative (1792). — L'Assemblée Législative avait forcé Louis XVI à déclarer la guerre à l'Autriche, dont la Prusse et le Piémont étaient les alliés. Les hostilités commencèrent par *l'invasion de la Belgique*, possession autrichienne peu docile que les Français pensaient soulever aisément. Mais leur tentative ne rencontra pas le concours espéré et elle échoua (avril-juin 1792).

Cependant, le roi de Prusse s'était emparé de *Longwy* et de *Verdun*, et menaçait Paris. La célèbre *canonnade de Valmy*¹ dirigée par Dumouriez et Kellermann, arrêta l'envahisseur et le força de battre en retraite (20 septembre 1792). — Profitant de l'enthousiasme de la victoire, Dumouriez envahit de nouveau la Belgique, dont la *bataille de Jemappes* lui assura la conquête (6 novembre 1792).

¹ *Valmy*, petit village du canton de Sainte-Menehould, département de la Marne.

Sur le Rhin, les Français s'emparèrent de *Mayence*; et dans le sud, ils conquièrent la *Savoie*.

17. Coalition générale sous la Convention (1793-1795). — L'exécution de Louis XVI et les provocations des Jacobins, qui, se répandant dans les grandes villes, prétendaient partout *briser le joug des prêtres et des tyrans couronnés*, reformèrent la coalition qui devint générale sous la direction de l'Angleterre.

Débordée à toutes ses frontières par l'étranger, sapée au dedans par l'insurrection et la guerre civile, la France semblait perdue. Elle fut sauvée par l'énergie de la Convention et la fougue sauvage des armées républicaines. Le gouvernement décida la levée en masse de tous les citoyens de 18 à 60 ans, et bientôt plus d'un million de soldats, répartis en quatorze armées, faisaient face partout à la coalition.

La campagne de 1793 ne compta guère que des échecs pour la république; celle-ci perdit presque simultanément toutes ses conquêtes de 1792 : *Mayence*, la *Belgique* et la *Savoie*.

L'année 1794 fut plus favorable aux Français. *La bataille de Fleurus leur rendit la Belgique*, qui fut divisée en neuf départements et subit les horreurs du régime révolutionnaire. — *La rive gauche du Rhin fut reconquise.* — Enfin la rigueur excessive de l'hiver permit à leurs escadrons de passer sur la glace un affluent du Rhin, de s'avancer sur le *Zuiderzée* et de s'emparer de la flotte hollandaise immobilisée dans les eaux gelées. *La Hollande se déclara l'alliée de la France et fut érigée en République batave (1795).*

Les succès réitérés des Français amenèrent la rupture de la Coalition et la conclusion des traités de *Bâle*. La Prusse abandonnait la rive gauche du Rhin, et l'Europe reconnaissait la république française fondée par la révolution. Seules l'Angleterre et l'Autriche ne désarmaient pas encore.

18. La guerre sous le Directoire (1795-1800). — La France aurait pu faire la paix avec l'Autriche et l'Angleterre, comme elle l'avait faite avec la Prusse. Mais le
IRIS - LILLIAD - Université Lille

Directoire voyait dans la guerre étrangère : 1^o un moyen de prévenir à l'intérieur une réaction contre ses violences; 2^o un remède à sa détresse financière par le pillage des pays conquis; 3^o un instrument de propagande révolutionnaire.

Trois armées furent lancées contre l'Autriche, dont la défaite devait entraîner celle de l'Angleterre. Elles devaient, par trois chemins différents, s'avancer jusque sous les murs de Vienne et y dicter la paix à l'empereur.



Passage du Saint-Bernard par l'armée de Bonaparte, 1^{er} consul (1800).

Campagne d'Allemagne (1796). — Deux armées françaises pénétrèrent en Allemagne et tâchèrent de gagner le Danube pour ensuite se diriger sur Vienne. Mais l'une fut écrasée par les Autrichiens à *Wurtzbourg*, et l'autre, menacée d'être enfermée en pays ennemi, dut battre en retraite.

Campagne d'Italie (1796-1797). — Pendant ce temps, *Bonaparte*, à la tête de la troisième armée française, effectue sa fameuse campagne d'Italie. Dans l'espace d'un an (avril 1796 — avril 1797), il bat six armées autrichiennes et remporte seize batailles rangées qui, rachetant les échecs de ses deux collègues en Allemagne, le mènent à 25 lieues de Vienne et aboutissent à la *paix de Campo-Formio* (octobre 1797) : *La Lombardie avec le duché de Modène et une partie des*

États du pape formèrent la République Cisalpine incorporée à la France. L'Autriche recevait, comme dédommagement, la Vénétie qui cessait, après onze siècles d'existence, de former une république indépendante ¹.

Seconde Coalition (1799-1800). — Enhardi par les succès de ses armes dans la glorieuse campagne d'Italie, le Directoire prétendit révolutionner l'Europe entière. Un de ses généraux, profitant d'une querelle entre deux cantons, pénétra en Suisse et proclama la *République Helvétique* (1798). — Un autre, sous un prétexte futile, occupa la ville éternelle et proclama, dans les États de l'Église, la *République Romaine* (1798). Pie VI, âgé de quatre-vingts ans, fut conduit prisonnier à Valence, où il mourut l'année suivante, vénéré comme un martyr. — Le royaume de Naples fut à son tour transformé en *République Parthénopeenne* ², et le roi Ferdinand dut se réfugier en Sicile.

Ces empiétements, ainsi que l'anarchie de la France et l'absence de Bonaparte qui se trouvait en Égypte, furent les causes d'une seconde coalition, comprenant l'Angleterre, l'Autriche, le Piémont, Naples et la Russie.

Chassés de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse, les Français perdirent les plus belles de leurs conquêtes et ne furent sauvés d'une invasion que grâce aux mésintelligences qui éclatèrent parmi les alliés.

Pendant, en 1800, *sous le Consulat*, renouvelant le prodige du passage des Alpes avec une armée, Bonaparte conquiert une seconde fois l'Italie par la victoire de *Marengo* (14 juin); tandis que le général Moreau reprenait aux Autrichiens la rive gauche du Rhin.

La *paix de Lunéville* avec l'Autriche (1801) et la *paix d'Amiens* avec l'Angleterre (1802) terminèrent le conflit entre l'Europe et la Révolution.

¹ Carte de l'Italie septentrionale, voir plus loin.

² Parthénope était le nom antique de Naples.

**VI. — Influence de la révolution de 1789
sur le développement de la société moderne.**

19. Bons résultats. — La Révolution française nous apparaît, comme Janus, avec deux faces opposées : l'une inoffensive et rassurante, l'autre mauvaise et sinistre. Ce qu'il y a de bon dans 89, ce que tout le monde admet, ce sont les *réformes* tendant à détruire les abus de l'ancien régime : une *représentation nationale* chargée d'aider le roi dans l'exercice du pouvoir législatif et de voter l'impôt; l'*unité* dans la *législation*, dans la *jurisprudence*; l'*admissibilité* de tous les citoyens aux emplois; la *responsabilité des agents* du pouvoir exécutif. Ces réformes, qui pouvaient s'opérer sans la révolution, puisqu'elles étaient à la fois dans les vœux de la nation et dans les intentions du roi Louis XVI, ne peuvent assurément produire que de bons résultats : elles assurent la marche régulière du gouvernement et de l'administration; elles empêchent les abus du pouvoir; elles garantissent les droits d'une sage liberté; elles accélèrent enfin le progrès matériel, intellectuel et moral.

20. Mauvais résultats. — Mais, à côté de ces réformes utiles, sous prétexte d'accorder la liberté à l'industrie et d'arracher l'ouvrier à la tyrannie des corporations, la Révolution a livré le travailleur à un isolement qui souvent est l'impuissance et la misère. Sous les noms fallacieux de *liberté* et d'*égalité*, elle nous a légué des *principes d'anarchie* qui, s'attaquant aux bases mêmes de l'ordre social : *religion, autorité, famille, propriété*, ont fait sombrer la société moderne. En effet, ces principes ont fait le tour du monde, et sous leur pernicieuse influence, les liens religieux et moraux se sont relâchés partout, les peuples ont souvent brisé les *gouvernements* comme des jouets, et les révolutions sont devenues des faits ordinaires; des haines implacables de parti ont profondément divisé la société; enfin l'impiété et l'immoralité se sont accrues dans des proportions effrayantes,

Phases de la décadence.

Éclat de l'Empire à l'intérieur.	} Organisation de l'enseignement : l'Université de France. Travaux publics. Beaux-arts, Littérature.
Guerre d'Espagne (1809-1814).	} Pendant cinq ans, les troupes françaises sont décimées sans profit par les <i>guérillas</i> . En 1814, Joseph Bonaparte est expulsé et Ferdinand VII recouvre sa couronne.
5 ^e coalition. Campagne de Russie (1812).	} Rupture et coalition. Du Niémen } Prise de Smolensk. à Moscou. } Bataille de la Moskowa. Entrée à Moscou. Retraite désastreuse de Moscou au Niémen.
Suite de la 5 ^e coalition. Campagne d'Allemagne (1813).	} Préparatifs. La } Batailles de Lutzen et de campagne. } Bautzen. Bataille de Dresde. Bataille de Leipzig. Retraite de Napoléon.
Suite de la 5 ^e coalition Campagne de France (1814).	} Résultat : Dissolution de la Confédération du Rhin. Déclaration des alliés à Francfort. L'invasion. Opérations de la campagne.
Les Cent-Jours (1815).	} Résultats. } Première abdication de Napoléon. Premier traité de Paris. Retour de Napoléon de l'île d'Elbe. Rétablissement de l'Empire. Sixième coalition. } Ligny. Campagne } Quatre-Bras. de Waterloo. } Waterloo. Résultats. } Seconde abdication. Second traité de Paris.

DÉVELOPPEMENT.

Lorsque, au bout de dix ans, la Révolution parut épuisée par ses propres excès, elle engendra, comme fruit naturel, quinze années de dictature militaire qui rappellent les pires

années de l'absolutisme royal dont elle prétendait effacer la trace. En effet, après avoir, comme *premier Consul*, pacifié la France au dedans et l'avoir réconciliée avec l'Europe, Napoléon profita de son prestige militaire pour imposer à la France son despotisme impérial et à l'Europe entière la suprématie de son sceptre.

I. — La France sous le Consulat.

(1799-1804).

1. Organisation du Consulat. — La constitution consulaire était la quatrième constitution que la France se donnait depuis 1791. — Républicain par la forme, le nouveau régime n'était au fond qu'une monarchie militaire. A la tête du pouvoir exécutif se trouvait le *premier Consul*, assisté d'un Conseil d'État chargé d'élaborer les lois. Le pouvoir législatif comprenait le *Corps législatif* et le *Sénat*. Nommés à vie par le premier Consul, les Sénateurs pouvaient, par un simple décret, un *sénatus-consulte*, modifier la constitution.

L'organisation administrative fut remaniée dans le sens de la centralisation, de sorte que Bonaparte ne fut guère moins puissant qu'un monarque absolu.

2. Politique intérieure de Bonaparte. — *Le Concordat ou la restauration religieuse (1801)*. — Persuadé que la religion est la base de l'ordre social, Bonaparte résolut de réconcilier la France avec l'Église. Dans ce but, il ouvrit des négociations avec Pie VII, et bientôt un concordat fut signé par les deux pouvoirs civil et ecclésiastique.

Ce traité rétablissait le culte catholique et réglait les nouveaux rapports de l'Église de France avec Rome : 1^o le Consul nommerait les évêques, et le pape leur donnerait l'institution canonique; 2^o le pape ne troublerait en rien les possesseurs de biens d'église, mais le gouvernement assurerait au clergé un traitement convenable à titre d'indemnité; 3^o le nombre des fêtes d'obligation serait réduit à quatre.

Aux dispositions du Concordat, Bonaparte commit la déloyauté d'en ajouter d'autres, connues sous le nom d'*articles organiques*, que le pape refusa d'approuver. Ces dispositions supplémentaires restreignaient considérablement les libertés de l'Église en soumettant le pouvoir spirituel au pouvoir civil. — En 1802, le jour de Pâques, le rétablissement du culte fut solennellement inauguré, dans l'église Notre-Dame, à Paris.

Le Code civil ou la réforme législative (1800-1803). — Vou-
lant établir l'unité administrative au moyen d'une législation basée sur les principes de la Révolution, Bonaparte chargea une commission de coordonner les lois qui avaient été rendues par les régimes antérieurs. Ces lois furent votées par le Corps législatif (1804), et rassemblées dans un Code qui, plus tard, prit le nom de *Code Napoléon* (1807).

Chef-d'œuvre de clarté et d'esprit pratique, ce code a servi de modèle à la législation de la plupart des peuples de l'Europe. Mais il est conçu en dehors de l'idée chrétienne; il consacre l'athéisme légal de l'État; il fait pénétrer les principes de la Révolution dans le corps social tout entier.

3. Complots contre Bonaparte; exécution du duc d'Enghien (1804) — Le premier Consul avait aboli les lois portées contre les émigrés, et la plupart de ceux-ci étaient rentrés en France. Cependant le prestige grandissant de Bonaparte, qui s'acheminait visiblement vers le gouvernement monarchique, exaspérait également les républicains et les royalistes. Il en résulta plusieurs conspirations contre la personne du chef de l'État.

Irrité par les menées des royalistes, Bonaparte fit enlever en territoire badois, contre le droit des gens, le jeune *duc d'Enghien*, de la famille des Bourbons. Le prince fut jugé sommairement par une commission militaire et fusillé à Vincennes (nuit du 20 au 21 mars 1804). Cette exécution criminelle produisit une vive impression en France et en Europe.

4. Politique extérieure de Bonaparte. — Le premier Consul liquida la guerre de la seconde coalition. Après avoir fait, par deux nouvelles expéditions, la conquête de l'Italie septentrionale et de la rive gauche du Rhin,

il signa avec l'Autriche la *paix de Lunéville* (1801). L'année suivante, il concluait avec l'Angleterre la *paix d'Amiens* (chapitre précédent, n° 18).

II. — La France et l'Europe sous l'Empire.

(1804-1815).

5. Instauration de l'Empire (1804). — Dès 1802, pour protester contre les attentats dont Bonaparte avait été l'objet, le Sénat l'avait nommé Consul à vie, en lui conférant le droit de désigner son successeur. De là à la restauration de la monarchie, il n'y avait qu'un pas. Ce pas fut franchi le 18 mai 1804 : un sénatus-consulte proclamait Bonaparte *empereur héréditaire des Français* sous le nom de Napoléon I^{er}. Le décret du Sénat fut ratifié par le suffrage du peuple.

La constitution consulaire n'eut à subir que de minces retouches pour établir une monarchie plus absolue que celle de Louis XIV.

A l'exemple de Charlemagne, Napoléon voulut s'entourer d'une cour et d'une noblesse impériales, dont il improvisa les dignitaires parmi ses proches, ses amis et ses généraux. Pour rehausser l'éclat de sa couronne, il demanda à Rome l'investiture solennelle que *son ancêtre* avait obtenue jadis du Souverain Pontife. Pie VII se rendit aux instances de l'empereur et vint le sacrer à Notre-Dame de Paris. Ensuite, ayant érigé la république cisalpine en royaume d'Italie, le nouveau Charlemagne alla ceindre, à Milan, la couronne de fer des rois lombards. — *Dieu me la donne, s'écria-t-il, gare à qui la touche* ¹!

6. Napoléon. — Napoléon Bonaparte naquit en 1769, à Ajaccio, capitale de l'île de Corse, que Louis XV avait

¹ Eugène de Beauharnais, beau-fils de l'empereur, fut nommé vice-roi d'Italie.



Napoléon I^{er} (1769-1821).

acquise à la France. Son père était avocat. A l'école militaire de Brienne où il vint prendre son brevet, il se signala par son caractère bizarre et impérieux et ses aptitudes pour les sciences positives. Il accueillit avec faveur la Révolution, en égoïste pauvre et mécontent qui espérait des avantages d'un bouleversement social. Ses succès dans l'artillerie, au siège de Toulon d'abord, à Paris ensuite, lors de l'insurrection royaliste, valurent au jeune officier

âgé de 25 ans, le commandement de l'armée d'Italie. Les glorieuses campagnes d'Italie et d'Égypte assurèrent sa fortune et lui permirent d'aspirer à la plus prodigieuse ascension sociale que l'ambition humaine ait osé rêver.

Par son intelligence universelle; par son génie organisateur, son coup d'œil sûr, sa science militaire; par sa rare connaissance des hommes et surtout des soldats; par son extraordinaire puissance de travail qui lui permettait de consacrer jusqu'à 18 heures aux affaires sans interruption, Napoléon fut l'un des hommes les plus remarquables dont l'histoire fasse mention. — Mais on doit regretter que tant de ressources n'aient guère servi qu'à satisfaire une ambition insatiable, à exterminer l'élite de toute une génération de peuples, et à propager dans toute l'Europe les principes révolutionnaires.

A. — *Suprématie militaire de la France
sous Napoléon I^{er}.*

7. Troisième coalition contre la France (1805).

— *Rupture de la paix d'Amiens.* — L'Europe se taisait devant ce soldat que la Révolution avait deux fois couronné. Seule l'Angleterre osait braver le nouvel empereur. Napoléon réunit au *camp de Boulogne* 150.000 hommes et 2.000 bâtiments de transport; il méditait une descente dans l'île. — *Si nous sommes maîtres de la traversée pendant douze heures, écrivait-il, l'Angleterre a vécu.*

La coalition. — Napoléon n'eut pas le temps de réaliser son projet. Pendant que son amiral *Villeneuve* se faisait bloquer dans le port de *Cadix*, le ministre d'Angleterre, *Pitt*, organisait une nouvelle coalition avec l'Autriche, la Russie, la Suède et Naples (juillet 1805).

*Les hostilités : Campagne d'Austerlitz*¹. — Prompt comme l'aigle qu'il a pris pour enseigne, Napoléon transporte ses

¹ Carte n° 3.

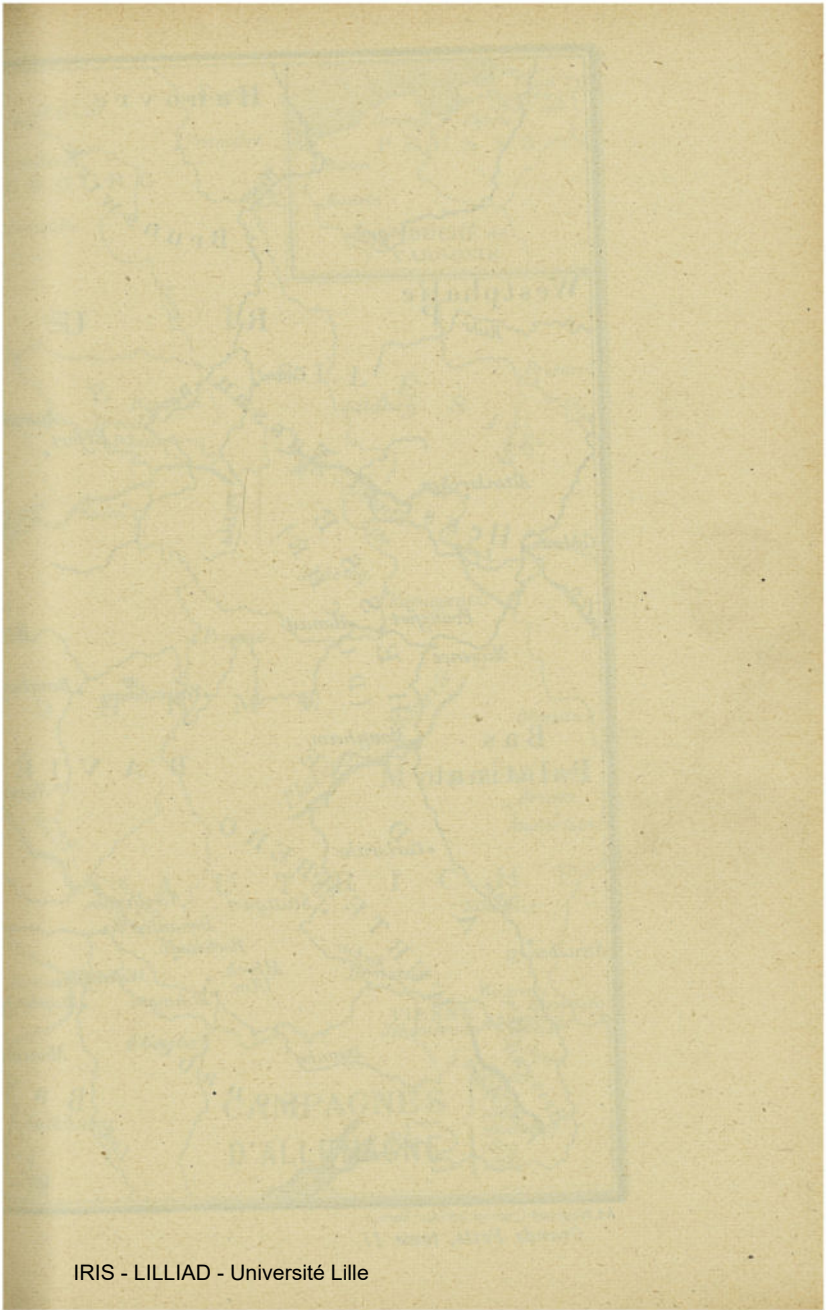
bataillons du camp de Boulogne sur les bords du Rhin. Des États du sud de l'Allemagne il se fait des alliés et fond sur l'armée autrichienne qui s'avance par la vallée du Danube. Ses lieutenants se rendent maîtres des deux rives du fleuve; ils coupent aux Autrichiens la route de Vienne, resserrent autour du général *Mack* le cercle de fer où ils l'ont enfermé, et l'obligent de capituler dans *Ulm* (19 octobre 1805). Poursuivant sa marche rapide, Napoléon entre dans *Vienne* (23 novembre). Ensuite il pénètre dans la Moravie, où les empereurs d'Autriche et de Russie ont concentré une armée de 90.000 hommes. Le 2 décembre 1805, la célèbre victoire d'*Austerlitz* termine la campagne. Le czar Alexandre battait en retraite et François II signait avec le vainqueur le traité de Presbourg.

Bataille navale de Trafalgar (21 octobre 1805). — Deux jours après la capitulation d'Ulm, la flotte combinée de France et d'Espagne était complètement battue par *Nelson*, qui fut cependant mortellement blessé; l'amiral français *Villeneuve* se suicida de désespoir. Ce désastre ruinait la marine française et, du même coup, les rêves de domination navale caressés par Napoléon.

Traité de Presbourg : abaissement de l'Autriche (1805). — Napoléon abusa de sa victoire. 1^o L'Autriche devait céder la Vénétie, l'Istrie et la Dalmatie au royaume d'Italie. 2^o Elle abandonnait le Tyrol au roi de Bavière, la Souabe au roi de Wurtemberg, le Brisgau au grand-duc de Bade ¹. 3^o Par un traité secret, François II renonçait à son titre d'empereur d'Allemagne et devenait François I^{er}, empereur d'Autriche.

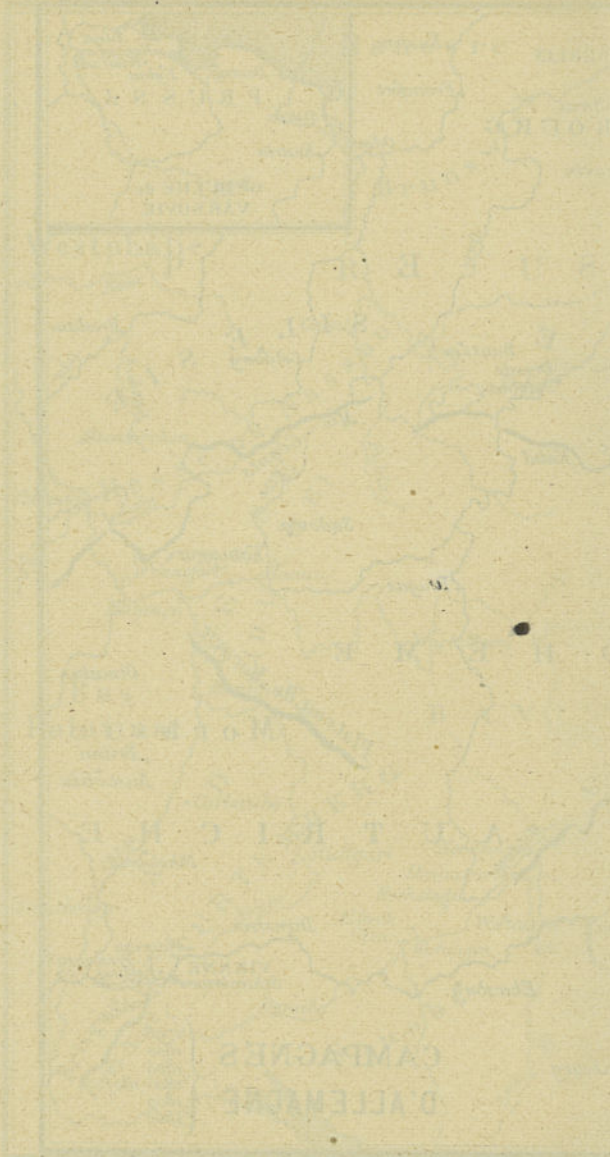
8. L'empire français substitué à l'empire germanique 1806). — Comme le grand empereur du moyen âge, Napoléon voulut entourer son empire de

¹ L'électeur de Bavière et le duc de Wurtemberg reçurent le titre de roi, et le duc de Bade le titre de grand-duc, pour prix de leur alliance avec Napoléon.





Ad. Wesmael-Charlier, editeur, Namur.
Grands Faits, tome II.



monarchies vassales. Le succès de ses armes favorisait ses vues despotiques.

Le *roi de Naples*, pour avoir ouvert ses ports aux Anglais, fut averti qu'il avait cessé de régner. Son royaume fut conquis par une armée française et donné à *Joseph Bonaparte*, frère aîné de Napoléon (1805).

Pour doter un autre de ses frères, l'empereur invita la république batave à offrir à *Louis Bonaparte* le titre de *roi de Hollande* (1805).

L'empire germanique — ou le *saint empire romain de la nation allemande* — se disloquait. Napoléon en profita pour réunir seize États du sud-ouest de l'Allemagne en une ligue nouvelle appelée *Confédération du Rhin*, dont Francfort devint la capitale. Il reçut le droit d'y lever des contributions et 60.000 soldats. Tandis que François II déposait la couronne impériale que les Habsbourgs portaient depuis trois siècles, le soldat corse prenait le titre solennel de *Napoléon le Grand, Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin* (1806).

9. Quatrième coalition contre la France. Anéantissement de la Prusse (1806-1807). —

Cause. — Une nouvelle coalition ne tarda pas à se former contre Napoléon, qui disposait des États d'autrui en maître souverain. Révolté de ses récents empiétements, encouragé par l'Angleterre qui offrait des subsides, et par la Russie qui promettait des troupes, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III adressa un ultimatum à l'empereur.

Les hostilités. — Selon son habitude, Napoléon ne laissa pas aux puissances liguées le temps de concentrer leurs forces. Il parut tout à coup, à la tête de sa *grande armée*, aux frontières de la Saxe. Les Prussiens furent battus, le même jour, à *Iéna* et à *Auerstaedt* (14 octobre 1806) et les Français entrèrent triomphalement à Berlin. Coup sur coup, les villes fortes de *Magdebourg*, *Erfurth*, *Kustrin*, *Stettin*, *Breslau*, capitulèrent. La Prusse était anéantie.

Restaient les Russes, ses alliés. Par la meurtrière bataille d'*Eylau* (8 février 1807), et surtout par la victoire décisive de *Friedland* (14 juin 1807), Napoléon força le czar Alexandre à signer la paix

Paix de Tilsitt : déchéance de la Prusse (1807). — Napoléon se montra généreux envers le czar, mais il fut impitoyable pour la Prusse. 1^o Elle ne conservait que la moitié de son territoire, c'est-à-dire la partie située sur la rive droite de l'Elbe. 2^o Les provinces de la rive gauche formèrent le *royaume de Westphalie*, qui fut donné à *Jérôme Bonaparte*. 3^o Les provinces polonaises de la Prusse formèrent le *grand-duché de Varsovie*, qui fut donné, avec le titre de roi, au *duc de Saxe*, allié de la France. — Ces deux États entraient dans la Confédération du Rhin pour consolider la suprématie napoléonienne en Allemagne.

10. Le blocus continental (1806). — Les succès croissants de Napoléon ravivaient sa rancune contre l'Angleterre qui seule lui résistait toujours. Pour la contraindre à implorer la paix, il résolut de la frapper dans son commerce, et décréta contre elle le fameux blocus continental, daté de Berlin (21 novembre 1806) : *Tous les ports du continent étaient fermés aux Anglais; les marchandises anglaises saisies sur le continent étaient confisquées; tout sujet britannique trouvé sur le territoire de l'empire était prisonnier de guerre.*

Si onéreuse qu'elle fût pour le commerce anglais, cette mesure ne produisit pas les résultats que Napoléon s'en était promis, mais elle indisposa contre lui l'Europe entière dont elle paralysait le trafic, et elle entraîna l'empereur dans une série de guerres impolitiques qui précipitèrent sa chute : occupation du Portugal (1807-1812); annexion de la Hollande (1807); annexion des villes hanséatiques, Brême, Hambourg, Lubeck (1807); annexion enfin des États de l'Église (1809).

11. L'invasion française en Espagne. Les Bourbons détrônés au profit de Joseph Bonaparte (1808). — En Espagne, le faible Charles IV

et son fils Ferdinand se disputaient le trône. Sous prétexte de soutenir les droits de Charles IV, Napoléon fit entrer des troupes françaises dans la péninsule. Ensuite, par intrigues ou par menaces, il amena les deux princes à renoncer à la couronne et les contraignit d'accepter l'hospitalité de la France. Le trône d'Espagne fut occupé par Joseph Bonaparte, qui cédait le royaume de Naples à Murat, beau-frère de l'empereur.

L'occupation française déclencha une insurrection formidable. Une armée anglaise commandée par Wellington débarqua en Portugal pour soutenir les insurgés. Napoléon lui-même dut accourir avec ses meilleurs généraux et l'élite de ses vétérans. Il fit tout plier devant lui; mais une démonstration hostile de l'Autriche le rappela soudain dans le nord.

12. Campagne de Wagram : Seconde mutilation de l'Autriche (1809). — *Cause.* — Napoléon se trouvant engagé en Espagne dans une guerre difficile, l'Autriche crut le moment favorable pour déchirer l'humiliant traité de Presbourg et reprendre les armes contre la France.

Hostilités. — Au mois d'avril 1809, l'archiduc Charles envahissait la *Bavière* avec 150.000 hommes. Comme toujours, la rapidité de Napoléon déjoua le plan de l'adversaire. Cinq jours après avoir reçu à Paris la nouvelle de l'invasion, il arrivait sur le Danube, où il eut vite fait de concentrer deux corps d'armée recrutés en partie par ses alliés du Rhin. Il força les Autrichiens à rétrograder, les poursuivit jusqu'à *Vienne* et s'empara de la capitale. L'empereur d'Autriche et son frère l'archiduc s'étaient retirés avec 100.000 hommes sur la rive gauche du Danube. Napoléon franchit ce fleuve et leur livra la bataille d'*Essling* (mai), dont l'issue douteuse le força de reculer. Après six semaines, consacrées dans l'île *Lobau*¹ à de nouveaux armements, les Français reprirent l'attaque et gagnèrent la bataille de *Wagram*.

¹ L'île Lobau est formée par deux bras du Danube.

Traité de Schœnbrünn (octobre 1809). — La paix signée au château impérial de Schœnbrünn, près de Vienne, acheva d'écraser la malheureuse Autriche. Rognée à toutes ses frontières au profit des alliés de Napoléon, elle perdait trois millions de sujets et payait en outre une lourde contribution de guerre.

13. Puissance de Napoléon en 1810. — En 1810, la puissance de Napoléon semble parvenue à son apogée. Le chiffre des départements français s'est élevé de 83 à 130, et celui des sujets de 25 à 42 millions. Avec l'ancienne Gaule, la moitié de l'Italie, la Hollande et les villes hanséatiques, l'empire s'étend de l'Atlantique aux Alpes dinariques; des Pyrénées à la Mer du Nord et à la Baltique.

Les rois d'Espagne et de Naples et les princes de la Confédération du Rhin sont vassaux de l'empereur des Français; le czar, les rois de Danemark et de Suède sont ses alliés auxquels va se joindre encore l'empereur d'Autriche.

Pour affermir sa vaste monarchie, il manquait à Napoléon un héritier. Il divorça avec Joséphine de Beauharnais et sollicita la main de l'archiduchesse *Marie-Louise*, fille de François II, auquel il venait d'arracher la moitié de ses États. L'empereur d'Autriche fit le sacrifice à la paix, et le mariage fut célébré à Paris, au printemps de 1810. L'année suivante, Marie-Louise donnait à Napoléon un fils qui reçut le titre de *Roi de Rome*. La dynastie napoléonienne était fondée; l'empereur paraissait au comble de ses vœux.

III. — Éclat de l'empire à l'intérieur.

Le premier empire français fut une ère de force matérielle et de gloire militaire plutôt que d'essor intellectuel, car les énergies de la nation, comme le génie du chef, furent surtout dirigées vers la guerre. Si l'enseignement, les travaux publics, l'industrie et les beaux-arts furent stimulés, et même puissamment, ces facteurs de la prospérité nationale devaient

contribuer avant tout à la glorification de l'empereur et à l'accomplissement de ses projets politiques.

14. Organisation de l'enseignement. — La Révolution avait ruiné l'instruction publique, et les efforts tentés par la Convention pour la réorganiser étaient restés inefficaces. Le premier Consul avait autorisé les congrégations enseignantes, et notamment les Frères des Écoles chrétiennes, à rouvrir leurs écoles. Devenu empereur, il voulut monopoliser l'enseignement afin de s'en faire un instrument de règne. En conséquence il le confia à une institution officielle appelée l'*Université*¹. L'enseignement universitaire comprenait trois degrés : l'enseignement supérieur ou les facultés ; l'enseignement secondaire ou les lycées impériaux ; et l'enseignement primaire. Napoléon s'occupa peu de ce dernier, qui resta, jusqu'en 1833, livré à l'initiative de chaque commune.

15. Travaux publics. — A Paris, l'*arc de triomphe de l'Étoile*, la *colonne Vendôme*, fondue avec les canons de l'Autriche, le *Temple de la Gloire* devenu l'église de la Madeleine, les *ponts d'Iéna* et d'*Austerlitz*, furent autant de monuments destinés à immortaliser les exploits des armées impériales. — Le commerce de la France fut redevable à Napoléon de tout un réseau de *canaux*, tels ceux de *Nantes à Brest*, de la *Seine au Rhône*, du *Rhône au Rhin*. *Cherbourg* devint un port magnifique et un défi pour les Anglais. *Anvers*, dont l'empereur voulait faire un pistolet chargé au cœur de l'Angleterre, reçut des agrandissements et des embellissements notables. — De superbes *routes* mirent la France en communication avec l'Italie : celles du *Simplon* et du *Mont-Cenis* ; celle de la *Corniche*, de Nice à Gênes, taillée dans le roc, le long de la Méditerranée.

¹ L'*Université de France* est l'ensemble des fonctionnaires chargés de donner l'enseignement officiel, sous la direction du ministre de l'instruction publique. Elle a toujours été une machine de guerre dressée contre l'Église, détruisant, par un enseignement athée, la foi dans les âmes.

16. Beaux-Arts. — Les peintres français de l'époque napoléonienne consacrèrent leur talent à immortaliser les exploits du conquérant. *David*, le patron de l'école classique en peinture, a laissé entre autres grandes toiles, le *Passage du Saint-Bernard* et le *Couronnement de l'Empereur*. — *Carle Vernet* donna les batailles de *Marengo*, d'*Austerlitz*, de *Wagram*. — Les mêmes sujets furent traités par *Gérard*, qui excellait surtout dans le portrait. — Le baron *Gros*, attaché comme peintre à l'état-major, produisit : *Bonaparte au pont d'Arcole*, *Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa*, la *Bataille d'Eylau*.

La sculpture, à cette époque, se réclame de l'Italien *Canova*, du Danois *Thorwaldsen*, du Français *Chaudet*.

Enfin, dans la composition musicale s'illustrèrent le Français *Méhul*, l'Italien *Cherubini*, l'Allemand *Beethoven*, les Belges *Grétry* et *Gossec* : ce dernier, établi à Paris, fut le créateur des Conservatoires de musique.

17. Littérature. — Napoléon ne sut point promouvoir l'essor littéraire, parce qu'il persécuta les écrivains de talent trop peu dociles à servir sa politique. D'ailleurs la voix du canon étouffait celle des muses à une époque où la vraie tragédie se jouait sur les champs de bataille. — *Chateaubriand*¹, le plus grand homme de plume d'alors, fut écarté

¹ En 1791, dégoûté à la vue des excès de la Révolution, Chateaubriand s'était embarqué pour l'Amérique. Rappelé en Europe par la nouvelle de l'arrestation de Louis XVI, il alla d'abord à Coblenz rejoindre les émigrés; ensuite il se retira à Londres où il vécut pendant plusieurs années du fruit de son travail. Rentré en France en 1800, il publia son œuvre capitale, *le Génie du Christianisme* qui devint comme le signal de la restauration religieuse. A l'époque où il parut, cet ouvrage fut un incontestable bienfait. Mais aujourd'hui, à cause de son insuffisance apologétique, on ne peut plus lui attribuer la même importance.

Comme homme politique, Chateaubriand se caractérisait lui-même en ces termes : *Bourbonien par honneur, monarchiste par raison, républicain par caractère*. Il se brouilla avec Bonaparte à l'occasion de l'exécution du duc d'Enghien. Sous Louis XVIII et sous Charles X, il joua un rôle politique assez remarquable.

de l'Académie, parce qu'il lui répugnait d'y faire l'éloge de l'empereur. *Madame de Staël*, fille de Necker, avait exercé, sous le Directoire, une influence politique considérable par ses *salons*. Exilée en 1802 pour avoir fait de l'opposition, elle profita de son séjour au delà du Rhin pour étudier et faire connaître les chefs-d'œuvre de la littérature allemande. — *Joseph de Maistre*, né à Chambéry en Savoie, passa la période impériale à Saint-Pétersbourg, comme ministre du Roi de Sardaigne. Grand écrivain et profond philosophe, il a pulvérisé les sophismes et les mensonges accumulés par l'école voltairienne. — A ces trois prosateurs de talent, il convient d'ajouter *Napoléon* lui-même, dont les proclamations et les bulletins de victoire passent pour des modèles d'éloquence militaire.



Chateaubriand (1768-1848).

B. — Phases de la décadence de l'empire napoléonien.

(1810-1815)

Les principales causes de la chute de Napoléon furent les suivantes : 1^o le despotisme impérial qui avait fini par supprimer en France toutes les libertés conquises par la Révolution; 2^o le blocus continental qui mécontentait l'Europe entière; 3^o les violences exercées contre le Souverain Pontife et qui aliénaient à l'empereur les sympathies de tous les catholiques; 4^o ses injustes entreprises sur l'Espagne, qui fut pendant six ans comme une plaie sanglante au flanc de l'empire; 5^o l'imprudente expédition de Russie qui ruina la

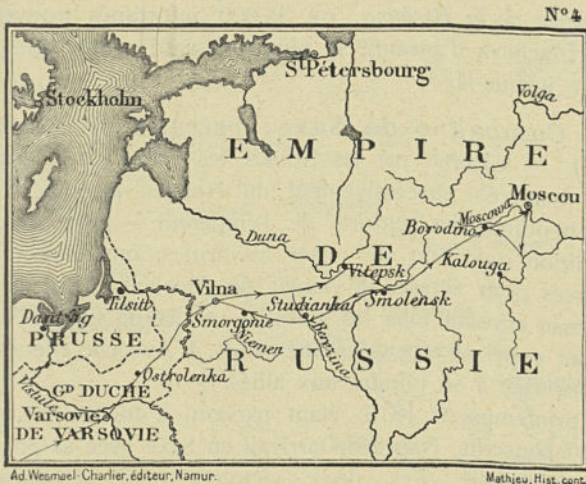
grande armée; 6^o l'entêtement de Napoléon à rejeter les concessions des alliés au cours des dernières campagnes de Saxe et de France.

18. Démêlés de Napoléon avec le Saint-Siège (1809-1814). — En 1809, Napoléon avait aboli la souveraineté temporelle du pape et réuni à l'empire les États de l'Église. Bravant ensuite l'excommunication prononcée contre les auteurs de cet attentat, il avait fait conduire Pie VII à Savone où, pendant trois ans, le vénéré pontife vécut des aumônes des fidèles. Néanmoins la pression impériale ne put l'amener à céder au Métropolitain de Paris ses droits concernant l'institution canonique des évêques de France. Bientôt 27 sièges y furent vacants. Napoléon irrité convoque à Paris un *concile national (1811)* sous la présidence de son oncle, le cardinal Fesch. Mais cette assemblée proteste de son obéissance au pape et se refuse à toute résolution contraire à l'autorité pontificale. Au comble de l'exaspération, l'empereur dissout le concile et fait transférer Pie VII à Fontainebleau (1812). Revenu de sa désastreuse expédition de Russie, il arrache à son illustre captif, vieux et souffrant, le *concordat de Fontainebleau*, qui sacrifiait une partie des droits de l'Église, et que le pape rétracta ensuite.

19. Longue résistance des Espagnols (1809-1814). — Tandis que Napoléon quittait l'Espagne pour courir en Autriche (1809), les insurgés poursuivaient avec confiance et acharnement la lutte contre les Français. Éparpillés dans toutes les provinces, en bandes appelées *guérillas*, et soutenus par les Anglais, ils décourageaient l'ennemi par une tactique d'embuscades que favorisait la topographie du pays. La guerre d'Autriche terminée, Napoléon jeta dans la péninsule 300.000 vieux soldats commandés par ses meilleurs généraux. Il y eut alors des batailles rangées avec des alternatives de succès et de revers. Mais la division du commandement, la faiblesse du roi, Joseph Bonaparte, et surtout les armes de l'Angleterre paralysèrent les efforts des troupes

impériales. En 1812, la rupture avec la Russie vint absorber l'attention et les forces militaires de Napoléon. Wellington en profita pour achever d'expulser les Français du Portugal; et, l'année suivante, le roi Joseph, complètement battu à *Vittoria*, dut quitter l'Espagne. Les Français se retirèrent dans les Pyrénées et furent poursuivis par les Anglais jusque dans Bayonne. En janvier 1814, Napoléon, acculé par la coalition, rendit à Ferdinand VII sa liberté et sa couronne.

20. Cinquième coalition. Campagne de Russie (1812). — Des querelles au sujet de l'application du blocus amenèrent, en 1811, une rupture entre Napoléon et Alexandre



Campagne de Russie (1812).

de Russie. Le czar s'allia avec l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal et la Suède, et l'empereur conclut une alliance offensive et défensive avec la Prusse et l'Autriche.

Au printemps de 1812, Napoléon pénétrait dans l'empire de Russie avec une armée de plus de 600.000 hommes. *Vilna*, *Vitepsk*, *Smolensk*, dont les Français se rendirent maîtres, *Borodino*, sur la Moskowa, où s'engagea, le 7 septembre,

la plus grande bataille d'artillerie de l'époque; — enfin Moscou, où l'armée française entra triomphalement le 15 septembre; telles furent les principales étapes de la campagne. Les Russes avaient opposé à l'envahisseur la seule tactique qui pût sauver leur patrie : fuir toujours et ne laisser derrière eux que le désert. Ils allèrent jusqu'à brûler leur vieille capitale pour isoler et affamer l'ennemi dans son triomphe même.

Après un mois de séjour à Moscou, pressée par la faim, la grande armée dut revenir sur ses pas, escortée des implacables cosaques et du terrible hiver moscovite. La retraite se changea bientôt en un immense désastre, et la catastrophe de la Bérésina, où 35.000 infortunés trouvèrent la mort, acheva d'anéantir la plus puissante armée que l'on eût vue jusque-là.

21. Campagne de Saxe; retraite de Leipzig (1813). — Chassés par les Russes, les débris de la grande armée reculèrent successivement du Niémen jusqu'à l'Elbe. Ils y attendirent les renforts de l'empereur ¹ pour attaquer la coalition qui, loin de poser les armes, ramassait toutes ses forces pour écraser le vaincu de Moscou. Ainsi le roi de Prusse enrôlait tous les hommes valides de ses provinces et faisait appel aux peuples allemands. L'Autriche elle-même était disposée à se joindre aux alliés.

Au printemps de 1813, étant parvenu à mettre sur pied 300.000 conscrits, Napoléon arrivait en Saxe avec sa promptitude habituelle. Les deux victoires qu'il remporte à *Lutzen* (2 mai) et à *Bautzen* (20 mai) rejettent les alliés dans la Silésie. Mais les vaincus profitent d'un armistice pour attirer l'Autriche et la Bavière dans la coalition et mettre en ligne 500.000 combattants répartis en trois armées. Napoléon bat le centre ennemi à *Dresde*, mais ses lieutenants sont vaincus sur tous les points. Obligé de rétrograder jusqu'à

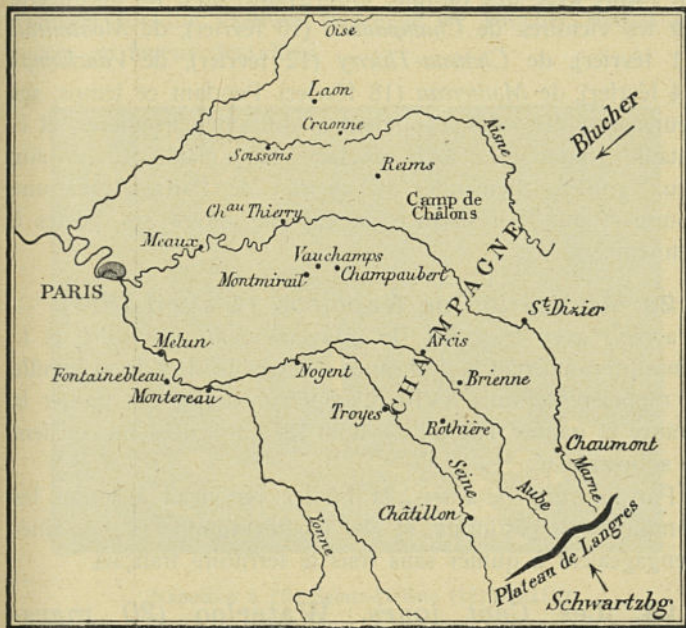
¹ Il était rentré à Paris en décembre 1812.

Leipzig, il s'y voit acculé par des forces supérieures et contraint de livrer la *bataille des nations* (16-18 et 19 octobre). Vaincus, les Français durent battre en retraite, et cette retraite fut, comme celle de Russie, un désastre. L'empereur ne ramena en France que des débris.

La bataille de Leipzig brisait la confédération du Rhin.

22. Campagne de France (1814). — Les vainqueurs de Leipzig pouvaient marcher sur Paris sans rencon-

N° 5



Ad Wesmael-Charlier, éditeur, Namur.

Mathieu, Hist. cont.

Campagne de France (1814).

trer d'obstacle. Cependant ils s'arrêtèrent sur le Rhin et offrirent à Napoléon de lui garantir son trône à condition que la France rentrât dans ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. Bravant l'opinion nationale qui

appelait la paix à grands cris, bravant la coalition dont les troupes envahissaient le territoire français de quatre côtés à la fois, Napoléon entreprit de lutter, avec 70.000 hommes, contre *Schwartzenberg* et *Blucher* qui, à la tête de 250.000 Austro-Prussiens, pénétraient dans les provinces de l'Est (janvier 1814). Mais c'est en vain qu'il déploie toutes les ressources de son génie, en vain que ses adversaires commettent la faute de suivre séparément les vallées de la Marne et de la Seine, en vain que l'empereur tombe de l'un sur l'autre avec une rapidité foudroyante, qu'il les déconcerte par les victoires de *Champaubert* (10 février), de *Montmirail* (11 février), de *Château-Thierry* (12 février), de *Vauchamps* (14 février), de *Montereau* (18 février). Pendant ce temps, ses lieutenants, débordés, capitulent à toutes les frontières, et la bataille indécise d'*Arcis-sur-Aube* (20 mars) ouvre aux deux armées allemandes le chemin de Paris. Après une courte et inutile résistance, la capitale ouvre ses portes à l'ennemi.

23. Abdication de Napoléon (4 avril 1814). — D'accord avec les alliés, le gouvernement provisoire et le sénat prononcèrent la déchéance de Napoléon et de sa famille et rappelèrent Louis XVIII. L'empereur déchu dut quitter la France et gagner l'île d'Elbe dont les puissances lui cédaient la souveraineté.

Par le *traité de Paris*, la France renonçait à toutes les conquêtes de l'Empire et de la Révolution, et les alliés s'engageaient à quitter sans frais le territoire français.

24. Les Cent jours. Waterloo (20 mars-22 juin 1815) — Tandis que le Congrès de Vienne travaillait à rétablir l'équilibre européen, Napoléon s'échappait de son île et rentrait en France pour tenter une fois encore la fortune. Débarqué à Cannes le 1^{er} mars 1815, il s'installait aux Tuileries le 20, et un mois plus tard, la France reconnaissait de nouveau l'empire. Afin d'entraîner la nation dans

une nouvelle guerre qui paraissait inévitable, l'empereur se hâta de proclamer une constitution libérale.

Les alliés, qui n'avaient point licencié leurs troupes, purent mobiliser immédiatement trois armées. *Wellington* et *Blucher* s'étant portés vers les Pays-Bas, Napoléon fit entrer en Belgique 124.000 soldats qui devaient se mesurer avec les 250.000 Anglo-Prussiens. Vainqueur de *Blucher* à *Ligny* (16 juin) et de *Wellington* aux *Quatre-Bras* (17), l'empereur poursuivit l'ennemi jusqu'à *Waterloo*, où s'engagea, le 18, une grande bataille. L'issue de l'action semblait devoir être favorable aux Français, lorsque l'arrivée imprévue de *Blucher* décida du succès en faveur des alliés.



Napoléon à l'île Sainte-Hélène (1815-1821).]

Sommé d'abdiquer et de quitter la France, Napoléon se livra à la générosité de l'Angleterre, qui le relégua sur le rocher de Sainte-Hélène, au milieu de l'Océan. C'est là qu'il mourut chrétiennement, le 5 mai 1821, âgé de cinquante-deux ans.

La France fut une seconde fois foulée par les armées

étrangères. Blucher et Wellington, bientôt suivis du czar et de Schwartzenberg, entrèrent dans Paris (juillet 1815). Les alliés exigèrent le retour de Louis XVIII et conclurent avec lui le *second traité de Paris* : la France perdait une dizaine de villes fortes aux frontières de l'Est; elle devait payer 700 millions pour frais de guerre et entretenir sur son territoire une armée de 150.000 étrangers pendant cinq ans; elle restituait en outre les chefs-d'œuvre artistiques enlevés par Napoléon aux divers musées d'Europe (2 octobre 1815).

L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

SYNTHÈSE.

Après la chute de Napoléon, les souverains ne comprirent pas bien le rôle qu'ils avaient à jouer. Au lieu de consacrer les réformes exigées par le progrès ou les nécessités du temps, au lieu d'accorder au peuple les libertés raisonnables et compatibles avec le bon ordre, la plupart s'appliquèrent à réagir contre les aspirations nouvelles, à maintenir l'omnipotence de leur autorité, à contenir l'esprit révolutionnaire.

Cependant une fièvre incroyable de liberté travaillait tous les peuples. Le libéralisme proclamait la souveraineté absolue de l'individu et de l'État en face de l'autorité religieuse. La franc-maçonnerie, étendant partout ses ramifications secrètes, poussait au renversement des monarchies, à l'expulsion, par la force, des dominations étrangères, à la fondation de puissantes nationalités républicaines, unifiant des pays trop morcelés et préparant la réalisation de son rêve de république universelle. — La lutte entre les deux courants opposés, réaction monarchiste en haut, efforts vers l'émancipation en bas, résume l'histoire de la première moitié du XIX^e siècle.

Après cinquante ans de trouble et d'agitation, la plupart des États de l'Europe conquièrent, selon leur programme, l'indépendance ou le régime constitutionnel. Mais les principes révolutionnaires n'ont pas produit encore leurs dernières conséquences. En effet, si la bourgeoisie supplanta dans le

gouvernement l'influence de l'aristocratie, le peuple ne gagna guère au bouleversement social. Et c'est à conquérir à son tour l'émancipation politique et économique que travailla la démocratie du XIX^e siècle de plus en plus radicale dans ses revendications. — D'autre part, les aspirations nationales que le Congrès de Vienne avait sacrifiées à l'équilibre des États trouvèrent des défenseurs puissants qui réalisèrent enfin, par la diplomatie et par la guerre, l'unité italienne et l'unité allemande.

Depuis 1870, l'équilibre se maintint parmi les grands États de l'Europe. Une ère prolongée de paix — la Paix armée — favorisa dans une mesure extraordinaire le développement de l'activité dans tous les domaines et d'une prospérité matérielle sans précédent. Mais cet accroissement, cette poursuite effrénée du bien-être eut pour conséquences l'abaissement du niveau religieux et moral, la lutte des classes de plus en plus aiguë, enfin, la rivalité économique des grandes nations, et ce militarisme onéreux qui tient suspendue sur le monde contemporain une menace permanente de conflagration universelle.

CHAPITRE XIX.

RÉACTION DES SOUVERAINS CONTRE LA RÉVOLUTION. LE CONGRÈS DE VIENNE; LA SAINTE-ALLIANCE.

Sommaire synoptique.

Le Congrès de Vienne.	{	Règlements particuliers.	{	Grandes puissances.
		Règlements généraux.		Réorganisation de l'Allemagne.
		Conséquences éloignées.		États secondaires.
La Sainte-Alliance.	{	Son but.		
		Ses membres.		
		Ses Congrès.		

DÉVELOPPEMENT.

I. — Le Congrès de Vienne.

(1815.)

Non moins important dans l'histoire contemporaine que les grandes assises de Munster dans l'histoire du XVII^e siècle, le Congrès de Vienne, tenu par des représentants de tous les États européens, se donna pour mission : 1^o de remanier la carte du globe bouleversée par les guerres de Napoléon; 2^o de rétablir l'équilibre européen et de prendre des mesures contre l'esprit révolutionnaire.

1. Règlements particuliers. — Dans ses remaniements géographiques, le Congrès sacrifia généralement les intérêts des États secondaires à ceux des quatre grandes puissances : Angleterre, Russie, Prusse et Autriche. *Tout ce qui n'était pas des grandes puissances, dit Thiers, fut partagé comme butin trouvé au milieu d'une ville prise d'assaut.*

a) *Les grandes puissances. — Angleterre.* — L'Angleterre recouvra le Hanovre érigé en royaume; elle gagna l'île Helgoland, auparavant possession danoise, l'île de Malte enlevée aux Français, et la domination sur les îles Ioniennes.

Russie. — La Russie, agrandie récemment de la Finlande, de la Bessarabie et de la Crimée, obtint encore la majeure partie du grand-duché de Varsovie redevenu royaume de Pologne; elle reculait ainsi ses frontières occidentales du Niémen jusqu'à l'Oder.

Autriche. — L'Autriche recouvra la plupart des territoires que lui avaient enlevés les guerres de l'empire, sauf la Belgique; en échange de celle-ci, elle obtenait la Lombardie et la Vénétie, qui ne lui créeront pas moins d'embarras que les Pays-Bas.

Prusse. — A peu près tout son ancien territoire fut restitué à la Prusse; comme ample dédommagement de quelques pertes, elle obtint toute la Poméranie suédoise, la moitié du royaume de Saxe, qui expiait ainsi sa fidélité à Napoléon, enfin une grande partie de la Westphalie avec les anciens électors ecclésiastiques de Trèves et de Cologne, qui formèrent la province rhénane. Ces agrandissements donnaient à la Prusse la majorité de la population allemande et préparaient sa suprématie future.

France. — Le sort de la France avait été réglé par le second traité de Paris, qui lui imposait ses frontières de 1790 et lui enlevait une dizaine de villes fortes au nord et à l'est. Le Congrès de Vienne affecta de ne pas la compter au rang des grandes puissances.

b) *Réorganisation de l'Allemagne par le pacte fédéral.* — La Confédération du Rhin s'était dissoute après la bataille de Leipzig. Le Congrès ne rétablit point l'ancienne constitution du *saint empire romain*, mais il organisa la *Confédération germanique* composée de 39 États. Parmi ceux-ci, la principauté de Hanovre fut érigée en royaume; la Bavière, le Wurtemberg, et, après quelques hésitations, la Saxe furent

confirmés dans le rang que Napoléon leur avait donné. Brême, Hambourg, Lubeck et Francfort recouvrèrent leur qualité de villes libres. — La présidence de la Confédération germanique fut attribuée à l'Autriche. Une assemblée permanente réunie à Francfort et composée de députés de tous les États de la Confédération, réglait les affaires générales de celle-ci. Chaque État devait contribuer, selon ses moyens, au recrutement et à l'entretien d'une armée fédérale de 300.000 hommes destinée à repousser toute agression du dehors. Luxembourg, Mayence, Landau, Ulm et Rastadt devinrent forteresses fédérales.

c) Les États secondaires. — Pays-Bas. — Voulant constituer dans le nord une *barrière* contre la France, le Congrès créa le royaume des Pays-Bas en réunissant la Belgique à la Hollande sous le sceptre de Guillaume d'Orange.

Italie. — Les anciennes divisions politiques de l'Italie furent en grande partie rétablies. Le Souverain Pontife, les rois de Naples et de Piémont, les ducs de Toscane et de Modène, dépossédés par Napoléon, recouvrèrent leurs États. Le duché de Parme fut attribué viagèrement à l'impératrice Marie-Louise. L'Autriche qui régnait directement sur le royaume lombard-vénitien, exerça une influence prépondérante sur toute la péninsule.

Suisse. — La Confédération helvétique fut rétablie et les dix-neuf cantons furent augmentés de trois : Genève, Valais et Neuchâtel.

Espagne et Portugal. — Ferdinand VII était remonté sur le trône d'Espagne, en 1814. La maison de Bragance, tout en continuant de résider au Brésil, reprenait le sceptre du Portugal.

Suède et Danemark. — En compensation de la Poméranie annexée à la Prusse, la Suède reçut la Norvège qui gardait cependant sa constitution propre. Le Danemark, dépossédé de la Norvège à cause de son alliance avec Napoléon, recevait à titre de dédommagement le duché allemand de

Lauenbourg; comme duc de Lauenbourg, le roi de Danemark était membre de la Confédération germanique.

2. Dispositions générales. — 1^o Afin de prévenir dans la suite les conflits internationaux, le prince de Metternich, président du Congrès, proposa de soumettre à un tribunal d'arbitrage les différends survenus entre souverains. Il émit le vœu de voir se multiplier les congrès dans le but de maintenir la bonne entente entre les gouvernements et de prendre des mesures contre les peuples mécontents; 2^o le Congrès condamna la traite des noirs; 3^o il décréta la libre navigation sur les fleuves.

3. Conséquences éloignées du Congrès de Vienne. — L'œuvre du Congrès de Vienne, défectueuse à plusieurs points de vue, contenait en germes la plupart des révolutions et des grands conflits du XIX^e siècle.

L'Italie, déjà tout imbibée des idées libérales françaises, ne se donnera de repos qu'elle n'ait secoué la domination autrichienne. — La Belgique catholique ne se pliera pas au joug de la Hollande calviniste. — La Pologne ne cessera de se débattre sous les serres de la Russie schismatique. — Enfin les peuples de la Confédération germanique se soulèveront contre la suprématie de l'Autriche et réaliseront par les armes leur programme national : *Empereur et Empire!*

II. — La Sainte-Alliance.

(1815.)

4. — La Sainte-Alliance était une ligue conclue à Paris, après la chute de Napoléon, entre le czar, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse : ceux-ci s'engageaient à combattre de tout leur pouvoir l'esprit révolutionnaire qui avait déchaîné sur l'Europe de si épouvantables désastres. La ligue prit le nom de *Sainte-Alliance*, parce que l'Évangile y était déclaré le plus solide fondement de la politique, et la charité chrétienne la plus efficace garantie de la paix.

Scellée d'abord par les monarques signataires du traité de Paris, elle obtint bientôt l'adhésion de tous les souverains de l'Europe et même l'adhésion de la France. Après le Congrès d'Aix-la-Chapelle (1818), elle se transforma en une ligue politique ayant pour but d'assurer l'exécution des articles du Congrès de Vienne.

Outre le Congrès d'Aix-la-Chapelle, les souverains de la Sainte-Alliance tinrent des assemblées à Carlsbad (1819), à Troppau et à Laybach (1821), à Vérone (1822).

CHAPITRE XX.

LA FRANCE SOUS LA RESTAURATION ET SOUS LA MONARCHIE DE JUILLET. — RÉVOLUTIONS DE 1830 ET DE 1848.

Sommaire synoptique.

Louis XVIII. (1814-1824.)	} Sa } politique.	} intérieure. } extérieure :	Son avènement. — Les deux restaurations.	
			Charte de 1814. Difficultés de la situation. Principaux actes. Intervention en Espagne.	
Charles X (1824-1830.)	} Gouvernement intérieur.	} Politique extérieure.	Son caractère.	
			} Difficultés. Actes. Intervention en Grèce. Expédition d'Alger.	
	} Révolution dite de Juillet.	} Conséquences	Occasion : les ordonnances de Charles X. Les trois journées de la révolution.	
			} en } Avènement de la maison France. } d'Orléans. } Orléanistes et légitimistes. en Europe : contagion révolutionnaire.	
Louis-Philippe I (1830-1848.)	} Politique du roi.	} Révolution dite de Février.	La nouvelle charte. Les partis.	
			} Ordre au dedans. Paix au dehors. Conquête de l'Algérie.	
	} Causes.	} Résultats	Le ministère ultra-conservateur de Guizot. La question de la réforme électorale.	
			} Les trois journées de la révolution. en France : la république. en Europe : contagion révolutionnaire.	

DÉVELOPPEMENT.

I. — Règne de Louis XVIII.

(1814-1821).

1. *Avènement de Louis XVIII.* — Le comte de Provence, frère aîné du malheureux Louis XVI, était rentré à Paris, le 3 mai 1814, sous le nom de Louis XVIII; mais dès le mois de mars de l'année suivante, le retour de Napoléon l'avait contraint de se réfugier avec sa cour à Gand. Rétabli sur le trône par la volonté formelle des alliés, après la bataille de Waterloo, il revint dans sa capitale le 9 juillet 1815. Son règne de dix ans forme avec celui de son successeur Charles X la période connue dans l'histoire de France sous le nom de *Restauration* (1814-1830).



Louis XVIII (1755-1824).

2. *Sa politique intérieure.* — Louis XVIII ne songea pas à rétablir la monarchie absolue ni l'ancien régime. Il octroya à son peuple une *charte* qui respectait les principales libertés conquises par la Révolution et organisait le gouvernement parlementaire.

Cependant la situation du roi était grosse de difficultés qui provenaient surtout de la diversité des partis politiques : *libéraux*, champions ardents des principes de 89; *républicains*, épris du régime des États-Unis; *bonapartistes*, regrettant l'empire; *ultra-royalistes*, disposés à renverser tout ce qu'on avait fait depuis vingt-cinq ans. Les *ultras* formèrent d'abord la majorité à la chambre des députés, que Louis XVIII

nommait, parce qu'elle était plus royaliste que le roi, la *chambre introuvable*.

Les *traités de Paris*, qui soulevèrent dans tout le royaume des critiques aussi violentes qu'injustifiées; d'imprudentes mesures de réaction contre les auteurs et les complices des *Cent jours* et du régicide; des mesures favorisant la restauration religieuse; enfin l'évacuation anticipée du territoire (1818) que les troupes étrangères devaient occuper jusqu'en 1820 : tels furent les principaux actes du gouvernement intérieur de Louis XVIII.

3. Sa politique extérieure. — En 1822, le Congrès de Vérone chargea Louis XVIII d'intervenir en Espagne pour y dompter la Révolution. Votée malgré l'opposition libérale, l'intervention française fut couronnée de succès et elle affermit, en France même, le parti royaliste au détriment des libéraux et des sociétés secrètes.

Louis XVIII mourut en 1824, laissant le trône, à défaut d'enfant, à son frère, le comte d'Artois.

II. — Règne de Charles X.

(1824-1830.)

4. Gouvernement intérieur de Charles X. — Plus dévoué à la religion que Louis XVIII, qui avait grandi dans l'incrédulité voltairienne, Charles X n'avait malheureusement pas la prudence et la fermeté de son frère. D'un côté les exigences des ultras, de l'autre l'opposition systématique des libéraux rendaient la situation extrêmement critique.

Une loi sévère contre les attentats et les vols sacrilèges; — l'indemnité d'un milliard accordée aux émigrés dont la Révolution avait confisqué les biens; — un projet de loi contre la presse; — enfin la suppression de la garde nationale qui, à l'occasion d'une revue, avait proféré des cris séditieux : toutes ces mesures soulevèrent une violente animosité contre le gouvernement de Charles X, et surtout

contre son premier ministre, le *comte de Villèle*, qui dut démissionner. — Les successeurs de ce dernier, le libéral *Martignac*, puis le conservateur *prince de Polignac*, furent impuissants à calmer l'effervescence générale, prélude d'une révolution prochaine.

5. Politique extérieure de Charles X. — Deux événements détournèrent momentanément l'opinion des querelles de l'intérieur : l'intervention de la flotte anglo-française, à *Navarin*¹, en faveur des Grecs soulevés contre les Turcs (1827); et l'*expédition d'Alger* (1830). Au cours d'une entrevue, le dey d'Alger avait donné au consul de France un coup d'éventail. Pour venger cet outrage et pour mettre un terme aux pirateries des corsaires algériens, le gouvernement de Charles X décida d'envoyer une armée en Afrique. La défaite de *Staouéli* força le dey d'évacuer Alger dont l'occupation devint pour les Français le point de départ d'une florissante colonie.



Charles X (1764-1836).

6. Révolution de juillet (1830). — *Occasion : les ordonnances de Charles X.* — Charles X avait espéré que la prise d'Alger désarmerait l'opposition que les partis coalisés faisaient à son gouvernement. Il n'en fut rien. Les libéraux continuaient d'attaquer violemment le ministre Polignac, et les élections qui se firent peu de jours après la nouvelle de la victoire d'Alger maintinrent la majorité des opposants.

¹ Il en sera question plus loin, chapitre XXI, n° 5.

Pour dominer la situation, Charles X se décida à faire un coup d'État. Le 26 juillet, il publia trois ordonnances d'une légalité douteuse : *la première suspendait la liberté de la presse; la seconde déclarait la chambre dissoute avant d'être réunie; la troisième restreignait le nombre des électeurs et des députés.*

Les trois journées de juillet (27-28-29). — Une vive agitation suivit la publication des ordonnances et dégénéra bientôt en révolte. Les insurgés, dirigés par les sociétés secrètes, comprenaient des étudiants, des ouvriers, des officiers et des soldats de l'empire. Ils formèrent des rassemblements dans Paris et couvrirent les rues de barricades. Le maréchal *Marmont*, chargé de leur tenir tête avec des forces insuffisantes, leur abandonna, dès le troisième jour, la capitale et se retira à Saint-Cloud, où était la famille royale.

Dénouement : abdication de Charles X, avènement de Louis-Philippe. — Au dernier moment, Charles X révoqua les ordonnances et congédia son ministre Polignac. Il était trop tard. Le roi crut sauver encore sa dynastie en abdiquant — d'accord avec son fils, le duc d'Angoulême — en faveur de son petit-fils, le jeune duc de Bordeaux. Mais tels n'étaient pas les desseins des auteurs et complices de la Révolution. Les sociétés secrètes, avec le peuple, instrument de l'insurrection, voulaient ardemment la république; mais les libéraux, c'est-à-dire la majorité parlementaire, désiraient une monarchie favorable à leur programme, monarchie dont ils croyaient trouver le meilleur représentant dans le duc d'Orléans. Ils travaillèrent l'opinion dans ce sens, et la chambre des députés donna la couronne au duc d'Orléans, qui prit le nom de *Louis-Philippe I*, et le titre significatif de *roi des Français* (9 août 1830).

Charles X s'embarqua pour l'Angleterre, d'où il se retira en Autriche. Il mourut en 1836. Ainsi finit la Restauration, après avoir rendu à la France le rang que l'ambition de Napoléon lui avait fait perdre, et donné au pays quinze années de paix et de prospérité.

Conséquences. — En France, les événements de juillet partagèrent la maison des Bourbons en deux branches ennemies, ayant chacune leurs partisans politiques : les *légitimistes* tenaient pour la branche aînée; les *orléanistes* pour la branche cadette.

La révolution de Paris eut aussi son contre-coup dans plusieurs autres capitales, notamment à *Bruxelles* et à *Varsovie*. (*Chapitre XXI, nos 6 et 7.*)

III. — Règne de Louis-Philippe I.

(1830-1848.)

Fils du trop célèbre *Philippe-Égalité*, mort sur l'échafaud, Louis-Philippe d'Orléans avait 57 ans quand il ceignit la couronne. Il déploya de l'habileté et de la générosité dans le gouvernement, mais l'éducation voltairienne qu'il avait reçue le fit se méprendre sur les vrais moyens de régénérer la France.

7. *La nouvelle charte.* —

Louis XVIII, monarque héréditaire, avait octroyé la charte à ses sujets; Louis-Philippe, roi élu par les Français, acceptait la charte des mains de la nation et la sanctionnait. Cette charte fut celle de 1814, modifiée dans le sens libéral : 1^o *la religion catholique cessait d'être la religion de l'État*; 2^o *la pairie n'était plus héréditaire*; 3^o *l'âge et le cens électoral étaient abaissés*; 4^o *la chambre partageait avec le roi le droit d'initiative*¹; 5^o *la presse était libre*.



Louis-Philippe (1773-1850).

¹ Droit d'initiative : droit de proposer des lois à la Chambre.

8. Les partis politiques. — La royauté de juillet s'appuya naturellement sur le parti libéral auquel elle devait son trône et qui formait la majorité à la Chambre. Mais le parti libéral était divisé en deux fractions importantes : 1^o les *progressistes*, avec le vieux marquis *de la Fayette*, le banquier *Laffite* et l'historien *Thiers*, voulaient, à l'intérieur, des institutions favorables au peuple, et, à l'extérieur, une politique favorable aux révolutions; 2^o les *doctrinaires*, avec *Périer*, *de Broglie* et *Guizot*, réclamaient, dans l'intérêt du commerce et de l'industrie, l'ordre au dedans et la paix avec le dehors.

Les adversaires de la monarchie de juillet étaient les légitimistes, les bonapartistes et les républicains. Les *légitimistes*, appartenant à l'aristocratie, restaient fidèles à Charles X et au duc de Bordeaux, en faveur duquel ils tentèrent même un soulèvement (1832). Les *bonapartistes*, anciens fonctionnaires et soldats de l'empire, étaient partisans du fils de Napoléon, *le duc de Reichstadt*, qui mourut prématurément (1832). Le prince *Louis-Napoléon*, fils de l'ancien roi de Hollande, tenta aussi, par deux fois, une restauration impériale. Enfin, les *républicains*, ouvriers et déclassés qui avaient fait la révolution de juillet, protestaient contre la nouvelle monarchie et ne cessaient d'encourager partout les manifestations révolutionnaires. Pour renverser le trône, ils armèrent le bras des assassins et, dans l'espace de dix-huit ans, dirigèrent plus de quinze attentats contre la vie de Louis-Philippe.

9. Politique de Louis-Philippe I. — Louis-Philippe crût d'abord pouvoir gouverner avec les progressistes. Mais les exigences de ce parti décidèrent bientôt le roi à le lâcher et à adopter franchement la *politique des doctrinaires* : *ordre au dedans, paix au dehors*. Il n'y dérogea, d'accord avec sa majorité, qu'en faveur de la Belgique contre la Hollande, parce que le congrès de Vienne avait créé le royaume-uni des Pays-Bas par hostilité à la France. Ni le soulèvement patriotique de la Pologne (1830); ni les sollicitations de l'Angleterre en faveur de la Turquie menacée, par le vice-roi

d'Égypte, d'un démembrement; ni la crainte de sacrifier le prestige de la France en laissant les autres puissances régler seules la question d'Orient ¹, rien ne put ébranler Louis-Philippe dans sa résolution de maintenir *la paix à tout prix*. Si cette politique blessait la fierté chevaleresque de la nation, elle favorisait cependant la prospérité intérieure. L'industrie prenait un essor vigoureux et, grâce à la création des chemins de fer, le commerce décuplait ses débouchés.

Le plus grand résultat du règne de Louis-Philippe fut la *conquête de l'Algérie*. Commencée en 1830, par la prise d'Alger, elle fut achevée en 1847, par la capture du célèbre *Abd-el-Kader* ², le héros de la résistance, qui se rendit au général *Lamoricière*.

10. Révolution de février (1848). — La révolution qui devait renverser Louis-Philippe fut aussi soudaine et aussi rapide que celle qui avait renversé Charles X.

¹ Chapitre XXVII.

² Né en Algérie d'un marabout ou prêtre musulman qui prétendait descendre de Mahomet, Abd-el-Kader avait reçu une éducation soignée. Ses qualités, ses talents, sa réputation de sainteté, joints à son origine, lui donnaient sur les Arabes une influence considérable. Il voulut en profiter pour débarrasser l'Algérie des étrangers et notamment des Français. Pendant dix ans, il poursuivit la guerre contre la France avec une activité et une persévérance qui excitèrent l'admiration de l'Europe. — Après la prise de la *Smalah*, son camp volant qui était toute une ville, il essaya vainement de dominer sur le Maroc. Rejeté de la frontière de cet empire, il dut se rendre à Lamoricière (1845); il fut envoyé en France où il resta jusqu'en 1852. A cette époque Napoléon III lui rendit la liberté avec une pension de 100.000 francs payée par la France, dont il fut dès lors un ami dévoué. En 1860, il sauva du massacre les chrétiens du Liban réfugiés dans son palais à Damas,



Abd-el-Kader (1807-1883).

Les *causes prochaines* du mouvement furent les fautes du ministère ultra-conservateur de Guizot, qui était au pouvoir depuis sept ans. On lui reprochait de ne travailler qu'à l'affermissement du trône, de laisser périlcliter le prestige de la France à l'extérieur et de ne rien faire pour la masse du peuple.

Les députés de l'opposition — Thiers, Odilon-Barrot, Ledru-Rollin, Lamartine — réclamaient surtout, au nom du peuple, la *réforme électorale* et la *réforme parlementaire*, c'est-à-dire l'abaissement du cens électoral de 200 francs et l'abolition des députés-fonctionnaires qui remplissaient la chambre et soutenaient toujours le gouvernement. Tenus en échec par la majorité ministérielle, les députés réformistes résolurent d'en appeler à la nation. Dans des banquets organisés par leurs électeurs, ils prononcèrent des discours d'une grande violence contre le roi et ses ministres. Les *banquets réformistes* produisirent leur effet et devinrent bientôt le signal de l'insurrection.

Les trois journées de février (22-23-24). — Odilon Barrot avait organisé à Paris un banquet réformiste pour le 22 février. Le gouvernement interdit le banquet. Ce fut l'étincelle qui alluma les poudres. Au jour dit, le peuple, dans une manifestation menaçante, parcourt les rues en criant : *Vive la réforme! A bas Guizot!* — Le lendemain, la garde nationale prend parti pour les manifestants. Guizot, le principal adversaire de la réforme, donne sa démission de ministre; cette concession ne suffit pas à calmer la foule. — Le 24 février, le roi effrayé en accorde une nouvelle en appelant au pouvoir les chefs de l'opposition : Thiers et Odilon Barrot. Mais il est trop tard; les insurgés ne se contentent plus de la réforme, ils veulent la république. Menacé personnellement par l'émeute, Louis-Philippe abdique en faveur de son petit-fils, le comte de Paris, quitte le palais des Tuileries et gagne Cherbourg, d'où il passe en Angleterre.

Résultats de la révolution de février. — En France, la conséquence immédiate de la révolution de février fut le *renversement*

de la monarchie et la proclamation de la république. En effet, la duchesse d'Orléans s'étant présentée à la Chambre avec son fils, le comte de Paris, pour recueillir la succession de Louis-Philippe, les insurgés envahirent le local et acclamèrent — sur la proposition de quelques députés ¹ — la république et le suffrage universel. En attendant qu'une constitution républicaine fût élaborée, les insurgés nommèrent un gouvernement provisoire.

Au dehors, la révolution de 1848 fut plus contagieuse encore que celle de 1830. Elle eut de terribles échos à *Vienne*, à *Berlin*, à *Naples*, à *Rome*, à *Turin*, et partout elle essaya de faire triompher dans le sang les principes de la démocratie. (*Chapitre XXI.*)

¹ Ledru-Rollin et Lamartine, qui furent ensuite nommés membres du gouvernement provisoire.

CHAPITRE XXI.

RÉPERCUSSION DES RÉVOLUTIONS DE PARIS EN EUROPE ET DANS LES COLONIES.

Sommaire synoptique.

Espagne.	{	Révolution pour le régime constitutionnel, 1820.
	}	Guerre civile entre Cristinos et Carlistes, depuis 1833.
Amérique espagnole.	{	Promoteurs de l'indépendance : Bolivar, Iturbide.
	}	Émancipation { des provinces méridionales, 1826.
		{ du Mexique 1829.
		{ de Cuba et des Philippines, 1898.
Portugal et Brésil.		Insurrection pour le régime constitutionnel, 1820.
		Guerre civile entre Constitutionnels et Absolutistes.
		Révolution républicaine de 1911.
		Érection du Brésil en empire indépendant, 1822.
	{	Dans les Deux-Siciles : 1820 et 1848.
		En { 1821, insurrection pour le rég.
		{ const.
		{ 1848, contre la domination autrich.
Italie.	{	But des révolutionnaires.
		A Rome, sous Pie IX, { Moyens : violences.
		1848. { Intervention victorieuse de la
		{ France.
	{	Le soulèvement, 1821; résistance du sultan.
	}	Intervention de l'Europe : Navarin.
Grèce.	{	Paix d'Andrinople.
	}	La Grèce royaume; agrandissements ultérieurs.
	{	Le régime hollandais.
	}	Union des catholiques et des libéraux, 1828.
Belgique.	{	Le soulèvement et la lutte armée, 1830.
	}	Résultat : l'indépendance.
	{	La Belgique sous les règnes de Léopold I et de Léopold II.

Pologne.	}	Le régime russe.	
		L'insurrection de Varsovie, 1830.	
		Lutte contre la Russie.	
		Résultat : asservissement.	
Irlande.	}	La situation.	
		Moyens employés pour s'affranchir.	
		Résultats obtenus.	
Suisse.		Le Sonderbund, 1847.	
		Guerre civile.	
		Constitution de la république fédérale, 1848.	
		Persécution de l'Église catholique, après 1870.	
Prusse.	}	Révolution	{ Cause et occasion.
		de Berlin, 1848.	{ Résultat : régime constitutionnel.
Autriche.	}	Révolution de	{ But.
		Vienne, 1848.	{ Insuccès.
	}	Insurrection	{ But : la séparation.
		de la Hongrie.	{ Intervention de la Russie.
			{ Échec des insurgés.
		Constitution dualiste de 1867.	

DÉVELOPPEMENT.

1. Troubles en Espagne. — Les principes de 89 s'étaient répandus en Espagne pendant l'occupation française. Durant l'absence de Ferdinand VII, prisonnier de Napoléon, les États-Généraux espagnols avaient élaboré une constitution libérale qu'ils surent, avec l'aide de l'armée, imposer au roi à son retour (1814). Cependant, comme la grande majorité de la population était favorable aux traditions de la monarchie absolue, les souverains de la Sainte-Alliance réunis en congrès à Vérone chargèrent la France d'intervenir en faveur du roi d'Espagne. La constitution libérale fut abolie (1823).

Après la mort de Ferdinand VII, qui n'avait pas de fils, la loi salique faisait passer la couronne d'Espagne à *don Carlos*, frère du roi. Mais, par complaisance pour sa femme, le monarque abolit la loi salique, frustrant ainsi son frère de ses droits au profit de sa fille *Isabelle* (1833). Ce fut le signal d'une longue guerre civile entre les *Carlistes* ou *partisans de don Carlos*.

et les *Cristinos* ou *partisans d'Isabelle* ¹, qui régna d'abord sous la régence de sa mère *Marie-Christine*.

Le règne d'*Isabelle II* (1843-1868) fut une période de vingt-cinq années de troubles et d'agitations, signalée par des changements perpétuels de ministères. En 1868, ses propres généraux — *Prim*, *Topeté*, *Serrano* — se soulevèrent contre la reine, battirent ses troupes et la forcèrent à quitter l'Espagne.

Son fils *Alphonse II* récupéra le trône en 1874, pour le laisser, après un règne court et malheureux, à son fils *Alphonse XIII*.

2. *Émancipation de l'Amérique espagnole.* —

Le mauvais régime économique et politique que l'Espagne imposait à ses colonies ², l'exemple de l'Amérique anglaise ³, enfin les événements qui se passaient dans la métropole, décidèrent l'Amérique espagnole à conquérir son indépendance.

Deux hommes se signalèrent dans la lutte pour l'émancipation : *Iturbide* au Mexique, *Bolívar* dans l'Amérique du Sud.

Simon Bolívar, initié en Europe aux principes nouveaux, affranchit successivement le *Vénézuéla*, sa patrie, la *Nouvelle-Grenade*, l'*Équateur*, le *Pérou*, le *Chili*, *Buenos-Ayres*, le *Paraguay* et l'*Uruguay*. En 1826, la *Convention de Callao* terminait dans l'Amérique méridionale la guerre pour l'indépendance.

Dans le même temps, le Mexique s'agitait sous la conduite du général *Iturbide*. En 1820, celui-ci s'emparait de la capitale *Mexico* et, peu après, se faisait proclamer empereur sous le nom d'*Augustin I*. Après la mort du rebelle, fusillé par les Espagnols en 1824, le Mexique se constitua en république. La bataille de *Tampico*, gagnée en 1829 sur les troupes espagnoles, assura enfin aux Mexicains l'indépendance, mais non la paix. Une longue suite de révolutions n'a cessé de

¹ Consulter les tableaux généalogiques, fin du volume.

² Chapitre III, n° 8.

³ Chapitre XV.

bouleverser ce beau pays, dont une partie considérable appartient aujourd'hui aux États-Unis.

En 1898, la *guerre hispano-américaine* fit perdre encore à l'Espagne les îles *Cuba*, *Porto-Rico* et *Philippines* qui passèrent sous la domination de la grande République. De son colossal empire du *xv^e* siècle, il ne lui restait plus que les Canaries et quelques places sur la côte marocaine.

3 Troubles en Portugal et au Brésil. — La révolution espagnole gagna le Portugal. L'armée et le peuple se soulevèrent et réclamèrent le régime constitutionnel, qui fut inauguré par Jean VI (1820). Cependant l'aristocratie étant favorable au pouvoir absolu, la guerre civile éclata, comme en Espagne, entre *constitutionnels* et *absolutistes*.

Le Portugal établit définitivement le régime constitutionnel en 1834, mais il n'y trouva point la prospérité. Les factieux se disputèrent le gouvernement, et les étrangers la direction des affaires financières. Tandis que la franc-maçonnerie entravait l'influence de l'Église, la royauté ne cessait d'être en butte aux complots et aux attentats.

En 1908, *Charles I*, qui régnait depuis vingt ans, tombait avec le prince héritier sous les balles des révolutionnaires. Trois ans plus tard, ceux-ci proclamaient la déchéance de *Manuel II*, — qui dut s'exiler, — et instauraient la *république* (1911).

En 1822, le Portugal avait été contraint d'ériger le *Brésil*, sa colonie, en *empire indépendant*, et de signer une constitution libérale qui rognait les prérogatives du trône. Aujourd'hui, les autres possessions portugaises sont menacées, si l'anarchie de la métropole continue, de devenir la proie des voisins.

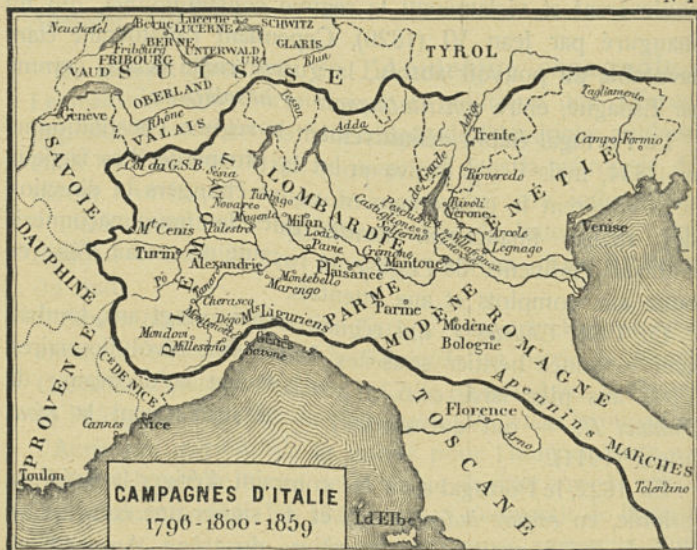
4. La révolution en Italie. — *a) Dans le royaume des Deux-Siciles.* — Le Congrès de Vienne avait replacé le royaume de Naples et Sicile sous la domination des Bourbons.

L'abolition de la constitution libérale qu'ils avaient reçue en 1812 provoqua dans ces deux États une insurrection militaire, fomentée par les carbonari. Mais, sur la décision

du *Congrès de Laybach*, l'empereur d'Autriche appuya par les armes les droits de la monarchie et les fit triompher (1821). — Une nouvelle insurrection de la Sicile, qui offrait la couronne au fils de Charles-Albert, roi de Piémont, fut domptée par l'Autriche en 1848.

b) *Dans le royaume de Sardaigne et Piémont.* — En 1821, tandis que les troupes autrichiennes entraient à Naples, la révolution éclatait aussi dans l'Italie septentrionale. L'armée s'insurgea et força *Victor-Emmanuel I* d'abdiquer en faveur de

N°1



Ad Wesmael-Charlier, éditeur, Namur.

Mathieu. Hist. cont.

son frère Charles-Félix, qui accepta la constitution espagnole. Mais une armée autrichienne vint rétablir le régime absolu sous le sceptre de *Charles-Félix*.

En 1848, encouragées par l'exemple de Paris qui venait de détrôner Louis-Philippe, excitées par la société secrète *la Jeune Italie* dont le programme était l'expulsion de l'Autriche de la péninsule, Venise et Milan chassèrent leur garnison

impériale. L'ambitieux roi de Sardaigne, *Charles-Albert*, successeur de Charles-Félix, rêvait d'étendre sa domination sur la Lombardie et peut-être sur l'Italie entière; il prêta donc aux insurgés le concours de ses armes et envahit les États de l'Autriche. Mais le vieux maréchal *Radetzki*, gouverneur de Milan, lui infligea deux retentissantes défaites, la première à *Custoza* (6 août 1848), la seconde à *Novare* (23 mars 1849). Profondément humilié, le vaincu abdiqua entre les mains de son fils *Victor-Emmanuel II* et alla mourir de chagrin en Portugal.

c) Révolution romaine (1848). — *Pie IX* avait succédé, sur le Siègne apostolique, à Grégoire XVI (1846). Le nouveau Pontife accorda généreusement à son peuple de sages réformes et les libertés compatibles avec les principes du christianisme; mais les révolutionnaires de la *Jeune Italie* exigèrent qu'il adoptât leur programme et qu'il déclarât la guerre à l'Autriche. Père spirituel de la chrétienté, le pape refusa d'entrer dans cette politique belliqueuse : il vit assassiner son premier ministre, *Rossi*, et, menacé lui-même, il dut se retirer à Gaëte, dans le royaume de Naples. Rome resta aux mains des révolutionnaires jusqu'au moment où la France envoya le général *Oudinot* délivrer la ville éternelle et rétablir *Pie IX* sur son trône (juin 1849).

5. Émancipation de la Grèce (1821-1830). — Depuis la prise de Constantinople, en 1453, la Grèce courbait le front sous le joug ottoman. Ses anciennes cités, autrefois si florissantes, étaient presque désertes, et la population des campagnes végétait misérablement.

Pendant, au bruit des fanfares révolutionnaires qui retentissaient de l'Occident, les Hellènes se réveillèrent de leur torpeur et résolurent de reconquérir leur indépendance. Guidés par des héros comme *Botzaris* et *Kanaris*, secondés par des étrangers illustres, comme le poète anglais *Lord Byron*, ils coururent aux armes et chassèrent les Turcs de leurs principales garnisons.

En vain le sultan *Mahmoud II* se vengea-t-il par d'épouvantables représailles à Constantinople et dans l'île de Chios; en vain lança-t-il contre les insurgés le pacha d'Égypte, *Méhémet-Ali*. Au spectacle des malheurs et de l'héroïsme des Grecs, l'Europe s'émut; la France, l'Angleterre et la Russie envoyèrent une escadre devant *Navarin*, où la flotte ottomane fut complètement détruite (20 octobre 1827).

Menacé de se voir enlever Constantinople par les Russes, le sultan s'humilia et implora la paix qui fut signée à *Andrinople* (1829) aux termes suivants : 1^o la Grèce formait un État indépendant; 2^o la Moldavie, la Valachie et la Serbie, qui s'étaient affranchies du joug ottoman un peu auparavant, seraient administrées par des gouverneurs chrétiens et placées sous la protection du czar, tout en restant vassales du sultan ¹.

En 1831, la Grèce fut érigée en royaume. Depuis lors, elle s'est agrandie successivement : 1^o des îles ioniennes (1863); 2^o d'une partie de la Thessalie et de l'Épire (1878); 3^o de l'île de Crète, du reste de la Thessalie et de la Macédoine, si bien qu'elle possède à peu près ses limites naturelles (1912).

6. Révolution belge (1830). — Depuis 1815, la Hollande formait avec la Belgique le royaume des Pays-Bas. Aux points de vue de l'essor économique et de la sécurité extérieure, la Belgique trouvait dans la marine, dans les colonies et dans le prestige de la Hollande des avantages précieux. Mais les deux nations étaient profondément séparées par la différence de religion; et le roi Guillaume, loin d'apaiser cet antagonisme, ne faisait que l'aviver en favorisant systématiquement les Hollandais calvinistes au détriment des Belges catholiques.

Tous également vexés par le gouvernement tyrannique de Guillaume d'Orange, libéraux et catholiques belges concluaient, en 1828, l'*Union pour le redressement des griefs*.

¹ Carte n^o 6.

Mais au lieu de céder, le gouvernement hollandais redoublait de rigueur contre tous ceux qui faisaient de l'opposition.

Le 26 août 1830, l'émeute éclatait dans la capitale, et se propagea rapidement dans tout le pays. La fusillade des *journées de septembre* expulsa les Hollandais de Bruxelles; d'autres combats les chassèrent des provinces.

Un *Congrès national* proclama la Belgique indépendante et la dota d'une constitution monarchique. Les représentants des puissances, réunis à Londres pour la question d'Orient, ayant ratifié, par sympathie ou par intérêt, l'indépendance et la neutralité de la Belgique (20 décembre 1830), le Congrès national offrit la couronne au prince *Léopold de Saxe-Cobourg* qui l'accepta. Cependant, par le *traité des 24 articles*, il fallut céder à la Hollande le grand-duché de Luxembourg et la moitié de la province de Limbourg (1839).

Depuis lors, sous le régime le plus libre qui soit au monde, à l'abri des révolutions qui continuèrent d'agiter les États voisins, notre pays prospéra merveilleusement pendant les règnes féconds de *Léopold I* (1831-1865), de *Léopold II* (1865-1909) et d'*Albert* actuellement régnant. A l'intérieur, malgré des luttes de partis très vives parfois, il sut accomplir d'utiles réformes dans la législation électorale, scolaire, militaire et ouvrière. Au dehors, il agrandit son influence et ses débouchés par l'acquisition de la colonie du *Congo*, cadeau du feu roi Léopold II (1907).

7. Révolution polonaise (1830). — Si la révolution belge réussit, grâce à l'union nationale et grâce à l'appui de la France, la révolution polonaise échoua par suite des divisions intestines et de l'isolement de ce malheureux pays.

Le Congrès de Vienne avait rétabli le royaume de Pologne sous la suzeraineté de la Russie. Le czar *Alexandre* respecta d'abord les institutions nationales, mais il se départit ensuite de sa tolérance, et son successeur *Nicolas I* prit à tâche de dénationaliser la Pologne en y implantant l'Église schismatique dont il était le chef.

En 1830, à la nouvelle de la révolution de Paris, une vaste conspiration éclatait à *Varsovie* contre le régime moscovite. Le prince Constantin, frère du czar et lieutenant général du royaume, dut prendre la fuite; un gouvernement provisoire fut organisé et le trône déclaré vacant.

Mais bientôt 120.000 Russes parurent sous les murs de Varsovie. Les troupes polonaises furent taillées en pièces à *Ostrolenka*, et la capitale, investie, dut capituler. Les chefs de l'insurrection furent exilés en Sibérie; la Pologne cessa de former un royaume et fut réduite en *province russe*. Le despotisme des czars provoqua, en 1863, un nouveau soulèvement qui n'aboutit qu'à une recrudescence de la persécution.

8. L'agitation en Irlande. — Plus intolérable encore que la servitude de la Pologne était celle de l'Irlande, et elle durait depuis deux siècles. Aux points de vue économique, politique et religieux, *l'île-sœur* était totalement sacrifiée à l'Angleterre. En effet, le sol de l'Irlande appartenait et appartient encore aux *landlords* anglais qui font exploiter leurs domaines par des fermiers irlandais. — Depuis 1800, l'Irlande était privée de son Parlement national; et, au Parlement britannique, ses députés ne formaient qu'une minorité sans influence. — Bien que les cinq sixièmes de la population irlandaise fussent catholiques, l'Église officielle y percevait plus de 17 millions de dîmes annuelles pour l'entretien des ministres anglicans qui n'avaient qu'à se croiser les bras dans les temples vides.

Plusieurs grands patriotes s'employèrent, au XIX^e siècle, à l'affranchissement de l'Irlande. *Daniel O'Connell* (1775-1847) conçut le projet de réaliser l'émancipation par l'agitation légale. Il fonda la *grande Association catholique d'Irlande* (1823), organisa des meetings monstres et parvint à conquérir un siège au Parlement. — Son œuvre fut continuée par *Charles Parnell* (1846-1891), dont l'arme souvent victorieuse fut l'obstruction parlementaire aux mesures d'intérêt général. —

Malheureusement, le parti de la *Jeune Irlande*, né vers 1843, s'écarta trop souvent de la légalité en employant, pour arriver à ses fins, la bombe, l'incendie, l'assassinat ou le *boycottage* ¹.

Cependant, grâce à ses persévérantes revendications, grâce aussi à l'esprit de justice et de tolérance des grands hommes d'État anglais, la situation de l'Irlande s'est largement améliorée. Successivement elle obtint : 1^o le *bill de l'émancipation des catholiques* qui ouvre aux Irlandais l'accès aux emplois publics, aux urnes électorales et au Parlement (1829); 2^o le bill qui supprime en Irlande l'Église officielle et



O'Connell (1775-1847).

la dime injuste qu'elle y prélevait (1868); 3^o une nouvelle législation agraire qui oblige les landlords à payer aux fermiers expulsés une juste indemnité, et qui institue à Dublin une Cour supérieure pour juger sans appel les questions relatives aux terres.

L'Irlande revendique encore ce qu'elle appelle le *Home Rule*, c'est-à-dire l'autonomie administrative plus complète.

9. L'agitation en Suisse. — La Suisse formait, depuis 1815, une confédération de 22 cantons. Réputée pays neutre, elle était l'asile d'une foule de proscrits politiques de toutes nations, qui la payaient de son hospitalité en y prêchant les principes révolutionnaires. Ceux-ci trouvaient un terrain propice dans la division religieuse du pays. En effet, les

¹ Boycoter un propriétaire, un commerçant, un patron, c'est l'isoler, le couper de toute clientèle. Le terme vient de *Boycott*, nom du premier Anglais ainsi traité.

protestants ou démocrates auraient voulu soumettre tous les cantons à une autorité unique, afin d'arriver à une application plus large du programme de la révolution. Mais les catholiques ou conservateurs préféraient le maintien de l'autonomie cantonale. — Pour résister aux desseins de la démocratie, les 7 cantons catholiques formèrent une Ligue séparatiste appelée *Sonderbund*, décidée à repousser, le cas échéant, la force par la force ¹ (1847).

La Diète helvétique, dont la majorité était radicale, déclara la Ligue catholique illégale et en prononça la dissolution. Les députés catholiques protestèrent et quittèrent la Diète (1847). Ce fut le signal de la *guerre civile* entre les 15 cantons protestants et les 7 cantons catholiques. Devant la disproportion des forces, l'issue de la lutte n'était pas douteuse. Les catholiques succombèrent et subirent partout les lois du vainqueur : les communautés religieuses furent expulsées et leurs biens confisqués. — Conscients de leur force, les radicaux imposèrent à la Suisse une *constitution* nouvelle qui remplaçait la confédération des 22 cantons par une *république fédérale* (1848).

Après le concile du Vatican, 1870, — d'accord avec quelques soi-disant *vieux-catholiques* ², et jaloux des succès croissants de l'éloquent Mgr *Mermillod* que Pie IX venait de nommer vicaire apostolique de Genève — les protestants obtinrent du Conseil fédéral l'expulsion du prélat. Puis, le gouvernement de Berne suspendit de leurs fonctions 79 curés, qu'il remplaça par 28 pasteurs intrus, recrutés parmi les déchets du clergé étranger. Le culte catholique fut réduit, comme en France, à l'époque de la Terreur, à trouver un asile dans les granges et dans les greniers.

¹ Les 7 cantons du *Sonderbund* étaient les suivants : *Lucerne, Fribourg, Uri, Schwitz; Unterwald, Zug* et le *Valais*.

² Les fidèles qui refusèrent d'adhérer au dogme de l'infaillibilité, proclamé par le Concile de 1870, prenaient le nom de *vieux-catholiques*.

10. Révolution de Berlin (1848). — Importé par les troupes françaises, dès avant 1815, et avivé par les événements de 1830 et de 1848, l'esprit révolutionnaire fermentait au sein des populations allemandes. Elles réclamaient, avec une impatience croissante, la liberté de la presse, l'abolition de tous les privilèges de classe, l'institution du jury, et avant tout la participation de la nation au gouvernement.

Le 18 mars 1848, *Frédéric-Guillaume IV* annonçait enfin la convocation d'une *Assemblée Constituante*. Une manifestation populaire qui devait porter au roi l'expression de la gratitude nationale, dégénéra en une terrible émeute qui ensanglanta les rues de Berlin. Le roi fut contraint de licencier sa garde et d'abandonner le maintien de l'ordre à une milice bourgeoise.

Cependant l'assemblée constituante ne parvenait pas à s'entendre avec les ministres, qui se succédaient rapidement. Des troubles fréquents favorisaient à Berlin même le travail occulte des artisans de la démagogie. Tour à tour transférée de la capitale en province et de la province à la capitale, l'assemblée finit par être dissoute (décembre 1848). Reconstituée en avril 1849, elle parvint cette fois à se mettre d'accord avec le gouvernement sur une *constitution*, qui régira longtemps la Prusse. — Deux chambres partageaient avec le roi le pouvoir législatif : celle des *seigneurs* dont la dignité était héréditaire, et celle des *députés* élus par le suffrage universel à deux degrés ¹.

Cette constitution datait du 6 février 1850.

11. Révolution de Vienne (1848). — Vienne, la dernière citadelle du régime absolu dans l'Europe centrale, fut ébranlée à son tour par l'irrésistible courant de la Révolution. Malgré les services qu'il avait rendus à l'empire,

¹ Suffrage à deux degrés : les électeurs primaires élisent les électeurs secondaires qui à leur tour nomment les députés.

Metternich, le plus irréductible représentant du conservatisme, fut renversé. La cour autrichienne dut promettre au peuple soulevé une constitution libérale, et se sauver elle-même à Innsbruck pour se mettre à l'abri d'un coup de main.

Cependant, l'armée parvint à dompter l'insurrection. Le seul triomphe de celle-ci fut la *retraite de Metternich*. Pour ne pas faillir à sa promesse en rétablissant le pouvoir absolu, l'empereur Ferdinand abdiqua entre les mains de son neveu *François-Joseph*. L'ancien régime fut rétabli.

12. Insurrection de la Hongrie (1848). — Plus redoutable encore que la révolution de Vienne fut, pour la cour, le soulèvement de la Hongrie. Guidé par le célèbre agitateur *Kossuth*, le peuple magyar voulait à tout prix la séparation d'avec l'Autriche. Une diète proclama la déchéance des Habsbourgs et confia la dictature à *Kossuth* (avril 1849).

Dirigés par des officiers polonais, les insurgés, pleins d'enthousiasme, opposèrent aux troupes autrichiennes une résistance inflexible. Pour la vaincre, l'empereur François-Joseph fit appel à la *Russie*. Le czar, intéressé à comprimer un mouvement qui pouvait se transmettre à la Pologne, fit envahir la Hongrie par 200.000 hommes de troupes. L'insurrection fut écrasée partout, et les plus compromis de ses chefs n'échappèrent à la mort qu'en se réfugiant chez les Turcs. L'ancienne constitution unitaire fut remise en vigueur et les vaincus perdirent même le reste de leurs privilèges.

En 1861, l'empereur François-Joseph donna un commencement de satisfaction aux vœux de ses sujets, en abolissant les privilèges et les droits féodaux. Mais il ne leur accorda le *régime constitutionnel* qu'en 1867, l'année qui suivit la guerre austro-allemande. A l'ancien système unitaire, il substitua le *dualisme* qui donnait aux Hongrois une autonomie aussi complète que possible.

Les nombreuses nationalités réunies, avec des intérêts différents; sous un même sceptre, resta le grand péril de la monarchie des Habsbourgs.

CHAPITRE XXII.

LA FRANCE SOUS LA SECONDE RÉPUBLIQUE ET SOUS LE SECOND EMPIRE (1848-1870).

Sommaire synoptique.

La seconde République (1848-1852).	Période d'organisation.	Elle comprend deux phases :			
		1 ^o Le Gouvernement provisoire.			
		2 ^o L'Assemblée constituante.	Lutte contre le socialisme. Constitution républicaine. Élection présidentielle. Expédition romaine.		
La République organisée.	Sa politique.	Loi sur l'enseignement. Nouvelle loi électorale.			
		Mésintelligence entre l'Assemblée et le prince-président.			
		Conséquence : coup d'État du 2 décembre 1851.			
Le second Empire (1852-1870).	Napoléon III.	L'empire substitué à la république.			
		Ses antécédents.			
		Son caractère.			
		Politique	Attitude vis-à-vis de la Révo- lution.		
		intérieure.		Évolution	Autoritaire. Modéré. Libéral.
				de l'empire.	
		Prospérité matérielle.			
		Principe des nationalités.			
		Politique	Application	dans les Balkans. en Italie. en Allemagne.	
extérieure.					
		Expéditions lointaines.			
		Sa chute : Sedan.			

DÉVELOPPEMENT.

I. — La Seconde République.

A. — Période d'organisation (1848-1849).

Au lendemain de la révolution qui chassait Louis-Philippe, le peuple de Paris en armes avait envahi le Palais-Bourbon où siégeait la Chambre. Encouragé par Ledru-Rollin et Lamartine, il avait rejeté la royauté et proclamé la république. En attendant la réunion d'une *assemblée nationale* chargée d'élaborer une constitution républicaine, la chambre nomma un *gouvernement provisoire*. Or, les agitations socialistes obligèrent ce gouvernement de retarder, jusqu'au mois de mai, la convocation d'une Constituante, et lorsque celle-ci fut réunie, les embarras que lui créèrent les socialistes retardèrent, pendant une année entière, sa dissolution et l'avènement de la république régulière.

1. Le gouvernement provisoire, ses difficultés, ses actes (24 février-4 mai 1848). — Constitué sous le coup de l'émeute, le gouvernement provisoire comprenait des représentants de toutes les nuances de l'opposition monarchique : républicains modérés, républicains radicaux et socialistes.

Les *socialistes*, dirigés par Proudhon, Cabet, Louis Blanc, avaient pour soldats l'écume des grandes villes et pour signe de ralliement le drapeau rouge ¹.

Enhardie par les succès déjà obtenus et stylée par les clubistes, la populace osa réclamer le partage des biens, l'extermination des capitalistes, la proscription des riches et des bourgeois, et le drapeau rouge comme emblème national. Mais Lamartine, bravant les piques et les fusils, arrêta les manifestants de la rue en s'écriant : *Le drapeau tricolore*

¹ Voir chapitre XXX, n° 18.

a fait le tour du monde avec vos libertés et vos gloires, et le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ-de-Mars, traîné dans les flots de sang du peuple.

Pendant le gouvernement provisoire favorisa, par des mesures imprudentes, les tendances égalitaires du parti socialiste. Il proclama le *suffrage universel*; il *abolit la peine de mort*; il appela les *prolétaires dans la garde nationale*, fournissant ainsi des armes aux artisans de l'émeute; enfin, il proclama le principe socialiste du *droit au travail*, et créa les *ateliers nationaux*, refuges de la paresse et de la débauche, qui coûtèrent à l'État quatorze millions et devinrent pour la société un péril immense.



Lamartine (1790-1869).

2. Assemblée Constituante (mai 1818-4 mai 1849).

— Le 4 mai, une Assemblée Nationale élue par le suffrage universel se réunit à l'effet de doter la France d'une constitution républicaine. La peur que les excès de la démagogie avaient inspirée aux électeurs honnêtes rendit conservatrice la majorité de cette Assemblée : on y voyait même bon nombre de royalistes et de membres du clergé. Résignés à la république, ils étaient bien décidés à s'opposer à la politique révolutionnaire prônée par l'agitateur *Ledru-Rollin*. *Lamartine*, qui hésitait à rompre avec son allié de la veille, y perdit son immense popularité et brisa sa carrière politique.

3. La Constituante et le socialisme. — L'Assemblée se montrant peu disposée à seconder les projets de réforme sociale, les socialistes organisèrent l'*insurrection du 15 mai*. Une foule armée envahit le Palais-Bourbon, proclama la

chambre dissoute et chassa les députés. Mais, grâce au concours décidé de la garde nationale et surtout de la garde mobile recrutée parmi les jeunes ouvriers, les envahisseurs furent mis en fuite et les députés réintégrés sur leurs bancs.

Pendant la fermeture des ateliers nationaux et l'enrôlement forcé d'un grand nombre d'ouvriers pour les travaux de défrichement de la Sologne déchaînèrent un soulèvement formidable. Le 23 juin, la *guerre civile* éclata dans la capitale, entre les insurgés socialistes et le parti de l'ordre; celui-ci était représenté par l'armée, la garde nationale et la garde mobile, et commandé par le général *Cavaignac* investi de la dictature.



Dévouement de Mgr Affre pendant les journées de juin 1848.

La lutte se prolongea quatre jours. Elle coûta la vie à sept généraux et à l'archevêque de Paris, Mgr *Affre*, qui fut frappé d'une balle en essayant de haranguer les insurgés. *Puisse mon sang être le dernier versé!* s'écria l'héroïque prélat en offrant à Dieu le sacrifice de ses jours. Enfin le parti de l'ordre l'emporta sur l'émeute, qui fut dispersée.

4. Constitution républicaine de 1848. — L'insurrection socialiste vaincue, l'Assemblée Nationale put achever la Constitution qu'elle était chargée de donner à la France.

Cette Constitution maintenait la république et le suffrage universel.

Elle donnait le pouvoir exécutif à un *président*, nommé directement par les électeurs, pour quatre ans; et le pouvoir législatif à une chambre unique, appelée *Assemblée législative*, élue pour trois ans. Le président ne pouvait dissoudre l'Assemblée; celle-ci ne pouvait destituer le président. Un conflit éventuel entre les deux pouvoirs ne pouvait donc se résoudre que par un coup d'État, c'est-à-dire une violation de la Constitution.

5. Élection présidentielle. — L'élection du président avait été fixée au 10 décembre. Quatre candidats se présentaient : *Ledru-Rollin* et *Lamartine*, que l'insurrection socialiste avait discrédités devant la majorité de la nation; le général *Cavaignac* qui avait écrasé les insurgés; et le prince *Louis-Napoléon*, neveu de l'empereur.

Grâce à son nom qui rappelait des souvenirs glorieux, grâce aussi à la déclaration par laquelle il se prononçait carrément pour le maintien de la souveraineté temporelle du pape, le prince Napoléon fut élu à une immense majorité.

B. — *La république organisée (1849-1852).*

6. Politique antirévolutionnaire de la république. — La réaction antirévolutionnaire de la seconde république se manifesta par trois actes importants : l'expédition romaine, la loi sur l'enseignement et la loi électorale.

Combattue par les démocrates, mais réclamée par les royalistes et par les orateurs catholiques comme un devoir de justice et d'honneur national, l'*expédition de Rome* en faveur du rétablissement du pouvoir temporel du pape fut décidée et couronnée de succès (juin 1849).

La loi sur l'enseignement, dite *loi Falloux* (1850), supprima le détestable monopole de l'Université, en ouvrant l'accès des grades aux élèves des écoles libres et en autorisant les

communes à confier la direction des écoles publiques aux congrégations. Cette loi de régénération sociale fut éloquemment défendue par Montalembert.

Enfin, pour enrayer le socialisme toujours menaçant, une nouvelle *loi électorale* vint restreindre le suffrage universel, en exigeant la condition de trois ans de domicile. Cette loi enlevait le vote à la population flottante des grandes villes, toujours favorable à la démagogie (1850).

7. *Mésintelligence entre l'Assemblée et le Président; coup d'État du 2 décembre 1851.* — L'Assemblée voulait la restauration de la royauté, tandis que Napoléon voulait la restauration de l'empire. La Législative ne pouvait triompher que par la fusion des deux partis orléaniste et légitimiste; mais ceux-ci ne parvinrent pas à se mettre d'accord. Le président, de son côté, ne pouvait réaliser ses rêves ambitieux que par un coup d'État, lequel exigeait le concours au moins tacite de la nation.

Pour s'assurer ce concours, Louis-Napoléon parcourut les départements et prononça des discours qui le rendirent populaire. De nombreuses pétitions demandèrent la revision de l'article qui interdisait de réélire le président de la république, mais l'Assemblée s'y refusait obstinément. Voulant rester au pouvoir à tout prix, Napoléon risqua un coup d'État. Dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre, des affiches notifièrent à la capitale que l'Assemblée était dissoute, le suffrage universel rétabli, et que le peuple serait appelé à se prononcer sur le fait accompli.

La conduite de Napoléon fut ratifiée par le *plébiscite* du 20 décembre 1851.

8. *Nouvelle constitution (14 janvier 1852).* — Après que la nation eut approuvé le coup d'État et prorogé le mandat du prince-président, celui-ci s'occupa d'élaborer une nouvelle constitution. Il se contenta de copier la Constitution consulaire de l'An VIII, par laquelle son oncle Bonaparte avait si habilement préparé, jadis, le règne impérial. Le *Conseil d'État* et le *Sénat* furent rétablis dans les conditions mêmes

qui en avaient fait les instruments de règne de Napoléon I. Aussi bien suffira-t-il, comme en 1804, d'un changement d'enseigne pour restaurer l'empire.

Du reste, en attendant la réunion des nouveaux corps d'État créés par la constitution, le président usa de ses pouvoirs pour organiser l'administration intérieure dans le sens d'une forte centralisation.

II. — Le second Empire.

(1852-1870.)

9. *L'empire substitué à la république (1852).*

— Le 7 novembre 1852, donnant suite au vœu national en faveur du rétablissement de l'empire, le sénat rédigeait un *sénatus-consulte* qui investissait Louis-Napoléon de la dignité impériale. Un *plébiscite* ratifia, par huit millions de suffrages sur dix millions d'électeurs, le décret du sénat.

L'empire fut reconnu par les grandes puissances; puis le mariage de Napoléon III avec *Eugénie de Montijo*, princesse espagnole (1853), et la naissance d'un héritier (1856) vinrent donner à la dynastie nouvelle quelques chances de stabilité.

10. *Napoléon III : ses antécédents, son caractère.* — Louis-Napoléon, né à Paris, en 1808, était fils du troisième frère de Napoléon I, Louis, roi de Hollande.

Ses antécédents étaient peu glorieux. En 1831, payant d'ingratitude le Saint-Siège qui avait accueilli, dans ses États, les membres déchus de la famille Bonaparte, le prince s'était enrôlé dans la *charbonnerie*, qui conspirait contre le gouvernement de Grégoire XVI dans les Romagnes. — La caducité du trône de Louis-Philippe lui avait ensuite donné envie de se saisir, en France, du pouvoir; mais ses deux tentatives, celle de Boulogne (1836) et celle de Strasbourg (1840), avaient échoué; la dernière avait même valu, au prétendant, une captivité de six ans au château de Ham, d'où il s'évada déguisé en maçon. Il put rentrer en France à la faveur de la révo-

lution de 1848, se faire élire à la Législative, et enfin, grâce à son nom, se faire investir de l'autorité suprême.

Napoléon III devait sa fortune au prestige de Napoléon I, auquel cependant il ne ressemblait guère. S'il avait le courage



Napoléon III (1808-1873).

et le sang-froid de son oncle, il lui manquait sa précision mathématique dans les conceptions et sa promptitude dans l'exécution; par contre, il possédait un cœur généreux, facile à abuser. Au point de vue politique et militaire, il était plus habile à exposer et à défendre une théorie qu'à gouverner et à commander au milieu des contingences des événements ¹.

11. Sa politique intérieure. —

Du caractère et des antécédents de Napoléon III résultait une politique peu franche, une *politique de bascule*, conservatrice ou révolutionnaire selon l'opportunité. Ainsi, pour arriver au pouvoir, il dut combattre la révolution en France; il la combattit aussi au dehors par l'expédition romaine (1849). D'autre part, n'osant complètement renier ses anciennes sympathies pour la charbonnerie, il protégea la mauvaise presse et l'impiété dès qu'elles n'attaquaient pas l'empire; il favorisa l'enseignement de l'Université au détriment de l'enseignement religieux.

Les mêmes nécessités l'amènèrent à démocratiser progressivement la constitution impériale, aussi absolue d'abord que celle du premier empire. Elle passa ainsi par trois phases : la première, de 1852 à 1860, fut le régime de *la monarchie*

¹ D'après CHARLES MOELLER, *Histoire contemporaine*, de 1850 à 1900, pages 4 et suivantes.

autoritaire; de 1860 à 1870, l'absolutisme fut tempéré par des concessions diverses; en 1870, pour ressaisir une popularité qui lui échappait, Napoléon inaugura l'*empire libéral*, avec ministres responsables, droit d'initiative et d'interpellation pour les chambres, publicité complète des séances.

Au reste, l'essor imprimé au commerce et à l'industrie par le développement des chemins de fer et des lignes transatlantiques; la création d'établissements de bienfaisance en faveur des ouvriers et des malheureux; les travaux d'embellissement de la capitale donnèrent sous le second empire l'impression d'une grande prospérité matérielle. Celle-ci s'affirma notamment dans les expositions internationales de 1855 et de 1867, qui firent se rencontrer à Paris des représentants de toutes les cours de l'Europe et même de l'Orient.

12. Sa politique extérieure. — La politique extérieure de Napoléon III s'inspira du *principe moderne des nationalités*, principe qui tend à rendre leur autonomie aux pays qui l'ont perdue, tels le royaume lombard-vénitien avant 1859, la Pologne, la presqu'île balkanique; ou bien encore à unifier, sous une monarchie fortement organisée, des États trop morcelés comme l'Italie, l'Allemagne, les pays slaves.

Toute généreuse qu'elle paraissait, une politique si peu respectueuse des droits acquis et des saines traditions préparait des catastrophes. Après avoir, par la *guerre de Crimée*, restitué un semblant de nationalité aux États balkaniques, elle fonda l'*unité italienne* sur les ruines du pouvoir temporel du Saint-Siège, et l'*unité allemande* au détriment de la grandeur de l'Autriche et de la France elle-même ¹.

Sous le règne de Napoléon III, la France entreprit plusieurs expéditions lointaines. En 1860, un corps de 12.000 soldats se rendit en *Syrie* pour protéger les populations catholiques contre le fanatisme musulman des Druses. — Une expédition anglo-française entreprise la même année (1860) contre la *Chine*

¹ Voir plus loin ces trois questions,

eut pour résultat d'ouvrir définitivement le Céleste-Empire au commerce européen, et d'autoriser les missionnaires catholiques à prêcher librement leur religion. — La même liberté fut assurée encore aux missionnaires français et espagnols dans l'empire d'*Annam*, à la suite d'une expédition militaire qui devint le point de départ des établissements français en *Cochinchine* (1860-1867). — Napoléon fut moins heureux dans sa campagne du *Mexique*, où, secondant les projets des monarchistes, il renversa le président *Juarez* et installa comme empereur *Maximilien d'Autriche*, frère de François-Joseph (1863). Le dénouement tragique du règne éphémère de Maximilien, livré par les factieux à Juarez et fusillé (1867), fut un rude coup au prestige de l'empereur des Français.

13. Chute de Napoléon III (1870). — Malgré la prospérité matérielle que l'empire semblait assurer à la France, l'impopularité croissante de Napoléon III faisait présager, dès 1867, une catastrophe peu éloignée. Les conservateurs reprochaient au gouvernement impérial la protection qu'il accordait aux ennemis de la religion et les tracasseries qu'il faisait subir au clergé, aux associations et à la presse catholiques. Les libéraux réclamaient contre le régime autoritaire qui cependant avait singulièrement relâché de son absolutisme. Au parlement, l'opposition à l'empire s'accroissait de jour en jour. De cinq membres qu'elle comptait en 1857, elle était montée à trente-cinq en 1863, et à quatre-vingt-dix en 1869.

À la nouvelle du désastre de Sedan (septembre 1870), Paris se mit en révolution. La population envahit le Corps législatif et proclama la déchéance de l'empire. Après la conclusion de la paix (février 1871), Napoléon passa de *Wilhelmshöhe*, lieu de sa captivité, à *Chislehurst*, en Angleterre, où il mourut en 1873.

CHAPITRE XXIII.

CRÉATION DU ROYAUME D'ITALIE (1856-1870).

Sommaire synoptique.

L'artisan de l'unité italienne : Cavour.

Étapes de l'unification.	o	La guerre d'Italie (1859).	}	Négociations entre Cavour et Napoléon.
				Déclaration de guerre de l'Autriche.
				Hostilités. { Montebello, Palestro, Magenta, Solférino,
Annexions (1860-1862)	}	Paix de Villafranca.		
		Traité de Turin.		
		de l'Italie centrale : les votes.		
L'Italie après 1870.	}	des Deux-Sicules : campagne de Garibaldi.		
		des provinces pontificales : Castelfidardo.		
		Proclamation du royaume d'Italie : 1861.		
		Acquisition de la Vénétie, guerre austro-prussienne (1866).		
		Occupation de Rome (1870).		
		L'Italie grande puissance.		
		L'Italie en Afrique.		

DÉVELOPPEMENT.

1. *Cavour, l'artisan de l'unité italienne; son programme.* — Après la leçon qui avait été infligée à Charles-Albert sur les champs de bataille de Custoza et de Novare, le nouveau roi de Piémont, *Victor-Emmanuel II*, s'était tenu quelques années en repos.

En 1854 arrivait au pouvoir le comte *de Cavour*, diplomate ambitieux et sans scrupule qui, tout en professant la religion catholique, adoptait résolument le programme de la *Jeune Italie*. Seulement, tandis que le parti de Mazzini voulait l'unification sous la république fédérale, Cavour la voulait sous la royauté du Piémont.

Deux obstacles s'opposaient aux projets de Cavour : l'Autriche, qu'il fallait chasser de la Lombardie; et les principautés italiennes, qu'il fallait renverser. Contre l'ennemi extérieur, Cavour allait risquer une nouvelle guerre, après avoir mis de son côté toutes les chances de succès; contre les ennemis du dedans, il déchaînerait la révolution, après l'avoir apprivoisée.

2. Première étape : la guerre d'Italie (1859).

— *Négociations (1858)*. — Seul, le Piémont ne pouvait pas triompher de l'Autriche. Mais il comptait sur l'alliance de Napoléon III, désireux d'humilier cette puissance comme il avait humilié la Russie. Bien que la France n'eût qu'à redouter les conséquences de l'unification italienne, l'empereur donna à Cavour l'assurance que, dans un conflit éventuel, il viendrait au secours du Piémont. (*Entrevue de Plombières, 1858.*)

Déclaration de guerre (avril 1859). — Fort de cette promesse, le Piémont se mit à mobiliser, en même temps qu'il provoquait, par les insultes de sa presse, son puissant adversaire. A bout de patience, l'empereur *François-Joseph* lança un ultimatum par lequel il exigeait, du cabinet de Turin, le désarmement immédiat. A son tour, Napoléon déclara à l'Autriche qu'il considérerait la violation de la frontière piémontaise comme un défi à la France. L'Autriche exaspérée répliqua en faisant franchir le Tessin à 120.000 hommes (29 avril 1859).

Les hostilités ¹ (*mai-juin 1859*). — Napoléon III et Victor-Emmanuel prirent eux-mêmes le commandement de leurs armées comprenant respectivement 100.000 Français et quelque 30.000 Piémontais.

Une partie de l'armée française passa les Alpes par le col du *Mont Cenis*; l'autre débarqua à *Gênes*. Les deux corps se concentrèrent à *Alexandrie*, où l'empereur avait établi son

¹ Carte page 244.

quartier général. Les 120.000 Autrichiens, sous les ordres de *Giulay*, campaient entre le Tessin, le Pô et la Sesia.

La victoire du général *Forey* à *Montebello* (20 mai) et celle de *Victor-Emmanuel* à *Palestro* (30 mai) rejetèrent les Autrichiens sur la rive gauche du Tessin. Le combat de *Turbigo* livra aux Français la rivière, et la victoire décisive de *Magenta* (4 juin), due à *Mac-Mahon*, leur ouvrit les portes de *Milan*, capitale de la Lombardie.

De Milan, l'empereur adressa aux Italiens une proclamation où il disait que l'Italie serait libre, de la Méditerranée à l'Adriatique.

Les Autrichiens abandonnèrent la Lombardie et se replièrent sur le Mincio. Rejoints par les alliés à *Solferino*, ils y subirent (24 juin) une sanglante défaite qui les obligea de se retirer dans l'imprenable quadrilatère formé par les forteresses de *Peschiera*, *Legnago*, *Vérone* et *Mantoue*.

Paix de Villafranca (juillet 1859). — Enhardie par les succès de la cause italienne, la Révolution chassa de leurs provinces les ducs de *Toscane*, de *Parme*, de *Modène* et le cardinal-légat de *Bologne*. D'un autre côté, les États de l'Allemagne, qui considéraient le quadrilatère comme un poste avancé de leurs frontières du sud, commençaient à mobiliser. Ces circonstances déterminèrent Napoléon à signer les préliminaires de *Villafranca* (11 juillet) : 1° L'empereur d'Autriche cédait la Lombardie à Napoléon III qui la remettait à Victor-Emmanuel. 2° Les princes dépossédés par la Révolution au cours de la campagne étaient rétablis. 3° Les divers États de l'Italie formaient une *confédération* sous la présidence honoraire du pape.

Comme prix de son alliance, Napoléon obtint *le comté de Nice et la Savoie*, promis par Cavour dans l'entrevue de Plombières.

3. Deuxième étape : les annexions (1860-1862).

— a) *De l'Italie centrale*. — La campagne d'Italie n'avait réalisé ni les promesses de Napoléon, ni le programme de



Ad Wesmael-Charlier, éditeur, Namur.

Mathieu. Hist. cont.

Victor-Emmanuel et de Cavour. Ceux-ci en poursuivirent l'exécution en appelant à la rescousse la Révolution. Ils installèrent leurs agents dans les États de *Toscane*, de *Parme*, de *Modène* et de *Bologne*, pour y travailler la population et provoquer partout des *votes d'annexion*. Ainsi les empiétements pouvaient se commettre sous couleur de donner satisfaction aux libres aspirations du peuple.

b) Du royaume des Deux-Siciles. — Dans ce royaume, où le jeune *François II* venait de monter sur le trône, se trouvaient déjà beaucoup de révolutionnaires, partisans de l'unité italienne. Assuré du consentement et même de l'appui secret de Cavour, le fameux *Garibaldi* débarqua en *Sicile* avec ses mille volontaires, auxquels se joignirent les mécontents du pays. Il proclama la déchéance de *François II* et fit, en trois semaines, la conquête de l'île entière.

Traversant ensuite le détroit de Messine, il se dirigea sur *Naples*, où l'attendaient également les révolutionnaires. Débordé par le flot, le jeune roi se réfugia avec ses troupes dans la place forte de *Gaëte*. *Garibaldi* annonça que le royaume des Deux-Siciles passait sous le sceptre de Victor-Emmanuel, et, en attendant que ce dernier vînt prendre possession de sa conquête, l'aventurier s'y déclarait dictateur (septembre 1860).

c) Des provinces pontificales. — Au nord comme au sud, les États de l'Église se voyaient menacés par la Révolution triomphante. Sauf la ville de Rome occupée depuis 1849 par des troupes françaises, les provinces pontificales étaient sans défense. C'est alors que de la France, de la Belgique, de l'Irlande, de l'Autriche, de l'Espagne, on vit accourir des phalanges de jeunes gens catholiques de tout rang qui, nouveaux croisés, venaient offrir leur sang pour la cause de l'Église et de son auguste chef.

Pie IX confia l'organisation de la résistance au général français *de Lamoricière*. A *Castelfidardo*, avec 10.000 braves, l'illustre capitaine essaya d'arrêter 30.000 Piémontais qui violaient les États de l'Église pour se rendre dans le royaume de Naples. Mais les héroïques bataillons furent écrasés par

le nombre (18 septembre 1860), et Lamoricière ne rallia que des débris avec lesquels il alla s'enfermer dans *Ancône*. Bombardée par une escadre piémontaise, la place dut capituler.



Le général Lamoricière (1806-1865).

Une partie des troupes victorieuses occupa les provinces pontificales usurpées; l'autre courut mettre le siège devant *Gaëte*, où le roi de Naples à son tour capitula. Tandis que le souverain dépossédé se réfugiait à Rome, Victor-Emmanuel entrait triomphalement à Naples et à Palerme, acclamé par les séides de la Révolution.

Le pape ne conservait de ses États que la ville et le territoire de Rome désigné sous le nom de patrimoine de Saint-Pierre.

4. Proclamation du royaume d'Italie (1861).

— L'unification italienne était réalisée dans ses grandes lignes. Le 18 février 1861, le parlement italien réuni à Turin proclama Victor-Emmanuel II roi d'Italie. Dans l'espace de cinq ans, malgré les protestations de Pie IX, le nouveau royaume fut reconnu par toute l'Europe. Complice de l'œuvre des annexions, Napoléon III proposa au pape d'accepter le fait accompli avec une liste civile comme indemnité pour les États perdus. Mais Pie IX rejeta ces offres dont l'acceptation eût légitimé devant l'opinion l'injustice des spoliateurs.

5. Troisième étape : acquisition de la Vénétie (1866).

— A l'intégrité du royaume d'Italie il manquait la Vénétie et le patrimoine de Saint-Pierre. Pour prendre la Vénétie, Victor-Emmanuel profita, en 1866, de la guerre austro-prussienne. Il fit alliance avec la Prusse, et pendant

que celle-ci envahissait la Bohême, le roi d'Italie attaquait les Autrichiens dans le quadrilatère. Battus, les Italiens obtinrent quand même la province convoitée, parce que leur alliance avait facilité à la Prusse sa victoire. (*Paix de Vienne, octobre 1866.*)

6. Quatrième étape : occupation de Rome (1870). — Cavour était mort quelques mois après la proclamation du royaume d'Italie (1861). Les héritiers de son programme politique réclamaient la ville de Rome comme la capitale historique et naturelle du nouvel État.

Après plusieurs tentatives infructueuses de *Garibaldi*, qui voulait, avec ses bandes, s'emparer de Rome et la donner à Victor-Emmanuel, les Piémontais profitèrent des événements de 1870, c'est-à-dire du rappel du corps français d'occupation, pour assiéger la ville des papes. Elle fut prise sans résistance et devint la capitale du royaume d'Italie (août 1870).

Une *loi dite des garanties*, votée par les chambres italiennes, en 1871, déclarait le pape souverain inviolable du Vatican et lui allouait une liste civile de 3 millions, que le chef de l'Église a toujours refusée. Prisonnier volontaire dans son palais, il n'a d'autres ressources, pour tenir son rang, que les aumônes des fidèles.

7. L'Italie après 1870. — Victor-Emmanuel II ne réussit qu'au prix de grandes difficultés à soumettre au régime unitaire les États si disparates de la péninsule dont il était devenu le roi. Il mourut en 1878, quelques semaines avant Pie IX.

Son fils et successeur *Humbert I*, d'un caractère ambitieux, rêva de faire de l'Italie une *grande puissance*. Sans compter avec les modestes ressources du pays, il voulut une armée et une marine de guerre capables de rivaliser avec celles des grands États voisins. A force de pressurer les contribuables, il parvint à créer une défense militaire imposante, qui permit à l'Italie de remplacer la Russie dans l'alliance avec

l'Allemagne et l'Autriche (1887). Mais l'accroissement anormal du budget de la guerre entrava, dans le royaume, l'essor économique et la prospérité matérielle.

Emboitant le pas aux autres puissances européennes, l'Italie moderne s'est efforcée de se constituer un centre colonial en Afrique. En 1885, elle fonda, sur les côtes de la mer Rouge, une colonie, sous le nom d'*Érythrée*, qui a pour centre le port de *Massaouah* et pour dépendance administrative la côte de *Somali*. La prétention d'étendre son protectorat sur l'Abyssinie jeta l'Italie, en 1896, dans une guerre désastreuse avec le roi indigène *Ménélick*; elle sortit de cette entreprise meurtrie, humiliée et assagié.

Sous le successeur du roi Humbert, assassiné en 1900, le gouvernement italien a porté ses vues sur la *Tripolitaine* et la *Cyrénaïque*.

CHAPITRE XXIV.

FONDATION DE L'EMPIRE ALLEMAND SOUS L'HEGEMONIE DE LA PRUSSE.

Sommaire synoptique.

Le mouvement militaire de 1815 à 1860.	}	La Confédération germanique.
		Le Zollverein, 1834.
Les artisans de l'unification.	}	L'Assemblée nationale de Francfort, 1849.
		Guillaume I. Bismarck. — Son plan.

Difficulté de l'unification.

Les étapes de l'unification.	}	I. Guerre de Danemark 1864 : Convention de Gastein.			
		II. Guerre d'Autriche 1866.	}	Prétexte : la Convention de Gastein.	
				Hostilités	Alliance de la Prusse avec l'Italie.
					en Bohême : Sadowa. dans le sud de l'Allemagne. en Italie : Custozza, Lissa.
		Résultats.	Paix de Prague au profit de la Prusse. Traité de Vienne au profit de l'Italie.		
				Cause : les dispositions réciproques des deux puissances.	
				Occasion : la succession de l'Espagne.	
				Déclaration de guerre de la France.	
				Situation des belligérants.	
		III. Guerre franco-allemande 1870.	}	Hostilités	sous la France impériale.
}	Échecs des Français sur les frontières de l'Alsace : leur retraite sur Châlons. Échecs des Français sur les frontières de la Lorraine : leur retraite sur Metz. Opérations de l'armée de Metz. Opérations de l'armée de Châlons. Désastre de Sedan.				
	}			sous la France républicaine.	
Faits.				Le gouvernement de la Défense. Capitulation de Metz. Échecs des armées de province. Capitulation de Paris.	
Résultats.	1° Rétablissement de l'empire allemand. 2° Paix désastreuse pour la France.				

DÉVELOPPEMENT.

1. *Le mouvement unitaire depuis le Congrès de Vienne jusqu'à l'avènement de Bismarck (1815-1860).* — L'organisation que le *pacte fédéral* avait donnée à la Confédération germanique ne réalisait point le vœu des peuples allemands, qui désiraient un empire solidement constitué, capable de résister aux ennemis du dehors. Mais le rétablissement de l'empire se heurtait à une grosse question de rivalité entre l'Autriche et la Prusse et, à cause de cela, à l'hostilité de la plupart des gouvernements allemands.

Cependant, vers 1834, l'unification fit un premier pas grâce à la création de l'union douanière appelée *Zollverein*. La Prusse concluait, avec les royaumes de Saxe, de Bavière, de Wurtemberg, les deux Hesses et la Thuringe, un traité qui transférait aux frontières du territoire ainsi unifié les taxes douanières perçues jusque-là de l'un à l'autre de ces États. Les autres provinces entrèrent à leur tour dans cette union commerciale, qui fut le point de départ de l'unification politique; l'Autriche en resta formellement exclue.

Pressée par l'opinion publique, la Diète fédérale décida enfin la convocation d'une *Assemblée nationale* qui donnerait à l'Allemagne une constitution unitaire et aux peuples des institutions démocratiques. L'assemblée, composée de députés de tous les États, se réunit à Francfort, le 18 mai 1848. Elle proclama l'archiduc Jean vicaire général de l'empire et déclara la Diète fédérale dissoute.

Mais à peine l'assemblée eut-elle commencé à délibérer que des querelles violentes s'engagèrent sur les questions fondamentales de son programme. Le parti de la *petite Allemagne*, fortement appuyé par la Prusse, prétendait exclure l'Autriche de la confédération; le parti de la *grande Allemagne*, au contraire, travaillait à l'y maintenir. Ce fut le parti de la petite Allemagne qui triompha.

Ses séances terminées, l'assemblée envoya une députation au roi de Prusse pour lui offrir la couronne impériale. Mais *Frédéric-Guillaume IV*, instruit par l'exemple tragique de Louis-Philippe, et redoutant peut-être aussi un conflit avec l'Autriche, déclara qu'il ne pouvait accepter une couronne que des mains de ses pairs. Ce refus disqualifia l'assemblée, et la plupart des députés furent rappelés par leurs gouvernements (1849).

L'année suivante, la Diète fédérale de 1845 fut rétablie.

2. Guillaume I et Bismarck, artisans de l'unité allemande. — Frédéric-Guillaume IV, qui avait refusé la couronne impériale des mains des mandataires du peuple, avait conservé l'espoir de se la faire décerner par les princes de l'Allemagne. Mais l'opposition systématique de l'Autriche avait ruiné les rêves du monarque, mort en 1861. — Son frère et successeur, *Guillaume I*¹, d'un tempérament plus militaire, réalisera l'unité allemande grâce surtout aux ressources d'un premier ministre extraordinaire, qui voulut faire en Allemagne pour le roi de Prusse ce qu'en Italie Cavour avait fait pour le roi de Piémont.

Bismarck, né en 1815, avait 47 ans quand Guillaume I lui confia la charge de premier ministre. Plusieurs années de carrière politique, soit à la Diète de Francfort comme député, soit dans diverses cours européennes comme diplomate, l'avaient initié aux affaires. Dès son entrée au *Landtag*,



Bismarck (1815-1898).

¹ Né en 1797, Guillaume I avait 64 ans quand il monta sur le trône. Il mourut à l'âge de 91 ans.

son attitude autoritaire et ses principes ultra conservateurs¹ soulevèrent une opposition telle que le parlement refusa de voter les budgets. Le ministre de fer déclara que le gouvernement était résolu à gérer les finances sans le concours des chambres; et de fait, pendant trois ans (1861-1864), il brava l'opposition parlementaire et commença d'organiser, malgré elle, l'armée en vue de ses plans politiques.

Ces plans, approuvés par le roi Guillaume, étaient : *l'expulsion de l'Autriche de la confédération germanique, et la réalisation de l'unité allemande, non avec l'aide des révolutionnaires, mais au moyen d'une armée fortement organisée.*

3. Difficultés de l'unification allemande. —

Lorsque, après la guerre de Danemark, le Landtag eut compris les projets de Bismarck — constituer une Allemagne grande et unie sous la direction de la Prusse, — il se réconcilia avec le premier ministre et lui accorda son concours pour mettre sur pied une armée de 750.000 hommes, munie de la meilleure artillerie de l'Europe.

Mais à l'extérieur, l'exécution des plans de Bismarck se heurtait à de grosses difficultés : 1^o la résistance de l'Autriche qui ne se laisserait pas chasser de l'Allemagne sans combattre; 2^o l'hostilité de la plupart des États secondaires de l'Allemagne, beaucoup plus favorables à l'Autriche qu'à la Prusse; 3^o l'opposition probable de la France, qui ne pouvait laisser un puissant État se former à ses frontières sans essayer d'y mettre obstacle.

La situation se présentait donc avec la perspective de trois guerres à soutenir contre l'Autriche, contre l'Allemagne et contre la France. Ces guerres eurent lieu effectivement, et elles furent précédées d'une autre avec le Danemark.

¹ Bismarck disait au *Landtag* que les grandes questions ne se tranchent point par des discours ni par des résolutions parlementaires, mais par le fer et le feu. On lui attribue aussi la maxime de gouvernement : *La force prime le droit*. Un de ses mots familiers était le *Faustrecht* ou droit du poing.

4. Guerre de Danemark (1864). — Les duchés de *Schleswig* et de *Holstein*, placés sous la souveraineté du roi de Danemark, aspiraient à l'autonomie. En 1848, appuyés par la Prusse et le Hanovre, ils avaient essayé de s'insurger contre la domination danoise, mais la Suède et l'Angleterre leur avaient imposé le statu quo.

Cependant, les duchés, par l'organe de la Diète de Francfort, ne cessaient de revendiquer leur émancipation. En 1864, la Prusse et l'Autriche, se disant débordées par les réclamations de la Diète, déclarèrent la guerre au Danemark.

Une armée austro-prussienne envahit les *duchés allemands*, poussa jusque dans le Jutland, et contraignit le Danemark à renoncer à ses droits. Ensuite, malgré les protestations de la Confédération germanique, les vainqueurs se partagèrent l'administration des provinces émancipées : l'Autriche reçut le *Holstein*; la Prusse, les duchés de *Schleswig* et de *Lauenbourg*, avec l'occupation des meilleures positions militaires, de *Kiel* notamment, qui permettait à la Prusse de devenir une puissance maritime (*Convention de Gastein*, en Autriche, 1865).

Guerre d'Autriche (1866) ¹.

5. Les préliminaires. — La *Convention de Gastein* devint bientôt la cause ou le prétexte d'un grave conflit entre l'Autriche et la Prusse, qui ne parvinrent pas à s'entendre sur le gouvernement des duchés de *Schleswig* et de *Holstein*.

En prévision d'une rupture, la Prusse s'assura le concours de l'Italie, à laquelle elle fit entrevoir l'annexion de la Vénétie comme fruit de la défaite de l'Autriche. Bismarck, dans l'*entrevue de Biarritz* ², où il berna Napoléon par de vagues promesses de compensations, sut obtenir la neutralité de la France.

¹ Carte n° 3, page 196.

² Biarritz, station balnéaire, dans les Basses-Pyrénées.

L'Autriche, qui avait pour elle la majorité de la Diète de Francfort, demanda et obtint la *mobilisation de l'armée fédérale*. Aussitôt la Prusse déclara ne plus faire partie de la Confédération germanique, et occupa militairement le *Hanovre*, la *Saxe* et la *Hesse électorale* qui s'étaient déclarés pour l'Autriche.

6. Les hostilités (juin-juillet 1866). — Les opérations eurent lieu sur trois théâtres à la fois : en Bohême, en Allemagne et en Italie.

Deux grandes armées prussiennes, commandées l'une par le *prince royal de Prusse*, l'autre par *Frédéric-Charles*, neveu du roi, envahissent séparément la Bohême (23 juin). Exécutant point par point le plan de campagne du général *de Moltke*, elles opèrent, malgré les Autrichiens, leur jonction; puis elles livrent au général *Bénédeck* la grande bataille de *Sadowa* qu'elles gagnent, grâce en partie au fusil à aiguille. La déroute de l'armée autrichienne fut complète (3 juillet).

Dans l'Allemagne occidentale, les Prussiens triomphèrent des Hanovriens, des Hessois et des Bavaois et entrèrent dans Francfort, où ils se vengèrent de l'opposition que leur avait faite la capitale de la Confédération.

En Italie, l'armée de Victor-Emmanuel s'était fait battre à *Custoza* (24 juin), et sa flotte, près de *Lissa*, dans l'Adriatique (21 juillet). Mais, en détournant 170.000 Autrichiens des champs de bataille de la Bohême, l'Italie avait bien mérité de la Prusse.

7. Résultats. — La guerre de 1866 amena la *paix de Prague* (août 1866) entre l'Autriche et la Prusse; et la *paix de Vienne* (octobre 1866) entre l'Autriche et l'Italie. De ces deux traités, l'un faisait faire un pas décisif à l'unité allemande, et l'autre achevait l'unité italienne. En voici les dispositions :

1^o La Prusse acquérait le *Schleswig-Holstein*, le *Hanovre*,

la *Hesse électorale*, le *duché de Nassau* et la ville libre de *Francfort*. L'Autriche payait les frais de la guerre.

2^o *La Confédération germanique était dissoute*, et les affaires de l'Allemagne seraient réglées désormais sans l'Autriche. *L'Allemagne formait deux confédérations nouvelles, celle du Nord et celle du Sud*, séparées par le *Mein*; elles étaient placées toutes les deux *sous la direction de la Prusse*, qui avait le commandement supérieur de leurs armées.

3^o L'Italie, malgré sa double défaite, obtenait la *Vénétie*.

Guerre franco-allemande (1870).

8. Cause et occasion. — La victoire inespérée des Prussiens à *Sadowa* produisit en France une impression de très vive inquiétude. Pour apaiser celle-ci, *Napoléon* se hâta de rappeler à *Bismarck* ses promesses de compensations : mais il vit bientôt que le ministre l'avait joué, et que le seul moyen de relever son prestige serait une guerre victorieuse contre la Prusse.

D'autre part, la Prusse, consciente désormais de sa force, ne redoutait pas un conflit avec la France; *Bismarck* le désirait même, pour achever l'œuvre de l'unification allemande par la fusion des deux confédérations du sud et du nord, et par la conquête de l'Alsace et de la Lorraine.

Telle était la situation lorsque l'Espagne, livrée à l'anarchie, demanda pour roi *Léopold de Hohenzollern*, cousin du roi *Guillaume I*. Pour ne pas aviver encore les alarmes de la France, celui-ci invita le prince *Léopold* à décliner l'offre espagnole. Mais le gouvernement français exigea du monarque prussien la promesse formelle qu'il n'autoriserait jamais son cousin à revenir sur sa renonciation. *Guillaume*, estimant pareil engagement inutile et même humiliant, donna une réponse évasive. A l'ambassadeur de France, *Benedetti*, qui était venu le trouver à *Ems*, il refusa une seconde audience sur ce sujet. *Bismarck* présenta ce refus d'audience comme

un congé donné à l'ambassadeur français ¹. Sur ce, les chambres françaises votèrent la guerre (16 juillet 1870). L'exaltation frénétique qui, à Berlin comme à Paris, en accueillit la nouvelle, disait assez les rancunes profondes et réciproques des deux nations.

9. Forces des belligérants. — La France, qui déclarait la guerre, n'était pas prête. Ses frontières de l'est étaient généralement en mauvais état. Son armée active ne comptait pas plus de 350.000 hommes, qui ne devaient s'organiser en corps que sur les frontières. L'artillerie française était inférieure, pour la portée, à celle de l'adversaire. Dans l'état-major manquait l'unité de plan, et dans les troupes minées par l'esprit démagogique, la discipline. — Quant aux alliances, la France avait compté sur l'Italie et sur l'Autriche; mais elle se trouva complètement isolée.

La Prusse, au contraire, s'était préparée. Avec les effectifs de l'Allemagne du sud, dont les traités de Prague lui assuraient le concours, elle pouvait mobiliser immédiatement 500.000 soldats. Les armées allemandes étaient soumises à une discipline sévère, et l'état-major prussien, dirigé par le maréchal de Moltke, avait un plan de campagne savamment étudié.

10. La mobilisation. — Moins de quinze jours après la déclaration de guerre, 450.000 soldats allemands se trouvaient, avec 1.500 canons, aux frontières de l'Alsace et de la Lorraine. Ils étaient répartis en trois armées : celle du *prince héritier de Prusse*, devant *Wissembourg*; celle du prince *Frédéric-Charles*, devant *Saarebruck*; et celle du général *Steinmetz*, devant *Forbach*.

Condamnés à défendre leurs frontières au lieu de prendre l'offensive, 250.000 Français, éparpillés en sept corps d'armée,

¹ C'est cet acte déloyal de Bismarck qu'on a appelé la falsification de la dépêche d'Ems.

s'étaient échelonnés de *Saarebruck* à *Belfort*. *Napoléon* avait pris le commandement en chef de son armée et porté son quartier général à *Metz*. Après les premiers échecs, les Français concentrèrent leurs forces en deux armées, commandées l'une par le maréchal *Bazaine*, l'autre par le maréchal *Mac-Mahon*.

11. Les hostilités jusqu'à la chute de l'empire (1^{er} septembre 1870). — Le 4 août, le prince royal commençait les hostilités sur les frontières de l'Alsace. Les batailles de *Wissembourg* (4 août), de *Wërth*, de *Frœschwiller* et de *Reichshoffen* (6 août), où les Allemands triomphent par la supériorité numérique, livrent à ceux-ci l'Alsace, et forcent *Mac-Mahon* à rétrograder. Le maréchal se retire, avec l'empereur, jusqu'au camp de *Châlons* où il se propose de réorganiser son armée. Il est suivi par le prince royal.

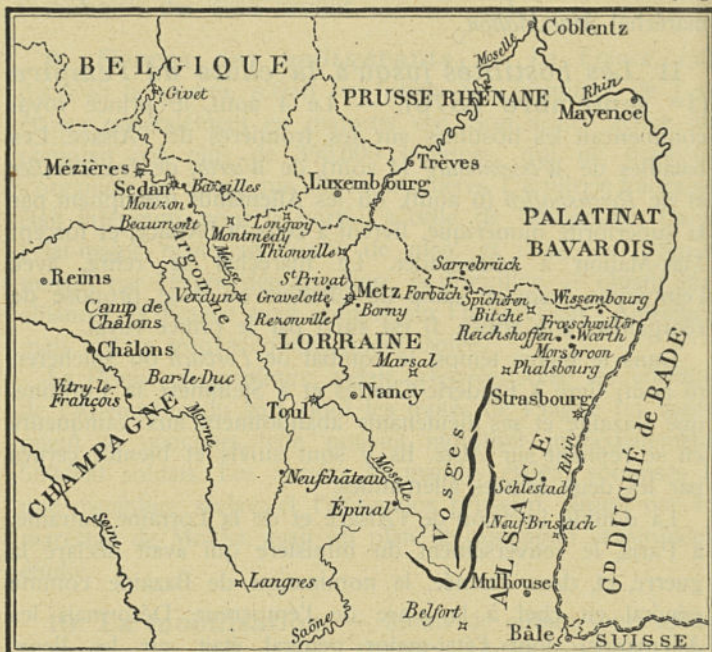
Dans le même temps, le combat de *Forbach* ou *Spicheren* (6 août) livre à *Frédéric-Charles* et à *Steinmetz* la Lorraine, que *Bazaine* et ses lieutenants abandonnent aux vainqueurs en se repliant sur *Metz*. Ils y sont suivis et bientôt cernés par les deux armées allemandes.

La double invasion de l'Alsace et de la Lorraine entraîne, à Paris, le renversement du ministère qui avait déclaré la guerre, et, dans l'armée, la nomination de *Bazaine* comme général en chef à la place de l'empereur. Désormais les Allemands, dont l'état-major général était sur les lieux, avaient sur les Français, qui recevaient les instructions du gouvernement de Paris, un avantage de plus.

L'armée de *Metz*, 200.000 hommes, et l'armée de *Châlons*, 120.000, devaient, après s'être réorganisées, tâcher de se concentrer aux environs de *Verdun*, pour livrer aux Allemands une bataille décisive. En conséquence *Mac-Mahon* quitte le camp de *Châlons* et commence son mouvement tournant vers le nord-est, dans le but et l'espoir d'opérer sa jonction avec l'armée de *Bazaine*, bloquée dans *Metz*. Par les combats de *Borny* (14 août), de *Rezonville* (16 août),

et par la grande bataille de *Gravelotte* (18 août), Bazaine avait essayé vainement de se dégager de l'étreinte des Allemands. Mais à partir de ce dernier échec, ses hésitations et ses lenteurs, peut-être calculées, obligèrent son collègue

N° 8



Mac-Mahon, poursuivi par le prince de Saxe d'abord ¹, et par le prince royal ensuite, à remonter de plus en plus vers le nord, pour enfin se laisser enfermer à Sedan par des forces écrasantes.

¹ Dès que de Moltke eut pénétré le plan de campagne des Français, il avait formé près de Metz un quatrième corps sous les ordres du prince royal de Saxe, qu'il avait lancé à la poursuite de Mac-Mahon, tandis que le prince héritier de Prusse continuait à marcher sur Paris.

En effet, le 30 août, un corps français est surpris et battu à *Baumont*; et, le 1^{er} septembre, toute l'armée de Mac-Mahon se laisse acculer dans l'entonnoir de *Sedan*, où elle est obligée de livrer bataille à 250.000 Allemands. Commandés successivement par *Mac-Mahon*, par *Ducrot* et par *Wimpfen*, les Français manquent d'unité et de suite dans leurs opérations. C'est en vain que leur infanterie de marine se couvre de gloire en voulant s'ouvrir une trouée sanglante vers Montmédy. Foudroyés par 800 canons qui garnissent les hauteurs, ils sont refoulés dans la ville et contraints, sous peine d'être écrasés, de capituler : l'empereur, 40 généraux et 80.000 soldats devaient se rendre au vainqueur et prendre ensuite le chemin de l'Allemagne.



Le maréchal de Mac-Mahon.
(1808-1893.)

La capitulation de Sedan eut pour résultats : la chute de l'empire français, la proclamation de la république et le siège de Paris.

12. La guerre sous le gouvernement de la Défense Nationale (1^{er} septembre 1870-28 janvier 1871). — *La situation.* — A la nouvelle du désastre de Sedan, Paris se mit en révolution : la population envahit le Corps législatif et proclama la déchéance de l'empire (4 septembre). Un gouvernement provisoire fut organisé sous le nom de *gouvernement de la Défense Nationale*¹ pour

¹ Les principaux membres du gouvernement de la Défense Nationale étaient : Trochu, Gambetta, Jules Simon, Ernest Picard, amiral Fourichon, Le Flô, Jules Favre.

repousser l'envahisseur qui, ne rencontrant plus d'obstacles, s'approchait de Paris.

Le 15 septembre, l'état-major prussien, avec le roi *Guillaume*, *Bismarck* et *de Moltke*, établissait son quartier général à *Versailles*, d'où il dirigerait les opérations du siège et la lutte contre les armées de province. De son côté, une *délégation du gouvernement de la Défense* s'installait à *Tours*, afin de rester en communication avec les troupes départementales, qu'il venait d'improviser en enrôlant tous les citoyens valides de 21 à 40 ans. Outre ces armées de province, les forces militaires de la France comprenaient encore l'armée de Bazaine, bloquée dans Metz, et la population armée de Paris évaluée à un demi-million de combattants.

Capitulation de Metz (27 octobre 1870). — Bazaine, dont l'incurie avait été cause en partie de la catastrophe de Sedan capitula dans Metz, le 27 octobre, avec 170.000 soldats, 50 généraux et plus de 1600 bouches à feu. Traduit devant un conseil de guerre après son retour d'Allemagne, le maréchal, qui semble avoir sacrifié ses devoirs militaires à des préoccupations politiques, fut condamné à la dégradation et à la peine de mort; celle-ci fut ensuite commuée en vingt ans de détention.

La capitulation de Metz eut pour effet de rendre libre une partie des forces de Frédéric-Charles, tandis que tous les soldats de l'armée napoléonienne étaient prisonniers en Allemagne.

· *Échec des armées départementales*. — Dans le but de secourir la capitale assiégée, de distraire les Prussiens des opérations du siège, et même de porter, si possible, la guerre au delà du Rhin, trois armées s'étaient formées dans les départements : l'*armée du Nord*, sous le commandement de *Faidherbe*; l'*armée de la Loire*, organisée par *Gambetta*, ministre de l'intérieur, et commandée par *Aurelle* et *Chanzy*; l'*armée des Vosges*, ayant pour principaux chefs *Bourbaki*, *Clinchant* et l'inévitable *Garibaldi*, dont les bandes de pillards

furent plus utiles aux envahisseurs qu'aux Français. Malgré le patriotisme et la bravoure des chefs et des soldats, les efforts des armées de province furent impuissants à enrayer l'investissement de la capitale.

Siège et capitulation de Paris (19 septembre-28 janvier). — Pendant quatre mois, sous les ordres du général Trochu, Paris résista à la famine et au bombardement. Mais l'insuffisance de ses forts et de leur artillerie, l'inexpérience des troupes chargées de la défense, les éléments révolutionnaires que renfermait la ville, paralysèrent toutes les tentatives des assiégés. Réduite, à la fin, à deux journées de vivres, elle dut capituler, le 28 janvier 1871 : les forts, évacués par les garnisons françaises, étaient remis à l'armée allemande; Paris payait une contribution de guerre de 200 millions.

13. Résultats de la guerre de 1870. — *a) Rétablissement de l'empire allemand (18 janvier 1870).* — Après la guerre de 1870, la sécurité de l'Allemagne rendait indispensable une union plus étroite entre les États qui la composaient. Dès novembre 1870, des pourparlers s'étaient ouverts, à Versailles, entre Bismarck et les députés des États du sud, en vue de leur fusion avec les États du nord. Le rétablissement de l'empire fut décidé, et, sur la proposition du roi de Bavière, la couronne impériale, offerte au souverain de la Prusse. Le 18 janvier 1871, dans la célèbre galerie des glaces du château de Versailles, en présence d'une brillante assemblée de princes et de généraux, *Guillaume I était solennellement proclamé empereur héréditaire de l'Allemagne.*

b) Conclusion de la paix entre la Prusse et la France. — Pour traiter avec la Prusse, et aussi pour donner une nouvelle Constitution à la France, le gouvernement de la Défense fit élire (8 février 1871) une *Assemblée nationale*; de crainte que cette assemblée ne subît l'influence révolutionnaire de la capitale, on en fixa le siège à *Bordeaux*.

Thiers fut chargé d'aller négocier, avec le vainqueur, à *Versailles*, les *préliminaires de la paix*; ceux-ci furent signés

le 26 février. 1^o *La France devait abandonner à la Prusse l'Alsace et la Lorraine allemande et payer une indemnité de guerre de cinq milliards.* 2^o *Jusqu'à l'entier payement de l'indemnité, les départements du nord-est demeuraient occupés par 50.000 soldats allemands.* 3^o *Les prisonniers de guerre étaient, de part et d'autre, remis sans délai.*

Les préliminaires ratifiés, les troupes allemandes sortirent de Paris et Guillaume retourna dans ses États.

Le *traité définitif* fut conclu le 10 mai 1871, à *Francfort-sur-le-Mein*.

CHAPITRE XXV.

L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE APRÈS 1870.

Sommaire synoptique.

L'Allemagne.	{	Constitution fédérale de 1871.				
		Bismarck, chancelier. Sa politique pour consolider l'unité.	{	Le Kulturkampf. {	Origine. Lois de mai. Résistance des catholiques. Recul de Bismarck.	
				Bismarck et le socialisme.		
		Guillaume II.	{	{	Politique extérieure. {	Alliances. Congrès de Berlin, 1878. Conférence de Berlin, 1885.
					Son avènement — politique personnelle.	
Prépondérance de l'Allemagne. Les Allemands en Afrique.						
La France	{	sous la république conservatrice.	{	Présidence de Thiers. {	La Commune. Libération du territoire. Chute de Thiers.	
				Présidence de Mac-Mahon. {	Tentative de restauration royale. Constitution républicaine de 1875. Départ de l'Assemblée nationale. Chute de Mac-Mahon.	
		sous la république opportuniste.	{	Politique antireligieuse du gouvernement.		
				Les présidents depuis 1879.		
		La France en Asie et en Afrique.				

DÉVELOPPEMENT.

I. — L'Allemagne nouvelle.

1. Constitution fédérale de 1871. — La constitution promulguée le 16 avril 1871 organisa comme suit l'empire allemand :

I. L'empire comprenait vingt-cinq États souverains et une terre d'Empire, l'Alsace-Lorraine.

II. Les organes du gouvernement fédéral étaient : 1^o le président de la confédération, revêtu du pouvoir exécutif; 2^o le Conseil fédéral ou *Bundesrath*; 3^o le Parlement de l'empire ou *Reichstag*. Ces deux derniers exerçaient le pouvoir législatif.

1^o Le président de la confédération était le roi de Prusse, qui portait le titre d'*empereur allemand*. Il était investi d'une puissance considérable qu'il exerçait par l'intermédiaire d'un premier ministre appelé *chancelier de l'empire*.

2^o Le Conseil fédéral ou *Bundesrath* représentait les gouvernements des divers États de l'empire. Son adhésion était nécessaire pour déclarer la guerre au nom de l'empereur.

3^o Le Parlement de l'empire ou *Reichstag* représentait le peuple allemand; il était composé de députés élus directement par le suffrage universel, dans la proportion de un député pour 100.000 habitants.

Chaque État conserva son gouvernement particulier pour les affaires intérieures. Quant aux affaires d'intérêt général : commerce, poids et mesures, postes et télégraphes, armée, marine, elles appartenaient au gouvernement fédéral.

A. — *Bismarck chancelier de l'empire.*

Sa politique pour consolider l'unité allemande.

Guillaume I, qui devait à Bismarck sa dignité impériale, récompensa son ancien ministre en lui conférant le titre de prince et la charge de chancelier de l'empire. Investi de la haute direction de la politique allemande, Bismarck s'attacha surtout à consolider l'unité nationale, dont il était le fondateur. C'est dans ce but qu'il fit la guerre à l'Église catholique, qu'il renforça l'organisation militaire de l'Allemagne, et qu'il essaya de diriger le mouvement socialiste après avoir cherché vainement à l'enrayer.

2. Politique anticatholique de Bismarck : le Kulturkampf (1871-1880). — *Origine du Kulturkampf.*

— Dire que Bismarck fut un ennemi systématique de la

religion serait excessif. Il a proclamé hautement sa croyance en un Dieu-Providence qui gouverne le monde. Mais ses préjugés protestants et politiques lui montraient dans l'*Église cosmopolite* une rivale dangereuse de l'*Église nationale*, et, dans ses partisans, les *ultramontains*, des patriotes suspects, hostiles à l'unité allemande, puisqu'ils protestaient contre l'unité italienne.

Bismarck profita de la proclamation de l'infailibilité pontificale (1870), où il feignit de voir un défi à la Prusse luthérienne, pour déclarer la guerre aux catholiques, dont une fraction d'ailleurs refusait de se rallier au dogme de l'infailibilité. Les protestants donnèrent à cette lutte le nom de *Kulturkampf*, marquant l'antagonisme entre la *jeune civilisation protestante* et la *vieille civilisation catholique*.

Mesures d'oppression : lois de mai. — Bismarck commença par supprimer la section catholique du département des cultes et appela à ce ministère un partisan convaincu de l'État laïque, le Dr *Falk*.

Le chancelier fit ensuite passer au Reichstag une série de lois connues sous le nom de *lois de mai*, parce qu'elles furent votées, pendant quatre années consécutives (71-75), au mois de mai : expulsion des jésuites et d'autres ordres religieux ; intervention de l'État dans la formation et la nomination des prêtres ; établissement de tribunaux civils pour juger les ecclésiastiques ; sécularisation des propriétés du clergé et des couvents.

La résistance. — Les évêques allemands protestèrent contre les lois de mai, et leur noble attitude, encouragée par l'épiscopat belge et français, fut approuvée par le Souverain Pontife Pie IX. Le gouvernement passa outre, décrétant contre les évêques et les curés récalcitrants dépositions, amendes, confiscations, peines d'emprisonnement et d'exil. Mais rien n'y fit : sur 10.000 prêtres, une trentaine seulement cédèrent ; bientôt huit sièges épiscopaux se trouvèrent sans titulaire, et quatorze cents paroisses sans pasteur,

Recul du chancelier. — Le résultat le plus clair que Bismarck recueillit de sa politique persécutrice fut l'hostilité déclarée des catholiques et un abaissement inquiétant de l'esprit religieux parmi le peuple ¹. Au Reichstag, les tribuns du Centre ², *Windhorst*, *Mallinckrodt*, les deux *Reichensperger*, lui faisaient une opposition redoutable. Pour en triompher, le champion irréductible de l'absolutisme se voyait contraint d'acheter, par des concessions exorbitantes, l'appui des libéraux, et de subir les socialistes dont l'agitation l'alarmait. Le chancelier de fer, qui avait dit solennellement *qu'il n'irait point à Canossa*, reconnut enfin son erreur et se décida à faire machine en arrière.

Il saisit l'occasion d'un conflit entre l'Allemagne et l'Espagne au sujet des îles Carolines, et proposa au gouvernement espagnol de soumettre le différend à l'arbitrage de Léon XIII : c'était faire le premier pas vers la réconciliation. Il en fit un second en renouant les relations diplomatiques entre la Prusse et le Saint-Siège (1878). Enfin, après avoir adouci d'abord la rigueur des lois de mai, il les retira une à une, à partir de 1880, sauf celle qui expulsait les jésuites.

3. Bismarck et le socialisme ; progrès du parti sous Guillaume II. — Après 1870, le parti socialiste ou *social-démocratique* prit en Allemagne une extension considérable. Ses chefs, *Liebknecht* et *Bebel*, députés au Reichstag, après lui avoir tracé un programme précis, qui était toute une révolution, lui donnèrent une organisation puissante groupant en fédération tous les adhérents d'une même ville.

¹ L'empereur Guillaume le constatait avec amertume, lorsque, victime d'un attentat anarchiste, en 1878, il s'écriait : *Voilà où mène l'irréligion du peuple!*

² Le Centre allemand, qui représente les 20 millions de catholiques de l'empire, n'est pas proprement un parti confessionnel. Placé entre la *Gauche progressiste* et la *Droite conservatrice et aristocratique*, le Centre, tout en défendant les intérêts de l'Église et du clergé, revendique aussi les libertés populaires.

Bismarck s'inquiéta de cette coalition et, pour enrayer la propagande socialiste, il proposa des lois d'exception, qui furent rejetées par le Reichstag. Trois attentats anarchistes contre le vieil empereur (1878 et 1883), et un autre contre le chancelier lui-même (1874) portèrent au comble son dépit contre les partisans de la révolution sociale. Débordé par le mouvement, il essaya d'en accaparer la direction en patronnant le *socialisme d'État*, déjà préconisé par le juif *Lassalle* : c'est une conception sociale selon laquelle l'État posséderait et administrerait directement toutes les grandes entreprises financières et industrielles du pays ¹. Mais, dans cette tactique audacieuse, le chancelier ne fut point suivi par le nouvel empereur Guillaume II. Vexé, Bismarck offrit sa démission qui, à la grande surprise de l'Europe, fut acceptée (1890).

Le jeune souverain reprit énergiquement la lutte contre le socialisme, mais sans réussir à en arrêter le progrès. En 1893, les socialistes avaient quarante députés au Reichstag; en 1903, ils en comptaient quatre-vingts; en 1914, plus de cent.

4. *Politique extérieure du chancelier.* — *Alliances.*

— Pour protéger l'intégrité de l'empire contre les périls du dehors, Bismarck ne se borna pas à augmenter et à perfectionner, de concert avec de Moltke, l'armée fédérale; il assura aussi à l'Allemagne de solides alliances. Dès 1872, il réussit à négocier, au nom de Guillaume, avec François-Joseph d'Autriche et Alexandre II de Russie, l'*alliance des trois empereurs*. Après le Congrès de Berlin (1879), les visées de l'Autriche sur les pays slaves des Balkans ayant brouillé François-Joseph avec la Russie, le chancelier accepta les offres de l'Italie en concluant la *Triple Alliance* (1883), qui fut

¹ Bismarck fit voter une série de lois en faveur des ouvriers : 1883, lois d'assurance pour les ouvriers malades; 1884, loi contre les accidents; 1889, loi pour les vieillards et les infirmes.

plusieurs fois renouvelée depuis cette époque. A la Tripllice, la France parvint à opposer, la *Triple Entente* : France, Angleterre, Russie.

Partage politique de l'Afrique par l'Acte de Berlin (1885).

— L'intérieur du continent noir était resté à peu près inconnu jusqu'au XIX^e siècle; il demeurait en blanc sur les cartes géographiques. A partir de 1850 surtout, on voit de hardis voyageurs s'y aventurer et pénétrer dans le brûlant Sahara, dans l'Abyssinie, dans le Soudan, dans le Dahomey. Les bassins du Sénégal, du Niger, du Haut-Nil, sont explorés; les lacs Tchad, Nyassa, Tanganika, Victoria, Albert, sont découverts ou visités; le problème des sources mystérieuses du Nil est résolu. Dans la liste des innombrables voyageurs africains, qui forme un immense nécrologe, Livingstone et Stanley méritent une mention spéciale.

L'histoire politique de l'Afrique commence en 1876, avec la fondation de l'*Association internationale africaine*, sous la présidence d'honneur de Léopold II, roi des Belges, et la présidence effective du cardinal Lavignerie, évêque d'Alger. L'Association se donnait pour but l'abolition de l'esclavage, cette plaie du continent noir, et la diffusion de la civilisation chrétienne. Elle organisait sur un plan commun les explorations des parties encore inconnues de l'Afrique, et fondait, dans la région du lac Tanganika, un certain nombre de *stations hospitalières*, refuges pour les voyageurs et forteresses contre les négriers.

En 1885, une *Conférence internationale* fut tenue à Berlin, sous la présidence de Bismarck, pour procéder à un partage de l'Afrique entre les puissances qui s'y trouvaient déjà établies. Afin de couper court aux convoitises rivales, l'Acte de Berlin décida la création de l'*État libre du Congo*, sorte d'État-tampon destiné, par sa position même, à empêcher l'Afrique de tomber sous une influence prépondérante. L'État indépendant fut placé sous la souveraineté de Léopold II, dont le caractère de *roi d'un pays neutre* protégerait le Congo.

B. — *L'empereur Guillaume II.*

5. Son avènement (1888). — Guillaume I^{er} mourut en mars 1888, dans sa quatre-vingt-ouzième année. Son fils *Frédéric III* ne fit que passer sur le trône. Il laissa la couronne à son fils *Guillaume II*, un des souverains les plus en vue avant la grande guerre. Après avoir accepté la démission de Bismarck, Guillaume II prit lui-même la direction de la politique allemande, ne laissant à ses chanceliers qu'un rôle effacé.

6. Prépondérance de l'Allemagne sous Guillaume II; pangermanisme. — L'effondrement rapide de la France, en 1870, avait fait passer aux mains du vainqueur le sceptre de la suprématie européenne. Le prodigieux essor économique qu'elle prit sous Guillaume II acheva de placer l'Allemagne au premier rang des puissances. Les éléments de sa force furent : 1^o sa population sans cesse croissante et qui dépassait, en 1910, 65 millions d'habitants; 2^o son armée, dont les effectifs de guerre mal connus avant 1914, étaient estimés à plus de 6 millions de soldats; 3^o sa marine marchande et militaire, qui occupait le second rang après celle de l'Angleterre.

On a reproché à l'Allemagne de se laisser emporter par une ambition de suprématie universelle, en entrant dans la pratique du *pangermanisme*. Le fait est qu'elle mit une activité extraordinaire à germaniser ses conquêtes, notamment la Pologne et l'Alsace-Lorraine; que son influence tendit à pénétrer de plus en plus certains pays limitrophes; et qu'enfin les Allemands s'implantèrent, comme les autres grandes nations, dans les continents coloniaux, surtout en Afrique.

7. Les Allemands en Afrique. — C'est à partir de 1884 seulement que l'Allemagne commença à se créer un empire colonial en Afrique, où le gouvernement impérial accordait à ses nationaux une protection très active. Le Docteur *Nachtigall* y fut un des plus remarquables

champions de la colonisation allemande. Par voie de négociation avec les indigènes, les Allemands s'annexèrent le *Togoland*, le *Cameroun* jusqu'au lac Tchad, le *Damara* et le *Zanguebar* méridional. Ils eurent aussi des intérêts dans le *Maroc*, où ils rencontraient l'influence déjà ancienne de la France et de l'Espagne.

II — La France sous la troisième République.

La France forme, depuis 1870, une république. Son histoire peut se diviser en deux périodes : celle de la république conservatrice et celle de la république opportuniste ou mieux progressiste.

A. — La république conservatrice (1872-1879).

8. Présidence de Thiers (1871-1873). —

L'Assemblée Nationale avait ratifié les préliminaires de la paix à Versailles. Menacée de l'insurrection de la Commune, elle vota pour le chef du pouvoir exécutif le titre provisoire de président de la république. De concert avec l'Assemblée, Thiers eut à tenir tête d'abord à la guerre civile, ensuite à réorganiser la défense militaire et à libérer le territoire de l'occupation étrangère.

La Commune ou la guerre civile à Paris (18 mars-28 mai 1871).

— Depuis l'insurrection socialiste de 1848, les révolutionnaires de la capitale avaient essayé plusieurs fois de relever la tête. La désorganisation et l'affolement qui régnèrent à Paris, pendant le siège, leur offrirent une occasion nouvelle et unique de s'emparer du pouvoir et de réaliser leur sinistre programme : suppression de la religion, de la patrie, de la famille, de la propriété; établissement du régime communiste et de la liberté absolue.

Composé de vagabonds, de garibaldiens, d'ouvriers, de petits bourgeois mécontents ou ambitieux, le parti de la révolution sociale comptait environ 150.000 hommes, auxquels les nécessités de la défense nationale avaient procuré des

armes. Forts de l'appui de cette masse armée, les meneurs s'organisèrent en *comité directeur*, s'emparèrent, comme en 89, de l'hôtel de ville, et proclamèrent la *Commune*.

Devant l'émeute organisée, le gouvernement quitta la capitale et se retira à *Versailles*. Là, sous le commandement de *Mac-Mahon*, revenu de sa captivité, fut concentrée aussi l'armée qui, au contact de l'insurrection parisienne, n'avait fait que se démoraliser.

Après avoir repoussé une attaque des *fédérés*¹ contre Versailles (2 avril 71), Mac-Mahon entreprit, avec 100.000 soldats, le *siège de Paris*, qui dura jusqu'au 21 mai. La Commune se défendit avec la sauvage énergie du désespoir. Quand sa cause fut perdue, elle incendia, pilla, massacra. Le château des Tuileries, la bibliothèque du Louvre, une foule d'édifices publics et privés devinrent la proie des flammes. Les *otages*, que les fédérés avaient arrêtés et emprisonnés pour se préparer à eux-mêmes une rançon éventuelle, furent impitoyablement massacrés : parmi eux se trouvaient *M^{gr} Darboy*, archevêque de Paris, des prêtres, des religieux, des soldats, des citoyens honorables et inoffensifs.

Aux crimes des Communards succédèrent les représailles et la répression régulière. Les plus coupables des meneurs furent fusillés sans procès ou condamnés à mort et exécutés ; les autres, déportés à la Nouvelle-Calédonie. La Commune, qui avait été proclamée aussi à *Lyon*, à *Saint-Étienne*, à *Marseille*, à *Toulon*, était vaincue ; mais elle avait fait des milliers de victimes et des ruines irréparables.

Libération du territoire ; réorganisation militaire. — Pour libérer le territoire, qui devait rester occupé par les Allemands jusqu'au paiement de l'indemnité de guerre, Thiers ouvrit deux emprunts, l'un de deux milliards, l'autre de trois milliards. Le chiffre des souscriptions, dont la seconde recueillit 44 milliards, fit connaître l'immense crédit de la France.

¹ C'est le nom que s'étaient donné les communards.

Le 16 septembre 1873, le dernier terme était liquidé et le dernier soldat prussien repassait la frontière.

L'Assemblée nationale réorganisa l'armée et reconstitua les frontières de l'Est. La loi militaire de 1872 porta les effectifs de guerre à seize cent mille hommes¹. — Paris fut défendu par une ligne d'ouvrages détachés qui rendaient désormais l'investissement difficile; et la frontière, au lieu de villes fortifiées, eut une série de camps retranchés, reliés par des forts.

Chute de Thiers. — Cependant le président se brouilla avec l'Assemblée. La majorité, monarchiste, ne voyait dans la république qu'un régime provisoire; elle n'attendait, pour restaurer la royauté, que le moment où elle serait tombée d'accord sur le choix du prince à mettre sur le trône. Or, Thiers voulait organiser définitivement et à son profit le régime républicain. L'Assemblée lui reprochait de travailler dans ce sens, et elle l'invita à adopter une politique plus conforme aux idées de la majorité conservatrice.

Alors Thiers offrit sa démission, qui fut acceptée. Pour successeur, l'Assemblée lui donna le maréchal de Mac-Mahon.

9. Présidence de Mac-Mahon (1873-1879). — *Vaine tentative de restauration royale.* — Mac-Mahon avait été porté à la présidence par les monarchistes, parce qu'il leur paraissait plus favorable que Thiers à la restauration du trône : son mandat, tout comme celui de son prédécesseur, était par conséquent provisoire.

La difficulté de la restauration était de concilier les *légitimistes*, partisans du comte de Chambord, avec les *orléanistes*, partisans du comte de Paris. Cependant, la fusion entre les deux partis s'accomplit; mais le comte de Chambord, reconnu comme le véritable représentant du principe monarchique, détruisit l'effet de la conciliation en refusant de sacrifier, comme la nation le demandait, le drapeau blanc au drapeau

¹ Des lois ultérieures élevèrent les effectifs de guerre français à deux millions et demi de soldats.

tricolore. Dès lors, la république devenait le seul gouvernement possible. En conséquence, l'Assemblée prorogea les pouvoirs de Mac-Mahon pour sept ans et s'occupa d'élaborer une constitution républicaine.

Constitution de 1875. — Cette constitution, encore en vigueur dans ses grandes lignes, organisait ainsi la république :

1^o Le *président*, élu pour sept ans par les deux chambres réunies en *congrès*, est chargé du pouvoir exécutif qu'il exerce à l'aide de ministres responsables.

2^o Le *sénat* est composé de 300 membres, élus pour neuf ans, par un corps électoral spécial.

3^o La *chambre des députés* est composée d'environ 560 membres, élus pour quatre ans, par le suffrage universel.

Le sénat exerce, avec la chambre des députés, le pouvoir législatif. Il peut se constituer en cour de justice pour juger les crimes contre l'État.

Loi autorisant les universités libres. Départ de l'Assemblée. — L'Assemblée Nationale vota encore une loi sur l'enseignement supérieur qui autorisait les universités libres. Le clergé en profita pour fonder des universités catholiques à *Paris*, à *Lille*, à *Lyon*, à *Angers*, à *Toulouse*, à *Montpellier*. Mais, dans la suite, cette liberté fut restreinte : le titre d'Universités fut interdit aux établissements libres qui durent se contenter de celui d'*Instituts* ou de *Facultés*.

L'Assemblée se sépara en décembre 1875, et la Constitution nouvelle entra en vigueur.

Chute de Mac-Mahon. — L'importance croissante du parti républicain, dont les tendances étaient opposées aux idées conservatrices de Mac-Mahon, décidèrent le président, en 1879, à donner sa démission.

B. — *La république opportuniste, depuis 1879.*

10. *Politique antireligieuse de la république opportuniste.* — Sous les successeurs de Mac-Mahon, la république glissa rapidement sur la pente du radicalisme.

Adoptant pour programme le mot de *Gambetta* : *Le cléricalisme, voilà l'ennemi!* le gouvernement français ne cessa, durant trente ans, de combattre l'Église catholique par des mesures d'oppression injustes.

Dès 1880 parurent : 1^o le *décret d'expulsion des ordres religieux non reconnus par la loi*, jésuites, dominicains, bénédictins; 2^o la loi sur le *droit d'accroissement*, impôt exceptionnel et excessif sur les successions, frappant tous les ordres religieux.

De 1881 à 1887 furent promulguées les lois sur l'enseignement primaire rendant *l'instruction obligatoire, gratuite et laïque*. Cette législation forçait les catholiques, après qu'ils avaient contribué, par l'impôt, à l'entretien des *écoles officielles neutres* dont ils ne voulaient pas, à fonder à leurs frais exclusifs des *écoles libres* où leurs enfants recevraient l'enseignement religieux.

En 1889, une *loi militaire* soumit au service actif les jeunes gens qui se préparaient, dans les séminaires, au sacerdoce, ou, dans les noviciats, à la vie religieuse.

En 1900 et 1904 furent votées les *lois sur les associations* : expulsion de toutes les congrégations religieuses, laïcisation de l'enseignement à tous les degrés ainsi que des hospices.

Enfin, en 1908, le gouvernement français mit le sceau à son œuvre par *l'abrogation du Concordat*, entraînant la séparation de l'Église et de l'État, la sécularisation des églises et des presbytères, la suppression des indemnités payées depuis 1790, sous forme de traitement, au clergé; mais aussi l'indépendance absolue du Saint-Siège dans la nomination des évêques de France.

11. Les présidents depuis 1879. — *Jules Grévy* avait succédé à *Mac-Mahon*. Son rôle politique fut sans éclat, éclipsé par celui de *Gambetta* qui dénonçait au gouvernement le péril du *cléricalisme*. Réélu après un premier septennat, *Grévy* fut obligé de donner sa démission, à la suite d'un

procès scandaleux sur le trafic des croix d'honneur, dans lequel se trouvait impliqué son gendre (1887).

Il fut remplacé par *Sadi Carnot*, qui mourut à Lyon sous le poignard d'un anarchiste italien (1894). — Deux ans auparavant avait éclaté le *scandale du Panama* ¹, où étaient compromis nombre de sénateurs et de députés français.

Casimir Périer ne fit que passer au palais de l'Élysée; il donna sa démission au bout de six mois (janvier 1895).

Félix Faure (1895-1899) conclut l'*alliance franco-russe*, et mourut avant d'avoir terminé son septennat.

Il eut pour successeurs : *Emile Loubet* (1899-1906); *Armand Fallières* (1906-1913); *Raymond Poincaré* (1913-1920); *Paul Deschanel* (1920); *A. Millerand* (1920).

12. Les Français en Asie et en Afrique. —

Depuis 1870, voulant réparer par des conquêtes lointaines les pertes subies sur leurs frontières, les Français ont déployé une activité extraordinaire dans leurs colonies d'Asie et d'Afrique. Par toute une série de campagnes, qu'ont signalées de lourds sacrifices d'hommes et d'argent et, souvent, d'admirables traits d'héroïsme militaire, ils se sont créé, dans le continent noir surtout, un empire colonial magnifique, comparable à celui qu'ils ont perdu, au XVIII^e siècle, dans les Indes.

En Asie, la conquête du *Tonkin* est venue étendre leurs établissements de *Cochinchine*, de *Cambodge* et d'*Annam*. En Afrique, ils ont ajouté à l'*Algérie*, la *Tunisie*, le *Sénégal*, une partie du *Sahara* et du *Soudan*, le *Dahomey*, le *Congo occidental*, et l'île *Madagascar*. — Toutefois l'influence française en Égypte a notablement diminué, depuis 1880, au profit de l'Angleterre.

¹ Sous prétexte de percer l'isthme de Panama, la compagnie avait soutiré au public 1400 millions; elle fit faillite en 1888.

CHAPITRE XXVI.

L'ANGLETERRE ET LA RUSSIE AU XIX^e SIÈCLE.

Sommaire synoptique.

L'Angleterre.	Raisons du peu d'influence de la Révolution.	1 ^o L'Angleterre possédait le régime parlementaire depuis 1868. 2 ^o Ses grands hommes d'État surent faire à temps les concessions opportunes.
	Grandes réformes.	Émancipation des catholiques : 1889. Réformes électorales : à partir de 1832. Réformes sociales et économiques. } Taxe des pauvres : 1834. Libre-échange : 1846.
	Politique extérieure.	De 1789 à 1815 : Coalition contre la France. De 1815 à 1822 : Politique conservatrice avec la Sainte-Alliance. Depuis, politique d'intérêt.
	Politique coloniale	en Asie. } Guerre de l'opium avec la Chine, 1842. Guerre des Cipayes dans l'Inde, 1857. Rivalité des Anglais et des Russes en Asie. en Afrique. } Objectif de l'Angleterre en Afrique. Les Anglais en Égypte. Les Anglais au Cap : guerre anglo-boer, 1902.
La Russie.	Le mouvement démocratique sous les czars.	Alexandre I. Nicolas I. Alexandre II. Alexandre III. Nicolas II.
	Leur politique extérieure : panslavisme.	

DÉVELOPPEMENT.

I. — L'Angleterre.

A. — *Politique extérieure : grandes réformes.*

1. *Raisons du peu d'influence des révolutions françaises en Angleterre.* — Les trois révolutions de Paris, qui se communiquèrent comme une épidémie à toutes les monarchies européennes, n'eurent qu'un faible retentissement dans la Grande-Bretagne.

C'est que l'Angleterre avait eu, dès 1688, sa grande révolution, qui l'avait dotée du régime parlementaire, auquel les peuples des autres monarchies demandaient alors un soulagement à tous leurs maux.

Ensuite, si des réformes étaient nécessaires, les chefs du gouvernement surent les accorder aux justes revendications de la nation sans se les faire arracher par un soulèvement armé. Ainsi agirent les ministres *Canning, Wellington, Robert Peel, Palmerston*, les plus célèbres représentants du parti conservateur; *Pitt, lord Grey, lord Russel*, et surtout l'illustre *Gladstone*, qui furent les mandataires les plus éminents du parti whig ou libéral.

2. *Émancipation des catholiques (1829).* — L'odieuse formalité du *Test Act (1673)*, qui obligeait tous les fonctionnaires de l'État à nier par serment la transsubstantiation, faisait des catholiques du Royaume-Uni des parias frappés d'incapacité civile et politique.

Cédant à l'opinion, devenue menaçante, le ministère conservateur *Wellington* proposa le bill de l'émancipation, qui fut voté en 1829.

3. *Réformes électorales (1832-1867-1884).* — Un grave abus, que la noblesse seule avait intérêt à maintenir, régnait encore, au début du XIX^e siècle, dans le système électoral. Certaines localités, autrefois villes importantes, mais devenues bourgs dépeuplés, envoyaient à la chambre un ou plusieurs députés; par contre, de grandes cités industrielles modernes, comme Liverpool et Manchester, n'étaient même pas représentées. Il résultait de cet état de choses une corruption électorale scandaleuse. — En 1832, le ministère libéral

Grey-Russel balayait 52 de ces bourgs appelés *bourgs pourris*, diminuait la représentation des autres et donnait des députés aux grands centres.

Pendant le cens électoral de dix livres sterling (250 francs) éloignait encore des urnes le peuple et une partie considérable de la bourgeoisie. A partir de 1867, *l'abaissement progressif du cens* vint ajouter deux millions d'électeurs au corps électoral. Peu à peu l'influence politique de la vieille aristocratie terrienne se trouva balancée par celle de la bourgeoisie industrielle et des *paysans* (1884).

4. La taxe des pauvres (1834); le libre-échange (1846). — En Angleterre, l'excès de la misère était, surtout avant 1850, aussi navrant que l'excès de la richesse était scandaleux. Le sol entier appartenait à cinq ou six cents familles qui possédaient des fortunes colossales; à côté de ces privilégiés, des foules de malheureux mouraient de faim. Cette plaie du paupérisme avait été engendrée, sous Henri VIII, par la confiscation des couvents qui secouraient d'innombrables misères. Pour y remédier, le gouvernement régla définitivement la taxe des pauvres déjà créée sous le règne d'Élisabeth. Une aumône officielle, prélevée sur les riches sous le nom de *poor-tax*, est distribuée aux indigents, à la condition que ceux-ci s'emploient dans les *work-houses*, maisons de travail où, séparés de leur famille, ils sont entassés comme des forçats.

Pour donner à la population indigente la vie à bon marché, il fallait abolir les droits protecteurs ou prohibitifs qui garantissaient l'agriculture et l'industrie anglaises contre la concurrence étrangère. Or, une telle réforme était préjudiciable aux intérêts des grands propriétaires. De là, l'énorme difficulté qu'elle devait rencontrer; de là aussi le grand mérite de l'homme qui eut le courage de défendre cette cause. Ce fut la gloire de *Robert Peel*. De 1846 à 1848, il fit voter : *l'abolition des droits sur les céréales, ou corn-laws*; le dégrèvement total ou partiel des denrées alimentaires et des matières premières

de l'industrie; l'affranchissement des objets manufacturés les plus communs, et la diminution des charges qui pesaient sur l'agriculture. Dès lors, l'Angleterre devint le pays libre-échangiste par excellence.

B. — *Politique coloniale.*

Développant les possessions déjà vastes qu'elle avait acquises au cours des deux siècles précédents, l'Angleterre, avec son génie essentiellement colonisateur, a fondé un empire colossal qui compte aujourd'hui au delà de 380 millions de sujets. On peut dire que l'Angleterre jouit du don d'ubiquité et qu'elle est présente à la fois sur tous les continents et sur toutes les mers. Sa flotte de guerre se trouve éparpillée sur le monde entier, et sa marine marchande est presque aussi considérable que celle des autres États réunis. De même qu'il y a un pangermanisme, il existe un *panbritannisme* dont les partisans, confiants dans la préexcellente de la race anglo-saxonne, rêvent de resserrer les liens de la métropole et des colonies dans une vaste fédération politique, économique et militaire.

5. *L'Angleterre en Asie.* — La possession capitale de l'Angleterre est l'*empire des Indes*, enlevé à la France sous le règne de Louis XV. Au XIX^e siècle, les Anglais ont reculé encore les bornes de cet empire par l'acquisition d'une partie considérable de l'Indo-Chine (Birmanie et presque île de Malacca), qui leur ouvre la route du ci-devant Céleste-Empire. Ce domaine compact est complété et défendu par des postes isolés qui en gardent les approches et en assurent le ravitaillement.

Si l'empire des Indes est florissant, il n'a pas manqué de donner parfois des inquiétudes et de graves embarras à la métropole.

A. *Guerre de l'opium avec la Chine (1840-1842).* — En échange des denrées que l'Angleterre fournissait aux Indiens, elle se faisait livrer d'énormes quantités d'opium, qu'elle exportait ensuite, avec de gros bénéfices, en Chine. En 1837, l'exportation de cet article rapportait aux Anglais 80 millions de francs. Effrayé d'une telle sortie de numéraire plus encore

que des effets pernicious que le narcotique exerçait sur les Chinois, l'empereur prohiba le trafic de l'opium; mais les Anglais le continuèrent en contrebande. Le Fils du Ciel, irrité, fit jeter en prison le consul anglais à Canton, sir Elliot, et le retint jusqu'à livraison de 22.000 caisses d'opium passées en fraude. Pour venger cet outrage, l'Angleterre envoya à Canton une puissante escadre avec une armée (1840). Vaincus, les Chinois firent des promesses; mais, le danger disparu, ils refusèrent de les tenir. Ce ne fut qu'après une deuxième, puis une troisième campagne, lorsque les Anglais parurent sous les murs de *Nankin*, l'antique capitale de la Chine, que l'empereur plia devant les volontés des vainqueurs en signant le *traité de Nankin* (1842).

La Chine payait aux Anglais une indemnité de 120 millions et leur céda l'île de *Hong-Kong*, située dans la baie de Canton. Elle ouvrit à tous les Européens les ports de *Canton*, d'*Amoy*, de *Fou-tcheou*, de *Ning-po* et de *Shanghai*. Quant à l'opium, il n'en fut pas question dans le traité, mais les Chinois en consommèrent de plus en plus.

La France, profitant du traité, obtint une ambassade en Chine et des édits de protection en faveur des chrétiens (1844).

B. Révolte des Cipayes dans les Indes (1857). — Pour contenir et défendre son vaste empire, dont la population se composait de Brahmanes et de Musulmans, la Compagnie des Indes anglaises avait une armée d'environ 250.000 hommes. Les deux tiers de cette armée se recrutaient parmi les indigènes et formaient les célèbres régiments des *Cipayes* ou spahis, commandés par des officiers anglais. Or, les chefs de corps voyaient avec impatience l'attachement opiniâtre des Brahmanes à leur religion : ils résolurent de briser leurs préjugés de castes, en ordonnant l'emploi de cartouches enduites de graisse de vache, animal sacré pour les Hindous. Cette mesure provoqua parmi les *Cipayes* une terrible insurrection dont les Anglais ne triomphèrent qu'au prix d'une guerre acharnée et féroce.

Elle eut pour *résultat la suppression de la Compagnie*, dont l'administration était défectueuse (1858). Le gouvernement direct de l'Inde anglaise fut transféré à la couronne, qui l'exerce par un *gouverneur* assisté d'un *Conseil*. Les régiments des Cipayes furent abolis et remplacés par des troupes royales. La justice fut organisée à l'européenne, la barrière supprimée entre Anglais et Hindous, et ceux-ci purent aspirer aux charges publiques.

En 1876, la reine de la Grande-Bretagne prit le titre d'*impératrice des Indes*.

C. Rivalité des Anglais et des Russes en Asie. — Après la défaite des Cipayes, la domination anglaise se trouva raffermie dans les Indes; mais elle commença d'être inquiétée par les progrès envahissants des Russes, maîtres de l'Asie du nord comme les Anglais sont maîtres de l'Asie du sud. Les deux puissances bientôt ne furent plus séparées que par la Perse et l'Afghanistan, cherchant l'une et l'autre à étendre leur influence sur ces contrées.

D'autre part, elles surveillaient aussi, d'un œil jaloux, leurs progrès respectifs en Mongolie et au Thibet.

6. L'Angleterre en Afrique. — *A. Son objectif.* — L'Angleterre est, avec la France, prépondérante sur le continent noir. Maîtresse du sud africain et souveraine en Égypte, son rêve est de relier, par une voie ferrée, Alexandrie au Cap. Dans ce but, elle a concentré ses efforts sur la conquête du Nil, de la région des grands lacs et de l'Afrique australe, se heurtant dans cette entreprise à la rivalité de la France qui, de son côté, veut relier l'ouest à l'est.

B. Les Anglais en Égypte. — Sous les successeurs du vice-roi Méhémet-Ali, l'Égypte était tombée dans l'anarchie, et la Turquie était impuissante à l'en arracher. Les Anglais profitèrent de la situation pour s'ingérer dans les affaires de l'Égypte, y rétablir l'ordre, occuper le pays militairement et supplanter l'influence française. L'Égypte eut donc une administration anglo-égyptienne : gouvernée par un *khédivé*

qui payait tribut au sultan, elle était administrée par des indigènes, sous la direction de hauts fonctionnaires en majorité anglais. La langue anglaise a remplacé la langue française comme langue officielle. La France a conservé ses écoles et la direction des travaux archéologiques.

L'occupation de l'Égypte assura à l'Angleterre la communication avec l'empire des Indes.

C. Les Anglais au Cap. — Dans l'Afrique australe, la domination anglaise, établie au Cap depuis 1815, a pénétré de plus en plus vers le centre. Bravant l'opinion de l'Europe indignée, uniquement préoccupés de leurs intérêts économiques, les Anglais ont fait, en 1899, la conquête des deux États libres d'*Orange* et de *Transvaal*. Par des tracasseries systématiques, ils ont forcé les *Boers* à leur déclarer une guerre dans laquelle, fatalement, les *Afrikanders* devaient succomber. Pendant deux ans, luttant pour leur liberté, les héros du Transvaal se sont couverts de gloire et ont mérité l'admiration de l'Europe. Enfin, lorsqu'ils virent leurs généraux exilés, leurs champs dévastés et leurs fermes en cendres, ils jugèrent la partie perdue et la résistance inutile.

L'Angleterre a offert aux vaincus une indemnité de 120 millions pour réparer les dégâts de la guerre. Une décision parlementaire (1906) a accordé au Transvaal le *self government*.

II. — La Russie.

7. *Les czars et le gouvernement démocratique.*

— *Alexandre I* (1801-1825) s'était montré d'abord assez libéral : il avait rappelé les bannis du règne précédent, diminué les impôts, accordé certaines libertés; mais en qualité de chef de la Sainte-Alliance, il était très hostile aux principes de la Révolution. A la fin de sa vie, subissant l'influence du parti vieux-russe, il devint, dans ses États, l'adversaire de la liberté : il chassa les jésuites, restreignit les privilèges de la Pologne, prit des mesures de rigueur contre la presse et les sociétés secrètes.

Nicolas I (1825-1855) fut le czar de fer, le type du despote oriental. — *Une foi, une loi, un roi* : telle était sa devise. Il condamnait aux travaux forcés le russe qui abjurait la religion orthodoxe, à la prison celui qui faisait ouvertement du prosélytisme en faveur d'une autre confession. Après avoir écrasé l'insurrection polonaise de 1831, il s'acharna, avec une implacable barbarie, à russifier cette nation.

Alexandre II (1855-1881) arrivait au trône avec la compréhension des réformes nécessaires et l'intention de les réaliser avec l'appui des gens éclairés : *Il vaut mieux, disait-il, que les réformes viennent d'en haut que d'en bas*. La réforme capitale d'Alexandre II fut l'*émancipation des serfs* qui, au nombre de 22 millions, étaient la propriété des seigneurs. — Des réformes politiques et administratives suivirent, établissant des juges d'instruction, des cours d'appel, la publicité des débats devant les tribunaux, la restriction des châtiments corporels, une certaine liberté de la presse et de l'enseignement supérieur. Enfin, par l'introduction du service obligatoire général, les effectifs de l'armée furent portés à un chiffre formidable.

Cependant le beau zèle libéral d'Alexandre II fut soudain refroidi par une *seconde insurrection polonaise (1863)*, que le czar réprima avec une violence brutale. Puis il revint à l'absolutisme. Alors parut la redoutable secte des *nihilistes*, société secrète composée de jeunes gens instruits qui voulaient tout renverser pour que la génération à venir pût tout réédifier sur des bases nouvelles. Les attentats contre le czar et les hauts fonctionnaires se multiplièrent dans une mesure effrayante : après avoir échappé trois fois, Alexandre II fut tué par une bombe, à Saint-Pétersbourg (1881).

Son successeur *Alexandre III* (1881-1894), pour ne point paraître céder à la menace, proclama, malgré sa générosité naturelle, sa volonté de maintenir les traditions du régime absolu. Les nihilistes, de leur côté, continuèrent à terroriser les représentants du pouvoir par des attentats répétés, qui pro-

voquaient de violentes mesures de répression. Afin d'enrayer la propagande des idées révolutionnaires, une censure sévère surveilla la presse : les journaux étrangers, arrivés à la frontière, étaient *passés au caviar*, c'est-à-dire que les passages suspects étaient couverts d'encre d'imprimerie.

En Lithuanie, en Pologne, et même dans la Finlande, qui jouissait jusque-là d'une certaine autonomie, Alexandre III appliqua largement la *politique de russification*, russifiant systématiquement la langue, la religion et la population.

Nicolas II poursuivit la politique de russification, surtout en Finlande. L'insuccès de la gigantesque guerre russo-japonaise (1904) vint lui révéler, en même temps que l'infériorité militaire de son colossal empire, les graves défauts de son régime autocratique. Après la défaite, la population se révolta, l'armée et la marine se mutinèrent : il y eut des émeutes, des incendies, des pillages, des massacres, suivis de terribles répressions. Le czar fut forcé de convoquer une Assemblée nationale élue, la *Douma*, chargée, non de légiférer, mais d'éclairer le gouvernement sur les réformes à faire.

L'Assemblée, en majorité révolutionnaire, réclama impérieusement l'égalité, les libertés civiles, l'abolition du régime de l'arbitraire et l'établissement d'un gouvernement représentatif. Mais, dans un pays qui comptait encore 90 % d'illettrés, le régime parlementaire semblait prématuré : il n'a guère atténué le despotisme du czar-pape, ni soustrait les finances publiques à la rapacité des fonctionnaires.

8. Politique extérieure des czars : le panslavisme. — Appliquant le principe des nationalités, l'empereur *de toutes les Russies* se présentait à l'Europe comme le chef des Slaves. S'assujettir tous les peuples appartenant à cette grande famille, s'emparer de Constantinople, se rendre maître de la Méditerranée, faire de la Russie une puissance maritime de premier ordre, capable de lutter avantageusement contre les races teutonnes et latines : tel fut, surtout à partir

de Nicolas I, l'objectif politique des czars. De là leur intervention dans la guerre de l'indépendance hellénique (1827), dans le conflit turco-égyptien (1833), dans l'insurrection hongroise (1848); de là aussi la guerre de Crimée (1854) et la guerre russo-turque (1877).

Mais à côté du panslavisme russe, un autre, plus naturel, tendit à unir, en confédération indépendante, tous les peuples slaves qui sont en dehors de la Russie : Moraves, Bohêmes, Valaques, Bulgares.

La politique russe devait naturellement inspirer des craintes aux autres puissances : à l'Angleterre, pour son empire des Indes; à l'Allemagne, pour sa suprématie dans l'Europe centrale; à la France, pour son influence sur les États méditerranéens; enfin, au point de vue économique, au syndicat des banquiers d'Europe et du monde entier, que préoccupaient énormément les fonds tures.

CHAPITRE XXII.

APERÇU GÉNÉRAL DE LA QUESTION D'ORIENT.

Sommaire synoptique.

La question d'Orient.	}	Définition.						
		Ses éléments.						
		Guerres qu'elle a suscitées.						
Ses phases depuis l'indépendance de la Grèce	}	Guerre turco-égyptienne (1832-1841).	<table border="0"> <tr><td rowspan="3">}</td><td>Cause.</td></tr> <tr><td>Intervention des puissances.</td></tr> <tr><td>Résultat.</td></tr> </table>	}	Cause.	Intervention des puissances.	Résultat.	
		}	Cause.					
			Intervention des puissances.					
			Résultat.					
		Guerre de Crimée (1854-1855.)	<table border="0"> <tr><td rowspan="4">}</td><td>Cause.</td></tr> <tr><td>Belligérants.</td></tr> <tr><td>Hostilités.</td></tr> <tr><td>Traité de Paris.</td></tr> </table>	}	Cause.	Belligérants.	Hostilités.	Traité de Paris.
		}	Cause.					
Belligérants.								
Hostilités.								
Traité de Paris.								
Guerre turco-russe (1877-1878.)	<table border="0"> <tr><td rowspan="3">}</td><td>Cause.</td></tr> <tr><td>Hostilités.</td></tr> <tr><td>Résultats : Congrès de Berlin.</td></tr> </table>	}	Cause.	Hostilités.	Résultats : Congrès de Berlin.			
}	Cause.							
	Hostilités.							
	Résultats : Congrès de Berlin.							
Modification de l'œuvre du Congrès de Berlin.								
Guerre turco-grecque (1897). Résultat.								
Insurrection militaire en Turquie.								
	}	Guerre turco-balkanique (1912.)	<table border="0"> <tr><td rowspan="3">}</td><td>Causes.</td></tr> <tr><td>Hostilités.</td></tr> <tr><td>Résultats.</td></tr> </table>	}	Causes.	Hostilités.	Résultats.	
		}	Causes.					
			Hostilités.					
Résultats.								

DÉVELOPPEMENT.

I. — La question d'Orient.

1. Définition et éléments de la question d'Orient.

— On appelle question d'Orient le problème qui intéresse l'existence de l'empire ottoman.

En principe, les puissances voulaient maintenir l'intégrité territoriale de l'empire ottoman, parce qu'un partage eût

donné lieu à des difficultés inextricables. Mais en fait, elles ont plusieurs fois dérogé à ce principe, en tenant compte des éléments suivants : 1^o la condition servile où étaient placés les peuples chrétiens disséminés dans l'empire turc ; 2^o les aspirations des peuples helléniques à reconstituer l'empire grec, et celles des peuples slaves de la péninsule balkanique à recouvrer leur autonomie ; 3^o la question des Lieux-Saints de la Palestine, dont le czar voulait avoir le protectorat exclusif ; 4^o enfin l'intérêt politique et financier des grandes puissances européennes, intérêt qui varia avec les circonstances.

2. *Guerres suscitées par la question d'Orient.*

— La question d'Orient, ainsi ramifiée, a engendré, depuis un siècle, six guerres, savoir : 1^o la guerre de l'indépendance de la Grèce, qui se compliqua d'une autre entre la Turquie et la Russie; toutes deux se terminèrent par la Paix d'Andrinople (1821-1829); 2^o la guerre de l'Égypte contre la Turquie, amenant la Convention des Détroits (1832-1841); 3^o la guerre de Crimée terminée par le Traité de Paris (1854-1855); 4^o la guerre turco-russe terminée par le Congrès de Berlin (1877-1878); 5^o la guerre turco-grecque, infructueuse, qui avait eu pour but la reconstitution de l'empire hellénique (1897); 6^o la guerre turco-balkanique (1912-1913).

II. — Phases de la question d'Orient.

3. *Guerre turco-égyptienne (1832-1841).* —

Pour écraser l'insurrection de la Grèce, le sultan de Constantinople avait fait appel au pacha d'Égypte, *Méhémet-Ali*, son plus puissant vassal. Renseigné par cette démarche sur la supériorité réelle de ses forces, l'ambitieux pacha résolut, peu après, d'agrandir son fief par la conquête de la Syrie ; peut-être même rêvait-il de détrôner son suzerain. La guerre éclata par deux fois ; et tels furent les succès de Méhémet-



Ad Wesmael-Charlier, éditeur, Namur.

Mathieu. Hist. cont.

Ali qu'il aurait probablement anéanti son adversaire, sans l'intervention des puissances vivement alarmées par la perspective du démembrement de l'empire turc. Mais l'Angleterre, la Prusse et l'Autriche sommèrent le vainqueur de renoncer à ses conquêtes et de se contenter de l'Égypte à titre héréditaire.

4. Guerre de Crimée (1854-1855). — La guerre de Crimée, dont le nom indique le théâtre, eut lieu entre la Russie d'une part et, de l'autre, la Turquie et ses alliées, la France et l'Angleterre.

La Russie jugeait le moment favorable pour prendre Constantinople, depuis longtemps l'objectif de sa politique.

La France intervenait, sollicitée par les chrétiens de Terre-Sainte que molestaient les Grecs schismatiques appuyés par le czar.

L'Angleterre redoutait, pour son empire des Indes, la domination éventuelle de la flotte russe sur la Méditerranée.

La Sardaigne aussi envoya quelque renfort à Napoléon III dans l'espoir fondé que celui-ci l'aiderait ensuite à chasser les Autrichiens de l'Italie.

Les hostilités se concentrèrent dans la presqu'île de *Crimée* où l'ingénieur russe *Totleben* avait fait de *Sébastopol* une place formidable. Les généraux français *Saint-Arnaud*, *Mac-Mahon*, *Pélissier*, s'illustrèrent dans cette lutte fameuse. Sébastopol fut pris, le 8 septembre 1855, après un siège mémorable de dix mois. Cette victoire mit fin à la guerre.

Le *traité de Paris* (1856) eut pour principal objet de stipuler des garanties contre l'ambition russe : 1^o le czar devait renoncer au protectorat sur les provinces danubiennes qu'il avait occupées au début de la guerre, et sur les Grecs schismatiques de la Palestine; 2^o il devait reconnaître la neutralité de la *mer Noire*, ouverte à tous les vaisseaux marchands et fermée à tous les navires de guerre.

Deux ans après le Congrès de Paris, les puissances stipulèrent que la Moldavie et la Valachie formeraient deux États

distincts régis par une législation commune, sous le nom de *Principautés-Unies*. En 1866, un coup d'État militaire fit des Principautés-Unies la *Roumanie* actuelle.

5. Guerre turco-russe (1877-1878). — Attentive à saisir toutes les occasions de réaliser le programme de ses czars concernant Constantinople, la Russie profita de la révolte de l'*Herzégovine*, du *Monténégro* et de la *Serbie* contre la *Porte*, révolte qu'elle avait favorisée, pour exiger l'amélioration du sort des *populations chrétiennes* de la Turquie. Une conférence tenue à Constantinople par les plénipotentiaires des puissances européennes ne put empêcher la guerre.

L'armée russe passa le *Pruth* et occupa la *Roumanie*, qui, à son tour, proclamant son indépendance, se mit en guerre avec la Turquie.

Les Russes effectuèrent, sans difficultés sérieuses, le passage du *Danube*, franchirent de même les *Balkans*, menacèrent *Andrinople* et jetèrent l'effroi dans Constantinople.

Toutefois, ils furent tenus en échec pendant cinq mois, en Bulgarie, devant *Plewna*, défendu par les Turcs. Enfin cette place dut capituler (décembre 1877), et les Russes s'emparèrent de *Sophia*, de *Philippopoli* et d'*Andrinople*.

En Asie, ils avaient envahi l'Arménie, et s'étaient avancés vers l'importante citadelle d'*Erzeroum*.

Les Turcs, à bout de ressources, durent demander la paix. Un premier traité signé à *San-Stefano* fit triompher complètement la politique russe; mais les grandes puissances exigèrent que la paix fût définitivement réglée dans un congrès qui s'assembla à Berlin.

6. Résultats de la guerre turco-russe. —

1^o Le *Congrès de Berlin* (1878) constitua comme suit les *États balkaniques* : la *Bulgarie*, province autonome, tributaire du sultan; — la *Roumélie orientale*, placée avec un gouverneur général chrétien sous l'autorité politique et militaire du sultan; — le *Monténégro*, la *Serbie* et la *Roumanie* indé-

pendantes; — l'*Herzégovine* et la *Bosnie* occupées militairement par l'Autriche; — dans toutes les parties de l'empire ottoman, libre exercice de tous les cultes, égalité des droits civils et politiques sans distinction de religion.

2^o Le panslavisme faisait un pas en avant : la *Russie* — qui veut l'émancipation des peuples slaves des Balkans pour les inféoder à l'empire — était *maîtresse des bouches du Danube*, et ses conquêtes en Arménie (districts d'*Ardahan*, de *Kars* et de *Batoum*) fortifiaient sa puissance sur la mer Noire. Toutefois le voisinage de l'Autriche, qui occupait la Bosnie, et le voisinage de l'Angleterre, maîtresse de *Chypre*¹, paralysaient désormais l'action moscovite dans le sud-ouest.

Enfin, la *Turquie* ne conservait plus en Europe que la Thrace, la Macédoine et l'Albanie; ces contrées offraient encore une excellente ligne de défense avec un territoire assez vaste pour couvrir Constantinople et protéger les détroits.

7. Modification de l'œuvre du Congrès de Berlin. — Les États balkaniques s'aperçurent bientôt que les avantages que leur assurait le Congrès de Berlin étaient illusoires et que la Turquie se déroberait indéfiniment à l'exécution des articles du traité. De là, mécontentement, effervescence continuelle dans ces États; de là, violations fréquentes des traités; de là, insurrection de l'île de Crète et de la Grèce; de là, enfin, coalition et guerre de 1912, pour refouler les Turcs vers l'Asie.

En 1881, la Roumanie s'érige en royaume sous le sceptre de Charles de Hohenzollern.

La même année, la Grèce reçoit, en exécution du traité de Berlin, une partie de la Thessalie et de l'Épire.

¹ Un *traité secret*, conclu entre le gouvernement britannique et la Porte, cédait à l'Angleterre l'île de *Chypre* pour prix de sa médiation. Chypre était une position importante pour dominer l'Égypte, protéger la route des Indes, fermer la Méditerranée aux flottes russes, et défendre en même temps les possessions turques en Asie.

En 1882, le prince de Serbie devient roi sous le nom de Milan I; mais déjà sa maison, noyée dans le sang, a fait place à l'ancienne dynastie des *Karageorgewitch*.

En 1885, une révolution proclame l'union personnelle de la Bulgarie avec la Roumélie orientale. En 1908, le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg est proclamé roi ou czar des Bulgares.

En 1909, la Bosnie et l'Herzégovine sont définitivement incorporées à l'Autriche-Hongrie, malgré les réclamations menaçantes de la Serbie soutenue par le czar de Russie.

En 1910, le Monténégro s'érige en royaume sous le sceptre de Nicolas I.

8. Conflit turco-grec de 1897. — En 1894, la résistance des chrétiens au despotisme musulman déchaîna les effroyables *massacres d'Arménie*, dont on a évalué à 300.000 le nombre des victimes. Ces atrocités, que les puissances se bornèrent à flétrir par de stériles protestations, provoquèrent l'*insurrection de l'île de Crète*, qui fit appel à la Grèce. Aux secours que celle-ci envoya à l'île révoltée, la Turquie répondit par une déclaration de guerre (18 avril 1897).

Trop faibles pour tenir tête aux effectifs musulmans, les Grecs furent refoulés de la Macédoine et de l'Épire qu'ils avaient envahies, essayèrent défaite sur défaite, et furent contraints, au bout d'un mois, d'implorer la paix. Celle-ci, grâce à la médiation de l'Europe, ne fut pas aussi onéreuse qu'elle aurait pu l'être. Il n'en coûta aux vaincus qu'une indemnité de guerre et quelques districts dans le nord. L'île de Crète fut déclarée *indépendante sous la suzeraineté du sultan*, avec un gouverneur chrétien; elle continua de réclamer son annexion à la Grèce.

9 Révolution en Turquie. — Dans les milieux cultivés de la société ottomane, la décadence de plus en plus accentuée de l'empire provoqua l'organisation d'un parti appelé les *Jeunes Turcs*, qui voulait établir le gouvernement représentatif avec tout un système de réformes. Dénonçant

le sultan *Abdul-Hamid* comme un adversaire de leur programme, ils fomentèrent, en 1909, une insurrection militaire qui le renversa et le remplaça par son frère *Mohammed V*, favorable à leurs idées. Mais le mouvement jeune-turc, auquel la franc-maçonnerie ne semblait pas étrangère, n'aboutit à aucune amélioration sérieuse, ni dans les finances, ni dans l'administration.

10. Guerre turco-balkanique (1912). — *Causes.* —

1^o Les dispositions du Congrès de Berlin concernant l'autonomie et les libertés des nationalités chrétiennes des Balkans n'étaient pas appliquées. Après avoir inutilement rappelé à la Porte ses engagements, les États balkaniques, rejetant la tardive médiation des puissances, prétendirent se faire justice par la force des armes.

2^o La volonté d'obtenir l'exécution des traités de 1878 ne fut pas le seul mobile des peuples balkaniques. La faiblesse de la Turquie, résultat de l'anarchie intérieure et de la guerre turco-italienne de 1911, leur parut une occasion favorable de prendre chacun un lambeau de l'empire agonisant.

Une alliance offensive et défensive fut conclue, malgré l'antagonisme de races, entre Bulgares, Serbes, Monténégrins et Grecs, qui mobilisèrent le 30 septembre 1912. — La Roumanie restait neutre.

Hostilités (octobre 1912-août 1913). — La Turquie d'Europe est envahie à toutes ses frontières : en Thrace, par les Bulgares; en Macédoine, par les Grecs et les Serbes; en Albanie, par les Grecs et les Monténégrins.

Les alliés ne comptent guère que des victoires. Battue sur tous les points, la Turquie dut se résoudre à signer les *préliminaires de Londres*, qui réduisaient ses possessions à la partie orientale de la Thrace. La ligne *Enos-Midia* fut assignée comme limite du territoire turc en Europe.

Mais l'alliance des États balkaniques était une alliance fragile imposée par des nécessités transitoires. L'ennemi commun expulsé de la péninsule, les vieilles rivalités et les vieilles

antipathies reparurent plus violentes que jamais. Les vainqueurs s'entredéchirèrent pour le partage des dépouilles : Grecs, Serbes et Monténégrins se coalisèrent contre les Bulgares. La Roumanie, restée neutre pendant la guerre turco-balkanique, prit fait et cause contre la Bulgarie, qui, cette fois, sortit de la lutte, mutilée, aigrie, humiliée. A la faveur de ces événements, la Turquie se ressaisit et essaya de reprendre une partie de ses provinces perdues. Il fallut la médiation de la Russie pour, après deux mois, mettre fin à cette guerre fratricide, non moins meurtrière que la première.

Résultats. — Le *traité de Bucarest* remania comme suit la carte des États balkaniques : 1^o La Roumanie s'annexait un triangle de territoire bulgare peuplé d'environ 400.000 habitants, avec un port nouveau sur la mer Noire, *Baltchik*. — 2^o La Bulgarie, mutilée au nord par la Roumanie, s'agrandissait d'une partie de la Thrace et de la Macédoine. — 3^o La Serbie et le Monténégro doublaient à peu près le territoire et la population qu'ils possédaient précédemment. — 4^o Le royaume d'Albanie fut créé de toutes pièces. — 5^o Enfin la Grèce obtenait la plus grosse part du butin : son territoire était doublé, elle gagnait deux ports importants, *Salonique* et *Cavala*, et s'annexait l'île de *Crète*.

La Turquie ne conservait en Europe qu'un petit quadrilatère limité à l'ouest par la ligne *Enos-Andrinople-Midia*.

La grande guerre mondiale modifiera encore profondément la situation dans la presque île balkanique.

CHAPITRE XXVIII.

LES GRANDS ÉTATS HORS D'EUROPE AU XIX^e SIÈCLE.

Sommaire synoptique.

États-Unis d'Amérique.	}	Gouvernement : Constitution de 1789, amendée successivement.										
		Expansion territoriale de l'Union.	<table border="0"> <tr> <td rowspan="2" style="font-size: 2em; vertical-align: middle;">}</td> <td>En 1783 : 13 États — 4 millions d'hab.</td> </tr> <tr> <td>En 1910 : 48 États — 92 millions d'hab.</td> </tr> </table>	}	En 1783 : 13 États — 4 millions d'hab.	En 1910 : 48 États — 92 millions d'hab.						
		}	En 1783 : 13 États — 4 millions d'hab.									
			En 1910 : 48 États — 92 millions d'hab.									
		}	}	Causes de rivalité entre les États du nord et ceux du sud.								
				}	}	Rupture.	<table border="0"> <tr> <td rowspan="2" style="font-size: 2em; vertical-align: middle;">}</td> <td>Signal : élection de Lincoln, abolitionniste.</td> </tr> <tr> <td>La Sécession.</td> </tr> </table>	}	Signal : élection de Lincoln, abolitionniste.	La Sécession.		
						}	Signal : élection de Lincoln, abolitionniste.					
				La Sécession.								
				}	}	}	}	11 États sudistes.				
		4 États neutres.										
}	}	}	}	16 États nordistes.								
}	}	}	}	Durée : 4 ans ; 252 rencontres.								
				Acte final : Capitulation de Richemont.								
}	}	}	}	Triomphe des nordistes.								
				Ruines économiques.								
		Relèvement des États-Unis. — Leur politique actuelle.										
Japon.	}	}	}	}	}	L'évolution à l'intérieur.	<table border="0"> <tr> <td rowspan="2" style="font-size: 2em; vertical-align: middle;">}</td> <td>Le régime féodal avant 1868.</td> </tr> <tr> <td>Révolution de 1868.</td> </tr> </table>	}	Le régime féodal avant 1868.	Révolution de 1868.		
						}	Le régime féodal avant 1868.					
		Révolution de 1868.										
		}	}	}	}	}	}	Constitution monarchique de 1889.				
								Rapide ascension du Japon.				
		}	}	}	}	}	}	Guerre sino-japonaise (1894).				
								Politique extérieure du Japon moderne.				
		}	}	}	}	}	}	Conflit russo-japonais (1898-1905).				
								}	}	}	}	Son origine.
		}	}	}	}	}	}					La guerre.
}	}							}	}	}	}	Rupture (1905).
		}	}	}	}	}	}					Hostilités.
}	}							}	}	}	}	Paix de Portsmouth.
		}	}	}	}	}	}					La Chine sous la dynastie tartare ou mandchoue (XVII ^e au XX ^e s.).
}	}							}	}	}	}	Son avènement.
												}
}	}	}	}	}	}	Gouvernement : les mandarins.						
						}	}	}	}	}	}	Le Christianisme en Chine.
}	}	}	}	}	}							La Chine ouverte au progrès, sous la pression des Jeunes.
						}	}	}	}	}	}	Révolution de 1911 : république chinoise.

DÉVELOPPEMENT.

I. — Les États-Unis d'Amérique.

1. Gouvernement des États-Unis. — Les États-Unis constituent une *république démocratique fédérale*, composée aujourd'hui de quarante-huit *États*, d'un *district fédéral* et de plusieurs *Territoires*. Chaque État a sa constitution de forme républicaine, et son administration propre.

La constitution fédérale a été promulguée en 1789 et complétée, dans la suite, par divers amendements. Le *pouvoir législatif* appartient à un *Congrès* composé d'un sénat et d'une chambre des représentants. Le *pouvoir exécutif* est confié à un président nommé, pour quatre ans, par une élection à deux degrés. — Le *pouvoir judiciaire fédéral* appartient à une *Cour suprême* de neuf juges, nommés à vie par le président. Chaque citoyen peut déférer devant cette cour les actes de l'administration fédérale.

2. Expansion territoriale de l'Union. — En 1783, les treize États de l'Union formaient une bande comprise entre l'Atlantique et les Alleghanys; aujourd'hui, le territoire de la grande République va d'un océan à l'autre et tend de plus en plus à englober les îles voisines. Voici les acquisitions et conquêtes successives.

En 1803, achat de l'immense région de la *Louisiane*, qui appartenait à la France. En 1818, acquisition de la *Floride*, possession espagnole. En 1848, à la suite d'une guerre entre les États-Unis et le Mexique, celui-ci doit céder au vainqueur le *Texas*, le *Nouveau Mexique* (aujourd'hui *Arizona*) et la *Haute Californie*. La frontière du Pacifique était atteinte.

Après la guerre de sécession, en 1867, les Yankees achètent à la Russie l'*Alaska*, pour ses belles forêts et ses gisements aurifères.

Trente ans plus tard, commence l'expansion extra-frontière. En 1898, la guerre hispano-américaine amène l'annexion de

Porto-Rico et des *Philippines*, et l'indépendance de *Cuba*, placée sous le protectorat des États-Unis. *Haïti* et *Saint-Domingue* subissent le sort de *Cuba*. La même année, annexion de l'île *Hawaï* érigée en république; et, en 1899, partage des îles *Samoa* avec l'Allemagne. Enfin, en 1906, annexion du vaste *Territoire indien* jusque-là réservé aux Peaux-Rouges.

La population des États-Unis s'est accrue avec une rapidité vraiment prodigieuse, grâce surtout à l'immigration des Européens et des Jaunes. De 4 millions d'habitants, lors de l'émancipation, elle est montée à 92 millions (1910).

3. Crise dans l'essor de l'Amérique : guerre de Sécession ¹ (1861-1865). — Cause : rivalité entre les États du nord et ceux du sud. — Vers le milieu du XIX^e siècle, plusieurs causes de rivalité se manifestaient, dans la grande République, entre les colons du nord et les colons du sud :

1^o La question religieuse : les colons du nord étaient puritains; ceux du sud étaient anglicans ou catholiques.

2^o La question économique : ceux du nord, adonnés au commerce et à l'industrie, n'ayant pas besoin d'esclaves, réclamaient l'abolition de l'esclavage dans tous les États de l'Union; ils se disaient *abolitionnistes*. Ceux du sud, essentiellement agricoles, déclaraient les nègres indispensables à leurs cultures, à cause du climat, funeste aux Européens; ils étaient donc *esclavagistes*.

3^o La question administrative : les États du nord tendaient à centraliser le pouvoir à *Washington*, afin de s'assurer le monopole du commerce; ils étaient *unionistes*. Les États du sud voulaient plutôt relâcher les liens de l'union au profit des libertés locales; ils étaient *séparatistes*.

¹ Une guerre de sécession est une guerre qui a pour but la sécession, c'est-à-dire la séparation politique et administrative des États belligérants.

La rupture (1861). — Le signal de la rupture fut, en 1860, l'élection, comme président, d'un *abolitionniste* déclaré, *Abraham Lincoln*. Cette élection parut aux États du sud un défi et un péril : ils résolurent de se *séparer* pour former une confédération distincte.

Les États séparatistes étaient au nombre de onze, à savoir : les deux *Carolines*, le *Mississippi*, la *Floride*, l'*Alabama*, la *Géorgie*, la *Louisiane*, le *Texas*, la *Virginie* et l'*Arkansas*. Ils élurent un président et choisirent une capitale. — Quatre États restèrent neutres : le *Maryland*, le *Kentucky*, le *Delaware*, le *Missouri*. — Les seize autres États étaient unionistes.

Les hostilités (1861-1865). — La guerre dura quatre ans. Il y eut 252 rencontres, qui firent environ un million de victimes.

Les principaux généraux furent, chez les sudistes : *Beauregard*, *Jackson*, excellent tacticien, et l'héroïque *Lee*; chez les nordistes : *Mac-Clellan*, *Pope* et surtout *Grant*.

Les États du nord, ayant pour eux la supériorité du nombre en même temps que celle des ressources financières, devaient finir par triompher. Le généralissime *Grant* s'empara de *Richemont*, la capitale des États du sud, parvint à cerner le général *Lee*, qui n'avait plus que 25.000 hommes, et l'obligea de capituler (avril 1865). La *capitulation de Riche-mont* marqua la fin de la guerre et le triomphe de la politique abolitionniste du président Lincoln. Mais celui-ci ne jouit pas de son succès; la nouvelle était à peine connue à Washington que Lincoln tombait assassiné dans sa loge, au théâtre.

Résultats de la guerre de sécession. — 1^o Maintien de l'union politique et administrative. 2^o Abolition de l'esclavage dans tous les États de l'Union¹. 3^o Ruine des États du sud,

¹ Les nègres ont été mis sur un pied de parfaite égalité avec les blancs; mais de fait, à cause des antipathies de race, ils restent dans une situation sociale et même politique inférieure.

par suite de l'arrêt dans la culture du coton; crise industrielle et commerciale dans toute l'étendue des États-Unis, où un grand nombre de manufactures étaient tombées pendant la guerre. 4^o Augmentation considérable de la dette publique qui s'éleva jusqu'à 14 milliards.

4. Relèvement des États-Unis; leur prospérité matérielle. — Depuis cette guerre désastreuse, les États-Unis se sont relevés et ont repris leur marche, à pas de géant, dans les voies de la civilisation. Un des caractères de la civilisation américaine est la grandeur, mais une grandeur plutôt matérielle. L'Américain vise, en tout ce qu'il entreprend, à l'extraordinaire, au colossal. Grandes exploitations agricoles et manufacturières, où le machinisme semble atteindre les dernières limites de la capacité de production; grandes villes surgissant, se peuplant, disparaissant parfois avec une rapidité qui leur a valu le nom de cités-champignons; grandes et colossales fortunes qui s'édifient et qui, souvent, s'effondrent avec une égale soudaineté.

Une telle civilisation exige avant tout un grand déploiement de la vie volontaire; la vie intellectuelle y est à l'arrière-plan; à l'arrière-plan, la vie sentimentale; à l'arrière-plan aussi la vie religieuse ¹.

5. Politique actuelle des États-Unis. — *A l'intérieur* : Deux grands partis continuent, depuis la guerre de sécession, à se disputer le pouvoir : les *républicains*, qui dominent dans les provinces du nord, et les *démocrates*, nombreux dans l'ouest et dans le sud. C'est presque exclusivement sur le terrain économique que se livre la lutte entre ces deux partis, dont le nom est aujourd'hui une sorte d'anachronisme.

A l'extérieur. — Les accroissements incessants de l'Amérique du Nord accusent des tendances d'expansion mondiale, qu'on

¹ PAUL BOURGET, *Outre-mer*. — F. FRASER, *L'Amérique au travail*, 1906.

a appelées *l'impérialisme américain*. La politique extérieure des Yankees ne se borne plus à réaliser la devise déjà ancienne (1823) du président Monroë : *l'Amérique aux Américains!* réclamant contre l'ingérence étrangère dans les affaires d'Amérique. Les États-Unis veulent aujourd'hui balancer la puissance mondiale de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France, et intervenir, comme elles, dans le règlement des grandes questions diplomatiques ¹. Pour appuyer cette politique, ils ont créé une marine de guerre imposante, dépassant de beaucoup les exigences de leur sécurité personnelle.

II. — Le Japon.

Transformation du Japon à l'intérieur.

6. L'ancien régime politique et social (avant 1868). — Depuis le XII^e siècle, le peuple japonais vivait sous la domination d'une aristocratie militaire et terrienne : c'était le régime féodal. L'empereur, appelé *Mikado*, n'était qu'un souverain de parade. Le pouvoir appartenait tout entier au *shogoun* (général) et à la caste militaire des *daimios* ou princes souverains. Ceux-ci, indépendants les uns des autres, commandaient aux *samouraï* ou hommes d'armes, exécuteurs de tous les caprices de leurs chefs.

7. La révolution de 1868; abolition de l'ancien régime. — En 1868, une première révolution renversa le régime féodal au profit du pouvoir central. Les princes du Japon se liguerent contre le *shogoun*, le vainquirent par les armes et s'emparèrent de ses possessions au nom du mikado *Mutsuhito*, encore mineur ². Deux ans plus tard, le mikado réduisait les princes indépendants à la condition de simples

¹ Exemple : la paix de Portsmouth, n^o 12 du présent chapitre.

² *Mutsuhito* est mort en 1912, après un règne de 45 ans. C'est à ce prince que le Japon est redevable de sa formation nationale et du rang qu'il occupe aujourd'hui parmi les puissances.

gouverneurs de leurs provinces, et devenait lui-même souverain effectif de son empire, comme l'avaient été ses ancêtres avant le XII^e siècle. Abandonnant *Kioto*, son ancienne résidence, il choisit *Tokio* pour sa capitale et inaugura une ère nouvelle.

8. Constitution monarchique de 1889. — Le mikado ouvrit le Japon aux influences du dehors; il s'entoura d'Européens et d'Américains, qui l'initièrent, lui et ses sujets, à tous les progrès de la civilisation. Des chemins de fer furent construits, des codes de lois élaborés et publiés. Puis, quand il jugea l'heure venue, il promulgua la Constitution de 1889, qui remplaçait le gouvernement absolu par le régime parlementaire. La constitution japonaise est calquée sur celle de la Prusse et de l'Angleterre.

9. Rapide ascension du Japon. — Introduite depuis 1870 seulement, la civilisation européenne a pris au Japon des développements prodigieux. Instruction, industrie, armée, marine, chemins de fer, postes et télégraphes, tout fonctionne comme en Occident; costumes et modes même ont été empruntés aux Européens. C'est en Allemagne, en France, en Belgique et aux États-Unis que les Japonais les plus intelligents sont allés s'initier aux méthodes modernes. Ils ont demandé aussi à des savants, à des professeurs, à des ingénieurs, à des instructeurs de ces pays de venir les former chez eux. Et aujourd'hui qu'ils peuvent se passer de l'étranger, les Japonais aspirent à se faire les éducateurs des peuples jaunes.

Politique extérieure du Japon moderne.

10. Guerre sino-japonaise (1894). — Le Japon donna bientôt des preuves de sa force en attaquant l'immense empire chinois. La cause du conflit fut la rivalité d'influence des deux races dans la presqu'île de Corée, jadis possession japonaise, et, depuis, mécontente de l'administration de ses

nouveaux maîtres, les Chinois. Contre le gré de ceux-ci, les Japonais favorisèrent en Corée l'organisation d'un régime plus libre, et provoquèrent ainsi leurs adversaires. La guerre ne fut pour les Nippons, munis d'armes perfectionnées et dirigés par les Européens, qu'une suite ininterrompue de succès. Menacée dans sa capitale, la Chine, aux abois, demanda la paix. Le traité de *Simonoséki* donna au Japon *Port-Arthur* avec la presqu'île de *Liao-toung*, partie méridionale de la Mandchourie.

11. *Origine du conflit russo-japonais (1898).* —

La Russie, qui convoitait *Port-Arthur* pour avoir, sur le Pacifique, un port libre de glaces en toute saison, se mit en travers du succès japonais. Grâce à l'appui diplomatique de l'Allemagne et de la France, elle força le Japon à rendre sa conquête, qu'elle occupa en 1898. En même temps, l'Allemagne se faisait céder, par la Chine, *Kiao-tchéou*, et la France, *Kuan-tchéou-wan*.

En 1900, la Russie profitait du désarroi causé, dans l'empire chinois, par l'insurrection des *Boxers*¹ pour occuper toute la Mandchourie, y construire une voie ferrée et faire garder celle-ci par ses troupes. Malgré les protestations réitérées de la Chine et du Japon, un ukase impérial nommait, en 1903, un gouverneur général des provinces russes d'Extrême-Orient; peu après, le gouverneur passait en revue une flotte de quatre-vingt dix navires ainsi qu'une armée de 100.000 hommes.

12. *Guerre russo-japonaise (1905).* — *Rupture.* — Sourde aux réclamations de la Chine et du Japon qui la sommaient d'évacuer la Mandchourie, la Russie met le comble à ses provocations en envahissant encore la Corée.

¹ L'insurrection des Boxers fut un soulèvement national contre les étrangers, organisé par les sociétés secrètes de la Chine et encouragé sous main par la cour elle-même.

Cette fois, le Japon rappelle son ambassadeur de Saint-Pétersbourg et, sans autre déclaration de guerre, entre en campagne (5 février 1905). — La Chine, pour enlever tout prétexte au vainqueur, quel qu'il fût, de s'annexer la Mandchourie, resta neutre.

Hostilités (février 1905-mai 1906). — La guerre eut lieu, simultanément, dans la Mandchourie et dans la mer Jaune. La campagne dura vingt mois. Les principales opérations furent le siège et la prise de *Port-Arthur*, la bataille de *Moukden*, et la bataille navale de *Tsou-Shima*, autant de défaites pour les Russes.

Paix de Portsmouth. — Sur l'invitation de Roosevelt, président des États-Unis, les belligérants envoyèrent leurs plénipotentiaires à Portsmouth, au nord de Boston, pour négocier. Voici les principales dispositions de leur traité :

1^o Reconnaissance de la prépondérance japonaise en Corée ¹.

2^o Obligation mutuelle d'évacuer la Mandchourie; toutefois le Japon conserve la presqu'île de *Liao-Toung* avec *Port-Arthur*; et la Russie, une partie de son chemin de fer mandchourien.

3^o Cession au Japon de la moitié méridionale de l'île *Sakhaline*, avec, en outre, le droit de pêche sur les côtes sibériennes des mers du Japon, d'Okhotsk et de Behring.

III. — La Chine.

13. *La Chine sous la dynastie tartare (XVII^e au XX^e siècle).* — Vers le milieu du dix-septième siècle, la Chine fut conquise par les Tartares de la Mandchourie, qui chassèrent le dynastie nationale des *Mings* (1644).

La civilisation chinoise, très ancienne, est restée stationnaire jusqu'en ces derniers temps. On sait que les *Célestes* connaissaient, bien avant les Européens, la boussole, la poudre à canon, la por-

¹ Depuis 1910, la Corée est annexée au Japon sous le nom de province de *Choosen*.

celaine, le papier, et d'autres produits dont la découverte fut, en Occident, le point de départ de progrès remarquables.

La Chine est le pays des traditions. Le gouvernement était absolu, mais réglé par les usages. Comme dans toutes les grandes monarchies païennes, l'empereur était considéré comme une divinité ; c'était le *fiis du Ciel*, auquel on ne parlait que le front dans la poussière, sous peine de mort. Les *mandarins* ou fonctionnaires de l'État copiaient plus ou moins le despotisme du maître. Les distinctions sociales reposaient principalement sur le degré d'instruction : il y avait des *lettrés*, chez lesquels se recrutaient les mandarins, tous les emplois s'obtenant au concours ; et le *peuple*, ignorant la langue écrite qui exige l'étude de plus de 80.000 symboles.

Le Christianisme pénétra en Chine, au XVII^e siècle, et fit des progrès grâce aux missionnaires de la Compagnie de Jésus, qui surent s'imposer, même à la cour, par leur supériorité dans les sciences naturelles. Au XVIII^e siècle, les empereurs, jusque-là favorables aux missionnaires, déchainèrent contre eux une persécution qui anéantit leur œuvre. Toutefois, depuis quelques années, la semence qui fut arrosée du sang de milliers de martyrs semble enfin lever.

14. Introduction de la civilisation européenne en Chine (fin du XIX^e siècle). — Le dénouement désastreux de la guerre sino-japonaise ouvrit enfin, aux Célestes, les yeux sur les vices de leur organisation et les tares de leur civilisation. Dès lors, un mouvement de plus en plus accentué se produisit en faveur des idées occidentales. Les Chinois se mirent à l'école de leurs vainqueurs, qui commencèrent par organiser l'armée chinoise. Après la révolte des Boxers, le gouvernement s'entendit avec des compagnies européennes pour la construction des voies ferrées.

Rendue responsable de la situation arriérée de l'empire, la dynastie des Mandchoux fut contrainte de suivre le courant créé par la classe des *Jeunes* ou des *nationalistes*. Ceux-ci, après avoir imposé la réorganisation de l'enseignement, réclamèrent la monarchie constitutionnelle, au profit de l'ancienne dynastie nationale des *Mings*.

Pour conjurer ce péril dynastique, la cour, adoptant les idées progressistes qu'elle combattait jadis, s'entoura d'hommes

éclairés, favorisa l'instruction moderne et mit à l'étude la question de la monarchie constitutionnelle. Le gouvernement sévit aussi, avec rigueur et succès, contre l'opium, dont l'abus était un véritable fléau national.

15. Révolution de 1911 ; la république chinoise.

— La cour de Pékin paraissait donc disposée à orienter la Chine dans des voies nouvelles. Mais, tout en favorisant l'étude des projets de réorganisation administrative, l'impératrice régnante temporisait. Le bouillant parti des nationalistes, formés pour la plupart à l'étranger et hostiles à la dynastie, fomenta une révolution pour la renverser et installer le gouvernement républicain. La cour dut se réfugier dans une ville de province et accepter un rôle purement représentatif ou honorifique.

Le nouveau régime s'organisa laborieusement, au milieu d'une confusion voisine de l'anarchie. — Quant à la société chinoise, elle semble décidément conquise, malgré les protestations d'un parti réactionnaire, aux idées de progrès.

La Chine a pris position dans la grande guerre en se déclarant en 1917 contre les États centraux. Au Congrès de la Paix, alléguant son opposition à l'Allemagne, elle réclama le territoire de Kiao-Tchéou avec le port de Tsing-Tao concédés à l'empire allemand en 1898. Mais le Japon, qui les avait conquis en novembre 1914, revendiqua territoire et port comme butin de guerre, s'engageant à les restituer plus tard à la Chine : le traité de Versailles fit droit à sa demande.

CHAPITRE XXIX.

L'ÉGLISE SOUS LES PONTIFICATS DE PIE IX, DE LÉON XIII, DE PIE X, DE BENOIT XV, DE PIE XI.

Sommaire synoptique.

Pie IX.	{	Son avènement (1846).	
	{	Son œuvre doctrinale.	{ Dogme de l'Immaculée Conception (1854). L'Encyclique et le Syllabus de 1864. Le Concile du Vatican : dogme de l'infaillibilité.
	{	Sa mort (1878).	
Léon XIII.	{	Son avènement.	
	{	Son œuvre doctrinale : lettres encycliques sur	{ le retour à la philosophie thomiste. les droits de l'Église et de l'État. la franc-maçonnerie. la solution chrétienne de la question sociale.
	{	Sa mort (1903).	
Pie X.	{	Son caractère.	
	{	Ses actes.	{ Réforme et unification du chant grégorien. Condammation de la loi de séparation en France. Condammation du modernisme. Décrets sur la Communion.
Benoit XV.	{	Son avènement.	
	{	Ses actes.	{ L'œuvre de paix. L'expansion de l'influence de l'Église.
Pie XI.	{	Son avènement.	
	{	Son caractère.	

DÉVELOPPEMENT.

Pie IX (1846-1878).

Le comte *Jean Mastai Ferretti* naquit en 1792, à Sinigaglia sur l'Adriatique. Entré dans les ordres, il fut promu à l'évêché de Spolète, en 1827, et devint cardinal en 1840. Six ans plus tard, il succédait à Grégoire XVI, pour gouverner l'Église, à une époque des plus critiques et des plus douloureuses de son histoire.

1. L'œuvre dogmatique de Pie IX. — Au milieu des vicissitudes que traversait la souveraineté temporelle, Pie IX ne cessait de s'occuper, avec un zèle et une sérénité admirables, des intérêts supérieurs de l'Église, veillant à la pureté et à l'intégrité de la doctrine, dénonçant les erreurs et les hérésies, s'efforçant de ramener les dissidents et favorisant partout les missions catholiques.

Le dogme de l'Immaculée Conception (1854). — Le 8 décembre 1854, en présence de deux cents évêques réunis à Rome, Pie IX proclamait comme vérité de foi catholique la croyance commune et traditionnelle de l'Église : *que la Mère de Dieu a été exempte, dès le premier instant de sa conception, de la tache du péché originel.*

L'Encyclique Quanta Cura et le Syllabus (1864). — Victime de la Révolution, Pie IX ne pouvait manquer de censurer, comme ses prédécesseurs, les funestes doctrines propagées par elle. L'encyclique du 8 décembre 1864 condamnait : 1^o les



Pie IX (1792-1878), pape en 1846

libertés proclamées par la Déclaration des droits de l'homme, entendues dans leur sens absolu; 2^o le principe de la séparation

de l'Église et de l'État, qui veut que l'État se désintéresse totalement de la question religieuse; 3^o la prétention des gouvernements qui veulent soumettre l'Église à l'autorité civile, même dans les affaires purement religieuses, sans tenir compte du droit divin et ecclésiastique.

Le Syllabus, annexé à l'Encyclique, résumait, en quatre-vingts propositions, les grandes erreurs répandues dans la société moderne : *panthéisme, naturalisme, rationalisme, indifférentisme, libéralisme, socialisme, communisme* ¹.

L'encyclique et le Syllabus provoquèrent d'ardentes polémiques : la presse libérale écuma; de la tribune parlementaire s'élevèrent de furieuses protestations. Mais l'erreur était démasquée, et les vrais catholiques se serrèrent plus étroitement autour du siège de Pierre.

Le concile du Vatican et le dogme de l'infaillibilité (1870). — Le 8 décembre 1869, s'ouvrit le concile du Vatican, le vingtième œcuménique, le premier depuis le Concile de Trente (1545). Plus de sept cents prélats, venus de toutes les parties du monde, prirent part à ses délibérations. Contrairement aux anciens usages, Pie IX n'y avait pas invité les représentants des gouvernements, dont la plupart avaient adopté le principe de l'État laïque et athée.

L'acte le plus important du Concile fut la proclamation de l'*infaillibilité du pontife romain*, croyance générale et constante de l'Église, mais non encore érigée en dogme de foi. Il importait, dans un siècle où l'autorité sous toutes ses

¹ Le *panthéisme* confond Dieu avec l'universalité des êtres spirituels et matériels. — Le *naturalisme* enseigne que l'homme peut, avec les seules forces intellectuelles et morales de la nature, connaître toutes les vérités et pratiquer toutes les vertus nécessaires. — Le *rationalisme* rejette la révélation et le miracle, et réduit la religion à un système philosophique. — L'*indifférentisme* déclare toutes les religions bonnes, pourvu qu'on vive en honnête homme. — Le *libéralisme* proclame la souveraineté absolue de l'individu et de l'État en face de l'autorité religieuse. — Pour le *socialisme*, voir chapitre XXX.

formes était systématiquement battue en brèche, d'asseoir sur un fondement solide la foi et la discipline catholiques, en définissant exactement les prérogatives du vicaire de Jésus-Christ ¹.

La définition de l'infaillibilité pontificale donna lieu au schisme des *vieux catholiques*, surtout en Allemagne et en Suisse.

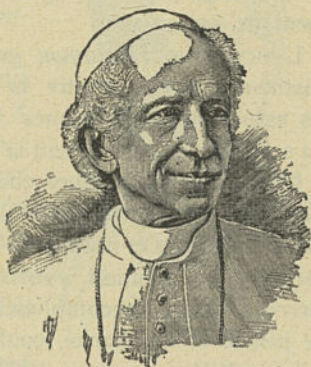
Pie IX, surnommé *le pape bien-aimé*, termina son glorieux pontificat le 7 février 1878, à l'âge de 82 ans. Le trentième anniversaire de son élection avait été célébré, dans le monde entier, par d'inoubliables manifestations d'enthousiasme et de sympathie.

Léon XIII (1878-1903).

Joachim Pecci, né en 1810, à Carpineto (États de l'Église), appartenait à l'aristocratie italienne. Successivement prélat de la maison de Grégoire XVI (1837-1843), nonce apostolique à Bruxelles (1843-1846), archevêque de Pérouse (1846-1878), il fut élu pape à l'âge de soixante-huit ans.

2. L'œuvre doctrinale de Léon XIII.

— Accomplissant l'oracle *Lumen in coelo*, Léon XIII a marqué son pontificat par les enseignements aussi lumineux qu'opportuns qu'il a donnés à l'Église dans une série de savantes lettres encycliques.



Léon XIII (1878-1903).

¹ Aux termes du Concile, le pontife romain est infaillible lorsqu'il parle *ex cathedra* à l'assemblée des fidèles, c'est-à-dire lorsque, en vertu de sa suprême autorité apostolique, il définit des questions relatives à la foi et aux mœurs.

A une époque où la science athée veut guerroyer Dieu de ses dons, le pape, philosophe et savant lui-même, s'est attaché à montrer les harmonies entre la vraie science et la foi chrétienne. Dans son encyclique *Aeterni Patris* (1879), il invita les évêques à restaurer, dans leurs diocèses, l'étude de la philosophie de saint Thomas d'Aquin, le grand docteur du moyen âge, dont l'œuvre est le monument le plus parfait de l'alliance entre une foi intégrale et une science universelle.

Les encycliques *Immortale Dei* (1885) et *Libertas* (1888) ont pour objet le droit public. Tout en reconnaissant la liberté des peuples dans le choix d'une forme de gouvernement, Léon XIII condamne le principe de la souveraineté de la nation; sans s'opposer à la tolérance de l'État en matière de liberté, il censure, avec ses prédécesseurs, le principe de la liberté absolue des cultes, de l'opinion, de la presse — et il revendique, pour l'Église, le droit de diriger l'enseignement de ses enfants.

L'encyclique *Humanum genus* renouvelle et confirme les anathèmes portés contre la franc-maçonnerie, et préconise les associations chrétiennes fondées dans un but charitable ou scientifique, notamment la Société de Saint-Vincent-de-Paul.

Enfin, dans la célèbre encyclique *Rerum Novarum*, sur la *Condition des ouvriers* (1893), Léon XIII condamne les doctrines socialistes et indique la solution chrétienne du problème social; cette solution consiste avant tout, pour patrons et ouvriers, dans l'accomplissement de leurs devoirs mutuels de justice et de charité, conformément à la loi évangélique.

Léon XIII mourut en 1903, la 25^e année de son pontificat.

Pie X (1903-1914).

Joseph Sarto, proclamé pape sous le nom de Pie X, est né à *Riese* (Vénétie), en 1835, d'une famille bourgeoise. Avant son avènement au trône pontifical, il était patriarche de Venise.

Dans sa vie privée, Pie X était d'une belle et aimable simplicité. Dans l'exercice de son auguste ministère, il ne connut point les accommodements souples et sinueux; mais il se montra le ferme et vigilant gardien de la pure doctrine, de l'exacte discipline et des traditions de l'Église.

3. Ses actes. — Voici les actes les plus importants du pontificat de Pie X : en 1903, *Motu proprio* sur l'unification et la réforme du plain-chant grégorien. — En 1906, condamnation de la *Loi de séparation des églises et de l'État*, en France, et des *associations culturelles* préconisées par cette loi. — En 1908, condamnation des hérésies récentes censurées sous le nom de *Modernisme*. — En 1905 et 1910, décrets sur la *communion quotidienne* et la *première communion des enfants*.

C'est par le retour aux traditions de l'Église que Pie X a voulu réaliser sa noble devise : *Tout restaurer dans le Christ*. Aussi bien, son pontificat a-t-il été marqué par une magnifique efflorescence de la vie chrétienne régénérée par le culte eucharistique.

Pie X mourut en août 1914, quelques jours après la déclaration de guerre. Il eut pour successeur *Jacques della Chiesa* qui prit le nom de Benoît XV.



Pie X (1903-1914).

Benoît XV (1914-1922).

4. — Le rôle de Benoît XV fut bien difficile pendant la grande guerre : ce pape s'attacha surtout à ramener la paix entre les peuples, il condamna les procédés de guerre

injustes et répandit singulièrement l'action de l'Église à travers le monde.

Quatre jours après son élection, le 8 septembre 1914, il adressa aux peuples une première invitation à la paix et, dès le 1^{er} novembre suivant, il renouvela son exhortation. A chaque anniversaire des journées d'août, à chaque fête de Noël, en plus de trente occasions, il éleva sa voix qui devenait d'autant plus suppliante que la guerre se prolongeait et s'aggravait. Le 1^{er} août 1917, il formula des principes sur lesquels il aurait été possible de discuter pour rétablir l'harmonie entre les nations, mais sa parole fut mal comprise ou odieusement travestie. Abréger la guerre, arrêter la guerre, telle fut sa pensée de tous les instants : il se souvenait que le divin Maître a recommandé avant tout aux hommes la charité.

Benoît XV a su aussi profiter des circonstances créées par la guerre pour améliorer la situation du Saint-Siège dans la vie politique internationale.

Il a renoué avec l'Angleterre des relations diplomatiques brisées depuis Henri VIII; il eut la grande consolation d'envoyer un nonce à Paris; quelques mois à peine après la signature du traité de Versailles, en dépit de toutes les difficultés, il parvint à conclure des concordats avec les nations rappelées à la vie ou agrandies par l'écroulement des grandes monarchies centrales; l'Église orthodoxe russe débarrassée de la tyrannie des czars et purifiée par la souffrance paraît s'orienter vers l'Église romaine; les nations d'Extrême-Orient elles-mêmes nouent des relations de plus en plus cordiales avec le chef suprême de l'Église catholique; en Italie, la formation et les progrès d'un parti politique ouvertement catholique fortifient singulièrement la situation du Vatican vis-à-vis du Quirinal et pourraient bien amener la solution de la question romaine.

Le règne de Benoît XV a donc été fécond et glorieux pour l'Église; ce pontife figurera avec honneur parmi les grands papes qui depuis un siècle se sont succédé sur la chaire de saint Pierre.

Pie XI (1922-...).

5. — Benoît XV a comme successeur le souverain pontife Pie XI dont la carrière fut brillante déjà avant son élévation à la direction de l'Église.

Achille Ratti naquit à Désio, près de Milan, le 31 mai 1857. Ordonné prêtre à Rome, le 20 décembre 1879, il retourna à Milan en 1882 pour y enseigner au grand séminaire la théologie et l'éloquence sacrée. Nommé préfet de la bibliothèque ambrosienne en 1907, il succéda au P. Ehrle en 1914, à la bibliothèque vaticane. Le 25 avril 1918, il fut envoyé par Benoît XV comme Visiteur apostolique en Pologne. En juin 1921, il fut créé cardinal et promu au siège archiepiscopal de Milan, où il fit son entrée solennelle le 8 septembre suivant. Enfin, le 6 février 1922, il fut élu Souverain Pontife et prit le nom de Pie XI.

D'une haute culture scientifique, d'une habileté rare dans le maniement des affaires humaines, simple, bon, affable, calme et mesuré, Pie XI sera à la hauteur des circonstances difficiles du présent; il conduira l'Église, sous la protection divine qui lui est assurée, vers des progrès toujours plus grands.

CHAPITRE XXX.

LETTRES, ARTS ET SCIENCES AU XIX^e SIÈCLE.

Sommaire synoptique.

Littérature.	Les écoles littéraires.	Les écrivains et leurs œuvres.	} Le Romantisme. } Le Réalisme.
Arts.	} Peintres. } Sculpteurs. } Musiciens.		
Sciences.		Caractères du mouvement scientifique.	Les promoteurs de la science.
	La science et l'évolution industrielle.		
L'industrie moderne.		} Son caractère. } Son influence sociale.	} La question sociale. } Son évolution. } Socialistes. } Sociologues. } Solution chrétienne.

I. — Littérature.

A. — Les écoles littéraires.

1. **Le Romantisme.** — Vers le début du XIX^e siècle, on vit se manifester en France une réaction progressive contre les traditions littéraires dites classiques, au profit d'une littérature plus indépendante et plus originale. Les partisans de la nouvelle école s'appelaient les *romantiques*.

Dès le siècle précédent, l'Angleterre et surtout l'Allemagne avaient résolument rompu avec l'imitation servile de l'antiquité classique; or, la baronne *de Staël*, dans son livre intitulé *De l'Allemagne*, révéla à la France les théories nouvelles de *Lessing* et les chefs-d'œuvre des *Klopstock*, des *Goethe*, des *Schiller* et, par là, imprima l'élan à une réforme nationale.

Quant à l'origine française du mouvement — préparé d'ailleurs par les écrits de *J.-J. Rousseau*, de *Bernardin de Saint-Pierre*, de *Chateaubriand* — il faut la chercher dans les tendances populaires de 1789. Au XVIII^e siècle, en effet, la littérature, fondée sur l'opinion de la cour, était *aristocratique* et ne sortait pas du cercle étroit des initiés; après la révolution, elle commence à se fonder sur l'opinion du peuple, elle devient *démocratique*, elle s'affranchit des préjugés et des conventions arbitraires.

Le *romantisme* avait pour caractères généraux : 1^o la substitution des sujets *chrétiens* de l'histoire *nationale* aux sujets *païens* de l'antiquité *grecque* et *latine*; 2^o une intelligence plus vive des beautés de la nature; 3^o une part plus large faite, dans les productions littéraires, à l'imagination et à la sensibilité personnelles. *Quant à la forme*, un vocabulaire plus étendu, un style plus coloré, une versification plus libre plus variée, plus riche.

2. **Le Réalisme.** — Les romantiques avaient revendiqué les droits de la nature négligée par les classiques; les réalistes sacrifient les droits supérieurs de Dieu et de

l'âme humaine aux réalités visibles : ils sont des romantiques outrés.

On a défini le réalisme ou le naturalisme un système qui astreint l'art à reproduire la réalité sensible telle que l'expérience la fait connaître. Les caractères de cette école sont : 1^o le *matérialisme* identifiant la connaissance avec la sensation, la volonté libre avec l'instinct bestial; 2^o le *pessimisme* envisageant le monde comme le champ de bataille de la lutte pour la vie, où le plus fort abat toujours le plus faible; 3^o le *cynisme* se complaisant dans l'étalage de l'ordure physique et morale.

Gustave Flaubert, les frères *de Goncourt*, *Émile Zola* furent les plus célèbres représentants de l'école réaliste.

B. — *Les écrivains et leurs œuvres*

3. Poésie. — Les trois plus illustres poètes français de l'école romantique furent sans contredit Lamartine, Alfred de Musset et Victor Hugo. — *Lamartine* (1790-1869) est un lyrique de premier ordre. Nul n'a égalé sa facilité, son abondance, surtout son harmonie enchanteuse. Il restera l'auteur inimitable des *Méditations* et des *Harmonies*, qui marquent l'apogée de son talent et de sa célébrité. Mais on regrettera que ses dernières œuvres, *Jocelyn* et la *Chute d'un ange*, malgré l'éclat soutenu de la forme, malgré de touchants épisodes, laissent, au point de vue religieux, une impression confuse et pénible. — *Alfred de Musset* (1810-1857), poète lyrique et auteur dramatique, est l'éloquente expression des tourments d'une âme livrée au doute et à la passion. Il aurait pu se faire une gloire durable et honnête, s'il n'avait pas envisagé l'amour comme le but suprême de la vie. — *Victor Hugo* (1802-1885), le chef incontesté du mouvement réactionnaire contre le classicisme, dépassa le but en apprenant à fouler aux pieds les règles inviolables du bon goût. Le trait frappant du génie de Victor Hugo est la puissance, mais une puissance désordonnée. Dans la prodigieuse quantité d'écrits en vers et en prose qui compose

son œuvre et où le lyrisme domine toujours, il y en a peu que l'on puisse louer sans réserve.

En Allemagne, les plus illustres représentants de la poésie nouvelle furent Goethe et Schiller : *Goethe* (1749-1832), esprit universel d'une fécondité merveilleuse, mais aussi d'une indifférence religieuse qui l'a fait surnommer le grand païen. L'épopée dramatique de *Faust*, le roman dangereux de *Werther*, la gracieuse idylle *Hermann et Dorotheé*, et une foule de belles compositions lyriques ont popularisé le nom de ce grand poète. — *Schiller* (1759-1805), émule et ami de Goethe, excella dans le genre lyrique; mais il composa aussi des drames puissants comme *Guillaume Tell*, *Wallenstein*, *Marie Stuart*, et plusieurs ouvrages historiques entachés de préjugés protestants.

En Angleterre, le poète *lord Byron* (1788-1826) dépensa un beau talent à chanter le mal, le doute, la désespérance et le néant.

Le Parnasse contemporain, qui professe un culte souvent exagéré pour la forme, compte parmi ses principaux représentants : *Leconte de Lisle*, *Sully Prudhomme*, *Théophile Gauthier*, *François Coppée*.

Plusieurs poètes belges se sont également fait un nom dans la poésie lyrique, entre autres *André Van Hasselt* et les contemporains *Émile Verhaeren* et *Guido Gezelle*.

4. Roman. — Le roman, surtout le roman-feuilleton né vers 1850, n'a pas peu contribué à valoir au XIX^e siècle l'enseigne de *siècle du papier*, tant ce genre a défrayé la littérature contemporaine. Mais la plupart des romanciers de talent ne sont point recommandables, parce qu'ils ont propagé l'erreur et l'immoralité en exploitant les mauvais instincts des masses. *Georges Sand*, *Honoré de Balzac*, *Eugène Sue*, *Alexandre Dumas* sont, parmi les romanciers français de la première moitié du siècle, les plus célèbres. Ensuite parurent *Gustave Flaubert*, *Alphonse Daudet*, les frères *de Goncourt*, *Émile Zola*, à côté desquels on peut placer les écrivains belges *Camille Lemonnier*, *Georges Rodenbach*.

Dans la littérature anglaise sont à signaler : *Walter Scott*, auteur de dix-sept romans historiques qui passent pour des modèles du genre; *Fenimore Cooper*, qui déploya beaucoup de talent dans ses tableaux de mœurs américaines; *Charles Dickens*, romancier d'une immense popularité.

Citons aussi le Russe *Tolstoï* et le Polonais *Sienkiwicz* dont quelques œuvres jouissent d'une vogue méritée.

5. Histoire. — Le renouvellement des études historiques sous l'influence du double courant scientifique et romantique, fut une des gloires du XIX^e siècle. Des archéologues comme *Champollion*, *Rawlinson*, *Schliemann*, se sont mis à fouiller, avec une ardeur inconnue, les monuments antiques de l'Égypte, de l'Assyrie, de la Grèce.

Des érudits comme *Niebuhr*, *Mommsen*, *Léon Gautier*, ont fourni à l'histoire des matériaux précieux, en scrutant des inscriptions ou des manuscrits oubliés.

Enfin une pléiade d'écrivains de grand mérite ont appliqué à l'histoire des méthodes nouvelles, où l'exactitude objective et l'explication philosophique des faits s'allient souvent à une exposition pittoresque et dramatique. En France, *Augustin Thierry* (1795-1856) a retracé l'histoire de la *Conquête de l'Angleterre par les Normands*. — *Michelet* (1798-1874) a publié une *Histoire de France* qui révèle un brillant artiste, mais aussi un ennemi passionné de l'Église et de la Royauté. — *Guizot* (1787-1874), dans son *Histoire de la Civilisation en Europe* et dans d'autres ouvrages, déploie une logique pénétrante pour amener les faits à la démonstration de ses thèses. — *Thiers* (1797-1877) s'est imposé de patientes et minutieuses recherches dans l'*Histoire de la Révolution, du Consulat et de l'Empire*. Les erreurs de Guizot, de Michelet et de Thierry furent solidement réfutées par l'abbé *Gorini* (1805-1859), dans son ouvrage intitulé *Défense de l'Église*, que Louis Veillot cite comme un modèle de critique historique. — Les contemporains *Thureau-Dangin* et *Pierre de la Gorce* ont traité

magistralement, l'un la *Monarchie de juillet*, l'autre la *Seconde République* et le *Second Empire*.

En Allemagne, *Janssen* et *Pastor*, en Angleterre, le docteur *Lingard* ont vengé les catholiques des injustes et mensongères attaques des protestants.

En Belgique, *de Gerlache* et M^{gr} *Namèche* ont exploité avec érudition et talent le champ de l'histoire nationale; *Godefroid Kurth* a traité supérieurement les *Origines de la civilisation moderne*.

6. **Éloquence.** — Les différents genres d'*éloquence* eurent de nobles représentants. L'*éloquence sacrée* s'attacha spécialement à la démonstration des dogmes catholiques et à la réfutation des erreurs modernes. On vit briller, dans ce genre, l'abbé *de Frayssinous*, les dominicains *Lacordaire* et *Monsabré*, les pères jésuites *de Ravignan* et *Félix*, qui illustrèrent la chaire de Notre-Dame à Paris; M^{gr} *Ketteler*, évêque de Mayence, dont l'*éloquence* est devenue classique en Allemagne; puis trois cardinaux anglais : *Newman*, *Manning* et *Wiseman*, protestants convertis.

L'inauguration du régime parlementaire fit surgir, dans les divers États, une foule de grands orateurs politiques. En France, les plus célèbres furent : *Royer-Collard*, *Serre*, *Casimir Périer*, *Lamartine*, *Montalembert*, surtout *Berryer* qui brilla dans les grands procès politiques. — Au parlement britannique se distinguèrent *Robert Peel*, *Palmerston*, *Russel*, *Derby* et *Gladstone* surnommé le *great old man*. *O'Connell*, le héros de la chrétienté, selon le mot de Pie IX, recueillit d'immenses triomphes oratoires au barreau, à la tribune et dans les meetings. — *Donoso Cortez* fut la gloire de la tribune espagnole. — Les chambres belges assistèrent aux brillantes passes d'armes des *Nothomb*, des *Dumortier*, des *Lebeau*, des *Dechamp*, des *Frère*, des *Jacobs*. — En Allemagne, après la réorganisation de l'empire (1871), on vit aux prises le chancelier *Bismarck* et les députés du centre *Windhorst*, *Reichensperger*, *Mallinckrodt*.

7. Polémique. — La polémique, c'est-à-dire la dispute par la plume, dans le journal ou la brochure, a pu se donner largement carrière au XIX^e siècle, grâce à la liberté de la presse, grâce aussi à la diffusion du journal à bon marché.

Au premier rang des polémistes français se place *Louis Veillot* (1813-1883), lutteur incomparable et prosateur de génie. Comme rédacteur en chef du journal *l'Univers*, il dépensa au service de l'Église, pendant cinquante ans, un talent hors de pair et une ardeur qui ne connaissait pas de ménagements. — Après lui viennent : *Dupanloup*, évêque d'Orléans, qui eut avec *l'Univers* de mémorables polémiques; — *Gerbet*, évêque de Perpignan (1798-1864), publiciste de premier ordre; — *Ozanam* (1813-1862), qui s'attacha dans ses écrits à montrer la puissance civilisatrice du christianisme; — *Lamennais* (1782-1854) qui, après avoir consacré un beau talent à la défense du catholicisme, se révolta contre le pape et se fit l'apôtre de la démagogie.

8. Philosophie. — Avec le romantisme, une réaction se manifeste contre la philosophie sensualiste du XVIII^e siècle, au profit de l'idéalisme et du rationalisme. En France, *Victor Cousin* (1792-1867) fonde l'*éclectisme*, consistant à emprunter à chaque système ses parcelles de vérité. — *Auguste Comte* (1798-1857) est le père du *positivisme*, qui ne reconnaît comme certains que les faits fournis par l'observation et l'expérience.

L'Allemand *Fichte* (1762-1814), disciple de Kant, est l'auteur d'un système appelé *idéalisme transcendantal*. — Son disciple *Schelling* (1775-1854) imagina l'*idéalisme subjectif*. — *Hégel* (1770-1831) exerça sur l'évolution de l'esprit allemand une influence prépondérante. Sa philosophie se perd dans un panthéisme spiritualiste où disparaissent l'immortalité de l'âme et la distinction entre le bien et le mal. En politique, elle aboutit à la théorie de l'*État-Dieu*. Les doctrines sociales de Hégel, partout où elles ont été appliquées, ont produit l'irrégion et la révolution. — *Schopenhauer* (1788-1860) se

déclara l'adversaire des doctrines de Fichte et de Hegel. La sienne se caractérise par un pessimisme désespérant qui en a conduit plus d'un au suicide.

II. — Beaux-arts.

Le romantisme et le réalisme eurent aussi leurs représentants dans les beaux-arts, notamment dans la peinture et la sculpture; mais on ne vit point paraître de grands génies capables d'opérer une révolution salutaire, parce que les croyances chrétiennes, chaudes et magnanimes, qui sont les ailes de l'art, étaient généralement affaiblies. Excités par les expositions, les artistes traitent des sujets qui plaisent au public, et sacrifient trop souvent la beauté idéale aux effets dramatiques.

9. Arts plastiques. — La France compta quelques beaux talents dans la peinture : Eugène *Delacroix* (1797-1865), brillant coloriste, chef de l'École romantique; — Paul *Delaroche* (1797-1856), peintre d'histoire émouvant; — Horace *Vernet* (1789-1863), qui retraça les épisodes de la guerre d'Afrique; — *Raffet* (1804-1860), qui ressuscita les guerres de la Révolution et de l'Empire; — *Ingres* (1780-1867), imitateur de Raphaël; — *Flandrin* (1809-1841), principal représentant de l'art religieux. — *David d'Angers* (1789-1856) fut le chef du romantisme dans la statuaire.

En Belgique, *Wiertz* de Dinant (1806-1865), peintre d'histoire aimant le colossal; — *Portaels* (1818-1895), auteur de belles scènes orientales; — *Geefs* (1808-1885), sculpteur du *Mausolée du comte de Mérode*, à Sainte-Gudule, tiennent une place honorable parmi les artistes du XIX^e siècle.

L'Allemagne comprit mieux le besoin de revenir à l'art chrétien et compta plusieurs excellents peintres. *Overbeck* (1789-1869), chef de l'école catholique romantique en Allemagne, exécuta, avec *Cornelius*, de gracieuses scènes bibliques; — *Schnorr* (1794-1872) déploya aussi un beau talent dans sa

Bible en images; — *Joseph Führich* (1800-1876), de Bohême, a été popularisé par son imagerie religieuse.

En Italie, la peinture inclina généralement vers le naturalisme. *André Appiani* (1754-1817), surnommé le peintre des grâces, représenta, dans le palais de Milan, les campagnes de Napoléon I. La sculpture produisit des travaux plus remarquables, ceux par exemple du célèbre *Canova* (1757-1822).

10. Musique. — La musique suivit l'évolution de la peinture et de la poésie et tendit à exprimer d'une manière plus variée et plus profonde les émotions de l'âme. L'orchestration profita du perfectionnement des instruments; et la musique d'opéra, de l'essor de la poésie lyrique.

Dans l'œuvre considérable des musiciens modernes, dont la plupart travaillèrent pour le théâtre, relevons quelques titres parmi les plus connus.

Chez les Allemands : *Fidelio*, du grand symphoniste *Beethoven* (1770-1827); — les *chœurs d'Athalie et d'Esther*, de *Mendelssohn* (1809-1847); — le *Freyhützig*, de *Weber* (1786-1826), le premier représentant de l'école romantique allemande; — la *Marche funèbre* de *Chopin*, né à Varsovie (1810-1849); — les mélodies ou *Lieder*, de *Schubert* (1797-1828); — enfin *Tannhäuser* et *Lohengrin* de l'illustre *Richard Wagner* (1813-1883), le plus personnel des compositeurs dramatiques.

Chez les Italiens et les Français : les *Messes* de *Rossini* (1792-1868); les *Vêpres siciliennes* de *Verdi* (1814-1900); — la *Dame Blanche* de *Boïeldieu* (1775-1834); — la *Muette de Portici*, d'*Auber* (1782-1871); — *Polyeucte* et les compositions religieuses de *Charles Gounod* (1818-1893).

Le savant musicographe et compositeur *Fétis* (1784-1871), de Mons; le célèbre violoniste *Vieuxtemps* (1820-1881), de Verviers; et surtout le contemporain *Tinel* (1854-1913), auteur de *Franciskus*, ont soutenu la vieille réputation musicale de la Belgique.

III. — Sciences.

11. *Caractère du mouvement scientifique.* —

Ce qui frappe, quand on examine le mouvement scientifique du siècle qui vient de finir, 1^o c'est d'abord la somme prodigieuse de résultats obtenus, surtout depuis cinquante ans dans le domaine des sciences expérimentales; 2^o la division de plus en plus marquée du travail entre les savants, obligés, par l'extension du champ scientifique, de se confiner dans une spécialité; 3^o l'exploitation de la science contemporaine par la *libre-pensée*, qui a prétendu expliquer scientifiquement les mystères du monde et de la vie, et reléguer, parmi les fictions de la mythologie, les dogmes et les faits surnaturels de la Religion révélée; cette entreprise de la *science laïque* n'a abouti qu'à une lamentable banqueroute ¹.

A. — *Les promoteurs de la science.*

Parmi les innombrables savants qui ont illustré le XIX^e siècle, signalons ceux qui, pour l'importance de leurs ouvrages, méritent tout particulièrement le titre de promoteurs de la science.

12. *Mathématiques.* — Dans le domaine des sciences exactes, la France moderne occupe un rang distingué : Augustin *Cauchy* (1789-1857), Charles *Hermite* (1822-1901), Charles *Sturm* (1803-1855), Henri *Poincaré* (1854-1912),

¹ C'est surtout au nom des sciences naturelles qu'on a entrepris de démolir la Révélation chrétienne, incompatible, disait-on, avec les découvertes des naturalistes. Or, un protestant allemand, le Dr Dennert, a enquêté sur les opinions religieuses de 300 des plus illustres savants en sciences naturelles, des quatre derniers siècles. Il résulte de son enquête que 242 furent croyants, et 20 seulement indifférents ou incrédules; pour les 38 autres, ses recherches n'ont pas abouti. (DENNERT, *Die Religion der Naturforscher*, 1901.)

se classent parmi les premiers géomètres et analystes de l'époque. L'Allemand *Jacobi* (1804-1851) et l'Anglais *Cayley* (1821-1895) ont fait faire aussi de grands progrès aux mathématiques.

13. Astronomie. — La science du ciel doit de précieuses conquêtes à l'emploi de la *photographie* pour dresser les cartes célestes, et du *spectroscope* pour étudier la composition chimique des astres. — Après *Laplace*, déjà cité parmi les savants du premier empire, *Faye* (1814-1902) exposa une remarquable hypothèse sur la formation de notre système planétaire. — Le physicien *Foucault* (1819-1868) se rendit célèbre en démontrant, au moyen du *pendule* et du *gyroscope*, le mouvement de la rotation de la Terre. — *Biot* (1774-1862) et *Arago* (1786-1853) vérifièrent les mesures du méridien. — *Leverrier* (1811-1877), génial et croyant comme Newton, trouva, par la seule puissance du calcul, la planète Neptune. — *Struve* (1793-1864), astronome russe, publia, entre autres travaux, des calculs remarquables sur la distance des étoiles. — Les jésuites *Vico* (1805-1848) et *Secchi* (1818-1878), directeurs de l'observatoire du Collège romain, se sont signalés par leurs études sur les comètes périodiques et sur la constitution physique des astres.

14. Physique. — La physique a fait, au XIX^e siècle, d'immenses progrès, surtout dans le domaine de l'électricité, où les Allemands se sont particulièrement distingués.

Les principes de l'électricité, du galvanisme et du magnétisme furent étudiés d'abord par l'Italien *Volta* (1754-1827), l'immortel inventeur de la *pile à colonnes*, les Français *Ampère* (1775-1836) et *Arago*, le Danois *Oersted* (1777-1851), qui démontra l'action des courants électriques sur l'aiguille aimantée.

L'Allemand *Bunsen* (1811-1899) invente la *pile à charbon*. — *Gramme* (1826-1901), mécanicien belge, construit la *dynamo industrielle*. — *Roentgen*, un autre Allemand, né en

1845, attache son nom à la découverte de nouveaux rayons, appelés *rayons X*, qui ont la merveilleuse propriété de traverser les corps opaques. — *Hertz* (1857-1904), par ses expériences sur les ondulations électriques, établit l'identité de transmission entre l'électricité, la lumière et la chaleur rayonnante; avec le savant *Branly*, physicien français, il invente la télégraphie sans fil. — Cependant, le physicien auquel on doit les plus sensationnelles découvertes en électricité est l'Américain *Édison*, né en 1849.

15. Chimie, médecine, physiologie. — Créée par Lavoisier, la chimie moderne fut vigoureusement poussée dans les voies du progrès par une pléiade de savants dont plusieurs étaient à la fois chimistes, physiologistes, médecins et physiciens.

Le Suédois *Berzélius* (1779-1848), le premier analyste du siècle, et le Français *Würtz* (1817-1884), inventeur de la *notation atomique*, furent les créateurs de la chimie organique, qui étudie les composés du carbone. — Un autre Suédois, *Nobel* (1833-1896), inventa le redoutable explosif connu sous le nom de *dynamite*. — L'Anglais *Davy* (1778-1829) imagina la lampe de sûreté des mineurs. — *Sainte Claire Deville* (1818-1881), chimiste français, s'est fait remarquer par ses travaux sur le platine et l'aluminium. — Parmi les récentes découvertes de la chimie, mentionnons les procédés de liquéfaction des gaz, notamment la production de l'air liquide, dont les applications industrielles sont déjà nombreuses.

D'une extrême importance aussi, parce qu'elle révélait la cause d'une foule de maladies considérées comme incurables, fut la découverte des *bacilles* ou *microbes*, sortes de champignons microscopiques qui se propagent avec une rapidité prodigieuse. L'Allemand *Koch* et surtout le Français *Pasteur* doivent être considérés comme les fondateurs de cette science nouvelle des microbes, appelée *bactériologie*. Le premier a étudié spécialement le bacille du choléra et de la

tuberculose; le second découvrit le sérum contre la rage et contre le charbon. Le docteur *Roux*, élève de Pasteur, trouva le sérum contre le croup. Dans leurs fructueuses études, les bactériologistes furent puissamment aidés par les perfectionnements récents du microscope.

La chimie biologique — ayant pour objet les réactions qui s'effectuent dans les tissus organiques, — rendit d'incalculables services à la chirurgie. C'est elle, en effet, qui a inventé les *traitements antiseptiques* et *aseptiques* des blessures, détruisant ou isolant les microbes, les *méthodes d'anesthésie* qui abolissent ou diminuent temporairement le sens de la douleur; enfin, les *substances hémostatiques* qui maîtrisent les épanchements du sang dans les opérations chirurgicales. — Le docteur *Laënnec* imagina l'*auscultation* pour diagnostiquer les maladies des poumons; et le docteur *Roentgen*, grâce à la découverte des rayons X, put constater et même photographier les lésions internes et les fractures du squelette.

Dans le domaine de la physiologie, citons Claude Bernard et Darwin. *Claude Bernard* (1813-1878), le créateur de la *vivisection*, apprit à disséquer les animaux vivants, pour surprendre, dans l'organisme, le fonctionnement des phénomènes vitaux. — *Darwin* (1809-1882) s'immortalisa par sa retentissante théorie de l'évolution ou du *transformisme*, dont la science athée abusa si étrangement pour supprimer, dans la nature, le Créateur et, dans l'homme, l'âme immortelle.

B. — *La science et l'évolution industrielle.*

16. *Nouveaux moyens de transport et de communication.* — *L'industrie de la traction* a été totalement transformée par la vapeur d'abord, par l'électricité ensuite. C'est à l'Écossais *James Watt* (1736-1819) qu'on doit les premières applications importantes de la vapeur comme force motrice. En 1825, l'Anglais *Stephenson* lançait, sur des rails de fer, la première puissante locomotive.

Le premier *chemin de fer* pour le transport des voyageurs fut inauguré, entre Liverpool et Manchester (1830). La Belgique et l'Allemagne suivirent le mouvement en 1835; la France, en 1840. Nulle part, d'ailleurs, le progrès ne triompha d'emblée de la routine et des préjugés. Depuis soixante ans, les locomotives, le matériel des trains et l'organisation du service n'ont cessé d'être perfectionnés.

Le transport sur mer a subi la même heureuse évolution. Dès 1807, l'Américain *Fulton*, dont Napoléon avait eu le tort de dédaigner les offres, établissait, sur le fleuve Hudson, le premier service régulier de *bateaux à vapeur*. En 1818, un paquebot effectuait, pour la première fois, la traversée de New-York à Liverpool. Vingt ans plus tard, 1838, fonctionnait la première ligne transatlantique régulière. Des voies nouvelles ont été ouvertes par le percement de l'*isthme de Suez*, inauguré en 1869, et par le percement de l'*isthme de Panama*, achevé en 1913. Dans les annales nautiques, ces deux faits ont la même portée que la découverte, au XVI^e siècle, de la route maritime aux Indes.

Sans perdre son importance comme force motrice, la vapeur a rencontré un rival puissant dans *le fluide électrique employé à la transmission des forces*. Le point de départ de cette application de l'électricité fut d'abord la découverte des *courants d'induction*, due à *Faraday* (1831), et ensuite du *principe électro-dynamique* de l'équivalence de la force et de la chaleur, formulé par *Siemens* (1867). C'est sur cette théorie que repose la construction des *dynamos* qui, actionnées, soit par la vapeur, soit par une chute d'eau, peuvent imprimer, même à distance, le mouvement à des machines de tous genres. Les *tramways électriques*, à conducteur aérien ou souterrain, sont une des plus curieuses applications de l'électro-dynamisme. En 1879, le physicien français Planté compléta l'invention des dynamos par celle des *accumulateurs*, qui emmagasinent la force électrique.

Dans l'industrie du transport, la vapeur eut d'autres concurrents encore dans les *moteurs à explosion* ou à

essence, dont un type remarquable fut imaginé par un ingénieur belge, *Étienne Lenoir* (1822-1900). Les proportions peu encombrantes de ces moteurs les ont fait utiliser d'abord pour la construction des *motocycles* et des *automobiles*, véhicules routiers rivalisant de vitesse avec les locomotives, et ensuite pour celle des *aéroplanes*, qui affranchissent la locomotion du point d'appui terrestre. Parmi les initiateurs dans cet héroïque domaine de la conquête de l'air, quelques noms passionnèrent tour à tour l'opinion. Citons le Brésilien *Santos Dumont*, le capitaine français *Renard*, l'Allemand *comte Zeppelin*, qui créèrent des types de *ballons dirigeables*; et les intrépides frères *Wright*, qui effectuèrent les premiers vols en *plus lourd que l'air*.

Les moyens de transport modernes ont reçu un complément, en somme indispensable, dans le télégraphe et le téléphone. Inventé en Allemagne, par *Gauss*, vers 1883, le *télégraphe électro-magnétique* fut perfectionné en Angleterre et surtout en Amérique, où le premier fil fut établi, par *Morse*, entre Washington et Baltimore (1844). Le système Morse transmettait la pensée au moyen de signes conventionnels. Aujourd'hui, le télégraphe reproduit les caractères d'imprimerie, les notes de musique, voire les images photographiques. Il établit des rapports internationaux, même entre pays transatlantiques, au moyen de *câbles sous-marins*. Le premier de ces câbles fut posé, en 1851, entre Douvres et Calais ¹. — Les travaux récents de l'Allemand *Hertz*, de l'Italien *Marconi*, du Français *Branly* ont amené le progrès vraiment déconcertant du *télégraphe sans fil*.

En 1860, l'Allemand *Reis* inventait le *téléphone* magnétique, instrument merveilleusement pratique, dont l'usage se répand jusque dans les hameaux les plus reculés.

¹ Le 5 avril 1858, le poste d'Amérique recevait du poste d'Irlande le premier câblogramme, ainsi conçu : *Gloire à Dieu au plus haut des cieux, et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté! Europe et Amérique réunies.*

17. *L'industrie moderne; son influence sociale.*

— Avant le XIX^e siècle, la force musculaire des hommes et des animaux était le moteur principal et ordinaire de toutes les industries. De nos jours, il n'en est presque plus une seule qui n'utilise la force motrice de la vapeur, du gaz ou de l'électricité. Avec les nouveaux moyens de transport, la grande industrie a pris une extension prodigieuse; elle a augmenté énormément la production et diminué, par conséquent, le prix de revient des marchandises.

Ainsi, pour ne citer que les exemples les plus frappants, les mines de houille — ce pain de l'industrie — ont centuplé leur production en moins d'un siècle; la métallurgie a plus que décuplé la production du fer; l'industrie textile offre aux bourses les plus modestes des produits considérés jadis comme articles de grand luxe; la papeterie mécanique exploite aujourd'hui plus de 100.000 hectares de forêts; l'imprimerie moderne, avec les presses rotatives, peut fournir, en une heure, des milliers de feuilles imprimées, pliées et comptées automatiquement.

L'industrie est donc le grand progrès moderne. Elle a augmenté incontestablement le bien-être matériel; elle a vulgarisé le luxe et le confort; elle a propagé l'instruction et créé des loisirs; elle a rapproché les peuples. Mais tous ses résultats sont-ils des bienfaits? — *De l'industrie*, dit Monseigneur Baunard, *est né l'industrialisme, vaste système de production sans limites ni frein, écrasant l'homme sous la machine, armant l'un contre l'autre le travail et le capital, engendrant cette concentration à outrance où, dans des cités monstres, le paupérisme d'une part, le luxe exagéré de l'autre, se dressent, s'observent, s'épient. Et, entre eux deux, l'envie, la rage au cœur, les besoins factices, les plaisirs faciles; et, derrière eux, des ruines : la vie contaminée, la race abrutie et la santé détruite.*

Le progrès de l'industrie et du machinisme a donné lieu à la création de grandes fabriques qui emploient des milliers de travailleurs. Or la condition de ces ouvriers de fabriques

était inférieure à celle des compagnons d'autrefois, parce que la concurrence a abaissé les salaires, et parce que l'ouvrier ne possédait pas les capitaux nécessaires pour devenir chef d'industrie. Cette déchéance des travailleurs, à une époque où l'on ne parlait que de l'égalité du riche et du pauvre, mit à l'ordre du jour, plus que jamais, la question sociale.

III. — La question sociale au XIX^e siècle.

La question sociale est le problème qui s'occupe d'une répartition plus équitable de la richesse et du bien-être entre les classes sociales. La question sociale est vieille comme la société; mais elle a plus particulièrement préoccupé les esprits à certaines époques de l'histoire marquées par une rupture plus accentuée de l'équilibre des richesses. Ce fut le cas après la révolution de 1789.

18. Les socialistes. — En présence du nouvel état de choses, des hommes ont dit : la société est mal organisée, l'État doit la refaire, il faut une révolution sociale. Les partisans de cette révolution s'appellent les *socialistes*, et leur doctrine, le *socialisme*. Né en France, il se manifesta pour la première fois sous le Directoire par les doctrines de *Babœuf*, qui prétendait établir, sur la ruine de tous les riches, le partage des terres et le bonheur commun.

Mais les vrais fondateurs du *socialisme français* sont Saint-Simon et Fourier. *Saint-Simon* (1760-1825) voulait une société où l'État fût seul propriétaire et distribuât à chacun un revenu en rapport avec son travail. — *Fourier* (1768-1837), le plus utopiste des théoriciens socialistes, rêva une société divisée en *phalanges* de 1.800 individus qui, installés sur un domaine d'une lieue carrée et logés dans un palais, travailleraient en commun.

De 1830 à 1848, les doctrines socialistes furent propagées surtout par Proudhon, Cabet et Louis Blanc. Suivant *Proudhon* (1809-1865), Dieu est un mal, l'autorité une tyrannie, la pro-

priété un vol. A ces trois fondements de la société, il opposait l'athéisme, l'anarchie et le communisme. — *Cabet* (1788-1856) est considéré comme le chef du communisme en France. Il a écrit une multitude d'ouvrages d'histoire et d'imagination pour répandre ses idées. — *Louis Blanc* (1812-1882) voyait la principale cause de la misère dans la concurrence. Pour supprimer la concurrence, il écrit la théorie du *droit au travail*. Corollaire : l'État doit se charger de fournir du travail à tous. Il réussit à faire partager ses vues au gouvernement provisoire qui suivit la révolution de 1848. Mais l'échec des *ateliers nationaux* discrédita les doctrines socialistes.

Après 1850, elles prirent des formules nouvelles, et c'est en Allemagne qu'elles devinrent le plus radicales. Les fondateurs du *socialisme allemand* sont *Lassalle* (1825-1864) et *Karl Marx* (1818-1883), dont le principal disciple fut *Bebel* (1840-1913). Outre les théories qu'ils ont répandues, ils ont donné au parti une organisation puissante.

Le *Bolchevisme*, que la Grande Guerre allait voir éclore en Russie et de là tenter de se répandre sur le monde, n'est que l'application du marxisme communiste. A la faveur de la Révolution, les paysans russes s'empareront des terres des « boyards » ou seigneurs et se les partageront; les ouvriers, s'érigeant en maîtres des usines se partageront, eux aussi, les stocks de produits manufacturés. Quant à exploiter la terre ou les usines, ni paysans ni ouvriers n'y seront disposés. Et c'est pourquoi les meneurs, faisant machine arrière, déclareront ouvertement qu'il est du devoir du parti de combattre impitoyablement la prétention des ouvriers. C'est la condamnation du bolchevisme par les bolchevistes.

19. Sociologues. — Les questions sociales furent étudiées avec plus d'ampleur et d'impartialité par les savants économistes français Jean-Baptiste Say, Bastiat et Le Play. *Say* (1767-1832) fut avec *Bastiat* (1801-1850) le principal défenseur de la doctrine du *libre-échange*. Bastiat combattit en outre, dans des pamphlets pleins d'esprit, les doctrines socialistes. —

Le Play (1806-1882) fonda l'économie sociale sur une forte organisation de la religion, de la famille et de la propriété. — En Allemagne, Monseigneur *Ketteler* fut l'initiateur du socialisme chrétien.

20. La solution chrétienne. — Dans sa mémorable *Encyclique sur la Condition des ouvriers*, Sa Sainteté Léon XIII indique, comme remède à l'antagonisme des classes, l'influence sociale de l'Église. Cette influence consiste à pénétrer les esprits des enseignements de l'Évangile, à faire régner dans les cœurs la justice et la charité, à remettre en honneur, parmi les peuples, les associations chrétiennes qui, au cours des siècles passés, ont maintenu la concorde et l'harmonie entre ouvriers et patrons.

CHAPITRE XXXI.

LA GRANDE GUERRE : *Sommaire synoptique.*

Préliminaires.	}	Les théories politiques au XIX ^e siècle.	}	Théorie de l'équilibre.					
				» des nationalités.					
				» des frontières naturelles.					
		Le Pangermanisme.							
Phases de la lutte.	}	Le programme des ambitions allemandes.	}	Conquérir des territoires.					
				Fonder un empire colonial.					
				S'assurer la suprématie économique.					
		Causes de la guerre : économiques, politiques, morales.							
Phases de la lutte.	}	En 1914.	}	Déclarations de guerre.	de l'Autriche à la Serbie.				
					de l'Allemagne à la Russie, à la France, à la Belgique.				
					de l'Angleterre à l'Allemagne.				
				Invasion de la Belgique : Liège, Namur.					
				Bataille des frontières : en Alsace-Lorraine, en Ardenne, sur la Sambre.					
				Bataille de la Marne.					
				Extension du front : Anvers, l'Yser. — Guerre de tranchées.					
				En 1915.	}	Front oriental.	}	En Russie.	Prusse orientale : Tannenberg.
									Galicie. — Pologne. — Provinces baltiques.
									En Serbie : Tser, Roudnick.
									Intervention de la Bulgarie.
				En 1916.	}	Front occidental.	}	Offensives françaises d'Artois et de Champagne.	
								Intervention de l'Italie.	
				En 1917.	}	Front turc.	}	Expéditions des Détroits et de Gallipoli.	
								Victoires russes en Transcaucasie.	
								Défaite anglaise de Kut-el-Amara.	
								Verdun : Vaux et Douaumont.	
				En 1918.	}	Front occidental.	}	Attaque anglo-française en Picardie.	
								Prise de Gorizia par les Italiens.	
						Fronts étrangers.		Offensive de Broussiloff en Pologne.	
Batailles navales : Falkland et Jutland.									
En 1919.	}	Front occidental.	}	Double assaut du Chemin des Dames.					
				Défaite italienne à Caporetto.					
				Prise de Gaza et de Jérusalem par les Anglais.					
				Révolution russe.	Abdication du czar.				
En 1920.	}	Front oriental.	}	Débâcle russe. — Brest-Litovsk.					
				Nouveaux alliés : Grèce et États-Unis.					
				Six offensives allemandes successives : 21 mars-15 juillet.					
				Bataille libératrice : 18 juillet-11 novembre.					
En 1921.	}	Front oriental.	}	Prise de St-Jean d'Acre et de Damas.					
				Défaite et désarmement des Bulgares.					
				Armistice.	Rethondes : 11 novembre. — Conséquences.				
Conclusion.	}	Physionomie nouvelle de la guerre.	}	Guerre souterraine.					
				» sous-marine.					
				» aérienne.					
				» scientifique.					
				» au moral.					
	La paix : ses conditions principales. — Après la paix.								

LA GRANDE GUERRE.

Préliminaires.

1. *Les peuples belligérants.* — Le conflit armé qui portera dans l'histoire le nom de « Grande guerre » mit aux prises vingt nations.

Les empires centraux — *Allemagne* et *Autriche* — la déclanchèrent au début du mois d'août 1914; ils attirèrent dans leur alliance la *Turquie* le 12 novembre 1914 et la *Bulgarie* en octobre 1915.

Pour leur faire face et résister à leur prétention de domination universelle, seize peuples se liguèrent : la *Serbie* la première fut attaquée par l'Autriche, la *Russie* s'en déclara la protectrice; la *France*, son alliée, entra dans la lutte le 4 août; la *Belgique* dont on violait la neutralité et l'*Angleterre* qui s'en portait garante suivirent; le *Japon* se lança dans la mêlée dès le début et le *Portugal* quelques mois après; l'*Italie*, longtemps sollicitée par les deux partis, se rangea aux côtés de l'Entente le 23 mai 1915; la *Roumanie* l'imita en août 1916; la *Grèce*, après l'abdication forcée de son roi, se déclara en juillet 1917; le *Brésil*, *Cuba*, le *Vénézuéla*, le *Siam* et la *Chine* prirent place, eux aussi, dans l'armée du Droit; enfin les *États-Unis*, le 6 avril 1917, lui apportèrent leur immense réserve d'hommes, d'énergies et de capitaux.

2. *Théories politiques au XIX^e siècle.* — L'exposé des théories politiques émises au XIX^e siècle pour justifier la transformation des États et particulièrement les remaniements de territoire, mettront en lumière les aspirations qui se firent jour au cours de cette lutte mondiale.

La première est la *théorie de l'équilibre*. Elle naquit des précautions prises par les États menacés contre l'agrandissement démesuré de l'un d'entre eux. Si les accroissements d'une puissance sont menaçants et surtout si, chez elle, l'esprit de conquête devient systématique, l'équilibre est dit

rompu : ce fut le cas pour la France de 1800 à 1812. Cette théorie inspire les alliances : telles furent les coalitions contre la France en 1814, contre la Russie en 1856.

La seconde est la *théorie des nationalités*, née des idées libérales propagées par la Révolution française. Elle tend à grouper les peuples de même race; elle suppose, chez ceux-ci, communauté d'histoire, de langue, de religion, de traditions, conscience de l'unité nationale et volonté de la maintenir. Elle suscita les révolutions grecque de 1827, belge de 1830, hongroise de 1849, italienne de 1859, polonaise de 1863; elle causa le mouvement unitaire allemand, le dualisme austro-hongrois, l'opposition tchèque et slave dans l'empire des Habsbourgs. Soutenue avec un désintéressement imprudent par Napoléon III, elle fut adoptée notamment par la Prusse et la maison de Savoie dont elle favorisait les convoitises.

La troisième est la *théorie des frontières naturelles*. Elle prétend qu'il est rationnel à un État puissant d'étendre son territoire jusqu'aux obstacles géographiques qui séparent les races et constituent une défense naturelle. En réalité, la mer et les montagnes en muraille — telles les Pyrénées et les Alpes — répondent seules à ces données; mais les intérêts en font découvrir bien d'autres : ainsi, en vertu de ce principe, Bismarck étendit jusqu'aux Vosges, à limite flottante pourtant, son emprise sur la France en 1871.

3. Pangermanisme. — La théorie des nationalités inspira aux diplomates allemands l'idée du Pangermanisme. Réunir toutes les « tribus » de langue allemande, tel fut leur idéal adopté par Guillaume II, dès 1890, date du renvoi de Bismarck. De grandes associations se formèrent qui se donnèrent pour but de populariser ces tendances.

Leur *but*, ouvertement affiché dès 1895, était de constituer deux groupes territoriaux en Europe centrale. L'un *politique*, ou confédération germanique, comprendrait l'empire allemand, le Luxembourg, la Hollande, la Belgique, la Suisse alle-

mande et l'Autriche-Hongrie. L'autre serait un immense *zollverein* : outre la Confédération germanique, il embrasserait les principautés baltiques, le royaume de Pologne, le pays Ruthène, la Roumanie et la Serbie agrandie. La Pan-germanie abriterait alors 86 millions d'hommes et le territoire soumis à son action commerciale directe et exclusive serait habité par 130 millions de consommateurs.

4. Programme des ambitions allemandes. — Territoires à annexer, empire colonial à fonder, suprématie économique à établir sur le monde : tel était donc le vaste programme de l'Allemagne.

Les *territoires*, ce serait tout d'abord la Belgique et son port d'Anvers, l'un des premiers du monde. La Hollande suivrait, qui détenait les bouches du Rhin. De la France on enlèverait le Nord à cause de ses richesses industrielles; le Pas-de-Calais d'où l'on défierait l'Angleterre; la Lorraine et les Ardennes pour leurs mines de fer. A la Russie on confisquerait les provinces baltiques et les Terres noires, ce grenier de l'Europe. L'Autriche et la Turquie devenues vassales, la Serbie vaincue, la Grèce annexée, les deux grands fleuves européens, le Rhin et le Danube, seraient fleuves allemands. L'Asie orientale même passerait sous l'hégémonie prussienne et la fameuse voie ferrée Hambourg-Bagdad consacrerait cette domination. Alexandrie et Tanger enfin subiraient son influence après élimination des Anglais en Égypte et des Français du Maroc.

L'*empire colonial* serait à l'avenant. En Amérique l'on se contenterait d'une pénétration pacifique au Brésil, en Argentine et au Chili. En Asie, Kiao-Tchéou assurait la mainmise sur la Chine. En Afrique, l'Angola portugais et surtout le Congo belge permettraient de souder les possessions allemandes du Centre-africain.

Quant à la *suprématie économique*, pour la conquérir il faudrait d'abord de l'argent : dès 1911, les publicistes allemands estimaient à 37 milliards de marks l'indemnité de

guerre qu'on exigerait de la France. Et puis, pour s'assurer le monopole de la production, on aurait la ressource de détruire de fond en comble l'industrie des pays envahis.

5. Causes de la guerre. — La réalisation de ce programme exigeait la guerre. Les causes profondes en sont tout à la fois économiques, politiques et morales.

Les *causes économiques*, les plus apparentes, se ramènent aux suivantes : insuffisance du sol à fournir aux nécessités de ses 70 millions d'habitants; désir de s'enrichir en s'emparant des pays limitrophes bien pourvus de fer et de houille; volonté de confisquer le marché mondial et de supprimer la concurrence; besoin d'argent liquide auquel pareraient les indemnités imposées aux vaincus.

Les *causes politiques* consistent surtout dans les excitations pangermanistes et le dépit causé par les alliances des autres peuples décidés à battre en brèche les aspirations allemandes; il faut y joindre la mégalomanie du Kronprinz et le désir de Guillaume II de consolider son trône et sa dynastie.

Quant aux *causes morales*, il faut les chercher dans l'orgueil de la nation qui se prétendait choisie de Dieu pour châtier le monde, et dans son mépris pour les autres peuples. L'école façonna les générations à ces idées de domination et érigea en dogme unanimement adopté le vieux principe de Bismarck : « La force prime le droit. » Comme le disait un de leurs écrivains, Tannenberg, « la guerre ne devait laisser aux vaincus que leurs yeux pour pleurer. »

Phases de la lutte.

6. Déclarations de guerre. — Le 28 juin 1914, à Sarajevo en Bosnie, l'archiduc héritier d'Autriche François-Ferdinand tombe, avec son épouse, victime d'un attentat criminel : un Serbe, Prinzip, a commis l'assassinat. Guillaume II rencontre, dans ce meurtre, le prétexte longtemps cherché. A son instigation, l'Autriche, à titre de représailles, pose des

conditions humiliantes et inacceptables à la *Serbie*; trompant le secret espoir des gouvernements germaniques, celle-ci se soumet. Mais le jour même, 28 juillet, dévoilant ainsi son parti pris, l'Autriche déclare la guerre à sa voisine et ses armées franchissent la frontière serbe. La *Russie* annonce sa volonté de protéger ses frères slaves : l'Allemagne lui interdit de mobiliser. Le czar en appelle à l'arbitrage du tribunal de la paix : intransigeant, Guillaume II lui déclare la guerre le 1^{er} août. Plus que la Russie, la *France* son alliée se sent défiée. D'ailleurs, le 2 août, les troupes impériales ont envahi le *Luxembourg* neutre et menacent le district minier de Briey. Le 3, sous le ridicule et calomnieux prétexte d'avions français survolant le territoire allemand, l'empire déclare la guerre à la République française. Pour l'atteindre, il choisit la route la plus facile, celle de la *Belgique*. Forte de sa neutralité, celle-ci refuse le libre-passage : le 4, l'Allemagne lui adresse une déclaration de guerre et passe la frontière. Mais le 5, l'*Angleterre*, garante de la neutralité violée, affirme que, pour elle, les traités ne sont pas de vulgaires « chiffons de papier » et se range aux côtés de la Belgique et de la France. Voilà donc le gouvernement allemand engagé dans la guerre « fraîche et joyeuse » qu'il a voulue et qu'il prépare depuis quarante ans.

7. Invasion de la Belgique. — *Liège*, dont les douze forts commandent le passage de la Meuse, subit le premier coup de boutoir prussien. Le général *Leman* qui dirige la défense inflige au général Von Emmich de terribles pertes. Mais la pénurie de troupes le force au repli. Le 7 août, la « cité ardente » est envahie et l'artillerie lourde braquée dans la ville même pilonne les forts. Ils tombent successivement du 8 au 16. Loncin, où s'est retiré le glorieux défenseur de la place, saute le 15, et *Leman* est retiré demi-mort des décombres. 42.000 Allemands ont payé de leur vie cette première conquête, et *Liège* qui a quelques jours arrêté le flot de l'invasion grise est décorée de la Légion d'honneur.

Pourtant, sans attendre la destruction complète de cette première forteresse, la cavalerie ennemie se lance dans la direction de la Gette où s'est repliée l'armée belge. Elle subit un cuisant échec le 12, à *Haelen*, où plus de 3000 uhlands et dragons trouvent la mort.

L'armée belge bat en retraite, sans perdre le contact et causant tout le tort possible à l'adversaire, qui se venge par les incendies et les massacres. Le 20, elle se replie sous Anvers, et Bruxelles est occupé.

Entretemps, livrée à ses seules forces, *Namur* subit à distance l'assaut des batteries de gros calibre et des énormes 420; après une héroïque résistance, le 23, sous la menace d'investissement, sa garnison décimée l'abandonne et bat en retraite sur Philippeville et Mariembourg. Ses derniers forts déchiquetés, par l'artillerie lourde, ne se rendent que le 25 au soir.

Maîtres de la Belgique, les Teutons y sèment la *terreur*. Visé et le pays de Herve, glacis de la place de Liège, le bas Luxembourg où s'organise la résistance française, sont mis à feu et à sang. Des prêtres, des femmes, des vieillards, des enfants même sont fusillés en tas; Èthe, Latour, Rossignol, Anloy voient leur population décimée; Manteuffel incendie l'incomparable bibliothèque de Louvain et brûle la ville, Sommerfeld rase Termonde, Bayer saccage Dinant, Schuman ordonne l'effroyable massacre d'Andenne, d'autres prescrivent les féroces tueries d'Aerschot et de Tamines.

8. Bataille des frontières. — Von Klück, qui envahit la Belgique par Liège et Bruxelles, forme l'extrémité de l'aile marchante prussienne. Cinq armées allemandes s'échelonnent du nord au sud, avec Metz pour pivot : *von Klück* commande la première, *von Bülow* la deuxième, *von Hausen* la troisième, le *duc de Wurtemberg* la quatrième et le *Kronprinz* la cinquième; une sixième, aux ordres du *prince de Bavière*, manœuvre en Lorraine; et une septième, en Alsace, sous *von Heeringen*. Les Français appuient leurs

cinq armées sur les grandes forteresses de la Meuse et de la Moselle : *Dubail* et *Castelnau* font face aux armées adverses d'Alsace et de Lorraine; *Ruffey* et *de Langle de Cary* gardent la Meuse; à la nouvelle de l'invasion par la Belgique, la cinquième armée, général *Lanrezac*, avance sur la Sambre. *French* et les Anglais la flanquent à gauche.

Les Prussiens sont puissamment munis d'artillerie lourde et de mitrailleuses; quinze cents avions les éclairent. Les Français ont cent vingt avions seulement, mais ils possèdent un instrument de guerre redoutable, leur merveilleux 75.

Le premier choc a lieu en *Alsace-Lorraine*. L'avance obtenue par l'offensive française ne peut se maintenir : on ne gardera que Thann. L'ennemi qui veut forcer la trouée de Charmes est arrêté devant Nancy, le 24 août. En vain, sous les yeux de l'empereur et après cinq jours de bombardement, renouvelle-t-il son offensive : *Castelnau* l'arrête au Grand-Couronné et, le 13 septembre, le refoule au delà de Lunéville.

Dans les *Ardennes*, l'offensive française débute le 21 août. La supériorité numérique de l'Allemand, la puissance de son artillerie lourde et l'activité de son aviation forcent les 3^e et 4^e armées assaillantes au repli. Longwy et le riche bassin minier de Briey tombent aux mains des envahisseurs.

Au même instant, plus au nord, se livre la *bataille de la Sambre*. *Lanrezac* et *French* y reçoivent le choc des trois armées von Klück, von Bülow et von Hausen. Le 21 août, on se bat à Charleroi. La lutte dure trois jours. Menacés d'enveloppement, Français et Anglais battent en retraite. Maubeuge tombe comme sont tombés Liège et Namur, et c'est alors, pour les Allemands, la course vers Paris.

9. Bataille de la Marne. — Le généralissime français, *Joffre*, replie ses troupes en prenant pour charnière Verdun. Il confie une armée nouvelle à *Foch*, une autre à *Maunoury* et prolonge sa ligne de bataille vers le nord pour éviter l'enveloppement dont le menace von Klück. Arrivé à la

Marne, il lance, le 5 septembre, son fameux ordre du jour : « Se faire tuer plutôt que de reculer, » et, le 6, au matin, engage la bataille sur une ligne immense qui va des portes de Paris jusqu'à Verdun.

Dans un âpre combat de plusieurs jours, sur l'*Ourcq*, Maunoury, que secourt une armée levée à Paris par Gallieni, réussit à arrêter puis à refouler von Klück menacé lui-même d'encerclement.

Foch, au centre, tient tête à von Bülow et à von Hausen. Le château de Mondement, pris et repris, reste finalement aux Français. La garde prussienne est décimée dans les marais de Saint-Gond, et, le 10 septembre, Foch vainqueur entre à *Fère-Champenoise*. A *Verdun*, Sarrail repousse le Kronprinz jusque dans l'Argonne septentrionale. Castelnau soutient victorieusement le furieux assaut sur *Nancy*. Sur toute la ligne de bataille, l'ennemi recule de 100kilomètres en six jours.

Dans cette mêlée où de part et d'autre un million d'hommes sont engagés, l'armée belge refoulée sous Anvers joue son rôle. Les 24 et 25 août, une première sortie atteint Vilvorde. Le 9 septembre, ses régiments réoccupent Termonde et, quatre jours durant, dans des combats épiques, tel celui de *Haecht*, ils attirent vaillamment sur eux les divisions en marche vers la France. Le 13 septembre, tandis que les Belges regagnent leur réduit national, Foch annonce à la France que la bataille de la Marne est gagnée.

10. Course à la mer. — Les Allemands, terrés sur l'Aisne, reprennent leur projet de débordement. Pour y parer, deux nouvelles armées, Castelnau et Maud'huy, étendent l'aile française jusqu'à La Bassée. Pourtant, *Lille* et toute sa banlieue industrielle est occupée. Bientôt même un événement douloureux favorise les projets de l'ennemi et semble lui ouvrir la voie vers Dunkerque et Calais.

11. Chute d'Anvers. — Le 28 septembre, Waelhem, un des forts avancés d'Anvers, reçoit le premier obus de 420 : l'un après l'autre, tous les forts d'Anvers vont s'écraser sous

cette pluie infernale. En quatre jours de bombardement, le fort de Lierre reçoit 235 obus de 420, tirés à 15 kilomètres. Pour sauver l'armée, la retraite vers Gand et Ostende est ordonnée le 6 octobre. Le 7, à minuit, le bombardement de la ville commence : il dure 36 heures et détruit 15.000 maisons. Le 10, Anvers capitule, mais l'ennemi qui espérait y capturer toute l'armée ne saisit qu' « un sac vide. »

12. L'Yser. — Livrant de sérieux combats sur sa gauche, l'armée belge se dirige à marches forcées vers le littoral. Le 16, elle est à l'Yser. On lui demande de tenir seule quarante-huit heures; et le roi Albert lance une proclamation où il dit : « Soldats, considérez comme traître à la Patrie celui qui prononcera le mot de retraite. » A la petite armée belge épuisée et aux 6.000 fusiliers marins de l'amiral Ronarch, l'ennemi oppose douze divisions bien pourvues d'artillerie : c'est une lutte atroce, désespérée. Le 23, la division Grossetti, qui s'est distinguée à Mondement, arrive à la rescousse : *Stuivekenskerke*, *Ramscapelle* et *Pervyse* illustrent cette coopération. Enfin, le 25, on tend l'inondation devant les lignes allemandes et « la marée des eaux fait reculer la marée des hommes. » A *Dixmude*, la bataille se prolonge jusqu'au 10 novembre : les Allemands occupent la ville, dont il ne reste que des ruines, mais ne peuvent franchir l'Yser. Plus au sud, à *Ypres*, l'armée anglaise, avec le flegme qui caractérise la race, contient leurs assauts répétés. Les batailles de l'Yser ont fixé au nord le front allemand; Calais, la base rêvée pour une attaque sur l'Angleterre, leur échappe.

13. Guerre de tranchées. — De Belfort à la mer du Nord, parfois à quelques mètres de distance, Allemands et Alliés creusent des tranchées d'où ils s'observent et se fusillent. Pour conserver ces inconfortables boyaux, il y aura souvent des combats héroïques, des dévouements surhumains; et cela durera quatre ans.

En 1915, pour « se donner de l'air, » les régiments adverses

tentent en quelques points des chocs furieux : c'est l'attaque du plateau de *Crouy*, pris et perdu par les Français; ce sont les combats du bois de la Gruerie, en *Argonne*, qui refoulent les Allemands et rétablissent les communications avec Châlons et Paris; ce sont les inutiles hécatombes de la forêt d'Apremont et du bois Le Prêtre en vue de repousser l'Allemand de *Saint-Mihiel*; c'est la lutte victorieuse des Épargés pour conjurer l'encerclement de *Verdun* par le Sud; c'est enfin, en *Alsace*, les assauts furieux de l'Hartmannswillerkopf.

Les soldats « tiennent » tandis qu'à l'arrière les civils travaillent fiévreusement, dans les fabriques improvisées d'armes et de munitions, à préparer l'offensive victorieuse.

14. Le front russe en 1914-15. — En Russie, aussitôt la guerre déclarée, on mobilise. Mais l'immensité du territoire et la rareté des chemins de fer ralentiront indéfiniment la mise en marche des armées : tel est du moins l'espoir germanique. Aussi, escomptant une victoire rapide à l'Ouest, l'Allemand se lance sur la France et l'Angleterre. Leur sort réglé en quelques semaines, il se retournera vers l'empire des czars, et l'écrasera La réalité dérange un peu ces brillantes combinaisons.

Le 17 août, deux armées russes envahissent la *Prusse orientale*; elles ont pour objectifs Dantzig et Kœnigsberg. En hâte, avec des régiments déjà en marche vers la France, l'on constitue une nouvelle armée que commandera *Hindenburg*. Celui-ci attaque, dans la région des lacs de Mazourie, le général *Samsonoff*. Après une lutte furieuse de trois jours (27, 28 et 29 août) les Russes battent en retraite. C'est la bataille de *Tannenberg*. Le second général russe, *Rennenkampf*, évite le choc et repasse la frontière.

En *Galicie*, le *Grand-Duc Nicolas* aborde les Autrichiens le 26 août, prend *Lemberg*, et après une série de combats heureux pousse jusqu'à Przemisl. Une diversion de *Hindenburg* en *Pologne* retarde la chute de cette ville qui tombe pourtant aux mains des Russes, le 22 mars 1915. L'Allemagne se

substitue à l'Autriche impuissante : *Mackensen* refoule les Russes et reprend Przemisl et Lemberg (22 juin).

Refoulé de Varsovie en octobre 1914, Hindenburg y revient avec *Mackensen* en novembre. Impuissantes à la prendre, ses troupes se terrent devant la ville qu'elles n'occuperont que le 6 août 1915. A ce moment elles étendront leurs conquêtes jusqu'à *Vilna* et *Riga*. La première année de guerre a donc livré aux États centraux une partie des provinces baltes et la Pologne russe.

15. La Serbie en 1914-16. — Les premiers parmi les Alliés, les Serbes sont assaillis. Les Autrichiens, ridiculement impuissants, bombardent en vain, pendant un mois, leur capitale, Belgrade; puis, essayant d'une diversion, envahissent leur territoire avec cinq corps d'armée par la Save et la Drina. Le 15 août, les Serbes les attaquent dans la région du *Tser* et, après six jours de bataille, les refoulent en désordre au delà de la frontière. En novembre, dépourvus de munitions, les Serbes reculent. Mais la France réussit à les ravitailler et, le 3 décembre, au *Roudnick*, ils reviennent à la charge, refoulent l'ennemi, lui enlèvent ses bagages et 30.000 prisonniers, et lui reprennent même Belgrade. Une accalmie suit cette héroïque bataille de huit jours.

En septembre 1915, la *Bulgarie* se déclare pour les Centraux. La *Grèce*, obligée par traité à secourir la Serbie en cas d'agression bulgare, se soustrait à ses engagements et la malheureuse Serbie devient la victime des États de proie qui l'entourent. *Mackensen* à la tête des Austro-Allemands l'attaque de front, les Bulgares de flanc. Elle lutte deux mois. Une expédition française venue de Salonique arrive trop tard pour la secourir. Abandonnant leur pays, en une *retraite* affreuse au cœur de l'hiver, ses défenseurs atteignent la mer où la France, l'Angleterre et l'Italie les recueillent. Les survivants sont dirigés sur Corfou où le prince Alexandre réorganiserait son armée.

Le *Monténégro*, qui a fait cause commune avec la Serbie

est lui aussi envahi, et au début de 1916, le Lovcen, où s'est concentrée sa résistance, tombe aux mains de l'ennemi.

Pour l'Allemagne, ces victoires au front oriental ont un résultat énorme : elles soudent en un seul bloc compact les États de la Quadruplice, dont les armées se groupent désormais sous la direction unique du grand état-major prussien.

16. Offensives alliées de 1915. — L'échec du plan initial allemand et la disgrâce du chef du grand état-major, de Molke, avaient donc inspiré à son successeur *Falkenhayn* l'idée de garder simplement la défensive au front occidental, tandis qu'on attaquerait en Orient. Cette tactique lui avait valu d'incontestables succès. Pour contrebalancer ces avances, les armées de l'Entente essayèrent plusieurs fois de rompre le front allemand.

A la fin de 1914, une première bataille se livre en Picardie, une autre en Artois, une troisième dans la région de Lens et La Bassée. Au printemps de 1915 — du 8 mai au 18 juin — les Français entreprennent la deuxième bataille de l'*Artois* : Notre-Dame de Lorette, Carency, Souchez, Vimy, le Labyrinthe connaissent de fabuleux exploits. Cependant, faute de réserves et de munitions, la percée ne réussit pas.

A l'automne — 25 septembre au 5 octobre — c'est en *Champagne* que les Français donnent. Ils font 25.000 prisonniers à Souain, Perthes, Massiges, Tahure, Beauséjour : là encore, tout se borne à un gain de terrain. A la même date, les Anglais attaquent Souchez, Vimy, Lens, La Bassée mais ils doivent s'immobiliser devant la résistance allemande.

17. Intervention italienne (23 mai 1915). — Un événement heureux dissipe la vague de pessimisme qu'a soulevée l'idée de « l'inamovibilité des fronts. » L'Italie, désireuse d'enlever à sa vieille ennemie, l'Autriche, les terres « irrédentes » de Trente et de Trieste, lui déclare la guerre et se range aux côtés de l'Entente. En 1915, sa participation

se borne à une guerre de positions. Elle tend, mais sans y atteindre, vers les places de Gorizia et de Trieste : son adversaire possède, en effet, sur ce front, des remparts naturels inexpugnables, doublés de fortifications préparées de longue date.

18. Expédition contre la Turquie. — Oubliant sa vieille dette envers la France et l'Angleterre qui avaient maintes fois, au cours du XIX^e siècle, protégé « l'homme malade, » la Sublime Porte avait pris parti pour les Centraux, en novembre 1914. Résolue à frapper au cœur cette nouvelle ennemie, l'Entente essaie de forcer les *Détroits*, en février 1915 : sa flotte est arrêtée et par les champs de mines et par les fortifications des rives. Sans se décourager, elle débarque une armée dans la presqu'île de *Gallipoli* : celle-ci est forcée de reprendre la mer et va rejoindre à Salonique le corps expéditionnaire français de Serbie. Au moins prive-t-elle l'Autriche, par cette dernière occupation, de la meilleure base pour ses sous-marins dans la Méditerranée.

La Russie, à son tour, attaque la Turquie par la *Transcaucasie*. Au début de 1916, elle enlève Erzeroum, Trébizonde, et inflige au Sultan de sanglants échecs.

La Turquie obtint pourtant un succès contre l'Angleterre à *Kut-el-Amara* en s'emparant, après 143 jours de siège, de la petite armée du général Townsend en marche vers Bagdad.

19. Verdun. — Victorieuse sur le front oriental, l'Allemagne décide de porter un grand coup sur le front français. Elle accumule les hommes, les canons et les munitions devant Verdun, et, le 21 février 1916, y déclanche le plus formidable assaut qui ait encore été tenté. Le 25, ses régiments enlèvent le fort de *Douaumont*. Mais *Pétain* et *Castelnau* organisent la défense et barrent irrémédiablement la route de Verdun. Les Allemands s'entêtent : le 31 mai, à l'aide de gaz asphyxiants et de liquides enflammés, ils assaillent le fort de *Vaux* et s'en rendent maîtres, le 7 juin.

Mais en vain, pour avancer encore, groupent-ils dix-neuf régiments; en vain lancent-ils cent mille obus asphyxiants : leur attaque du 21 juin sur le fort de Souville est brisée et, le 23, ils suspendent l'offensive. Le 24 octobre, *Mangin* reprend Douaumont et quelques jours après, le fort de Vaux. Falkenhayn, coupable de n'avoir pas réussi, est remplacé à l'état-major par Hindenburg. Pour la seconde fois, Verdun était fatale à la gloire militaire du Kronprinz.

20. Bataille de la Somme. — La « méprisable petite armée de French, » comme disait dédaigneusement Guillaume II, s'était transformée : l'enrôlement des volontaires d'abord, le service militaire obligatoire ensuite en avaient fait une puissante armée. Les usines adaptées aux nécessités de la guerre, en Angleterre et en France, avaient créé des stocks immenses de munitions. L'offensive de l'été allait les utiliser.

Le 1^{er} juillet 1916, Français et Anglais attaquent en *Picardie* sur un front de 37 kilomètres. Une bataille de trois mois, à travers les obstacles accumulés par le génie prussien, les mène aux portes de Comblès. Mais en mars 1917 seulement, on peut évaluer le résultat de cette offensive : à cette date, forcés de raccourcir leur front, les Allemands opérèrent un brusque *repli* de Péronne à Saint-Quentin, abandonnant sans combat 2400 kilomètres carrés, non sans y avoir détruit préalablement usines, villes et villages.

21. Les fronts étrangers en 1916. — Au front du *Trentin*, les Italiens subissent une offensive autrichienne qui les refoule un instant au plateau des *Sept-Communes*. Cadorna parvient à repousser les assaillants au delà de la frontière; puis opérant sur l'Isonzo, enfonce l'adversaire et enlève *Gorizia*, le 9 août.

En *Arménie*, après la prise d'Erzeroum, les Russes continuent à progresser; sur le front de *Riga*, ils tiennent Hindenburg en échec. Enfin, sur le front de *Pologne*,

Broussiloff engage une offensive qui lui vaut, outre de nombreux prisonniers, la possession de *Czernowitz*, le 17 juin, et de *Stanislau*, le 10 août.

22. Batailles navales. — Au soir de la Toussaint 1914, l'escadre allemande de von Spee avait coulé, sur les côtes du Chili, la division navale anglaise de l'amiral Craddock. Le 8 décembre, l'amiral Sturdee venge cet échec en détruisant aux îles *Falkland* quatre des cinq croiseurs de von Spee.

La grande flotte cuirassée allemande est prudemment retirée à l'embouchure de l'Elbe. Le 31 mai 1916, elle en sort; mais les Anglais l'ont aperçue et l'attaquent à la hauteur du *Jutland*. Les pertes sont sérieuses de part et d'autre, mais le 1^{er} juin la flotte anglaise restée sur le champ de bataille attend vainement l'adversaire : il s'est dérobé derrière ses champs de mines et, de toute la guerre, il n'en démarrera plus.

23. Le front occidental en 1917. — Le 16 avril, le général *Nivelle* qui remplace Joffre à la tête des armées françaises, tente un assaut au Chemin des Dames : son élan est rompu. *Pétain*, qui lui succède, reprend son projet et, après plusieurs attaques bien préparées, aboutit, le 23 septembre, à une grande victoire.

Au sud de Cambrai, le 20 novembre, les *Anglais* avancent sous la protection de leurs tanks, mais ce succès de surprise ne peut être exploité. Plus heureux au front d'Orient, sous le général Allenby, ils conquièrent la Mésopotamie et entrent vainqueurs à Gaza et à Jérusalem.

Les *Italiens*, eux, qui durant l'été avaient accompli de véritables exploits, se laissent percer à Caporetto par une armée allemande enlevée au front russe. Cadorna parvient à ramener ses régiments sur la Piave et là, aidé de Foch et des contingents franco-britanniques, il arrête net la poussée germanique.

24. Roumanie. — En août 1916, la Roumanie prend parti pour l'Entente. Quelques succès marquent son entrée en guerre. Mais au début de 1917, envahie de deux côtés à la fois par Mackensen et Falkenhayn, elle est écrasée. La Russie, qui l'aurait pu, néglige de la secourir et laisse ainsi les Centraux s'emparer de tout le Danube.

25. Révolution russe. — On avait l'impression d'un profond malaise dans l'empire des czars. Le 15 mars 1917, la révolution y éclate; Nicolas II est forcé d'abdiquer et un gouvernement provisoire s'organise qui se donne pour chef le prince Lvof. Débarrassée des influences germanophiles qui la paralysaient, la Russie, pense-t-on, va imprimer à la lutte une impulsion nouvelle. Mais d'autres dissolvants la travaillent.

26. Débâcle russe. — Le pouvoir passe des mains du prince Lvof en celles du socialiste *Kérensky*. La lutte reprend : le 29 juin, Broussiloff attaque sur le Dniester et enlève Halicz et Kalucz; mais les Bavares contre-attaquent et les régiments russes se débandent; Czernowitz, la Bukovine et Riga tombent aux mains des Centraux. Seule, au sud, la *Roumanie* tient tête à l'archiduc Joseph et à Mackensen; à la fin de l'été, en pleine débâcle russe, elle résiste encore brillamment sur la Sereth. A Pétrograd, Kerensky fait place aux bolchevistes *Lénine* et *Trotsky*. Avec le régime nouveau, plus de travail, plus de propriété, plus de discipline sociale, plus d'organisation militaire, plus de guerre surtout. Les officiers qui tentent de réagir, le généralissime Doukhonine lui-même, sont massacrés. Le 15 décembre, la Russie des soviets accepte un armistice, prélude de la *paix* honteuse de *Brest-Litovsk* (3 mars 1918) qui consacra la dislocation de l'empire des czars et le placera sous la tutelle germanique.

Isolée, entourée d'ennemis, la Roumanie est forcée à subir la *paix de Bukarest* qui la met, militairement, financièrement, économiquement, à la merci de l'Allemagne.

27. Nouveaux alliés : Grèce et États-Unis. —

La défection de la Russie et l'anéantissement de la Roumanie permettent aux Centraux de jeter 1.200.000 hommes sur le front occidental. Heureusement, deux États nouveaux prennent place aux côtés de l'Entente : la Grèce et les États-Unis.

En Grèce, le roi Constantin, beau-frère de Guillaume II, après deux ans de résistance aux vœux de son peuple et de son ministre *Venizelos*, laisse massacrer, le 1^{er} décembre 1916, des marins français dans Athènes. L'Entente s'émeut, le force à abdiquer en faveur de son fils Alexandre et l'exile avec le reste de sa famille. Ce coup d'État rend sa liberté de mouvements à l'armée de Salonique à l'heure même où les Anglais tiennent Bagdad, Jérusalem et presque Damas.

Quant aux États-Unis, ils ont patienté longtemps. La guerre sauvage des sous-marins, le torpillage du *Lusitania* notamment, a coûté la vie à nombre d'Américains; des complots ourdis par des Allemands ont attenté à la sûreté de l'État; ils ont même essayé de lancer le Mexique contre les États-Unis; enfin, au début de 1917, ils reprennent la guerre sous-marine à outrance. Cette fois, l'Amérique à bout de patience déclare la guerre (6 avril 1917).

28. Offensives allemandes. — En France, *Clémenceau* vient d'arriver au pouvoir, et il s'est donné pour mot d'ordre : « Jusqu'au bout ! » L'Allemagne souffre du blocus décrété contre elle, ses colonies sont perdues, une immense coalition l'enserme. Elle veut une solution avant l'entrée en ligne des Américains.

Avec 44 divisions, le 21 mars 1918, elle attaque, sur un front de 80 kilomètres, les troupes franco-britanniques à leur point de jonction. Les 14 divisions anglaises cèdent. Mais Pétain jette dans la trouée les troupes de Pellé, d'Humbert, de Debeney et confie tout le secteur attaqué au général Fayolle. Le 6 avril, l'Allemand s'arrête devant *Montdidier* et *Noyon*.

Une décision heureuse sort de cette surprise : les Anglais,

faisant taire leur amour-propre, admettent le principe du commandement unique, et *Foch* devient généralissime des armées alliées.

Le 9 avril, le Kronprinz de Bavière attaque à *la Lys*, avec 49 divisions, les Anglo-Portugais, leur fait 20.000 prisonniers, leur enlève 400 canons et s'empare d'Armentières et de Bailleul. Puis, faisant face au Nord il attaque les Monts de Flandre. Les Français alertés occupent le *Kemmel* : abordés le 24, ils sont écrasés sous la mitraille et les obus asphyxiants; mais une nouvelle division barre le chemin. Le saillant d'Ypres est sauvé.

Le 27 mai, c'est le Kronprinz qui assaille au *Chemin des Dames*, sur un front de 50 kilomètres, avec 34 divisions précédées d'un bombardement à obus toxiques d'une violence inouïe. Le 6 juin, après une progression de 50 kilomètres, *Foch* l'arrête à la Marne.

Le 9 juin, c'est à *Montdidier* et *Noyon* qu'ils reprennent, en direction de Compiègne, mais une contre-attaque de Mangin les refoule dès le 11.

Le 15 juin, c'est le front italien qu'ils tentent de briser au plateau d'*Asiago*; mais le général Diaz, successeur de Cadorna, force les Austro-Allemands à la retraite.

Enfin un assaut monstre, préparé par *Ludendorf*, et exécuté par trois armées à la fois, se déclanche dans la nuit du 14 au 15 juillet, sur le front de *Champagne*. A l'est de Reims, Gouraud, minutieusement au courant, fait subir aux troupes d'assaut, dix minutes avant le départ, un furieux bombardement : durement éprouvées, elles ne parviennent pas même jusqu'au gros de l'armée française. La deuxième armée, en direction d'Épernay, est fixée après une avancée de 4 kilomètres. Enfin la troisième armée franchit la Marne vers Dormans, mais n'ose s'aventurer bien loin.

29. Bataille libératrice (18 juillet-11 novembre.

— Sans attendre la supériorité numérique que l'appoint de l'Amérique promettait pour 1919, *Foch* prend à son tour

l'offensive. Le 18 juillet, entre l'Aisne et la Marne, Mangin aidé des Franco-Américains de Degoutte, attaque sans préparation d'artillerie, avec les chars blindés. Il enlève 400 canons et fait 20.000 prisonniers. C'est le premier acte d'une bataille victorieuse de quatre mois; l'on ne s'arrêtera plus. « Ce sera, dès le 20 juillet, l'offensive de l'armée Mitry, de Dormans à Mareuil-le-Port; — du 20 juillet au 2 août, l'offensive de l'armée Berthelot poussant vers la Vesle; — et le 8 août, entre la Somme et l'Avre, l'offensive franco-britannique des armées Rawlinson et Debeney; — et le 12 août, ce sera l'offensive de l'armée Humbert, de Montdidier jusqu'à l'Oise; — et ce sera, dans la seconde quinzaine d'août, l'offensive de l'armée Mangin entre l'Aisne et l'Ailette; — et encore l'offensive de l'armée Byng et de l'armée Horne vers Bapaume; — et ce sera, au début de septembre, l'élargissement de l'offensive des armées Byng et Horne en avant d'Arras; — et à la mi-septembre, ce sera l'offensive des armées Degoutte et Berthelot au sud, puis au nord de la Vesle; — et encore l'offensive de l'armée Pershing vers Saint-Mihiel; et, le 26 septembre, ce sera l'offensive de l'armée Pershing et de l'armée Gouraud vers Buzancy et Vouziers; — et le 27, l'offensive britannique vers Cambrai; — et le 29, l'offensive belge vers la forêt d'Houthulst; et aux premiers jours d'octobre, la prise de Saint-Quentin, puis de Roulers, puis de Lille »

30. En Orient. — En Syrie, *Allenby* détruit, fin septembre, l'armée turque, lui prend 50.000 hommes et 300 canons, s'empare de *St-Jean d'Acre* et de *Damas*. Une autre armée anglaise tient *Bagdad*.

Le 15 septembre, *Franchet d'Esperey* prescrit l'offensive à l'armée de Salonique et coupe les Germano-Bulgares en trois tronçons. Le 30 septembre, il reçoit la soumission des Bulgares qui acceptent le désarmement.

31. L'armistice. — La Bulgarie réduite, la Turquie isolée et près de capituler, l'Autriche sur le point d'être envahie,

l'Allemagne perd tous ses alliés. D'autre part, la poussée victorieuse de Verdun à Ostende s'accroît; Mangin prépare une offensive anglo-américaine en Lorraine : l'Allemagne se sent perdue. Le 7 novembre, à *Rethondes*, une délégation allemande, à la tête de laquelle se trouvent Erzberger et le général de Winterfeld, sollicite Foch de leur accorder un armistice; et le 11, après en avoir référé à Berlin, les plénipotentiaires acceptent les conditions imposées.

Les hostilités cessent. Les pays occupés, y compris l'Alsace et la Lorraine, seront immédiatement évacués. La rive gauche du Rhin, avec les têtes de pont de Cologne, Coblenz et Mayence, est abandonnée aux Alliés. Les traités de Brest-Litovsk et de Bukarest sont déclarés non-avenus. Une partie du matériel de guerre, artillerie, avions, navires, sous-marins et matériel roulant est abandonné à l'Entente. Enfin le blocus de l'Allemagne par les flottes alliées continue jusqu'à la conclusion de la paix.

32. Conséquences de l'armistice. — Tandis qu'en France le Parlement déclare que Clémenceau et Foch « ont bien mérité de la Patrie, » tandis qu'en Alsace-Lorraine la population accueille la libération avec enthousiasme, en Allemagne les trônes disparaissent tous dans la tourmente. Le 9 novembre, Guillaume II abdique à Spa et s'échappe clandestinement en Hollande où le rejoint le Kronprinz; les rois de Saxe et de Bavière, l'empereur Charles d'Autriche perdent leur couronne; le roi de Bulgarie abdique en faveur de son fils.

Enfin, humiliation suprême, le 21 novembre, la flotte allemande de 74 cuirassés, croiseurs ou contre-torpilleurs, se livre à l'amiral Beatty qui l'interne à Scapa-Flow.

A Berlin, une république s'organise qui souscrira aux conditions de paix élaborées par l'Entente.

33. Physionomie nouvelle de la guerre. — La lutte géante dont l'armistice annonce la fin n'est pas seule-

ment marquante par le nombre de peuples qu'elle souleva et par les millions de soldats mobilisés, mais encore par les procédés de guerre nouveaux qu'elle instaura.

Ce fut d'abord une *guerre souterraine*. De Belfort à Nieuport, les armées allemandes et alliées habitèrent quatre ans, à quelques mètres les unes des autres, des tranchées creusées dans le sol humide. On y souffrait des intempéries, des pluies d'obus de tous calibres, des sapes de l'adversaire, des grenades et des rats; on n'en sortait que pour l'assaut. Il est tel bout de tranchée dont le nom appartient désormais à l'histoire, tel, au front de l'Yser, le « boyau de la mort » qui connut tant d'héroïsmes.

Ce fut une *guerre sous-marine*. Les Allemands avaient, de longue date, perfectionné et multiplié les submersibles; ils en construisirent d'énormes. Avec une inconscience parfaite et sans le moindre souci des vies humaines, ils torpillèrent cuirassés, croiseurs et transatlantiques et soulevèrent ainsi la réprobation du monde entier. On leur fit une chasse à mort : tout navire fut armé contre eux; l'hydravion surtout fut d'un secours efficace dans cette lutte.

Ce fut une *guerre aérienne*. L'aviation militaire allemande avait été extrêmement développée. On y avait joint les dirigeables géants, les zeppelins. Les Teutons s'en aidèrent pour le bombardement des villes ouvertes à grande distance du front. On commença par leur rendre la pareille, puis les escadrilles de chasse et de bombardement s'organisèrent. Les luttes aériennes devinrent quotidiennes : dans ces combats se distinguèrent le Français Guynemer et cent autres. Mais le rôle essentiel de l'avion est celui d'éclaireur; comme on l'a dit, il est « l'œil de l'armée. » Une bonne part du succès des Alliés est dû à leur supériorité finale dans cette arme.

Ce fut une *guerre scientifique*. Avec une audace barbare, les Allemands demandèrent à la chimie ses combinaisons les plus meurtrières pour leurs obus asphyxiants ou leurs liquides enflammés. On leur répondit par de plus intelligentes créations, notamment les tanks et les chars d'assaut. L'emploi

intense des mitrailleuses fut aussi l'une des caractéristiques de la lutte.

Ce fut une *guerre au moral* des combattants comme des civils. Les Teutons usèrent à merveille de cette arme hypocrite et sournoise : par leurs fausses nouvelles et leur propagande internationaliste, ils tendirent à développer chez leurs adversaires « cette vilaine chose dotée d'un vilain nom, le défaitisme. » Heureusement le bon sens natif reprit vite le dessus, et tous, civils et militaires, surent « tenir. »

34. La Paix. — Le 18 janvier 1919, quarante-huitième anniversaire de la proclamation de l'empire allemand, dans cette même Galerie des Glaces du château de Versailles, témoin du triomphe des Hohenzollern, les délégués des Alliés se réunirent pour le Congrès de la Paix. Après la lente et pénible élaboration des conditions à imposer aux vaincus, l'Allemagne fut invitée à les ratifier. Elle les signa le 28 juin.

L'Allemagne perdait l'Alsace-Lorraine et toutes ses colonies et s'engageait à payer 150 milliards d'indemnité de guerre; son armée était réduite à 100.000 hommes et sa flotte à six cuirassés; le bassin de la Sarre, provisoirement rattaché à la France, se prononcerait, après quinze ans d'occupation, pour l'Allemagne ou pour la France; enfin la rive gauche du Rhin était soumise, pour quinze ans aussi, à l'occupation des Alliés.

35. Après la paix. — Outre la constitution de la Société des Nations destinée à éviter le retour de cataclysmes semblables à celui de 1914, le Congrès remania la carte de l'Europe en s'inspirant surtout du principe des nationalités.

La Tchéco-Slovaquie et la Pologne furent créées aux flancs de l'Allemagne en champions du Droit; les Serbes, unis aux Croates et aux Slovènes, fondèrent la Yougo-Slavie; la Roumanie acquit la Transylvanie, la Bukovine et la Bessarabie; l'Italie s'agrandit du Trentin et de l'Istrie;

la Belgique recouvra les districts wallons d'Eupen et de Malmedy. D'autres États sont en voie de formation : Ukraine, Finlande, Esthonie, Lettonie, Lithuanie; mais leurs aspirations sont menacées et leur destinée incertaine encore.

Le Congrès de la Paix a soulevé d'autres questions, telle l'organisation du travail. Mais au sortir du cataclysme qui a bouleversé le monde, la société ébranlée jusqu'en ses fondements semble revenir difficilement au calme. Le Bolchevisme, qui détruisit l'empire russe, menace l'Europe et le monde; la vie chère soulève d'universelles plaintes. L'avenir est peu rassurant.

Du Congrès de la Paix, de ces suprêmes assises du Droit, l'on écarta le représentant de la Toute-Justice dans le monde, le Souverain-Pontife. Puisse cette omission volontaire ne point causer plus tard de cuisants regrets et puisse-t-on ne pas s'apercevoir alors que, toute seule, comme le disait le grand Bossuet, « la sagesse humaine est toujours courte par quelque endroit. »

LISTE CHRONOLOGIQUE DES PAPES DEPUIS LE XVI^e SIÈCLE
JUSQU'A NOS JOURS.

Jules II,	1503-1513	Clément IX,	1667-1669
Léon X,	1513-1521	Clément X,	1670-1676
Adrien VI,	1522-1523	Innocent XI,	1676-1689
Clément VII,	1523-1534	Alexandre VIII,	1689-1691
Paul III,	1534-1549	Innocent XII,	1691-1700
Jules III,	1550-1555	Clément XI,	1700-1721
Marcel II,	1555	Innocent XIII,	1721-1724
Paul IV,	1555-1559	Benoît XIII,	1724-1730
Pie IV,	1559-1565	Clément XII,	1730-1740
Pie V,	1565-1572	Benoît XIV,	1740-1758
Grégoire XIII,	1572-1585	Clément XIII,	1758-1769
Sixte V,	1585-1590	Clément XIV,	1769-1774
Urbain VII,	1590	Pie VI,	1775-1799
Grégoire XIV,	1590-1591	Pie VII,	1800-1823
Innocent IX,	1591	Léon XII,	1823-1829
Clément VIII,	1592-1605	Pie VIII,	1829-1831
Léon XI,	1605	Grégoire XVI,	1831-1846
Paul V,	1605-1621	Pie IX,	1846-1878
Grégoire XV,	1621-1623	Léon XIII,	1878-1903
Urbain VIII,	1623-1644	Pie X,	1903-1914
Innocent X,	1644-1655	Benoît XV,	1914-1922
Alexandre VII,	1655-1667	Pie XI,	1922-

LISTES CHRONOLOGIQUES DES SOUVERAINS
DES PRINCIPAUX ÉTATS EUROPÉENS DANS LES TEMPS MODERNES.

**Empereurs d'Allemagne
de la Maison d'Autriche.**

Albert II,	1438-1439
Frédéric III,	1440-1493
Maximilien I,	1493-1519
Charles-Quint	1519-1556
Ferdinand I,	1556-1564
Maximilien II,	1564-1576
Rodolphe II,	1576-1612
Mathias,	1612-1619
Ferdinand II,	1619-1637
Ferdinand III,	1637-1657
Léopold I,	1658-1705
Joseph I,	1705-1711
Charles VI,	1711-1740
Marie-Thérèse,	1740-1780
Joseph II,	1780-1790
Léopold II,	1790-1792
François II, dernier emp. d'Allemagne,	1792-1806

Empereurs d'Autriche.

François II,	1806-1835
Ferdinand I,	1835-1848
François-Joseph,	1848-1915
Charles I,	1915-1918

Rois de France.

Maison des Bourbons.

Henri IV,	1589-1610
Louis XIII,	1610-1643
Louis XIV,	1643-1715
Louis XV,	1715-1774
Louis XVI,	1774-1793

Louis XVII,	† 1795
Louis XVIII,	1814-1824
Charles X,	1824-1830

Branche cadette.

Louis-Philippe I,	1830-1848
-------------------	-----------

Rois de Prusse.

Maison de Hohenzollern.

Frédéric I,	1701-1713
Frédéric-Guillaume I,	1713-1740
Frédéric II le Grand,	1740-1786
Frédéric-Guillaume II,	1786-1797
Frédéric-Guillaume III,	1797-1840
Frédéric-Guillaume IV,	1840-1861
Guillaume I, premier empereur d'Allemagne,	1861-1888
Frédéric III,	1888
Guillaume II,	1888-1918

Rois et reines d'Angleterre.

Maison des Tudors.

Henri VII,	1485-1509
Henri VIII;	1509-1547
Édouard VI,	1547-1553
Marie,	1553-1558
Élisabeth,	1558-1603

Maison des Stuarts.

Jacques I,	1603-1625
Charles I,	1625-1660
Charles II,	1660-1685
Jacques II,	1685-1689

Interrègne.

Guillaume II de Hollande,	1689-1702
Anne Stuart,	1702-1714

Maison de Hanovre.

Georges I,	1714-1727
Georges II,	1727-1760
Georges III,	1760-1820
Georges IV,	1820-1830
Guillaume IV,	1830-1837
Victoria,	1837-1901
Édouard VII,	1901-1910
Georges V,	1910-

Souverains d'Espagne.

Famille des Bourbons.

Philippe V,	1700-1746
Ferdinand VI,	1746-1759
Charles III,	1759-1788
Charles IV,	1788-1808

Interrègne.

Joseph Bonaparte,	1808-1813
-------------------	-----------

Retour des Bourbons.

Ferdinand VII,	1813-1833
Isabelle II,	1833-1868
Régence militaire,	1868-1870

Interrègne.

Amédée de Savoie,	1870-1873
République,	1873-1874

Retour des Bourbons.

Alphonse XII,	1874-1885
Alphonse XIII,	1885-

Rois de Sardaigne et d'Italie.

Maison de Savoie.

Victor-Amédée II,	1613-1730
Charles-Emmanuel III,	1730-1773
Victor-Amédée III,	1773-1796
Charles-Emmanuel IV,	1796-1802
Victor-Emmanuel I,	1802-1821
Charles-Félix,	1821-1831
Victor-Emmanuel II, premier roi d'Italie,	1860-1878
Humbert I,	1878-1900
Victor-Emmanuel III,	1900-

Souverains de Russie.

Maison de Romanof.

Alexis I,	1645-1676
Féodor,	1676-1682
Pierre I le Grand,	1682-1725
Catherine I,	1725-1727
Pierre II,	1727-1730
Anne,	1730-1740
Ivan VI,	1740-1741
Élisabeth,	1741-1762

Maison de Holstein-Gottorp.

Pierre III,	1762
Catherine II,	1762-1796
Paul I,	1796-1801
Alexandre I,	1801-1825
Nicolas I,	1825-1855
Alexandre II,	1855-1881
Alexandre III,	1881-1894
Nicolas II,	1894-1917

INDEX DES CHAPITRES.

Les temps modernes.

	Pages.
SYNTHÈSE. —	1
CHAPITRE I. — Progrès du pouvoir royal au xv ^e siècle en France, en Angleterre et en Espagne . . .	3
CHAPITRE II. — Grandes inventions au début des temps modernes. — Leur influence	17
CHAPITRE III. — Grandes découvertes maritimes au xv ^e siècle.	22
CHAPITRE IV. — La Renaissance italienne et la Renaissance au xv ^e siècle	33
CHAPITRE V. — La Réforme, ses causes et ses progrès (xv ^e siècle)	45
CHAPITRE VI. — Charles-Quint et François I (xv ^e siècle). Leur politique et leur guerre.	58
CHAPITRE VII. — Philippe II et Élisabeth d'Angleterre (xv ^e siècle)	68
CHAPITRE VIII. — Les guerres de religion en France et les débuts de la monarchie absolue	78
CHAPITRE IX. — La guerre de trente ans (1618-1648).	90
CHAPITRE X. — Révolutions d'Angleterre en 1649 et en 1688. Établissement du gouvernement constitutionnel	100
CHAPITRE XI. — Règne de Louis XIV (1661-1715)	110
CHAPITRE XII. — Le siècle de Louis XIV.	126
CHAPITRE XIIbis. — Pierre le Grand et Charles XII. Développement de l'empire de Russie (fin du xv ^e siècle).	139
CHAPITRE XIII. — Frédéric II et Marie-Thérèse. Rivalité de la Prusse et de l'Autriche (1740-1788) . . .	145
CHAPITRE XIV. — Catherine II de Russie et le démembrement de la Pologne (1772-1795).	156
CHAPITRE XV. — Fondation des États-Unis d'Amérique (1744-1783)	162
CHAPITRE XVI. — Le mouvement des idées du xv ^e siècle. Philosophie, Arts, Sciences	168

CHAPITRE XVII.	— La Révolution française de 1789	181
CHAPITRE XVIII.	— La France et l'Europe sous le règne de Napoléon I (1799-1815).	201

L'époque contemporaine.

SYNTHÈSE.	—	223
CHAPITRE XIX.	— Réaction des Souverains contre la Révolution. Le Congrès de Vienne, la Sainte-Alliance	225
CHAPITRE XX.	— La France sous la Restauration et sous la monar- chie de juillet. Révolution de 1830 et de 1848.	230
CHAPITRE XXI.	— Répercussion des révolutions de Paris en Europe et dans les colonies	240
CHAPITRE XXII.	— La France sous la seconde république et sous le second empire (1848-1870)	253
CHAPITRE XXIII.	— Création du royaume d'Italie (1856-1870)	263
CHAPITRE XXIV.	— Fondation de l'empire allemand sous l'hégé- monie de la Prusse	271
CHAPITRE XXV.	— L'Allemagne et la France après 1870.	285
CHAPITRE XXVI.	— L'Angleterre et la Russie au XIX ^e siècle	298
CHAPITRE XXVII.	— Aperçu général sur la question d'Orient.	308
CHAPITRE XXVIII.	— Les grands États extra-européens au XIX ^e siècle.	317
CHAPITRE XXIX.	— L'Église sous les pontificats de Pie IX, de Léon XIII, de Pie X, de Benoît XV.	328
CHAPITRE XXX.	— Lettres, arts et sciences au XIX ^e siècle	335
CHAPITRE XXXI.	— La Grande Guerre (1914-1918).	355

INDEX DES CARTES.

Temps modernes.

1. *Planisphère*, pour l'histoire des explorations et des colonisations aux xv^e et xvii^e siècles. 24
2. *L'Europe*, pour l'histoire de la Réforme, des guerres de Charles-Quint, des guerres de religion en France et de la guerre de Trente ans 58
3. *Les Pays-Bas*, pour l'histoire de la révolution des Pays-Bas sous Philippe II, et de la guerre de Hollande sous Louis XIV . . . 119
4. *L'Europe*, pour l'histoire des guerres de Louis XIV et de la campagne de Charles XII, de Suède 120
5. *L'Europe orientale*, pour l'histoire de la guerre de la succession d'Autriche et de la guerre de Sept ans. 150
6. *La Pologne*, pour l'histoire du démembrement de ce royaume . . 159
7. *Les États-Unis*, pour l'histoire de la guerre de l'indépendance américaine 164

Époque contemporaine.

1. *L'Italie septentrionale*, pour les campagnes d'Italie (1796-1800-1859). 244
2. *L'Allemagne*, pour les campagnes d'Allemagne (1796 à 1866) . . 211
3. *La Russie occidentale*, pour la campagne de 1812. 217
4. *La France (Seine et Marne)*, pour la campagne de 1814 219
5. *La presqu'île balkanique*, pour les diverses phases de la question d'Orient 310
6. *L'Italie*, pour l'histoire de l'unification italienne 266
7. *La France (frontière de l'Est)*, pour l'histoire de la guerre de 1870 . 280